LA

PRUSSE ET L'ALLEMAGNE

II.

LE CARACTÈRE PRUSSIEN, LA MONARCHIE CONSTITUTIONNELLE ET LA ROYAUTÉ DE DROIT DIVIN [1]

I.

Le particularisme du midi est le seul obstacle à l'unité allemande, dit-on souvent à Berlin, et on y reproche aigrement au Bavarois de n'aimer que sa Bavière, au Wurtembergeois de préférer sa Souabe à la grande patrie. Allez à Stuttgart, vous y entendrez dire : « Il n'y a qu'un obstacle à l'unité, c'est le particularisme prussien. Quand les Prussiens seront des Allemands, l'Allemagne sera faite. » C'est ainsi que du nord au midi on se renvoie la balle.

Lors de la première session du parlement douanier, il se trouva que nombre des députés du sud voyaient Berlin pour la première fois. C'était pour eux une terre étrangère, et ils s'y sentaient fort dépaysés; plus d'un pouvait dire comme le doge de Gênes à Versailles : Rien ne m'étonne plus que de m'y voir. On se fit un plaisir de leur tout montrer, et beaucoup de choses leur parurent admirables. Le moyen de parcourir les *Linden* dans leur longueur, du pont du château à la porte de Brandebourg, sans ressentir quelque admiration, sans être obligé de convenir que Berlin est une vraie capitale, où l'on sent battre le cœur d'un grand et puissant royaume? Que si

(1) Voyez la *Revue* du 15 novembre.

vous visitez les arsenaux, les hôpitaux, les prisons, les écoles, l'impression est plus vive encore; tout vous avertit que vous êtes dans un pays d'excellente administration, où règne l'ordre, un ordre minutieux et sévère, dans un pays où les savans ne gouvernent point, mais où le gouvernement s'entend à les employer, pays où ne croît point l'olivier, et qui ne laisse pas d'être cher à Pallas-Athéné, déesse de la dialectique hégélienne, de la science appliquée aux arts et du fusil à aiguille. Toutefois à l'admiration qu'éprouvaient les députés dont nous parlons se mêlait un secret malaise, et on assure que, lorsqu'ils eurent repassé le Mein, ils respirèrent plus librement. L'un d'eux s'écria : « Je comprends à cette heure pourquoi Henri Heine aimait à s'appeler un Prussien libéré. »

Tacite avait observé chez les Germains deux choses qui étaient propres à étonner une âme romaine, le prix infini que chacun de ces barbares attachait à son indépendance personnelle et le besoin qu'il éprouvait de l'aliéner volontairement en servant un chef de son choix auquel il se donnait pour un temps. Rien n'était plus antipathique au génie germain que ce savant et compliqué mécanisme que nous appelons l'état, où les individus, distingués en administrés et en fonctionnaires, ne comptent que par les charges qu'ils acquittent, par la quotité des redevances auxquelles ils sont tenus, par les services officiels qu'ils rendent à la chose publique, où ils sont tous soumis au perpétuel contrôle de cet être impersonnel qui se nomme le gouvernement, lequel dispose d'eux, fixe à chacun sa place, les emploie, les taxe et en quelque mesure leur fait leur destinée, de telle sorte que, pour employer les fortes expressions d'un publiciste fameux, « être gouverné, c'est être inspecté, légiféré, réglementé, parqué, endoctriné, noté, enregistré, recensé, tarifé, timbré, toisé, coté, autorisé et empêché. » Or le Germain avait horreur de la toise, du cordeau, de la cote, du règlement, des autorisations et des empêchemens, non que pour être libre il fût disposé à vivre seul : sa barbarie, dont notre civilisation est née, s'accommodait mal de l'isolement, la nature avait mis en lui un penchant passionné pour la vie collective; mais il n'entendait pas qu'on disposât de lui sans son consentement. Il se donnait, parce que se donner c'est témoigner qu'on s'appartient, et il choisissait l'homme auquel il voulait se donner, parce que le choix est la liberté. Le chef auquel il s'était lié par un serment, il le servait en fidèle et loyal compagnon, ne lui refusant ni son cœur, ni ses sueurs, ni sa volonté, ni son sang; mais quand expirait le terme de son engagement, il reprenait sa liberté, quitte à l'aliéner bientôt par un nouveau choix et par un nouveau contrat. Ces barbares, vêtus de peaux de bêtes, avaient inventé une chose où n'avaient pu atteindre ni les philosophes de la Grèce ni les légistes

de Rome : ils s'étaient avisés que la société est une tyrannie, si elle ne repose sur une transaction volontaire, sur un contrat libre, et leur découverte a renouvelé le monde. Disciples de la Grèce et de Rome, quelle que soit notre admiration pour Platon ou pour César, il y a dans chacun de nous du Germain, un homme des bois qu'effarouchent le cordeau, la toise et le règlement, que le percepteur et le commissaire de police ont quelque peine à apprivoiser, et qui trouve plus facile de se dévouer que de se soumettre, de se donner que d'obéir. On a eu tort de prétendre que le régime parlementaire était sorti des forêts de la Germanie. Un parlement ou un césar, qu'importait aux Cattes et aux Chérusques? C'étaient deux faces de la servitude, et peut-être s'accommodaient-ils mieux d'un maître qui entend et qui parle que de ce maître muet et sourd qu'on appelle la loi. Il est plus juste de dire que le grand philosophe qui a exposé le premier la théorie de l'état moderne, Spinoza, s'inspirait du génie des Germains quand il déclarait que le meilleur gouvernement est celui qui impose aux individus le moindre sacrifice de leur liberté.

Sur beaucoup de points, les Allemands d'aujourd'hui ne ressemblent plus au portrait qu'a fait Tacite de leurs ancêtres. Ils ont des villes et de fort belles villes, et ils souffrent que leurs maisons se touchent, *patiuntur inter se junctas sedes;* ils connaissent le ciment, le mortier, la tuile; on ne saurait plus dire que leurs bâtisses sont informes, qu'ils n'accordent rien à la décoration ni à l'agrément. Les Allemands sont des Germains très civilisés, et la civilisation suppose des rapports permanens, des attaches fixes. Que deviendrait-elle, si chacun de nous n'acceptait que des dépendances volontaires, s'il n'existait entre les hommes que des liaisons personnelles et librement consenties, si l'état n'obtenait de nous que ce que nous voulons bien lui donner? En attendant que se réalise la fameuse anarchie rêvée par Proudhon et qui nous ramènerait dans les bois d'où nous sommes sortis, il nous faut prendre notre parti d'être un peu gouvernés, bien ou mal. En vrais fils des Germains, les Allemands demandent à l'être le moins possible. Il leur déplaît d'être englobés dans ces grands états où le pouvoir est exercé de loin par des bureaux invisibles, de près par des fonctionnaires subalternes et irresponsables qu'on voit trop. La seule autorité à laquelle ils se plient facilement et s'affectionnent, c'est la commune, parce que la commune est un petit monde dont on peut faire le tour, une sphère d'intérêts et de rapports assez restreinte pour que les individus qui la composent n'y soient point absorbés ni annulés; ils ont le plaisir d'y compter pour quelque chose et de se sentir exister. L'Allemand souffre volontiers le contrôle de magistrats municipaux de son choix; ils agissent et fonctionnent sous ses yeux;

à son tour, il les peut contrôler. Les taxes qu'ils lèvent sur lui, il en surveille l'emploi; il sait où va son argent. Au surplus, s'il est mécontent, il saura à qui s'en prendre, et ses plaintes auront quelque chance d'être écoutées. On lui a fait une réputation d'homme peu pratique; il s'égare souvent dans les intérêts généraux, faute d'y prendre assez de part; en revanche, il est très avisé sur ses intérêts prochains, immédiats, et il les discute mieux que personne. Sa commune est pour lui comme une grande famille : aussi lui est-elle si chère qu'il accepte tout d'elle, même la tyrannie. On voit dans les populations de la Suisse allemande, si jalouses de leurs franchises, si ombrageuses à l'égard de l'état, si attentives à borner ses pouvoirs, l'autorité communale exercer dans des questions de mariage ou de gestion de fortune des ingérences presque despotiques qui seraient insupportables à des Français, et qui à Zurich ou à Bâle n'étonnent et ne blessent personne.

Dans aucun pays, l'esprit municipal et communal n'est si fort ni si vivace qu'en Allemagne; il faut ajouter que nulle part non plus l'esprit d'association libre n'est si répandu ni si puissant. En dehors de cette petite société à laquelle l'Allemand appartient par sa naissance, qui le baptise, le marie et l'enterre, il lui en faut une autre dans laquelle il entre librement et par choix, un *verein* dont il a voté les statuts, où il vit dans un commerce journalier avec ses pairs, qui élargit son moi en lui créant des intérêts communs à plusieurs, sans être ceux de tous, une association toute volontaire qui donne, pour ainsi dire, un peu de gloire à son bonheur en en faisant une petite chose publique. L'Allemand prend son parti de bien des privations. Vous lui persuaderiez sans trop de peine que le monde peut exister sans journaux et sans parlemens; ôtez-lui le droit de s'associer, vous le réduirez au désespoir. On sait la prodigieuse fortune qu'ont faite en Allemagne les banques populaires, les sociétés coopératives; elles y pullulent et elles y prospèrent, parce que l'Allemand est réfléchi, patient, parce qu'il a compris depuis longtemps qu'il faut semer avant de moissonner, parce qu'il est capable de s'imposer de grands sacrifices pour des intérêts où il voit clair et qui le touchent. Sa commune et son *verein,* voilà ses plus chères affections et de quoi remplir sa vie. Il s'occupe peu du gouvernement, et il tient à ce que le gouvernement s'occupe peu de lui. « Nous autres, Allemands du sud, disait l'un d'eux, nous n'avons pas encore bien compris l'utilité et la nécessité de l'état, et, s'il pouvait se passer de nous, nous aurions bientôt fait de nous passer de lui. »

Franchissez le Mein, vous trouverez un grand pays qui parle allemand et dans lequel l'idée romaine de l'état subsiste dans toute

sa force, s'est enracinée au fond des cœurs avec une puissance qu'on ne retrouverait peut-être nulle part ailleurs en Europe. C'est à Berlin que Hegel, oublieux de sa Souabe, a professé sa philosophie du droit, qu'on pourrait appeler plus justement la philosophie de la royauté prussienne. Hegel enseigne que l'état est l'incarnation sublime de l'idée morale, et que les individus doivent reconnaître en lui leur vrai moi, leur moi raisonnable et leur véritable cause finale. Quels que soient les vices d'un état, dit-il encore, il n'en est pas moins l'état, c'est-à-dire la puissance de la raison se manifestant dans le monde pour le gouverner. Un cul-de-jatte, un manchot, un être rachitique et rabougri, en dépit de ses difformités, ne laisse pas d'être un homme et de vivre. Pareillement l'état dont les institutions sont les plus vicieuses et les plus oppressives porte toujours en lui l'idée de l'état, *ce dieu vivant*, et il a reçu la mission d'élever les individus au-dessus d'eux-mêmes en les contraignant à sacrifier leur bien-être au bien public, en les arrachant au cercle étroit où les enfermait leur égoïsme, en les initiant à la vie commune et raisonnable. Écoutons encore un autre docteur prussien, un publiciste éminent, dont les écrits, justement estimés en Europe, font autorité à Berlin. Le professeur Gneist accuse la révolution française d'avoir inauguré dans le monde un système de gouvernement qu'on ne saurait trop réprouver, et qui subordonne l'état à la société. Il reproche à la France moderne de considérer l'institution politique comme une compagnie d'assurance destinée à garantir les intérêts privés, le développement des forces productives de la nation, et de chercher à atteindre ce but par la combinaison d'une législation démocratique et d'une administration dictatoriale. M. Gneist, ou, pour mieux dire, la Prusse elle-même, au nom de laquelle il porte la parole, déclare que l'état a de tout autres fonctions à remplir, que, loin d'être au service des intérêts, son premier devoir est de tenir école de désintéressement, d'enseigner aux particuliers cette abnégation, cet esprit de sacrifice qui fait les peuples forts, — que l'état est plus qu'un arbitre, ou qu'un garant, ou qu'un assureur, qu'il est le grand éducateur chargé d'élever les hommes à la vie morale par les prestations qu'il exige d'eux, par les emplois auxquels il les appelle, par les habitudes et les institutions qu'il leur impose, et que la plus précieuse, la plus salutaire de ces institutions est le service militaire obligatoire et universel, « parce qu'il coupe le mal à la racine en opposant aux groupemens artificiels des intérêts qui désorganisent la société la grande pensée du service personnel que, riche ou pauvre, chacun doit à la chose publique. Nous avons sujet de croire, ajoute-t-il, que, dans la grande crise que traverse l'Allemagne, ce sera l'état et non la société qui vaincra. Autrement c'en serait fait des destinées

idéales de l'espèce humaine. Ce qu'est dans la vie de l'individu la lutte entre les devoirs et les désirs nous est représenté dans la vie des peuples par l'éternelle lutte entre l'état et la société (1). »

Cette philosophie politique n'est pas une vaine spéculation, elle a passé depuis longtemps dans le cœur et dans le sang du peuple prussien; depuis longtemps, on lui a infusé le respect de l'état, de son omnipotence, des droits absolus qu'il a sur la société et sur les intérêts privés. Qu'on se représente un peuple froid, réfléchi, étranger aux passions bruyantes des nations du midi, à la vivacité électrique du Français, et qui n'a pas davantage l'ardeur concentrée de l'Anglais, ni ces fureurs sourdes de la volonté que les difficultés irritent et qui renversent tous les obstacles. Frédéric II reprochait à ses Prussiens de n'avoir que des passions ébauchées; mais ce peuple est solide dans ses goûts et dans ses attachemens, tenace dans ses desseins, dur à la peine, âpre à l'effort. S'il n'a pas les rapidités d'une intelligence primesautière, ni cette finesse de perception qui est l'apanage des races exquises et permet à leur ignorance d'avoir du génie (2), en revanche il a le sens droit, le jugement ferme; il est appliqué, se donne tout entier à ce qu'il fait; il sait bien ce qu'on lui a enseigné, et il s'entend à s'en servir. Au demeurant, peu de fantaisie, — allez chercher les poètes en Souabe ou à Francfort, non sur les bords de la Sprée; — une médiocre originalité d'esprit, comme il est naturel dans une race où la faculté de sentir et de deviner est inférieure à la faculté d'apprendre; une *aurea mediocritas*, une certaine aisance intellectuelle très répandue, un niveau moyen de culture plus élevé qu'ailleurs, mais que peu dépassent. De toutes les contrées de l'Allemagne, la Prusse est celle qui a produit le moins de génies. Le plus grand penseur qu'ait vu naître son ciel brumeux est Kant, le fondateur du criticisme, et en effet le trait dominant du Prussien est un tour d'esprit critique qui examine de près les choses et qui trouve toujours à en rabattre, une sorte d'ironie narquoise qui se défie des apparences, crève et dégonfle tous les ballons, démonte tous les moulins à vent, prononce sur toutes les chimères le verdict d'une sagesse qui a souvent raison, mais qui a trop raison. Cependant ce peuple ironique et critique est respectueux pour ceux qui le gouvernent; il est le seul chez qui le respect puisse se passer d'illusions, et malgré sa froideur naturelle l'esprit public s'est développé chez lui avec une puissance, une intensité

(1) *Verwaltung, Justiz, Rechtsweg*, v. Dr Rudolf Gneist, Berlin 1869, p. 61 et 62.

(2) Un Prussien d'esprit distingué, qui connaît l'Italie, nous disait : « J'ai éprouvé souvent à Florence un étonnement mêlé de dépit. J'entendais de vrais ignorans, dénués de ces connaissances élémentaires que possèdent tous nos Prussiens, prononcer sur les choses de la vie ou de la politique des jugemens pleins de finesse et de cette originalité naturelle qui est si rare chez nous. »

qu'on chercherait vainement ailleurs. Il a une capitale de plus de sept cent mille âmes, et dans cette capitale on a peine à découvrir un oisif vivant en rentier ou en curieux, vivant pour le plaisir de vivre; tout le monde s'y croit obligé de faire quelque chose, chacun sert l'état ou à l'armée, ou à la cour, ou dans l'administration, ou dans quelque fonction gratuite qui lui dévore ses loisirs; tous, tant qu'ils sont, ils trouvent naturel que l'état prenne sur leur temps, sur leurs affaires. Ils se plaignent quelquefois, et ne laissent pas d'obéir; ils jugent leurs maîtres, et ils obéissent; ils raisonnent, ils discutent, ils ergotent, et ils obéissent. Que s'il éclate quelque crise qui mette l'état en danger, chacun est à son poste, prêt à faire son devoir et plus que son devoir, et ils se montrent capables de tous les sacrifices, ils acceptent toutes les charges et toutes les fatigues; on leur a enseigné à faire sans enthousiasme des choses grandes et difficiles.

Il exprimait bien la pensée de son pays, ce Berlinois qui disait : « Nous avons beaucoup pâti en 1866, et nous pâtirons encore; mais cette guerre qu'on a décidée sans nous, que nous avons faite malgré nous, a eu d'excellens résultats. Il est bon que les peuples souffrent, cela les pousse à l'effort. La Prusse était trop heureuse, elle commençait à s'endormir, Sadowa l'a réveillée. Nous avons tiré aussi de leur béate quiétude ces petits états, nos voisins, qui vivaient tranquilles, au jour le jour, sans soucis, presque sans impôts. Ils en paient beaucoup aujourd'hui, cela les forcera de s'évertuer. Heureux les états du sud si une nouvelle secousse les guérissait de leur grasse et indolente prospérité, et pouvait leur apprendre qu'il y a pour les peuples quelque chose de préférable au bonheur! »

Comment nier que le Mein soit une frontière? Il sépare deux idées, deux politiques. Au nord, on fait passer l'état avant la société, au midi la société avant l'état; au nord, on accepte l'effort comme la loi suprême de la vie; au midi, on prend très bien son parti d'être heureux.

II.

Pour expliquer le génie propre de la Prusse, on a prétendu que les Prussiens ne sont pas des Allemands, de vrais Allemands, qu'ils ont été fortement mélangés de sang slave, qu'ils descendent des Sorbes, des Obotrites, des Wiltzes ou Welatabs, de ces tribus wendes qui occupaient jadis le territoire compris entre l'Elbe, la Vistule et la Baltique. Il est permis aux patriotes hanovriens de se souvenir que la ville de Brandebourg s'appelait au xe siècle Brannybor et qu'elle était la résidence d'un prince wende, Tugumir, qui opposa une vigoureuse résistance à Henri l'Oiseleur. Ils ont

aussi quelque raison de prétendre que la maison ascanienne, dont Albert l'Ours fut le premier margrave, n'eut garde de dépeupler le pays en exterminant les Wendes, qu'elle se contenta de les soumettre, de les convertir, qu'elle se fit aider dans cette tâche par les templiers et les chevaliers de Saint-Jean, qu'appelant dans la Marche des colons allemands, elle favorisa de tout son pouvoir le mélange des deux races et les mariages entre les deux noblesses. Un historien hanovrien, M. Schaumann, dans un manuel de l'histoire des Guelfes qu'il destinait à l'enseignement des gymnases, oppose aux races allemandes pures, dont les Hanovriens tiennent la tête, les races et les provinces de l'Allemagne orientale, où l'élément slave s'est trouvé en lutte avec l'élément germanique, et où le premier a eu jusqu'à nos jours le dessus.

Ces explications guelfes nous paraissent insuffisantes. Il est possible qu'il y ait dans le sang prussien quelques gouttes de sang wiltze ou obotrite. Le malheur ne serait pas grand pour la Prusse, ce sont les mélanges de races qui font les peuples fortement trempés. A coup sûr, les Prussiens ne sont pas des Slaves. Par leurs qualités et par leurs défauts, ils ressemblent aussi peu aux Russes qu'aux Polonais; ils sont à cent lieues de cette anarchie géniale, héroïque et folle du *liberum veto*, à cent lieues aussi de cette obéissance passive qui tremble sous la verge et de loin en loin se venge de ses soumissions par d'effroyables révoltes. Il n'est pas de nation moins fantaisiste, moins chevaleresque, plus étrangère à la souplesse du Slave, à sa facilité d'humeur, à ses généreux élans; leur bon sens les préserve de toutes les folies dangereuses, ils ne feront jamais la guerre pour une idée, et quand d'aventure ils ont l'air de s'éprendre d'une dulcinée, on peut être sûr qu'elle a une dot. D'autre part, il n'est pas de nation moins moutonnière, moins servile; si leurs maîtres leur ont donné jadis des coups de bâton, ils leur expliquaient pourquoi, et ils étaient tenus d'avoir raison. Les Prussiens sont le peuple le plus disciplinable et le plus discipliné de la terre; mais leur discipline raisonne, elle est ennoblie par l'esprit public. Ce qu'ils étaient, ce qu'ils sont devenus, s'explique bien mieux par les situations que par les Obotrites, et ce sont bien des Allemands qui habitent les bords de la Havel et de la Sprée, mais des Allemands dont une éducation particulière, commandée par les circonstances, a fait des Prussiens.

« Vous autres habitans de Francfort et des contrées où croît la vigne, vous êtes plus riches que nous, s'écriait naguère un député prussien dans le *Reichstag*, et pourtant sur notre sol stérile et dur à cultiver on a vu pousser et grandir l'arbre qui couvrira un jour l'Allemagne de son ombre. Notre pauvreté a su trouver les ressources nécessaires pour créer la grande patrie. » La richesse de la Prusse

consiste dans le travail de l'homme sur une terre ingrate, disait plus récemment dans une séance du parlement prussien le célèbre professeur Virchow. Rien ne ressemble moins à la plantureuse Bavière, au riant Wurtemberg, que ce triste Brandebourg, surnommé autrefois la sablonnière de l'empire. Aucun pays n'a été moins gâté du ciel que la Prusse, ce pays de seigle et de sapins. Les mornes sévérités d'un climat dur et capricieux, les tristesses d'un ciel gris, les rudesses d'un hiver de huit mois, des oasis perdues dans des plaines de sables, des eaux dormantes, des rivières immobiles, des marais, des bruyères, une végétation maigre et rachitique, voilà ce que la nature a fait pour les Prussiens. Cette grande plaine que parcourent l'Elbe, l'Oder, la Vistule, et qui est une Russie commencée, « est grave et triste, a dit un historien, comme la mer, dont elle rappelle souvent l'image, comme le ciel du nord. Elle est fertile sur les bords des fleuves; dans l'intérieur, une culture maigre se développe çà et là au milieu des éclaircies des forêts de sapins, et si quelquefois elle présente le spectacle de l'abondance, c'est lorsque de nombreux bestiaux ont engraissé le sol; mais telle est la puissance de l'économie, de la persévérance, du courage, que dans ces sables s'est formé un état de premier ordre, sinon riche, du moins aisé, la Prusse, œuvre hardie et patiente d'un grand homme, Frédéric II, et d'une suite de princes qui, avant ou après Frédéric II, sans avoir son génie, ont été animés du même esprit. » La somme de volonté qu'il a fallu dépenser pour créer la Prusse est incalculable. La nature refusait tout; on a dû forcer ses résistances, tout arracher à son avarice, engager avec ses sournoises perfidies une lutte incessante et séculaire, vaincre son mauvais vouloir à force de travail, d'ordre, d'épargne, de tenace constance. Nos défauts sont l'inévitable rançon de nos qualités. Peut-on en vouloir aux Prussiens de ce je ne sais quoi d'âpre et de dur qui est en eux, de ce goût d'empiéter qui inquiète et moleste le voisin, de leur ingénérosité à l'égard des petits (1)? Les mains qui travaillent deviennent calleuses, et les cœurs habitués à l'effort deviennent inclémens pour autrui comme pour eux-mêmes.

Les énergiques travailleurs qui ont fait la Prusse n'étaient point de cette race d'où sont sortis les pionniers américains, race d'initiative résolue et hardie, qui n'attend point pour agir qu'on lui com-

(1) Voilà trois ans écoulés, et la Prusse n'a pas encore exécuté l'article 5 de la paix de Prague, par lequel elle s'engageait à rétrocéder au Danemark les districts du nord du Slesvig. Toutes les fois que les réclamations danoises ont réussi à se faire entendre dans le parlement prussien, elles ont excité sur tous les bancs la plus vive hilarité. « C'est une chose des plus comiques pour les députés prussiens, lisons-nous dans le *Dagbladet* du 10 novembre, que 200,000 Danois qui croient pouvoir en appeler à leur bon droit. Invoquer les traités contre la Prusse leur paraît une naïveté si bouffonne, que c'est à qui en fera des gorges chaudes. »

mande ou qu'on la conseille. Il y a dans l'Allemand un flegme qui a besoin qu'on le réveille, une irrésolution naturelle qui a besoin qu'on la décide. Dans tous les temps, les Prussiens ont eu des maîtres qui se sont chargés de les réveiller et de les décider. La destinée a voulu les dédommager de ses rigueurs en leur donnant une suite de princes parmi lesquels on trouve à peine un ou deux oisifs, un ou deux hommes de plaisir ou de dissipation. Les autres furent des administrateurs sans pareils, de vrais pères du peuple, médiocrement aimables à la vérité, aux manières un peu rudes, au bras pesant, mais les plus intelligens des despotes, protégeant l'agriculture et l'industrie, attirant l'étranger auprès d'eux, Hollandais, Français, tout ce qui pouvait leur servir, créant des routes, des canaux, desséchant les marais, ayant l'œil et la main partout, ne pensant pas déroger en s'occupant des plus menus détails, à l'exemple du grand électeur, qui ordonnait à ses paysans d'entourer leur maison d'un potager, et ne leur permettait le mariage qu'à la condition de planter six chênes et de greffer au moins six arbres fruitiers. Ce furent des bourgeois, mais des bourgeois-soldats qui savaient se battre, ces Hohenzollern, parmi lesquels Frédéric Ier avec ses visées chevaleresques, ses légions de chambellans à la clé d'or et ses vingt trompettes qui annonçaient à tout Berlin que son couvert était mis, fut une brillante et coûteuse exception. La Prusse pourrait écrire sur sa porte : « Ici l'on travaille et l'on sait obéir. Voilà ce que m'ont enseigné mes souverains. » Elle pourrait prendre aussi pour devise ces mots de son grand Frédéric, qui fut non-seulement un grand roi, mais un grand homme sur le trône : « l'honnête médiocrité convient le mieux aux états; les richesses y portent la mollesse et la corruption. »

Si la nature, par ses sévérités de marâtre, a condamné ces Allemands qui sont devenus des Prussiens à l'effort perpétuel, l'ambition de leurs princes n'a pas moins fait pour cela que les saisons et l'infécondité du sol. La formation de la monarchie prussienne est un phénomène unique dans l'histoire; il n'est pas en apparence de création politique plus factice, où la volonté et les desseins de l'homme aient eu plus de part. Avant de conquérir la Grèce et l'Espagne, Rome avait réduit l'Italie sous ses lois. La Prusse a commencé par prendre ce qui était le plus loin, par s'emparer de ses frontières, se promettant qu'un jour elle aurait le reste. Composée de provinces détachées, qui n'avaient ensemble point de communications ni rien de commun que de dépendre du même prince, elle avait une tête, des bras, des jambes; il ne lui manquait que le corps. Dans les premières années du XVIIe siècle, elle possédait à l'orient et à l'occident ses limites actuelles. Par le traité de Xanten, l'électeur de Brandebourg, Jean-Sigismond, avait acquis la moitié

de la succession de Juliers, c'est-à-dire Clèves, la Mark et Ravensberg; trois ans plus tard, il acquérait à titre de fief la Prusse ducale. Ainsi par-delà la Vistule il possédait Kœnigsberg et la Pregel, il possédait par-delà le Weser Clèves et les bords de la Meuse et du Rhin; mais il ne remplissait pas l'entre-deux, la Vistule et le Weser n'étaient pas à lui. C'était une sorte de défi jeté à la destinée; ces provinces détachées, *disjecta membra*, on comptait bien les rendre un jour contiguës, et déjà le successeur de Jean-Sigismond acquérait dès 1648, par le traité de Westphalie, à l'est la Poméranie orientale, à l'occident les archevêchés et évêchés sécularisés de Magdebourg, Halberstadt, Minden. La conquête de la Silésie, le partage de la Pologne, les traités de Vienne et 1866 devaient achever ce grand ouvrage. La Prusse s'est tirée d'affaire; elle ne peut se plaindre aujourd'hui qu'elle a plus de frontières que de territoire; mais qu'il a fallu de sagesse, d'attention, d'efforts soutenus, de modération dans la bonne fortune, de courage dans la mauvaise, pour gagner une telle partie, pour mener à bonne fin des ambitions si hardies et si périlleuses!

Le vrai fondateur de la monarchie prussienne fut Frédéric-Guillaume, le grand électeur, lequel mourut sans avoir été roi, mais après avoir mis son fils en état de le devenir. Étrange personnage, qui employa au service d'une grande pensée et des plus vastes desseins une habileté, une rouerie de maquignon, très dévot au demeurant et s'enfermant dans son oratoire pour consulter Dieu, qui lui conseillait de signer à Labiau un traité d'alliance avec le Suédois contre la Pologne, et dix mois plus tard de signer à Welau un traité d'alliance avec la Pologne contre le Suédois, et, quelque jeu qu'il jouât, de gagner toujours! On ne peut tout faire à la fois. La paix d'Oliva enlevait le duché de Prusse à la suzeraineté de la Pologne; mais la paix de Saint-Germain laissait à la Suède ses possessions en Poméranie: grande amertume pour Frédéric-Guillaume, qui, imputant son mécompte à l'empereur, fit prêcher par son chapelain un sermon sur ce texte : « il est bon de se fier à Dieu et de ne pas se fier aux hommes. » A sa mort, la future monarchie prussienne consistait encore en trois tronçons; mais cette Prusse de l'avenir qu'avait entrevue son puissant cerveau, il en laissa le rêve en héritage à ses successeurs. S'il fallait un siècle et demi pour créer l'unité territoriale de la Prusse, le grand électeur avait tout fait pour donner à ces membres épars, que de nouvelles conquêtes devaient rejoindre ensemble bout à bout, l'unité morale et un gouvernement commun. Il avait abaissé et réduit à l'impuissance les assemblées provinciales; pour se procurer des ressources indépendantes de leur consentement, il avait établi, non sans peine, des impôts indirects ou de consommation, et il avait employé cet argent à se créer une armée permanente, instru-

ment de ses volontés, et un corps d'employés, interprètes et serviteurs de ses pensées, qui devaient en quelque sorte répandre jusqu'à l'extrémité des provinces l'âme de la royauté. Ce qu'il avait commencé, ses successeurs le continuèrent; ils travaillèrent à perfectionner les deux outils de la monarchie, le soldat et le fonctionnaire, et ils les amenèrent à un point de perfection qui ne s'était jamais vu ailleurs. C'est alors que l'Europe apprit à connaître le type classique du roi de Prusse, un souverain très réglé dans ses mœurs, se levant à cinq heures du matin, plus riche en bottes qu'en chemises, et, quand il achetait un habit neuf, faisant servir ses vieux boutons, entassant des millions dans des tonneaux pour que l'occasion le trouvât prêt, assistant chaque matin à la parade, enseignant à ses grenadiers à manœuvrer avec une précision d'automates et les faisant passer par les baguettes pour la moindre peccadille, dressant ses employés comme ses soldats, les chargeant à leur tour de dresser ses peuples. L'obéissance était si aveugle, dit un témoin, que quatre cents lieues de pays étaient gouvernées comme une abbaye.

Le grand Frédéric n'inventa rien; il suivit les traditions que son père et son arrière grand-père lui avaient léguées avec « leurs longs et étroits états. » Il communiqua seulement à cette monarchie soldatesque et bourgeoise dont il était l'héritier la gloire de ses actions, le prestige de sa renommée, cette grandeur qu'imprime le génie à tout ce qu'il touche. Sa philosophie lui servit à s'affranchir de tous les préjugés qui auraient pu nuire à sa politique, jamais elle ne lui coûta rien. Si pénétré qu'il pût être du grand principe de l'égalité des hommes, il entendait que l'ordre régnât chez ses peuples comme dans ses régimens, que chacun connût sa place et s'y tînt; il attachait une extrême importance à la distinction des classes, au maintien de la hiérarchie sociale. Le métier de roi était considéré à Berlin comme l'art de tirer des hommes tout ce qu'ils peuvent donner sans les excéder, de les condamner au labeur sans les réduire au désespoir, de tenir les sources de la richesse publique toujours ouvertes sans les jamais tarir. Le grand Frédéric s'occupait beaucoup de l'élève du mouton; il fit venir des béliers d'Espagne pour améliorer l'espèce; il s'occupait plus encore de l'élève de l'homme; c'était son art de prédilection. « Les petits états, disait-il, peuvent se soutenir contre les plus grandes monarchies, lorsque ces états ont de l'industrie et beaucoup d'ordre dans leurs affaires. » Pour faire jouer à un petit état le rôle d'une grande puissance, la royauté prussienne s'efforça d'apprendre à ses sujets deux grandes choses, le travail, qui supplée à la richesse, et la discipline, qui supplée à la force, parce qu'elle est elle-même la plus grande des forces.

Toutefois, si la discipline et le travail, conduits par le génie, suffisent pour mettre un pays en état de soutenir une guerre de sept

ans contre toute l'Europe, ce n'est pas assez pour faire un peuple. Ce qui fait un peuple, c'est l'esprit public, et l'esprit public est tué par l'excès de gouvernement. Une nation qui n'est jamais appelée à vouloir ne peut avoir le cœur patriote. Exclue de toute participation aux affaires de l'état, elle les considère comme les affaires de ses maîtres et se désintéresse de ses propres destinées, dont elle ne se sent pas responsable. Pour que la Prusse devînt ce qu'elle est devenue, il lui fallait des malheurs, et les malheurs ne lui ont pas manqué. Au commencement de ce siècle, la royauté prussienne, livrée à des intrigues de cour et de cabinet, éblouie de son renom et de cet imposant édifice que le grand Frédéric avait maçonné de ses mains victorieuses, surtout trop confiante en ses mercenaires, se souvenant trop de Leuthen et de Rossbach, tenta une formidable aventure qui lui devint funeste. Ce fut assez d'une bataille, et elle se trouva sans armée, n'ayant plus dans la main que la moitié d'une épée, en proie à l'épouvante, voyant ses forteresses se rendre l'une après l'autre sans coup férir, et ses peuples à terre, sous le genou du vainqueur, moins inconsolables qu'étonnés de leur désastre. Ce fut comme un écroulement, comme une banqueroute. La paix de Tilsitt lui ôta d'un coup ses provinces polonaises, Dantzig, tous ses territoires compris entre l'Elbe et le Rhin. De six milliers de milles carrés, il ne lui en restait que trois mille; de dix millions de sujets, elle était réduite à cinq, et elle avait à payer d'écrasantes contritions qui semblaient devoir épuiser pour bien longtemps toutes les sources de son revenu.

On pouvait croire que c'en était fait de la Prusse, qu'elle allait être rayée du nombre des nations qui comptent dans l'histoire. Cependant le jour de sa défaite fut le commencement de sa vraie grandeur, Iéna lui rapporta plus encore que toutes les victoires du grand Frédéric. Il n'est pas à craindre qu'elle oublie jamais les noms de Stein, de Scharnhorst, de Hardenberg, de ces demi-étrangers qu'elle avait eu la bonne fortune de prendre à son service et qui lui donnèrent ce qui lui manquait encore, — les vertus civiques, sans lesquelles un peuple n'est qu'un troupeau. Ces grands esprits croyaient aux forces morales; rendre aux âmes leur ressort, qu'avaient affaibli ou brisé les abus du gouvernement militaire, du règlement et de la bureaucratie, ce fut tout le secret de leur politique. On les vit attaquer résolûment les servitudes féodales qui pesaient sur le paysan, lui donner accès à la propriété, lui permettre de se racheter de ses corvées et de ses prestations personnelles, le relever de son abaissement, — puis conférer aux villes des franchises et des libertés, le choix de leurs magistrats et de leurs représentans, une constitution municipale fondée sur la participation de tous aux affaires

publiques, — et d'une part préparer de vastes projets d'instruction populaire, de l'autre fonder à Berlin une université ouverte à la science libre, où l'éloquence d'un Fichte allait trouver une chaire et une tribune, — enfin réformer l'état, enlever la direction des affaires au cabinet royal pour la rendre au ministère, et, changement plus hardi que tous les autres, reconstituer l'armée en proclamant ce principe tout nouveau, que l'armée c'est le peuple, que le régime des enrôleurs avait fait son temps, que tout Prussien de dix-huit à vingt-cinq ans, sans distinction de naissance ni de classe, se devait au service de son pays, et qu'en retour les grades étaient désormais accessibles à tous.

Le malheur et la nécessité sont nos dieux, a dit un Prussien. Les institutions que ses désastres lui rendaient nécessaires et qui l'ont mise en état de les réparer, la Prusse les a conservées dans la prospérité, et l'habitude les lui a rendues supportables. C'est ainsi que s'est formée la Prusse d'aujourd'hui, dont le tempérament politique étonne l'étranger, pays d'obéissance et de raisonnement, d'esprit militaire et d'esprit public, d'instruction populaire et de préjugés de caste, et, pour tout dire, pays où une royauté de droit divin gouverne une société fondée sur deux institutions républicaines, l'enseignement obligatoire et le service militaire universel. Tel est le miracle opéré par Iéna.

La plupart des peuples anciens, a dit Montesquieu, vivaient dans des gouvernemens qui ont la vertu pour principe, et, lorsqu'elle y était dans sa force, on y faisait des choses que nous ne voyons plus aujourd'hui et qui étonnent nos petites âmes. Cette vertu politique dont parle Montesquieu, et qui consiste dans l'amour du pays et des lois, dans l'attachement passionné pour l'intérêt général, est un triomphe de l'éducation sur la nature. Aussi l'état antique était-il fondé sur l'éducation, ou, pour mieux dire, sur une double éducation, celle que l'état donne au citoyen en l'instruisant, et celle que le citoyen se donne à lui-même en servant l'état; on retrouve en Prusse quelque chose de pareil. Tout Prussien passe par l'école et par l'armée; sous cette double discipline, il apprend à connaître et à servir son pays. Il en résulte que dans cette nation très monarchique et très féodale il règne quelque chose de l'esprit républicain de l'antiquité, un dévoûment raisonné à la chose publique, je ne sais quelle étrange combinaison de sujets et de citoyens. Si le grand Frédéric revenait au monde, assurément il reconnaîtrait la Prusse, elle tient encore de lui; pourtant il la trouverait bien changée. C'est que le malheur l'a greffée.

III.

Il semble que, les Prussiens étant le peuple le plus discipliné de la terre, la Prusse doit être le pays du monde le plus facile à gouverner. Qu'un Français qui aurait eu le bonheur d'assister à quelques-unes de ces charmantes conversations électorales qu'on entend aux Folies-Belleville et ailleurs se transporte d'une seule traite de Paris à Berlin; après avoir employé quelques jours à prendre langue, il sera sûrement tenté de se dire : « Heureux pays où règne l'ordre et la tranquillité! heureux pays où un flegme naturel, aidé d'habitudes contractées dès l'enfance, met une sourdine aux passions des partis, où l'on se croit tenu d'avoir le sens commun, où les exagérations dangereuses ont peu de chances de succès, où les têtes façonnées par le casque ont peu de goût pour le bonnet rouge! Il est ici des convenances que tout le monde observe, des institutions que personne ne discute, des respects universels. Heureux pays, heureux gouvernans surtout, auxquels leurs peuples font des loisirs! » Et si ce Français transporté à Berlin avait lu Montesquieu, peut-être se souviendrait-il de ce mot : « le bon sens et le bonheur des particuliers consistent dans la médiocrité de leurs talens et de leurs fortunes; un pays où les lois auront formé beaucoup de gens médiocres se gouvernera sagement. »

S'il en restait sur sa première impression, ce Français risquerait de se tromper gravement. En France, tout est clair, apparent, tout est bruyant; les maladies politiques et sociales y poussent tout de suite à la peau, la tête se prend, le pouls bat la campagne, et le premier venu, sans être médecin ni sorcier, peut dire : Voilà une fièvre de cheval qui sûrement emportera son homme. Pourtant il arrive quelquefois que l'homme est plus fort que la fièvre, et qu'au moment où l'on se dispose à l'enterrer, il se ravise et se décide à vivre. En Allemagne, les maladies sont compliquées et silencieuses; les gouvernemens s'y trouvent aux prises avec des difficultés dont ils ont seuls le secret, avec des dangers occultes, avec des embarras sourds. Malgré les apparences, c'est une question de savoir si la Prusse d'aujourd'hui est plus facile à gouverner que la France.

Si Prussiens que soient les Prussiens, et quelque peine que se soit donnée leur gouvernement pour les façonner, à plus d'un égard ils sont restés Allemands, et on retrouve chez eux plus d'un trait du caractère germanique, entre autres ce *particularisme* de province, de clocher, de métier, qui est le signe de la race, et que M. de Bismarck a peint d'une manière piquante dans l'un de ses plus remarquables discours. « Les Allemands, disait-il, n'ont pas seulement un patriotisme de ville et de village, tel que ne le connaissent ni les

Slaves ni les Romans; ils ont encore un patriotisme divisionnaire, un patriotisme de boutique et de bureau. Chez nous, un employé de la poste considère comme pays étranger tout ce qui n'appartient pas à son département; il traite en ennemis tous les autres services publics et s'applaudit des mauvais tours qu'il peut leur jouer au profit de l'administration dont il relève. » Le particularisme est partout en Prusse, et d'abord dans les provinces, qui, en dépit de la bureaucratie, ne sont point disposées à abdiquer leur caractère, leurs coutumes, leurs traditions. Le Provençal et le Picard diffèrent plus entre eux de visage, d'allure, de tour d'esprit, que le Poméranien et le Westphalien; mais vous trouverez chez eux un fonds commun d'idées et d'habitudes sociales. Il n'en va pas ainsi en Prusse. Si le Français dont nous parlions visitait tour à tour la province rhénane et l'une des provinces orientales de la Prusse, il serait bien surpris des différences qu'il observerait. Sur les bords du Rhin, il aurait eu affaire à un pays d'industrie où domine l'esprit démocratique, vivant sous le régime du code Napoléon et très attaché à ce régime, une sorte de Belgique allemande. Dans les provinces orientales, il verrait des populations qui ont gardé beaucoup de souvenirs du régime féodal, des campagnes d'où le servage n'a entièrement disparu que depuis dix-huit ans, les terres distinguées en terres nobles et en terres roturières ou vilaines, les propriétaires des domaines nobles exerçant un patronage sur la commune, remplissant les fonctions d'un bailli et d'un juge de paix, faisant la police locale, nommant le pasteur et le préposé communal, inspectant l'école, tout-puissans dans les assemblées de cercle, où ils siégent de droit. S'il parcourait le code civil de ces provinces, le fameux *Landrecht*, il s'apercevrait qu'il repose sur la distinction des trois classes, nobles, bourgeois et paysans, lesquelles ont leur représentation particulière dans les assemblées provinciales. A chaque pas, il rencontrerait des conflits de pouvoirs et de juridiction. On lui apprendrait qu'en Prusse c'est le clergé qui fait les mariages et le magistrat qui prononce les divorces, et qu'il arrive souvent qu'un divorcé ne peut user du droit de se remarier, faute de trouver un ecclésiastique qui reconnaisse pour évangéliques les motifs du tribunal, de telle sorte qu'en Prusse on peut à la fois être divorcé et ne l'être pas. Notre Français s'étonnerait que dans un pays où l'école obligatoire et le service militaire universel doivent rapprocher toutes les classes, la société soit en proie aux idées de caste et du haut en bas partagée en couches impénétrables les unes aux autres. Certaines anecdotes berlinoises mettraient le comble à ses étonnemens. Il arriva, il y a peu d'années, qu'un homme de qualité s'éprit d'une danseuse et l'épousa. Il en eut un enfant, auquel il légua sa fortune en mourant. Les collatéraux, frustrés de leurs espérances, attaquèrent le testa-

ment et plaidèrent la nullité du mariage, le *Landrecht* interdisant les unions entre la noblesse et la petite bourgeoisie; mais ce même *Landrecht* a fait aux artistes la gracieuseté de les classer parmi la grande bourgeoisie. Le tribunal fut embarrassé; une danseuse est-elle, oui ou non, une artiste? On jugea que celle qui danse des solos fait de l'art, mais que le corps de ballet est de petite bourgeoisie. On feuilleta les registres de l'Opéra, il fut constaté que la ballerine en question avait dansé une fois un pas seul. Le mariage fut déclaré valide, et l'enfant hérita. Que d'émerveillemens pour un Français! Il avait pu se croire chez lui à Cologne et à Dusseldorf; à Berlin déjà, il est dépaysé; que sera-ce en Poméranie! Il se demandera s'il y a deux Prusses ou s'il n'y en a qu'une.

Les diversités provinciales et l'organisation hiérarchique de la société compliquent la tâche d'un gouvernement, mais ne sont pas des obstacles invincibles à la bonne marche des affaires. Il a été dit depuis longtemps qu'on ne s'appuie que sur ce qui résiste; dans l'intérêt même du pouvoir, il est bon qu'une société soit défendue contre ses usurpations ou ses fantaisies par des barrières naturelles. L'Allemagne jouit de nombreuses libertés qui lui sont plus chères que la liberté même. Ces droits, ces prérogatives de classes ou de corporations, qu'un gouvernement doit ménager et concilier, l'empêchent de verser d'un côté, contribuent au maintien de la balance politique. Ajoutez à cela l'esprit pointilleux de l'Allemand, toujours prêt à chicaner non-seulement sur le fond, mais sur la forme. Bridoison n'avait pas tort, les formes sont une grande chose, car elles sont de grands empêchemens, et on doit désirer que les sociétés ne soient pas trop faciles à conduire, qu'un gouvernement ne puisse pas tout, qu'il soit soumis comme le commun des mortels à la dure loi du travail, qu'il mange son pain à la sueur de son front.

En revanche, il est essentiel aussi qu'en dépit de toutes les divergences d'intérêts et d'opinions il y ait dans un peuple un fonds commun de sentimens et d'idées d'où procèdent ses lois et ses institutions. Il faut que les partis aient entre eux des points de contact pour qu'à certains momens, chacun d'eux relâchant de ses prétentions, ils puissent transiger ensemble. A cette condition seulement la vie législative d'un peuple est possible, car toute loi est l'œuvre d'une transaction. Un pays où les premiers principes des partis sont diamétralement opposés, où ils vivent côte à côte sans pouvoir converser, comme des étrangers qui ne parlent pas la même langue, est condamné à l'impuissance législative ou à de perpétuels conflits que le pouvoir se chargera de résoudre par des coups d'autorité.

Il est curieux de comparer à cet égard la France et la Prusse. Il semble au premier abord que l'avantage soit du côté de celle-ci. La

France est un pays où l'on discute tout, la Prusse est un pays où il y a certaines choses que l'on ne discute pas. « Quel usage font les Français du droit de réunion? disait un Allemand. Au bout de vingt minutes, ils ont discuté Dieu, la propriété et l'empereur. » La révolution, en remuant le sol de la France jusque dans ses profondeurs, a mis à découvert, selon l'expression d'un publiciste, les racines du pouvoir. Le flambeau d'une inexorable critique, agité par des mains sanglantes, a promené sa lumière dans les recoins les plus obscurs de la constitution sociale; il n'y a plus dans la politique française de mystères sacrés ni de dieu inconnu; la France n'a plus de dogmes ni de préjugés, et la vie est difficile pour un peuple sans préjugés. En Prusse, rien de pareil. Gouvernée depuis quatre siècles et demi par une famille qui a traversé avec le pays des fortunes diverses et partagé avec lui ses bonheurs et ses malheurs, la Prusse est une nation profondément dynastique, et le paysan poméranien, comme le propriétaire de terres nobles, n'a garde de distinguer dans ses affections le roi de la patrie. Peut-il seulement se les représenter l'un sans l'autre? Au surplus, ce paysan a reçu l'éducation de la caserne et des camps, il a été soldat. Qu'est-ce qu'un soldat? C'est un homme qui apprend à se tenir à sa place et à son rang, parce qu'il est encadré. Un caporal à droite, un caporal à gauche, maintiennent l'alignement. Nombre de Prussiens, après avoir quitté le service, restent toute leur vie encadrés et alignés. Regardez-les marcher, écoutez-les parler; les deux caporaux sont toujours là. Réussira-t-on jamais à encadrer l'indiscipline française? La France, comme on l'a remarqué, est une nation belliqueuse, elle n'est pas une nation militaire.

Toute étoffe a son revers et son endroit. Si la révolution a eu l'inconvénient d'inaugurer en France le régime de l'universelle discussion, d'autre part elle a tellement renouvelé la face de la société française et si bien détruit ce qui existait, que tout rêve de restauration du passé est devenu impossible. Examinez de près les cerveaux les plus réactionnaires de la France, vous y trouverez plus d'un vestige des idées de 89; les aristocrates les plus déclarés ont dans leur sang un peu de virus révolutionnaire; il n'en est point qui n'aient fait leur deuil de la vieille monarchie et des concessions à l'esprit du siècle. Napoléon Ier a régné assez longtemps pour implanter à jamais le nouveau code civil et pour asseoir la société sur ses bases démocratiques. Après sa chute, trente glorieuses années de régime constitutionnel, pendant lesquelles l'éloquence a gouverné, ont fortement enraciné les habitudes parlementaires, et au lendemain d'une réaction dictatoriale provoquée par des crises violentes la France y revient comme par la force naturelle des choses.

Ainsi la France est le pays où l'on discute tout; mais la France

est aussi le pays où, par l'effet d'une révolution victorieuse qui de ses mains puissantes a repétri toutes les têtes, certaines idées sont entrées dans le domaine public, et d'autres en sont sorties à jamais, sont démodées, hors de cours, — on ne les rencontre plus que dans les musées d'antiquités, chez les marchands de bric-à-brac. En Prusse, il en va tout autrement; on n'y a point encore établi la prescription contre les vieilles idées; en fait de principes, tout y est possible. A Berlin, dans cette ville de la science, vous rencontrez à chaque pas des revenans qui ne se doutent point que l'horloge de l'université a sonné midi; la lumière ne les incommode pas, ils cheminent hardiment sans cligner des yeux. Il n'y a jamais eu en Prusse de révolution qui, s'imposant à tous les esprits avec l'évidence d'un fait accompli et irréparable, ait bouleversé et entremêlé toutes les couches sociales, renouvelé l'opinion publique et l'âme de la nation. Les idées démocratiques et constitutionnelles y ont pénétré du dehors; ces importations étrangères ont fait un silencieux et rapide chemin parmi les classes moyennes, elles ont été répudiées avec horreur ou mépris par tous les privilégiés. Ces notions élémentaires de la société moderne, qu'on appelle les principes de 89, et qui sont le bien commun de tous les partis en France et de tout ce qui pense en Europe, vous n'en trouveriez pas trace dans ces têtes carrées et casquées qui composent le grand parti conservateur prussien. Ne leur parlez pas d'accommodemens, de transactions; la révolution est pour elles le choléra-morbus, on ne traite pas avec le choléra. L'homme qui se chargea de rédiger et de proclamer leur *credo* politique, le fameux professeur Stahl, ne fit que traduire en allemand et en luthérien Joseph de Maistre et de Bonald. Encore les a-t-il expurgés : les fantaisies géniales de l'un, les hardiesses spéculatives de l'autre l'inquiétaient : tous deux lui semblaient avoir trop d'esprit, bien que lui-même en eût beaucoup; mais il avait mis le sien au régime de la discipline prussienne et d'une vieille orthodoxie qui catéchisait : on ne saurait lui reprocher d'avoir jamais exposé son drapeau par aucune imprudence, de l'avoir jamais déshonoré par aucun compromis. Des partis qui ne s'accordent rien et ne s'accordent sur rien, des corps de doctrines armés en guerre et qui sont condamnés à la lutte à outrance et sans merci, voilà le spectacle que présente la Prusse et qui fait de l'héritage du grand Frédéric un pays de gouvernement difficile et périlleux.

Le parti conservateur prussien, qu'on appelle aussi le parti féodal, le parti de la Croix, le parti des *junker* ou des hobereaux, est un phénomène curieux et qui ne ressemble à rien. On n'en peut trouver l'analogue dans le vieux torysme anglais, qui, en dépit de ses préjugés, est trop rompu au maniement des affaires, au grand

jeu du gouvernement, pour s'obstiner contre l'esprit moderne, et possède cette indépendance d'esprit attachée aux grandes fortunes et aux situations incontestées. Le *junkerthum* prussien n'a rien de commun non plus avec cette aristocratie légitimiste de France qui, liée par ses sermens, par ses souvenirs, par ses regrets, s'est retirée de la vie publique, et désintéressée des événemens. Il rappelle encore moins cette aristocratie du XVIII[e] siècle qui avait employé ses loisirs à lire les philosophes, que Voltaire avait émancipée, à qui Rousseau avait tourné la tête, dont les imprévoyances égalaient les générosités, et qui, pour l'amour des idées nouvelles, fit dans la nuit du 4 août le glorieux abandon de ses priviléges. Les conservateurs de Prusse n'ont jamais rien abandonné. La suppression graduelle du servage et des redevances féodales leur fut imposée d'en haut, et il a fallu un demi-siècle pour avoir raison de leurs résistances. Ils tiennent d'autant plus aux prérogatives qui leur restent. La royauté de droit divin et l'armée, voilà pour eux la Prusse; la seule réforme qu'ils rêvent serait une décentralisation qui affaiblirait la bureaucratie, accroîtrait les pouvoirs des diètes provinciales où leur influence est souveraine, et mettrait l'administration en leurs mains. La démocratie et le parlementarisme sont à leurs yeux des idées étrangères, exotiques, que tout bon Prussien doit réprouver; ils y voient aussi les inventions d'une philosophie raisonneuse et mécréante ; le principe du gouvernement représentatif est la défiance, et le catéchisme luthérien ordonne de croire. Ils croient, ils ont une religion politique.

Ce qui fait leur force, c'est qu'il n'est pas en Europe d'aristocratie plus attachée à ses devoirs, plus travailleuse et plus méritante. S'ils tiennent à leurs priviléges, ils en acceptent aussi toutes les charges. Ils se considèrent comme les serviteurs de l'état, ils sont toujours prêts à payer de leurs personnes. Leur richesse, qui va rarement jusqu'à l'opulence, ne les a point amollis; le repos et les loisirs ne sont point ce qui les tente. La royauté qu'ils servent leur a donné quelque chose de son tempérament; ils méprisent le faste et l'oisiveté. On peut les traiter de barbares, ils ne s'en offenseront point. Les arts, les spectacles, les plaisirs de l'esprit, les raffinemens de la civilisation ont pour eux de médiocres attraits; ils n'ont garde de s'y connaître, pareils à ces sénateurs romains qui rougissaient de savoir le grec et le nom de Praxitèle. La littérature est à leur sens une sorte de baladinage supérieur, et le journalisme un mal nécessaire. On pourrait définir la Prusse un pays où tout le monde sait lire et où l'aristocratie ne lit pas. Ces *junker* vont, eux aussi, droit au solide; ils ne sont jaloux que de leur influence, ils font tout pour la conserver. L'une des choses qui frappent l'étranger à Berlin, c'est le petit nombre des hôtels particuliers. L'aristocratie n'a point con-

tracté l'habitude de venir passer ses hivers dans la capitale pour s'y livrer aux plaisirs de la société et du monde. Le *junker* ne se rend à Berlin que pour ses affaires, qui sont en général les affaires du pays. L'*absentéisme* n'est pas une maladie prussienne. Le propriétaire de terres nobles quitte le moins possible sa province; il n'a le plus souvent ni fermiers, ni métayers; il cultive lui-même, avec ses journaliers, son domaine, qui embrasse souvent tout le territoire d'une commune; il connaît son monde, et son monde le connaît; on le voit à l'œuvre, il administre, il gère, il inspecte, il surveille, il fait la police des familles, il encourage, il punit; en cas d'accident ou de sinistre, c'est à lui qu'on s'adresse; son coffre-fort est le fonds de réserve de la commune; il pourvoit à l'entretien de l'école, il répare à ses frais l'église qui menace ruine; son métier de propriétaire n'est point une sinécure, et quand il sort de son château, c'est le plus souvent pour aller faire un séjour dans le chef-lieu du cercle ou dans le chef-lieu de la province, où il trouve d'autres affaires à traiter, d'autres devoirs à remplir. Comment s'étonner qu'une aristocratie si laborieuse soit une puissance?

Son caractère vient en aide à son autorité. On lui reproche l'étroitesse et l'inflexibilité de ses idées, *die junkerhafte Bornirtheit*, sa raideur gourmée et militaire, ses mépris, sa morgue. Elle a toutes les qualités de ses défauts, et les premières de toutes, la bonne foi, la franchise. « On peut dire tout le mal qu'on voudra des féodaux prussiens, nous disait à Berlin le représentant d'une petite puissance très démocratique. Ils sont tout d'une pièce, entiers dans leurs idées, hérissés de préjugés, raides comme des barres de fer; mais ils possèdent la plupart une grande qualité, bien rare dans ce siècle de maquignonnage, une parfaite droiture qui me confond. Nous autres démocrates, la vie politique nous a tous plus ou moins gauchis. » Il est facile d'avoir le courage de ses opinions quand on sait clairement ce qu'on veut, et c'est l'avantage qu'ont les conservateurs prussiens sur leurs adversaires. La *Gazette de la Croix*, qui est peut-être le journal de Prusse le mieux rédigé et le plus spirituellement écrit, n'a jamais recouru aux artifices de la rhétorique et de la casuistique pour rendre ses idées acceptables. Dieu et le roi, le gouvernement providentiel du monde, l'omnipotence d'une royauté de droit divin qui a reçu mission de façonner les peuples à l'obéissance, le mépris absolu des fictions constitutionnelles, la haine de l'égalité, la doctrine nettement avouée que les députés sont de simples locataires et que le propriétaire est libre de les mettre à la porte quand bon lui semble, voilà ce qu'enseigne tous les jours le principal organe du conservatisme prussien. Le parti a bien été quelquefois en délicatesse avec la royauté; il n'a pas toujours approuvé sa politique étrangère, cette politique de la main libre qui

est prête à essayer de tout, à s'allier même avec la révolution quand il y a gros à gagner. En 1866, les féodaux ont eu peine à pardonner à leur roi son entreprise contre la légitimiste Autriche, son alliance avec l'Italie, qui était une mésalliance; leur conscience s'alarma, et pour accepter les annexions ils ont dû raisonner beaucoup. Heureusement un Prussien ne raisonne jamais en vain; si rigides que soient ses principes, sa conscience finit par se réconcilier avec son bonheur. Le roi Guillaume disait aux Hanovriens : « Je vous prends, parce que la Providence le veut et que je dois une indemnité à mes peuples. » De leur côté, les nationaux-libéraux leur disaient: « Vos princes sont peu regrettables, c'étaient des despotes. N'êtes-vous pas heureux et fiers de faire partie d'un grand pays qui sera libre un jour ou l'autre... plutôt l'autre, mais qu'importe? — Hanovriens, s'écriait à son tour la *Gazette de la Croix*, vous regrettez vos princes légitimes, ce sentiment vous honore; cependant il est bon de considérer que les volontés de Dieu sont supérieures à toutes les légitimités humaines. Dieu vous a donnés à la Prusse pour vous châtier; vous aviez péché contre lui de diverses manières, surtout en refusant ce catéchisme que votre roi voulait vous imposer, catéchisme purifié de tout accommodement avec le siècle et qui enseignait la doctrine du diable et des peines éternelles dans toute sa sainte crudité. Considérez aussi que les petites monarchies allemandes étaient des boulevards insuffisans contre les deux fléaux des sociétés modernes, la démocratie et la libre pensée. Vous n'étiez pas assez protégés, vous le serez bien mieux par cette glorieuse royauté prussienne, qui est ici-bas le champion de Dieu, le bras du conservatisme religieux et politique. » Que de consolations variées reçoivent de toutes parts les Hanovriens! Hélas! Rachel refuse de se laisser consoler.

Le parti libéral est loin d'offrir la même consistance que ses adversaires. D'abord il s'affaiblit par ses divisions intestines, que les événemens ont envenimées. L'accord est difficile entre les nationaux-libéraux, pour qui l'unité de l'Allemagne est une affaire qui a le pas sur toutes les autres, et les progressistes, qui, sans renoncer à l'unité, ne la croient possible que par la liberté. Les uns et les autres ont à se défier du socialisme, lequel a fait de rapides progrès dans la classe ouvrière, et se compose lui-même de sectes diverses, dont les unes arborent les couleurs de la république, tandis que les autres professent l'indifférentisme politique, et dont les intrigues et les violences ont fait souvent le compte du gouvernement. Il y a peu de semaines, l'un des chefs et le plus éloquent orateur du parti progressiste, M. Lœwe, avait essayé de porter devant une assemblée populaire la question du désarmement général. Le *meeting* pacifique a été dissous par des bandes de socialistes armés de gourdins. L'un d'eux a cru devoir expliquer qu'on aurait

tort de voir la main de M. de Bismarck dans cette échauffourée : explication ingénue que personne ne lui demandait.

« Nous autres libéraux, disait un Berlinois à un Français, nous vivons entre l'enclume et le marteau; nous sommes condamnés à nous défier de tout le monde, de ce qui est au-dessus de nous comme de ce qui est au-dessous. Notre plus grand malheur, c'est que nous n'avons qu'un point d'appui mal assuré et chancelant. La Prusse n'a jamais été assez riche pour pouvoir se donner le luxe d'une *classe politique*. Elle n'a rien qui ressemble à cette *gentry* anglaise qui a le double avantage d'avoir des lumières et des loisirs, et qui se consacre aux affaires publiques. Nous n'avons pas non plus le pendant de cette riche et vaillante bourgeoisie française qui a fait bien des sottises, mais qui sait quelquefois les réparer, et force ses gouvernemens à compter avec elle. Le sens politique, l'intelligence des intérêts généraux sont moins répandus en Prusse qu'en France. L'Allemand s'enferme volontiers dans le cercle des intérêts prochains et municipaux, il est excellent administrateur, et ses villes, avec ce qu'elles possèdent de *self-government*, gèrent à merveille leurs petites et grandes affaires; mais nos classes moyennes, soit inertie naturelle, soit préoccupation du travail quotidien, soit défaut de culture, sont atteintes d'une disposition à l'indifférence politique, et nous avons grand'peine à dégourdir leur indolence de philistins. Que vous dirai-je? Quand il y a au Palais-Bourbon une discussion orageuse, c'est l'événement de Paris, le sujet de toutes les conversations, et le soir l'écho en retentit dans tous les salons. Berlin est un lieu sourd; ce qui se passe au parlement ne fait point de bruit au dehors : il n'y a que les tambours qui soient toujours sûrs d'être entendus. Et que sont la plupart de nos députés? Des gens qui ont peu de loisirs et des affaires qu'ils sont obligés de laisser en souffrance. Beaucoup aussi sont fonctionnaires, car une loi des incompatibilités est impossible en Prusse. Les hommes nous font tellement défaut que, si vous vouliez exclure les fonctionnaires de la chambre, vous ne réussiriez pas à former un parlement qui ait quelque intelligence politique. On ne sait pas assez à l'étranger ce qu'il faut de vertu pour être député libéral à Berlin. En sortant de l'université, les jeunes gens qui se destinent au service de l'état se préparent pendant trois ou quatre ans à leur examen, souvent ils attendent plusieurs années encore avant d'attraper une place de 500 thalers. C'est de cette place qu'ils vivent; s'ils la perdaient, ils seraient sur le pavé. De là dépendance complète; mais au bout d'un certain temps ils se redressent, et c'est dans cette classe d'hommes, qui semblaient voués à l'éternelle soumission, que le gouvernement a souvent rencontré ses plus courageux adversaires. Voilà, je pense, qui fait honneur à la dignité prussienne. Quant aux autres, avocats,

fabricans, pendant qu'ils donnent leur temps et leurs peines à la chose publique, leurs affaires chôment, et ils trouvent, en rentrant chez eux, un formidable arriéré à liquider. Aussi ne peuvent-ils guère s'occuper des intérêts de l'état dans l'intervalle de deux sessions. C'est pour cela que M. de Bismarck les traite de *dilettanti*. Il en parle à son aise. Si nos députés avaient des rentes et qu'ils pussent consacrer douze mois par an à leur violon, ils deviendraient, eux aussi, des artistes. Puisse le dieu tutélaire de la Prusse donner des lumières à nos conservateurs ou des loisirs à nos libéraux! Puisse-t-il aussi faire croître en nombre et en force ces conservateurs libéraux qui sont plutôt une fraction de parti qu'un parti, mais qui pourront un jour nous rendre des services! Pour le moment, c'est le génie qui nous gouverne, et cela coûte très cher. Nous n'avons pas encore acquitté les arrérages de Sadowa. »

En attendant que le dieu tutélaire de la Prusse exauce ce triple vœu, il devrait l'aider à réformer sa constitution. La Prusse a adopté le système des deux chambres, lequel n'est salutaire, n'est praticable qu'à la condition que la chambre haute joue le rôle de modérateur, et se constitue en cour d'appel politique. Quand l'un des partis dominans d'un pays exerce la prépondérance dans la chambre élective et que le parti adverse vient se grouper dans la chambre haute en masse compacte, quand ces deux partis sont de telle nature que toute conciliation est impossible entre eux, quand on est assuré d'avance que si l'une des chambres dit oui, l'autre dira non, et que tout projet de loi semblera trop peu libéral à celle-ci, trop révolutionnaire à celle-là, la vie politique devient en quelque sorte impossible. On a inventé les sabots pour ralentir la marche des voitures, non pour l'arrêter. La Prusse semble condamnée à l'enraiement perpétuel. La roue grince, crie, et l'on plaint les chevaux, qui soufflent et piétinent sur place; mais il se pourrait faire qu'un jour le sabot cassât.

IV.

Il semble que dans un tel état de choses le rôle de médiateur appartienne à la royauté, qu'il lui siérait de tenir la balance entre les partis. Il en a été plus d'une fois ainsi. On a vu la couronne user de son ascendant sur ses amis de la chambre des seigneurs pour leur arracher des concessions que le pays réclamait, souvent même elle les a tancés, rudoyés : leurs intérêts ne s'accordent pas toujours avec les siens, ni ses ambitions avec leurs préjugés; mais dans toutes les questions doctrinales, dans celles qui touchent au principe du gouvernement, elle prend son point d'appui dans le conservatisme. Les préjugés de ses amis lui sont plus souvent utiles que nuisibles.

La Prusse, avons-nous dit, offre ce caractère distinctif et original d'être un gouvernement de droit divin fondé sur deux institutions démocratiques, l'enseignement obligatoire et gratuit et le service militaire universel. Or des principes opposés ne peuvent subsister longtemps face à face, l'un d'eux entreprend sur l'autre. Il ne pouvait manquer d'arriver, ou que le pouvoir se laissât modifier par les institutions, ou qu'insensiblement il les tirât à lui en les faussant. Pour savoir ce qu'est la royauté prussienne, quel esprit l'anime, il suffit d'examiner ce qu'elle prétend faire de l'école et de l'armée.

Il était admis dans les républiques anciennes que l'état doit se charger de répandre parmi les citoyens l'amour du bien public et des lois, de donner à toutes les âmes la même forme par une éducation commune. Dans l'antiquité, tout était simple; dans les sociétés modernes, tout est compliqué. A Sparte, la religion se confondait en quelque sorte avec l'état; le prêtre n'était qu'un fonctionnaire civil, et les dieux avaient été sécularisés comme le clergé. L'avénement du christianisme dans le monde a tout changé; l'église et l'état sont devenus deux puissances absolument distinctes l'une de l'autre, et qui, le plus souvent rivales, engagées dans d'insolubles conflits, poursuivent dans l'éducation des buts différens, quelquefois contraires. L'état se propose de faire des citoyens, l'église de faire des croyans, et les vertus civiques ne s'accordent pas toujours avec les vertus confessionnelles.

La question des rapports de l'église et de l'école est aujourd'hui en Allemagne sur le premier plan. Des bords du lac de Constance jusqu'à Breslau, dans les chambres, dans les congrès comme dans les assemblées populaires, on la discute, on la résout en des sens divers, et partout elle passionne les esprits. Il semble que ce problème offre moins de difficultés dans les pays protestans. Un clergé marié a des intérêts communs avec la société, un clergé national ne dépend point d'un souverain étranger. En Prusse, le roi est le chef, le patron de l'église évangélique, son évêque, et il la gouverne par l'entremise d'un haut conseil ecclésiastique qui relève directement de lui; mais depuis longtemps la Prusse est devenue par ses conquêtes un pays mixte. Le catholicisme y est dominant dans quatre provinces, Posen, la Silésie, la Westphalie et le pays rhénan; c'est la religion d'un tiers de la population totale de la Prusse. La royauté prussienne, à qui le sens politique ne fit jamais défaut, a très franchement accepté cette situation; elle a pris pour règle de sa conduite un système d'équité en matière religieuse auquel on a donné le nom de *paritarisme*, et Rome a eu rarement à se plaindre de ses relations avec Berlin. « Un ministre ou un prince protestant, a dit un jour M. de Varnbüler, a ce grand avantage dans ses rapports avec le saint-père qu'il ne peut être mauvais catholique. »

Il n'en est pas moins vrai que, dans un pays qui possède deux religions nationales, le système de l'éducation officielle et obligatoire présente de sérieuses difficultés. Quelle place l'état y fera-t-il à l'église? La religion sera-t-elle tenue à l'écart de l'école, et si elle y a ses entrées, comment concilier entre elles les prétentions des deux confessions rivales? Comment accorder les exigences de l'une et de l'autre avec les droits de l'état?

Le système qui semblerait à la fois le plus logique et le plus libéral, qui est en effet recommandé par les libéraux, consisterait à donner à l'école un caractère essentiellement laïque. L'état professerait le principe que, dans une nation où les sujets sont appelés à être des citoyens, où l'esprit public doit prendre la place de l'obéissance servile, une certaine instruction générale est un objet de première nécessité. La loi obligerait tous les enfans à fréquenter l'école jusqu'à l'âge de quatorze ans, et dans cette école ils recevraient un enseignement primaire sans couleur confessionnelle; ils apprendraient à connaître leur pays, sa géographie, son histoire, et cette morale universelle qui est commune ou supérieure à toutes les confessions. Catholiques ou protestans, la Prusse, par l'intermédiaire du maître d'école, ferait de tous ses enfans des Prussiens aussi raisonnables et aussi honnêtes que possible, des Allemands du XIXe siècle. Quant à l'enseignement religieux, les libéraux ne demandent pas, ce qui pourtant serait conforme au principe, qu'il soit simplement facultatif, et que sur ce point l'état s'en rapporte à la liberté des pères de famille, aux décisions de leur conscience. Ils estiment que cet enseignement doit être obligatoire comme le reste et se donner dans le local de l'école; ils demandent seulement qu'on le mette à part, qu'on le distingue soigneusement des études communes à tous, et que ce soit la seule branche de l'instruction populaire qui dépende du clergé et soit soumise à son inspection. Bref, pour nous servir de leur langage, ils désirent que l'école prussienne soit une école non-confessionnelle, où les enfans de toute confession acquièrent les notions techniques et les idées morales qui leur sont nécessaires à tous, quelles que soient leurs croyances; mais ils désirent aussi que cette école soit hospitalière pour tous les cultes, et que chaque confession soit invitée à y venir enseigner son catéchisme particulier.

Ce système aurait quelque chance d'être agréé d'une partie des catholiques prussiens à la condition que les libéraux se joignissent à eux pour réclamer du pouvoir l'absolue liberté d'enseignement, et cette prétention nous paraît légitime. « Que l'état, disent les catholiques, établisse à nos frais communs des écoles officielles où l'enseignement religieux soit considéré comme une sorte d'appendice ou de luxe, nous y consentons; mais veuillez remarquer qu'un grand

nombre de pères de famille catholiques ou protestans ont des principes absolument différens des vôtres. Ils tiennent que la religion n'est pas le superflu de l'école, qu'elle en est le nécessaire; qu'elle n'est pas le couronnement de l'éducation, qu'elle en est la racine; qu'elle doit tout inspirer, tout pénétrer de son esprit; qu'il y a une manière catholique et une manière protestante d'enseigner la géographie et l'histoire, que la loi naturelle est d'une efficacité douteuse; que la religion n'est rien sans un dogme positif, ni la morale sans un *credo* et une sanction; que croire en Dieu est peu de chose, qu'il s'agit de croire à un certain Dieu. Voudriez-vous contraindre le père de famille à envoyer son enfant dans une école où manquerait ce qui est à ses yeux l'âme et l'essence même de l'éducation? Vous êtes trop libéraux pour cela. Nous vous accordons vos écoles non-confessionnelles; en retour, unissez-vous à nous pour obtenir de l'état qu'il nous octroie la pleine liberté de fonder des écoles confessionnelles à l'usage de ceux qui font passer leur confession avant tout. » Les libéraux n'ont pas l'air d'entendre cette requête, qui les dérange; mais le gouvernement, qui a l'oreille fine, l'entend, et il en tire des conclusions dont ne se peuvent réjouir ni les catholiques éclairés ni le libéralisme conséquent.

Le gouvernement prussien a très peu de goût pour la liberté absolue de l'enseignement, telle qu'elle se pratique en Belgique. Ce ne sera jamais de ce côté qu'il ira chercher ses modèles. Il n'aurait garde d'encourager outre mesure l'enseignement privé, ni de biffer l'article de loi qui astreint quiconque veut fonder une institution particulière à subir un examen et à démontrer qu'il possède les qualités et les connaissances nécessaires au métier. En revanche, il s'empresse de reconnaître que le premier devoir de l'école est d'éduquer plus que d'instruire, et que la religion est le fondement même de l'éducation. La loi naturelle, la morale indépendante, ne lui plaisent guère; ce sont de faibles palliatifs contre l'esprit d'insubordination et de discussion. Aussi bien la théorie de l'école laïque est solidaire de la théorie de l'état laïque, laquelle n'est point admise en Prusse. A Berlin, l'état se reconnaît pour chrétien, et si l'article 12 de la constitution proclame la liberté religieuse, l'article 14 déclare que la religion chrétienne est la base de toutes les institutions qui sont en rapport avec l'exercice de la religion, article très vague et très compréhensif, où l'enseignement, bien malgré lui, se trouve englobé. Le gouvernement prussien, qui est très avisé, sait bien que, si dans l'école publique la religion n'était qu'un objet secondaire, il s'ouvrirait bientôt nombre d'écoles confessionnelles où elle serait le fondement de tout. Aussi s'est-il converti depuis longtemps au principe de l'école confessionnelle, et il se fait un devoir d'en établir deux partout où les confessions se balancent. Il n'en-

tend pas que son double clergé se dérobe à sa direction pour lui faire concurrence; il aime bien mieux l'attirer chez lui, en lui rendant sa maison agréable, en l'organisant selon son cœur. Il sait que la religion est le plus puissant de tous les moyens de gouvernement; curés ou pasteurs, il n'importe, tout peut servir, et son habile politique lui rapporte ce double profit de discipliner la religion en l'enchaînant par ses bienfaits et de l'employer à discipliner ses peuples.

Ce qui était depuis bien des années la pratique du ministère prussien, il vient d'en faire un corps de doctrines, et il a livré son secret dans le nouveau projet de loi que M. de Mühler a présenté récemment à la chambre des députés, et qui ne peut manquer de rencontrer de vives résistances et dans le camp libéral et dans les rangs des catholiques, s'ils sont prévoyans, s'ils craignent les rois et leurs bienfaits. Ce projet renferme trois dispositions principales. Il assigne à la religion la première place dans l'école, et, pour qu'on n'en puisse douter, il confère l'inspection officielle de tous les établissemens primaires au clergé, qui tiendra le maître d'école dans sa main ou sous ses pieds, à la seule charge de référer au ministère de toutes les mesures qu'il pourrait prendre, et de s'assurer de son agrément. Enfin, au mépris d'une disposition constitutionnelle, la gratuité de l'enseignement est abolie, mais l'obligation est maintenue, et tout père de famille qui négligera d'envoyer l'un de ses enfans à l'école sera passible d'une amende ou de quelques jours de prison. On ne peut dire plus clairement : « nous abolissons la gratuité en conservant l'obligation, parce que vous pourriez vous imaginer que toute charge imposée aux peuples par le gouvernement leur confère un droit corrélatif et équivalent, ce qui est contraire à nos principes, selon lesquels le peuple doit tout sans qu'on lui doive rien. Nous tenons beaucoup à ce que vos enfans fréquentent nos écoles; nous leur apprendrons à lire, à écrire, à chiffrer, et nous inviterons le clergé des deux confessions à venir s'assurer que notre arithmétique et notre géographie sont orthodoxes; il s'assurera aussi que notre catéchisme est le bon, et que le maître d'école ne se permet pas d'y faire des ratures ou des retouches inspirées de l'esprit du siècle. Nous désirons que le clergé se plaise chez nous, qu'il y soit heureux et comme chez lui. Nous avons le droit d'espérer qu'il sera sensible aux faveurs dont nous le comblons, que le catéchisme, mis par nous à la place d'honneur, se montrera reconnaissant, qu'il se souviendra que toutes les obéissances sont solidaires, et qu'il vous enseignera non-seulement vos devoirs envers le ciel, mais vos devoirs envers nous. » Voilà comment la royauté prussienne prétend faire d'une institution essentiellement libérale, dont elle a dénaturé l'esprit, un instrument de discipline. La discipline! que de fois nous avons répété ce mot! C'est qu'en écrivant sur les affaires prus-

siennes, c'est toujours le premier et le dernier qui vient sous la plume.

Il en est de l'armée comme de l'école. L'invention des Stein et des Scharnhorst a été détournée de son véritable esprit, elle n'a point eu toutes les conséquences politiques qu'on en pouvait attendre. Le service militaire universel est une institution libérale et démocratique; dans les pays où il est pratiqué sincèrement, on peut dire que l'armée est le peuple, et que le peuple est l'armée. Les Prussiens aiment à se vanter qu'il en est ainsi chez eux : nous possédons, disent-ils, la seule armée vraiment nationale; nous n'avons pas de soldats de profession, parce que chez nous le soldat c'est tout le monde. L'étranger qui arriverait à Berlin pénétré de cette idée ne tarderait pas à éprouver un certain étonnement; il est difficile d'y passer huit jours sans s'apercevoir qu'il n'est pas d'autre ville en Europe où règne à ce point l'esprit militaire. La Prusse a mille mérites; mais on ne saurait lui accorder qu'elle donne à la toge le pas sur l'épée. Dans les états du roi Guillaume, l'épaulette jouit de toutes les préséances; l'uniforme y est le grand porte-respect; qui l'a une fois endossé a peine à le quitter, et tel personnage, s'il s'avisait de se promener en redingote dans la rue, ferait autant de sensation que s'il y paraissait en robe de chambre. Durant le séjour que le prince Napoléon fit à Berlin, la foule se pressa plus d'une fois sur ses pas, attirée par la curiosité de contempler un prince en habit bourgeois. Cela n'est pas étonnant dans une ville où le président du conseil, beaucoup plus célèbre en Europe par son génie de diplomate que par sa qualité de colonel d'un régiment de cavalerie de la landwehr, se croit cependant obligé, quand il assiste aux séances du parlement, de ne se point séparer de son uniforme et de son casque. Le chancelier de la confédération du nord ne fait rien qu'à bon escient; il connaît son pays et ce qu'on y vénère. Un journaliste fort connu nous racontait qu'il était allé voir un jour M. de Bismarck, lequel, après une heure d'entretien, le congédia et le reconduisit jusqu'au seuil de son cabinet, où il s'arrêta, suivant son visiteur du regard. Le journaliste avait à traverser une antichambre qui a deux issues, l'une de face, grande et large, l'autre de côté, petite porte dérobée qui ressemble à une porte de dégagement ou de service. Il s'en allait sans penser à rien, quand un éclat de rire le fit tressaillir et se retourner. « Vous venez de me faire faire pour la centième fois, lui cria M. de Bismarck, une expérience intéressante. Tous les militaires qui sortent de chez moi s'en vont droit devant eux gagner la grande porte que voici, tous les civils obliquent à gauche et se dérobent modestement par la petite. »

L'organisation militaire de la Prusse est sans doute admirablement entendue, puisqu'elle lui a donné l'une des meilleures armées

de l'Europe; à ne la juger qu'au point de vue politique, il est difficile de convenir qu'elle ait le caractère libéral qu'on se plaît à lui attribuer. Tant vaut le principe, tant vaut l'institution; mais certains gouvernemens se font un jeu d'escamoter les principes. Il est dans l'esprit du service universel, lequel exclut toute exemption et tout privilége, que les grades soient accessibles à tous, qu'ils soient considérés, non comme le partage exclusif d'une classe, mais comme une fonction conférée par l'état aux plus méritans. C'est ce qu'avaient compris en 1808 les inventeurs du système; leurs idées n'ont pas fait souche, et après eux on est revenu bien vite aux anciens erremens. Sur deux cent huit généraux que possède actuellement l'armée prussienne, neuf seulement sont bourgeois. Cela répond du reste, si l'on excepte toutefois les armes savantes, où la bourgeoisie a su se faire sa place. Tandis qu'en France l'esprit démocratique de la société s'impose aux institutions les moins libérales, en Prusse l'esprit de caste supplante partout l'égalité, là même où la loi l'avait mise. Autre caractère du service militaire universel : il ne rapproche pas seulement l'officier du soldat en faisant du soldat un officier en espérance, il rapproche aussi le soldat du citoyen en faisant du soldat un citoyen en uniforme. Point de classe militaire, et l'armée soumise autant que possible au droit commun, voilà ce que réclame la logique du système. Que devient ce principe quand le soldat relève de tribunaux spéciaux, qui n'offrent pas même, comme en France, la garantie de la publicité, et dont toutes les délibérations sont enveloppées d'un religieux mystère, lorsque les enquêtes s'appliquent à atténuer ou à faire évanouir le délit, lorsque des violences exercées par des officiers sur des citoyens sont souvent punies de peines dérisoires, lorsque dans tout démêlé avec l'autorité civile le dernier mot reste toujours à l'administration militaire, et qu'on peut voir ce qu'on a vu dernièrement en Hanovre, un général faisant démolir de son chef un monument privé que protégeait contre lui la décision d'un tribunal? Si un tel état de choses engendre beaucoup moins d'abus qu'on ne s'y attendrait, cela tient uniquement à la modération, à l'esprit de conduite du militaire prussien, qui a l'habitude de se respecter; mais il avait raison, ce libéral qui disait : Il me déplaît que ma sûreté dépende de la vertu d'autrui. — « Durera-t-il longtemps encore, dit M. Gneist, ce régime qui livre la vie, la santé, la liberté, l'honneur et la fortune d'une population aux autorités militaires, sans protection légale et sans contrôle juridique, de telle sorte que la constitution de l'état et les tribunaux ordinaires ne subsistent plus que par tolérance? Il est certain que la plupart des conflits sont prévenus ou écartés par la sagesse des chefs et de l'administration militaire; mais il importe que la voie légale reste ouverte pour faire au besoin triompher le

droit par la contrainte... » Et il ajoute que l'armée prussienne constitue actuellement une classe à part, un état dans l'état; on ne peut trouver quelque chose d'analogue, dit-il, que dans l'église romaine du moyen âge, qui, pour tout ce qui concernait les personnes et les maximes d'administration, refusait obéissance aux lois civiles.

C'est à ce point de vue qu'il convient d'apprécier le fameux conflit que suscita la nouvelle loi militaire et qui fit si grand bruit. Il semble d'abord qu'il s'agissait dans cette querelle de cinq ans d'une simple question d'économie et de compétence, le roi s'attribuant la faculté de réformer l'armée sans avoir à demander à la chambre autre chose que les subsides nécessaires, la chambre revendiquant d'une part son droit de voter sur le principe, et de l'autre s'opposant aux nouvelles charges qu'on allait faire peser sur le pays. Des intérêts plus importans encore étaient engagés dans le débat : le projet de réforme était un pas de plus dans la voie du militarisme, une atteinte grave à ce qui pouvait rester de libéral dans l'institution. La partie vraiment nationale d'une armée est la landwehr; le soldat en service actif a pour patrie ses quartiers, pour magistrat le drapeau; il sent plus ou moins la caserne, et il aspire peut-être au bivouac. Une loi militaire est libérale en raison inverse de la durée qu'elle assigne au service actif; la plus libérale de toutes est celle qui ne retient le citoyen sous les drapeaux que le temps strictement nécessaire pour son instruction, et qui se hâte de le renvoyer dans ses foyers en ne le soumettant plus qu'à un service intermittent. A ce compte, l'homme ne fait que traverser la caserne, il n'a pas le temps d'y oublier qu'il est citoyen; c'est à l'état de lui rappeler dans l'occasion qu'il est soldat. Une telle armée peut faire merveille dans une guerre défensive ou patriotique. Ces réserves et cette landwehr qui, aidées d'héroïques volontaires, ont contribué si puissamment à renverser Napoléon Ier, n'avaient eu qu'une instruction très courte. L'impitoyable vainqueur d'Iéna avait interdit à la Prusse d'entretenir sous les drapeaux plus de 42,000 hommes. Pour éluder cette tyrannique exigence, Scharnhorst créa des cadres permanens où de nouvelles recrues se succédaient sans cesse à de courts intervalles. Au bout de trois ans, on avait 150,000 hommes prêts à entrer en campagne. En Prusse, il suffit de quelques mois pour fabriquer un soldat. On l'a bien vu en 1813; mais un gouvernement qui pour se battre a besoin de sa landwehr doit renoncer aux guerres de fantaisie. La landwehr est une armée qui se marie, qui a ses chaumières et ses charrues, qui raisonne aussi, qui a tout à la fois des affaires et des idées. A plusieurs reprises depuis 1815, l'armée prussienne avait été mobilisée, et la landwehr avait paru se demander si c'était bien la peine, si on avait eu des raisons suffisantes

de la déranger, d'interrompre le cours de ses idées et de ses affaires.

La réforme que le roi Guillaume annonça dès 1860 à la chambre, et qu'il lui imposa de son autorité, était destinée à mettre fin à ces causeries intérieures de la landwehr. Jusqu'alors, le soldat prussien avait passé deux ans sous les drapeaux, trois dans la réserve. Le nouveau projet l'astreignait à sept années de service dans l'armée active, dont trois sous les drapeaux. En revanche, le service dans la landwehr était réduit de quatorze à neuf. Du même coup, la levée annuelle était portée de 40,000 à 63,000 hommes. Il en résultait qu'une mobilisation ordinaire laissait les hommes de la landwehr dans leurs villes et leurs villages; on pouvait dorénavant se passer d'eux. Par cette réforme, le gouvernement prussien atteignait un double but : il avait sous la main un outil dont il pouvait se servir à sa guise et qui lui assurait la liberté de ses mouvemens, et comme il est essentiellement éducateur, en augmentant le contingent annuel et la durée du service actif, il s'assurait également le moyen de mieux façonner son monde à l'obéissance. Une armée où passent presque tous les hommes valides, où les officiers appartiennent presque tous à une classe conservatrice par naissance et par principes, où les recrues sont retenues assez longtemps à la caserne pour en contracter l'esprit, assez longtemps sous la discipline pour en prendre à jamais le pli, une armée ainsi constituée est une admirable école de respect et de docilité, un merveilleux complément dans l'éducation d'un peuple au catéchisme enseigné par ordonnance de la police. On crée ainsi non une armée nationale, mais une nation militaire et gouvernable. D'une institution libérale et démocratique, le système qui régit actuellement la Prusse a fait un instrument de dressage et de gouvernement.

L'un des embarras intérieurs de la Prusse est l'opposition radicale, absolue, que se font deux chambres incapables de s'entendre et même de se comprendre. Son autre maladie politique est l'omnipotence d'une administration qui se dérobe à tout contrôle, qui interprète les lois et les institutions contrairement à leur esprit et dans le sens de ses intérêts. Ce que le gouvernement prussien a fait de l'armée et de l'école, il le fait de la constitution elle-même : il la traduit à sa façon, et, comme il a la force en main, il faut bien que son interprétation soit la bonne.

On sait comment la Prusse s'est transformée de monarchie absolue en monarchie constitutionnelle. Du 3 février 1847 au 31 janvier 1850, elle a eu quatre constitutions. La première lui fut octroyée; œuvre personnelle du roi Frédéric-Guillaume IV, c'était une charte selon le cœur de la royauté, et qui renfermait les suprêmes conces-

sions qu'elle fût disposée à faire à ses sujets. Une chambre, formée de la réunion des diètes provinciales, acquérait le droit de voter les nouveaux impôts et un simple droit de délibération législative. Les Hohenzollern ne sont pas seulement des soldats, plusieurs d'entre eux furent orateurs. Dès le xve siècle, on vit succéder à Albert, surnommé Achille, Jean, surnommé Cicéron. Frédéric-Guillaume IV, qui était un homme de beaucoup d'esprit, aimait à parler, — on lui a même reproché de trop parler; — mais ce qu'il disait était toujours précieux à recueillir. On en pourrait faire un manuel qu'on intitulerait recueil de maximes à l'usage des princes qui sont obligés d'accorder une constitution à leurs peuples et qui désirent connaître la manière de s'en servir. « Je sais, dit-il à cette chambre qu'il avait convoquée, je sais qu'avec les droits que je vous octroie je confie dans vos mains un précieux trésor de libertés. Ce fut le bon plaisir de Dieu de rendre la Prusse grande par l'épée, par l'épée de la guerre au dehors, par l'épée de l'esprit au dedans; mais l'esprit dont je parle n'est pas l'esprit de négation du siècle, c'est l'esprit d'ordre et de discipline. De même que dans un camp une seule tête doit commander, de même, sous peine de déchoir de leur grandeur, les destinées de ce pays doivent être dirigées par une seule volonté. Sans doute un roi de Prusse commettrait un crime, s'il exigeait de ses sujets la docilité des esclaves; il en commettrait un plus grand encore, s'il n'exigeait d'eux ce qui est la couronne de l'homme libre, l'obéissance au nom de Dieu et de la conscience. »

Survint la révolution de 1848, et le peuple prussien, qui n'estimait pas que son seul droit fût d'obéir, se donna cette fois une constitution à sa guise, laquelle, selon le mot des royalistes purs, soumettait la couronne à l'oppression d'un parlement. La couronne ne tarda pas à en appeler; l'assemblée nationale fut dissoute, et le roi remplaça la charte qu'elle avait votée par une autre qui lui plaisait moins cependant que celle de 1847; mais il se réservait d'en effacer tout ce qui pouvait compromettre son autorité et sa puissance. La révision se fit, et cette constitution expurgée est aujourd'hui la loi du royaume. Elle renferme nombre de dispositions libérales qui pouvaient inspirer des inquiétudes; toutefois on avait tant légiféré depuis trois ans qu'il fallait en finir, et Frédéric-Guillaume IV se dit très sagement qu'une constitution est peu de chose, que le grand point est la façon de l'interpréter. Au surplus il pouvait se rassurer. La chambre élective n'avait que le droit de voter les nouveaux impôts, elle ne pouvait toucher aux impôts existans; quel moyen avait-elle de faire prévaloir ses idées? C'était un parlement, mais un parlement désarmé. D'autre part, la chambre des seigneurs était là pour protéger la couronne contre le droit d'initiative qu'on avait

concédé aux députés bourgeois. Composée des princes de la famille royale, des comtes et des princes médiatisés, de l'élite des grands propriétaires fonciers et d'hommes de confiance, cette chambre haute était véritablement le camp retranché, les forts détachés de la royauté. Le langage que tint le roi en prêtant serment à cette quatrième charte était exactement le même qu'il avait tenu en 1847. « Pour que cette constitution soit viable, dit-il, il est absolument nécessaire qu'elle me rende le gouvernement possible. En Prusse, le roi doit gouverner, non parce que tel est son bon plaisir, mais parce que c'est l'ordre et la volonté de Dieu. Un peuple libre sous un roi libre, telle fut ma devise depuis dix ans, et je n'en changerai pas tant qu'il me restera un souffle de vie. »

Un peuple libre sous un roi libre, — formule magique, insondable, pleine de mystères et de ténèbres! Où finit la liberté du roi? où commence celle du peuple? Assurément les Prussiens jouissent aujourd'hui de certaines franchises, de certains droits; ils possèdent une certaine liberté de la presse, tempérée, il est vrai, par la saisie administrative; ils possèdent une autre liberté, bien plus chère aux Allemands et sans laquelle ils ne pourraient vivre, celle de s'assembler et de s'associer; ils sont encore autorisés à nommer par une élection à deux degrés une chambre qui est maîtresse de refuser les projets de loi qui ne lui conviennent point. Voilà la part du peuple. Quelle est celle du roi? Un roi de Prusse n'est « libre » que lorsqu'il a le droit absolu de choisir ses ministres selon son goût et sans s'inquiéter s'ils agréent ou désagréent à sa chambre; il n'est libre qu'à la condition que son armée soit à lui et ne soit qu'à lui, qu'il en puisse disposer comme il lui plaît, et qu'il n'ait à rendre compte qu'à Dieu de sa politique étrangère; il n'est libre encore qu'à la condition de pouvoir administrer et gouverner comme il l'entend et d'assouplir les lois qui le gênent par les décisions d'une jurisprudence politique dont les interprétations sont indiscutables. Si la chambre des députés, se souvenant qu'elle a part à l'initiative des lois, proposait au gouvernement quelque réforme libérale, il n'aurait pas à prendre la peine de la refuser, la chambre des seigneurs se chargera d'enterrer ce projet mort-né. Ou si, par voie d'interpellation, les députés essayaient d'exercer quelque influence sur la conduite des affaires, ils s'entendraient dire ce qu'on leur a dit si souvent : « Nous respectons infiniment les droits du parlement, pourvu qu'ils soient conciliables avec les prérogatives de la couronne et avec la sûreté de l'état. Nous aurons toujours du plaisir à causer avec vous; mais ne vous flattez point de nous lier jamais les bras. Croyez-nous, nous sommes meilleurs juges que vous des intérêts du pays, nous représentons à la fois le droit divin et le salut

public. » Que le parlement, faute de mieux, s'avise de rayer du budget des dépenses un modeste article de 4,000 thalers destinés aux émolumens de juges suppléans, dont l'indépendance lui est suspecte, on se fâchera tout rouge, on lui dira très crument, comme dans la séance du 1er décembre 1868 : « Que prétendez-vous avec vos propositions? Vous avez des volontés, c'est possible; mais nous vous sommes garans qu'elles ne seront pas exécutées. Ne vous laissez pas tromper par les journaux; on a voulu vous persuader que moi, ministre de la justice, j'avais des velléités libérales. Il n'en est rien, je vous jure; je ne suis point libéral, et j'ai moins de penchant encore à coqueter avec les partis. Qu'arrivera-t-il, messieurs? J'allouerai à mes juges subsidiaires des indemnités qui leur seront payées, et je vous porterai ces indemnités en compte sur le budget. C'est un cas de conflit; le gouvernement ne l'a pas cherché, mais il est prêt à ramasser le gant. » On ne se fâche pas toujours; on se contente le plus souvent de déclarer d'un ton superbe et dégagé que le centre de gravité politique ne réside pas dans les assemblées, qu'il ne leur appartient point de rien décider, que la Prusse n'est pas et ne veut pas être un pays parlementaire, qu'il faut abandonner le soin de conduire les affaires à ceux qui les connaissent... On sait le reste. Un peuple libre sous un roi libre! En y réfléchissant, on découvre que la chose n'est pas aussi mystérieuse qu'il semblait, que c'est à peu près le contraire du parlementarisme. Pourtant cette définition n'épuise pas les profondeurs occultes de la formule magique. C'est plus qu'une formule, c'est un dogme de théologie politique, et l'on sait que Frédéric-Guillaume IV était connaisseur en théologie comme en beaux-arts. Les dogmes ne s'expliquent pas; il faut s'incliner, renoncer à comprendre et se soumettre. *Credo quia absurdum.*

Tout observateur désintéressé qui fait un séjour de quelque durée en Prusse ne peut manquer d'éprouver deux impressions également vives. Il ne pourra se défendre d'admirer les qualités fortes, solides et saines de ce peuple, la vigoureuse constitution d'une société où, du roi jusqu'à l'artisan, chacun est tenu de s'employer pour la chose publique, et où personne ne songe à discuter son devoir. D'autre part, il aura le sentiment que la Prusse est dans une situation tendue, qu'ainsi que le confessait un jour M. de Bismarck, la royauté absolue, qui n'a point abdiqué, s'y trouve en présence de la monarchie constitutionnelle, l'une avec ses prétentions d'un autre âge, ses légions d'employés, sa police tracassière et impérieuse, l'autre avec d'heureux commencemens de *self-government*, d'administration libre, — que l'une ne peut plus convenir au peuple, que l'autre est insupportable à la couronne, — que chacune des parties adverses tire à soi la constitution, que le conflit est toujours prêt à

renaître, nuage éternellement suspendu sur Berlin, et que nul pays n'a un problème intérieur plus difficile à résoudre. On n'a guère à craindre que cette situation équivoque et pénible se dénoue par une émeute; on ne peut présumer non plus que le parti libéral consente à faire sa soumission, il a pour lui l'esprit du siècle. Il faut désirer que la couronne cède, qu'elle se résigne à n'être plus « libre. »

« Cela se fera, nous dit un Prussien, n'en doutez point. Les Hohenzollern prouveront au monde qu'un roi de Prusse peut unir aux vertus militaires, au sentiment du devoir, à l'esprit d'application de ses ancêtres, le courage de la pensée et cette générosité du caractère qui a confiance dans la liberté et se plaît aux choses difficiles. Il faut d'abord que le système actuel s'use, ses embarras financiers toujours croissans l'y aideront, après quoi notre tour viendra. Sans doute l'entreprise ne sera pas aisée; on aura contre soi l'esprit militaire et la chambre des seigneurs. Les découragés prétendent aussi que les hommes nous font défaut, que le régime parlementaire ne peut s'en passer, que tricoter est une chose charmante, mais qu'il faut pour cela de la laine et des aiguilles, que les aiguilles nous manquent, qu'elles sont toutes passées dans nos fusils. C'est se noircir l'esprit à plaisir. Au fond, qu'avons-nous besoin d'hommes de génie? Le talent et l'honnêteté nous suffisent. La Prusse est une machine supérieurement montée; seulement les ressorts sont trop tendus, il faut les détendre et les huiler, diminuer nos charges et augmenter nos droits, et, sans détruire nos institutions, les appliquer dans un esprit vraiment libéral. Nous sommes le peuple le plus éduqué de l'Europe. La discipline est une admirable préparation à la liberté; mais il est bien temps de reconnaître que notre éducation est terminée et de nous mettre hors de page. Les Allemands rendent justice à nos qualités. Ce qui les éloigne de nous, c'est notre esprit de caste, notre bureaucratie, notre police politique, notre militarisme. Ils nous diraient volontiers ce que votre Corneille fait dire par Cornélie à César : *Que de vertus vous nous faites haïr!* A Stuttgart, on nous reproche de n'être pas aimables, et on nous appelle les Macédoniens de l'Allemagne. Quand nous joindrons la liberté à la discipline, quand nous aurons le gouvernement que nous méritons, on conviendra que les Macédoniens sont des Grecs, et on se décidera peut-être à nous aimer. »

VICTOR CHERBULIEZ.

COMMENT

FEMME PARDONNE [1]

A travers la plaine, riche, plantureuse, zébrée de jaune et de vert, le grand canal, bordé de peupliers centenaires, s'étend comme un large *rail* aux miroitemens métalliques. Ses eaux, d'ordinaire immobiles et sans courant appréciable, refluent en petites vagues ridées sous la puissante haleine du vent d'est. A notre gauche s'étendent, dans une vaste section de l'horizon, les molles pentes vineuses de la Côte-d'Or. A droite, par-delà la petite ville héroïque de Saint-Jean-de-Losne, par-delà les bords ombragés de la Saône, on voit se dresser quelques cimes de la chaîne du Jura. Plus loin encore, si le temps s'apprêtait à changer, si de longues pluies étaient imminentes, le Mont-Blanc nous laisserait apercevoir ses pentes altières et ses neiges qui défient le soleil.

Quant au long village qui éparpille ses deux ou trois cents feux sur trois ou quatre kilomètres de la route départementale et que signale dans un lointain rayon la haute cheminée rose de l'usine, je ne vous le nommerai point pour ne pas donner à deviner le nom du personnage qui joue le principal rôle dans le récit auquel ces lignes servent de préface. Moyennant cette précaution bien élémentaire, tout est sauf, car jamais son aspect essentiellement prosaïque ne vous mettra sur la trace de son secret. Tout au plus pourrez-vous conjecturer, en l'écoutant, que vous n'avez pas affaire à un très simple et

(1) Ceci n'est point la traduction, mais à proprement parler, — et pour nous servir d'un mot anglais usité en pareil cas, — l'*adaptation* d'une nouvelle publiée par M. Ch. Dickens dans les numéros 37 et 38 de la seconde série de son recueil hebdomadaire *All the year Round*.

très vulgaire échantillon de la race humaine en général et des mœurs de campagne en particulier.

Car le docteur P... est maintenant ce qu'on appelle « un homme établi. » Sous son large paletot, une certaine protubérance abdominale qu'il doit à la Providence d'abord, et peut-être ensuite à l'abondante régularité de son régime diététique, accuse quarante-cinq étés bien révolus. Il vit à la bourguignonne, de bonne *potée* plus que de beau langage. Je ne sais, Dieu merci, ce que valent ses conseils professionnels aux gens malades, mais j'affirme que ceux qu'il donne aux gens bien portans quand ils le consultent sur le mérite relatif des vins de la *côte* ne sont aucunement à dédaigner. Heureux mari d'une femme très laide qui l'a doté de la maison que vous apercevez là-bas derrière l'ombrage du moulin à vapeur, non moins heureux père d'une fille, — très laide aussi, — qu'il a substantiellement mariée au fils d'un riche cultivateur, il jouit d'une réputation qui s'étend jusqu'à Seurre, Dôle et même Auxonne. On ne l'appelle guère à Dijon, que je sache, mais il ne faudrait pas jurer qu'il y est totalement inconnu.

Comment nous nous trouvâmes un beau matin, ce galant homme et moi, faire route ensemble sur le chemin de halage du grand canal est un point qui n'intéresse aucun de mes lecteurs. Il ventait grand frais, le feuillage des hauts peupliers bruissait sous la brise, de petites brindilles arrachées aux branches par la tempête de la veille jonchaient le sable qui craquait sous nos pieds. De temps à autre, nous dépassions ou nous croisions un de ces gros bateaux ventrus dont la traversée aux écluses semble presque un miracle, tant le passage est étroit et l'embarcation volumineuse.

Le bonhomme soufflait quelque peu, quoique marchant encore d'un pas assez leste. Je lui fis la politesse de me dire fatigué. Non sans un sourire de pitié pour mes jambes parisiennes, il consentit à s'asseoir sur le talus gazonné, au pied d'un énorme tronc qui suffisait à nous garantir des rayons du couchant, et, après avoir disserté sur le mérite des *gaudes* que nous allions trouver à Échenon, il en vint, de fil en aiguille, à me conter la grande aventure de sa jeunesse, son roman, le seul dont il ait la moindre idée, car pour en lire un, néant à la requête. Un *docteur* de Bourgogne n'est pas assez malavisé pour employer ainsi ses loisirs.

I.

— Il faut vous dire, monsieur (je reproduis littéralement son entrée en matière, mais non le reste du récit), il faut vous dire que dans ma jeunesse j'étais ce qu'on appelle un chercheur, un ambi-

tieux. Quand j'eus obtenu (à Paris, s'il vous plaît) les honneurs et priviléges du doctorat, je me pénétrai de l'idée que je pouvais aspirer aux plus grandes choses, et que j'avais dans ma trousse le scalpel de Dupuytren, ni plus ni moins. Cette folle croyance m'induisit à des excès de travail qui minèrent en peu de temps une santé assez robuste, comme doit l'être celle d'un fils de paysan. Je *piochai* rude, monsieur, je piochai rude, ne quittant l'hôpital que pour me rendre aux cours, dont j'étais un des habitués les plus assidus, et employant mes soirées, jusque fort avant dans la nuit, à mettre de l'ordre dans mes acquisitions scientifiques de chaque jour, et avec cela un grand désir de me signaler, de faire parler de moi *per fas aut nefas*, de lire mon nom dans les feuilles publiques, d'arriver aux académies. Des rêves comme on en fait à vingt-quatre ans ! Le fameux docteur R..., dont j'avais obtenu le patronage et qui ne dédaignait pas mon humble concours, cherchait, mais vainement, à me prémunir contre cette infatuation. — P..., me répéta-t-il en bien des occasions, méfiez-vous de cette soif de célébrité !.. Il y a dix à parier contre un, mon garçon, qu'elle vous fera faire fausse route, et dans notre état, voyez-vous, certaines erreurs équivalent à des crimes. Méfiez-vous donc, mon cher P..., méfiez-vous, et pas trop de zèle !...

Je suivis avec toute la déférence possible ces conseils paternels; mais au fond du cœur je les trouvais pusillanimes, et ils m'excitaient au lieu de me décourager. Un seul jour, une seule expérience pouvait leur donner le plus éclatant démenti. — Que diras-tu, vieux bavard, m'écriais-je *in petto*, si jamais tu me vois franchir, par des procédés à moi, une de ces délicates épreuves devant laquelle ta timidité te fait reculer? — Vous entendez bien, n'est-ce pas, que ces libertés de langage ne dépassaient jamais le cercle du monologue, et que pour rien au monde je n'aurais publiquement traité de *vieux bavard* un des oracles de la faculté, un des princes de la science?

Nous en étions là lorsqu'un matin le concierge de l'hôpital où je travaillais me remit une lettre qu'une « personne du sexe, » — ce furent ses propres expressions, — l'avait prié de m'apporter sans retard, demandant en outre à me parler pour affaire urgente. J'étais en pleine ardeur de besogne, dans le cabinet de dissection, où j'étudiais sur nature le jeu des muscles cruraux. Ainsi que je vous l'ai dit, ma santé commençait à se ressentir de la tension immodérée que j'imposais à mes facultés mentales; mais de ceci je ne voulais convenir avec personne, et moins avec le bon docteur R... qu'avec tout autre. C'était une question d'amour-propre. Certaines gens tirent vanité de pouvoir lever à bras tendu un poids de cent kilos; je mettais mon orgueil à passer vingt heures de suite au

travail, sans m'interrompre autrement que pour avaler à la hâte quelques bouchées de pain.

Dans l'état presque fiévreux où m'avaient réduit ces orgies studieuses, la moindre interruption m'exaspérait. — Qu'elle aille au diable, votre personne du sexe! — criai-je au portier ébahi. Cependant j'avais ouvert la lettre, qui était d'une de mes tantes, et, me rappelant à propos que cette chère parente, dont je pouvais hériter un jour, ne tolérait pas volontiers la moindre irrévérence, je me radoucis incontinent. — Faites entrer cette dame au parloir, je descends à l'instant près d'elle.

— Monsieur voudra bien penser... Et le concierge, achevant cette phrase par un geste, me montrait la cuvette aux ablutions.

Ce rappel aux convenances faillit encore me mettre hors de moi; mais il était vraiment très opportun. Mon front baigné de sueur, mes manches relevées jusqu'au coude, mes cheveux en désordre me donnaient l'air d'un vrai bandit. Je remis à la hâte un peu d'ordre dans ma toilette, et je me rendis auprès de la visiteuse inconnue.

En entrant au parloir, dont toutes les persiennes étaient baissées, le soleil donnant en plein de ce côté, je ne discernai d'abord qu'une ombre noire, immobile auprès d'une table. Peu à peu, mes yeux se faisant à l'obscurité, j'aperçus une femme en deuil qui tenait sur ses genoux un enfant de deux à trois ans. Cette femme ne se leva point, et ne m'accueillit par aucun signe. Peut-être la timidité, peut-être la fatigue l'en empêchaient-elles. Dans tous les cas, son attitude m'embarrassait. Je m'étais représenté une paysanne *bourguignotte* alerte et bavarde, et je me trouvais face à face avec une sorte de dame dont la mise extrêmement simple n'avait pourtant rien qui pût paraître incompatible avec celles auxquelles nous habitue la vie du monde. Et cette dame, toujours immobile, fixait sur moi le regard attentif de deux grands yeux noirs étincelant sous son voile de veuve. Je la regardais, moi aussi, avec une assurance qui me coûtait quelques efforts. Jamais de ma vie, — nonobstant mon expérience précoce de toutes les souffrances humaines, — je n'avais contemplé visage plus pâle, plus exsangue, plus spectral. Nulle part la moindre nuance; les lèvres elles-mêmes semblaient découpées dans du marbre, et avec la blancheur elles en avaient la rigidité. Je le constatai quand elles s'ouvrirent péniblement pour m'envoyer ces paroles : — Vous êtes bien jeune, monsieur; ce n'est pas à vous sans doute qu'on a voulu m'adresser,... vous êtes trop jeune bien certainement.

Ce début n'avait pas de quoi me plaire; je comptais encore assez peu d'années pour trouver désobligeant que mon aspect me valût le reproche d'une excessive jeunesse. A ma gêne première s'ajouta

donc un secret ferment d'irritation, et je répondis d'un ton passablement brusque : — Si jeune que je vous semble, mon temps a son prix, madame, et je le ménage; veuillez me dire à quoi je puis vous être bon,... si tant est que je ne sois pas, pour vous servir, trop dépourvu de cheveux gris.

Elle me regarda quelques instans encore sans reprendre la parole, m'examinant, m'étudiant toujours, à ce qu'il semblait. — Allons, reprit-elle avec un soupir, peut-être vaut-il mieux qu'il en soit ainsi... Étant si jeune, vous avez sans doute encore votre mère, et vous savez alors combien elle vous aime... Si vous l'avez perdue, son souvenir doit vous être présent.

Sa voix, qui tout d'abord m'avait semblé dure et voilée, venait de prendre un accent pathétique, une sonorité inattendue. C'était comme une musique lente, grave, cadencée; elle continua. — Oui, les angoisses maternelles doivent éveiller en vous quelque pitié. Eh bien! monsieur, cette petite que vous voyez là est tout ce qui me reste au monde. Je n'espère qu'en elle, ici-bas ou ailleurs. Il me semble que ma vie ne sera jamais assez longue pour l'avoir aimée à souhait, et sans elle je crois que je ne saurais vivre un seul jour de plus.

Ce langage solennel, ce visage ascétique, cette voix profonde, m'imposaient, quoi que j'en eusse; mais par cela même j'éprouvais comme une espèce de honte, et un vif besoin de secouer le joug sous lequel, malgré moi, j'étais courbé. — Pardon, madame, je vous ai priée, interrompis-je, de me dire ce que vous attendez de mes bons offices.

— N'avez-vous point lu la lettre qu'on vous a remise de ma part?

— Sans doute; mais cette lettre n'explique rien.

— Eh bien! monsieur, mon enfant,... mon enfant ne marche plus!

— Vous voulez dire qu'elle boite? Je le sais. Après?

— Après!... mais c'est à vous de me questionner. Je répondrai à tout... Que vous faut-il savoir encore?

A toutes les questions que je lui adressai sur l'origine probable, les symptômes divers, la durée du mal, elle répondit, selon sa promesse, en peu de mots, mais très nettement. Lorsqu'ensuite j'examinai la petite, elle suivait d'un œil ardent et mobile chacun de mes gestes, et, dès que je redevenais immobile, scrutait ma physionomie avec un surcroît d'inquiétude; car j'étais vivement ému, je me sentais rougir et pâlir tour à tour. Cette enfant qu'un hasard m'amenait me semblait envoyée par la Providence. Son infirmité, facile à définir avec une entière certitude, nous offrait un « cas » magnifique, et se prêtait à une expérience décisive, laquelle rentrait justement dans le cadre des études où depuis plusieurs semaines j'étais complétement absorbé. Je la tenais, cette rétraction

musculaire que je me flattais de pouvoir combattre, et dont il me suffisait de triompher pour être classé parmi les débutans hors ligne. Aussi m'animais-je visiblement, et avec le monstrueux égoïsme qui caractérise la maternité, cette femme se figurait que toutes mes pensées se concentraient sur l'enfant malade. Or la maladie seule m'intéressait. De l'insignifiant petit être je n'avais, en toute franchise, aucun souci; qu'il restât ou non boiteux était, il faut bien l'avouer, la moindre de mes sollicitudes.

— Eh bien! la guérison est-elle possible? — Ces mots ne sortirent pas des lèvres de la mère, ils étaient dans son regard pour ainsi dire affamé.

— Sans doute, m'écriai-je avec une sécurité triomphale, sans nul doute, nous devons la guérir... Elle marchera, c'est moi qui vous le dis;... elle marchera comme tout le monde.

Par un mouvement subit et complétement imprévu, avant que j'eusse pu même songer à l'arrêter, l'inconnue se trouva prosternée devant moi, et, saisissant ma main, elle y posa ses lèvres décolorées, mais brûlantes. En même temps son visage s'illumina, et un vif incarnat, animant ses joues pâles, sembla la transformer. Je tressaillis et retirai, par un mouvement assez gauche, la main qu'elle venait de baiser. Pour la première fois de ma vie, les lèvres d'une femme avaient touché cette main, qui sembla longtemps après garder leur empreinte et leur parfum.

Ma visiteuse se releva sans précipitation, sans maladresse, et une fois rétablie sur le siége qu'elle venait de quitter, inclinée sur l'enfant, elle la baisa au front.

La petite, elle, promenait de sa mère à moi un regard de grande personne, à la fois sérieux et vague. Jamais je n'avais vu des yeux pareils. Ils étaient...; mais pourquoi chercher à me les rappeler aujourd'hui, quand j'ai cherché si longtemps à les effacer de ma mémoire, qu'ils hantaient malgré moi?

Sa mère tout à coup redevint fort pâle. — Me la fera-t-on beaucoup souffrir?

— Cela dépendra de vous.

— Que voulez-vous dire?

Je m'expliquai en conseillant l'emploi du chloroforme, qui était encore alors une invention de très fraîche date.

— Y a-t-il du danger? demanda la mère.

— Pas le moindre moyennant les précautions que nous prenons pour procurer l'anesthésie, c'est-à-dire l'insensibilité complète du membre que l'on travaille. Or vous savez à quel point il est difficile d'obtenir qu'un enfant se tienne tranquille sous le scalpel de l'opérateur, et combien il importe à ce dernier de se prémunir contre tout mouvement qui peut compromettre le succès.

— En général, je ne dis pas..; mais vous n'avez pas idée de la docilité, de la patience que peut déployer au besoin cette chère mignonne. Pour me complaire, elle supporterait tout au monde sans une plainte... On l'a déjà torturée par un traitement resté sans résultats... Pourtant, si vous me répondez qu'il n'y a pas de danger à craindre... je voudrais éviter de la faire encore autant souffrir... Pauvre trésor de mon cœur!

— Décidez vous-même selon ce que vous pensez de la constitution de l'enfant. Si vous la croyez d'une débilité toute particulière...

Elle ne me laissa pas achever, m'assurant que sa petite s'était toujours bien portée, à part cette infirmité tout à coup survenue, et qu'il fallait attribuer à quelque accident plutôt qu'à un vice de constitution. — Vous êtes trop jeune, ajouta-t-elle, pour que je vous raconte ma vie; sans cela, je pourrais vous expliquer, par les circonstances dans lesquelles cette enfant est venue au monde, son extrême docilité et l'empire que j'exerce sur elle.

Sur ce point délicat qu'elle me signalait ainsi elle-même, je me gardai bien d'insister; mais je voulus savoir en quoi consistait le traitement auquel la petite malade avait déjà été soumise. Je demandai aussi pourquoi on ne nous l'avait pas plus tôt amenée. La réponse qui me fut faite sur ce dernier point ne laissa pas de m'étonner. — Mon Dieu, me dit naïvement l'inconnue, je n'ai entendu parler de vous, pour la première fois, qu'il y a trois semaines...

De moi, passe encore, et, tout compte fait, rien de plus naturel; mais du docteur R.....! Ceci me donna une espèce de mépris pour ma nouvelle cliente, que j'écoutai avec quelque distraction tandis qu'elle s'efforçait de me faire comprendre combien son enfant lui était précieux. Bientôt je ne l'écoutai plus du tout. Je savais qu'elle m'adressait la parole et que l'enfant ne me quittait pas des yeux; mais je ne pensais vraiment qu'à l'opération et aux arrangemens préalables de cette grande affaire. Mon sang-froid un peu revenu me laissait entrevoir bien des obstacles sur la route où je m'étais si lestement engagé. Obtiendrais-je tout d'abord le consentement indispensable du docteur R....? Il m'avait dit et répété, — je m'en souvenais fort bien, — au sujet de notre tentative projetée: — Il faudra essayer cela sur quelque enfant de vile extraction, issu de robustes campagnards, et dont la vie, si elle doit être sacrifiée, ne soit pour lui qu'une perte minime, un dommage purement nominal...

Au fond du cœur, j'accusais cependant le docteur d'une méfiance exagérée. Le succès, entre les mains d'un maître comme lui, me semblait chose assurée d'avance. Un raisonnement scientifique me paraissait une aussi solide garantie qu'une loi de nature, et je m'étonnais du peu de foi que manifestait un homme dont l'expérience était si supérieure à la mienne. — Bah! me disais-je tout surpris

de me trouver plus fort que ce grand homme, c'est sa bonté, sa faiblesse de cœur qui gêne l'exercice de sa haute intelligence; mais, une fois à l'œuvre et débarrassé de ses vains scrupules, je sais que personne ne mettrait une main plus ferme au service d'un courage plus inébranlable.

La résultante de ces pensées fut qu'il ne fallait pas laisser voir l'enfant au docteur, qui sans doute trouverait en elle un sujet trop frêle, trop délicat à manier, à plus forte raison s'il entendait la mère lui exprimer, comme à moi, l'attachement passionné qu'elle portait à sa fille, la force du lien qui les unissait l'une à l'autre, les conséquences tragiques d'une séparation qui briserait ce lien. Oh! certainement alors mon excellent patron, ému de crainte, serait le premier à la mettre en garde, à éveiller ses anxiétés; je l'entendais lui dire avec cette brusquerie dont il savait masquer ses attendrissemens sympathiques: — Restons-en là, chère dame! un enfant boiteux vaut mieux qu'un enfant mort,... et moi, voyez-vous, je ne garantis rien... Si malheur arrivait, ce qui est fort possible, nous ne nous consolerions, ni vous ni moi, d'avoir tué cette petite afin qu'elle eût la jambe mieux faite... — Le docteur parlant ainsi, que dirait à son tour cette mère si craintive, si faible, si peu romaine, si peu touchée des miracles de la science? Penserait-elle un moment que la vie de sa petite fille n'était qu'un fétu dans la balance où se pèsent les destinées de l'humanité, directement intéressée au succès d'une expérience susceptible de reculer les bornes de l'art médical? Inutile de l'espérer. Une passion égoïste la rendrait sourde à mes plus instantes remontrances.

Tandis que ces réflexions me passaient par la tête, la voix grave de l'inconnue résonnait toujours à mes oreilles sans déranger le fil de mes artificieuses combinaisons. J'avisais de très bonne foi aux moyens de tromper le docteur, de le protéger contre sa propre faiblesse. Mon parti une fois pris : — Voyons, lui dis-je, quand voulez-vous que la chose se fasse?

Elle reprit la parole sans conclure tout aussitôt, et je me remis à conspirer avec moi-même. Quand elle s'arrêta, je lui demandai simplement : — Comptez-vous rester bien longtemps ici?

— Juste le temps nécessaire pour faire soigner l'enfant. Je ne suis point riche, et il fait cher vivre hors de chez soi; mais pour l'enfant rien ne me coûte.

— Alors, repris-je, si la chose est faisable, il faut que nous en finissions cette semaine.

— Comment *si?...* Vous m'avez dit que cela se pouvait... M'auriez-vous trompée par hasard?

L'accent de ces paroles et surtout le regard fauve qui les accompagnait m'ouvrirent de nouvelles perspectives. Le calme apparent

de cette femme abritait une nature orageuse et redoutable. — Peut-être me suis-je un peu avancé, repris-je avec un frémissement intérieur. Nous pouvons, nous devons arriver; mais il y a des difficultés, je ne vous le cache point.

J'entrai alors, avec une infernale diplomatie, dans les explications que je venais de préparer à part moi. Il fallait m'assurer la connivence, la complicité de cette mère déjà inquiète, et que la moindre alarme devait mettre en fuite. Je lui dépeignis sous des couleurs excessives la sensibilité morbide du docteur R..., l'injuste méfiance qu'il avait de son merveilleux talent, le trouble où le jetait la crainte, même mal fondée, d'un échec en pareille matière. — Si vous lui parlez de vos angoisses comme vous m'en parliez tout à l'heure, vous paralyserez sa main, vous lui ôterez toute initiative. Il n'osera passer outre, et personne au monde n'entreprendra une tâche qui lui aura paru inabordable.

La jeune femme attentive étudiait mon visage, que je composais de mon mieux. — Soit, me dit-elle, vous devez avoir raison. Eh bien! ne me montrez pas à votre patron. Je ne le verrai, si je dois le voir, qu'après sa décision prise, pas même alors, si vous jugez que cela vaut mieux. L'enfant sera pour lui l'enfant du premier venu. Vous déciderez à cet égard ce qu'il lui faut dire.

— Fort bien ainsi, repris-je, et je vous sais gré de montrer autant de bon sens. Amenez-moi l'enfant demain matin vers les dix heures.

Ses lèvres blêmirent de plus belle, et, chancelant sur ses jambes :
— Vous ne prétendez pas, me dit-elle avec je ne sais quel rugissement contenu, vous ne prétendez pas que l'opération se fasse dès demain?

— Hélas! madame, répliquai-je, nous n'en sommes malheureusement pas là. Il y a bien des formalités à remplir, et les choses ne vont pas si vite; mais ceci ne vous regarde point. Amenez-moi la petite, je ne vous demande pas autre chose. Pour le surplus, fiez-vous à mon désir de vous être aussi utile que possible.

Là-dessus, elle se leva. J'aurais pu, j'aurais dû être touché de la reconnaissance qu'exprimait sa physionomie et de la confiance qu'elle m'avait si promptement accordée; mais pour le moment j'y restai complétement insensible. — Ne me remerciez point ainsi, lui dis-je sans lui laisser achever quelques paroles par lesquelles elle prenait congé de moi. Ce n'est pas à votre enfant que je songe, mais aux milliers d'êtres humains dont les souffrances seront allégées, si la guérison de celui-ci nous met, comme j'ose l'affirmer, sur la voie d'un traitement encore à l'état d'épreuve.

L'incorrigible mère ne me répondit que par un sourire d'incrédulité. Je voulais bien évidemment atténuer la portée du service que j'allais lui rendre; mais elle ne prendrait pas le change. D'ailleurs,

ayant vu l'enfant, la force des choses exigeait que je fusse plus sensible à l'espoir de la guérir qu'à toute autre considération sublunaire. Là-dessus, aucun doute n'était permis.

Ainsi se termina notre première entrevue, après laquelle je me remis au travail, mais dans des dispositions nouvelles pour moi. J'étais distrait, préoccupé, mal à mon aise en face de cette expérimentation si ardemment souhaitée. Ordinairement plus maître de moi-même, il fallut, ce jour-là, me commander à plusieurs reprises l'attention nécessaire. Après tout, ma surexcitation s'expliquait d'elle-même, et je ne voulus jamais convenir avec ma conscience qu'elle ne fût pas due tout entière à ce qui en était la cause apparente et naturelle.

II.

A l'heure fixée, le lendemain, la mère et l'enfant reparurent. Chez la première ne se manifestait encore aucune hésitation, aucun regret; son désir de voir tenter la cure, sa confiance dans mes conseils n'étaient en rien atténués, contrairement à ce que j'avais pu craindre. Quand elle remit dans mes mains cette petite créature qui était pour ainsi dire son âme, quand je reçus ce léger fardeau, tiède et palpitant, lorsque la petite passa un de ses bras nus autour de mon cou, j'éprouvai une sensation que je ne connaissais pas encore.

Sans tarder d'une minute, je portai l'enfant au docteur R..., qui la prit sur son genou, lissa ses cheveux blonds, étudia ses yeux, palpa ses bras, et finit par déclarer que l'aventure lui paraissait trop périlleuse. Une enfant aussi chétive y pouvait rester. Un ou deux autres internes, que j'avais prévenus, se trouvaient heureusement là pour me prêter appui. A force d'instances, de bons ou mauvais argumens, et même en nous servant de ces gouailleries familières que l'excellent maître tolérait parfois chez ses disciples, nous finîmes par enlever la question; mais j'étais en nage, et j'avais impudemment faussé la vérité. Je ne sais au juste de quelles rubriques je m'étais servi; seulement le docteur restait convaincu que, vu la position de notre petite malade, mieux valait la faire mourir que la laisser infirme,... peut-être même que de la laisser vivre. Son existence ici-bas était plutôt un embarras qu'un bienfait. Elle perpétuait des souvenirs odieux que sa fin précoce devait effacer. Sais-je, moi, tout ce que j'avais accumulé dans l'intérêt de la cause qu'il fallait gagner à tout prix?

L'arrêt obtenu, et tout surpris moi-même de mon succès, je rapportai l'enfant dans le parloir, où nous attendait sa mère. — Vous le voyez, lui dis-je en épongeant mon front moite et brûlant, ce n'est pas sans peine que j'ai acquis le droit de guérir votre fillette.

Elle m'attendait debout, près de la porte, et reprit l'enfant sans prononcer un seul mot; mais que ne disait pas son visage, presque radieux! — C'est pour lundi, onze heures,... continuai-je. Nous sommes aujourd'hui jeudi. Pendant ces trois ou quatre jours, maintenez l'enfant aussi tranquille que vous le pourrez. Il lui faut le grand air et une nourriture de choix, très substantielle. Le docteur m'a remis ceci pour vous, — ajoutai-je en glissant cinq louis dans sa main. — C'est destiné aux dépenses inévitables... Il est très riche et très généreux. Prenez sans scrupule ce qu'il vous offre...

Vous devinez peut-être que ces cinq louis venaient de moi seul. J'en aurais mis quelques-uns de plus bien volontiers; mais ma tirelire d'étudiant n'était pas mieux garnie que cela.

Une subite rougeur était venue colorer le pâle visage de la jeune femme. — J'accepte, dit-elle cependant avec une fierté qui lui allait mieux qu'à personne, j'accepte pour mon enfant. Au nom de mon enfant, vous remercierez l'auteur de cette bonne action.

Elle fit ensuite deux pas vers la porte, qui était grande ouverte, et par laquelle entrait à flots la lumière extérieure. Sous ce large rayon que projetait autour d'elle la grande croisée de l'escalier, elle m'apparut pour la première fois dans toute sa beauté, que je trouvai d'un ordre exquis et rare. C'était une de ces harmonies vivantes qui se passent fort bien de jeunesse et d'éclat, un ensemble de proportions, un accord de lignes, une pureté de contours faits pour ravir l'œil du statuaire le plus exigeant. En ce moment-là même, son attitude, la pose du bras qui soutenait sans aucun effort visible à la hauteur de l'épaule son enfant presque assoupie, faisaient rêver aux chefs-d'œuvre de la sculpture antique, et ses yeux profonds et calmes restaient comme rivés aux miens. Même avant qu'elle ne parlât, j'éprouvai une commotion interne qui me surprit.

— C'est donc pour lundi, onze heures, disait-elle plus pâle que jamais et avec une évidente difficulté qu'expliquait la contraction de ses lèvres. Non, vous ne me tromperiez pas... Il n'y a pas plus de danger que vous ne dites, n'est-il pas vrai? Excusez-moi, monsieur, pardonnez à ma faiblesse... Maintenant que tout est décidé, il me semble que mon cœur se glace... Certes vous n'êtes pas capable de vouloir me tromper... Je sais bien que penser de la dureté de cœur chez certains hommes; mais en vérité ceci serait trop cruel, car, je vous l'ai dit, mon seul et unique bien ici-bas, c'est ce petit être... Tout en parlant ainsi, elle serrait l'enfant contre son buste superbe, et l'enfouissait pour ainsi dire dans les plis du voile noir rejeté sur ses larges épaules tombantes. — Nulle autre espérance, nulle autre raison d'être et d'agir... Tout est là, le présent et l'avenir. Le passé ne m'a point légué autre chose.

Au-dessus de ses grands yeux expressifs, ses sourcils noirs se

rapprochèrent avec je ne sais quelle vague menace quand elle ajouta de sa voix grave et richement timbrée : — Si je la perdais, voyez-vous, il n'y aurait pour moi qu'une dernière et suprême pensée,... celle de maudire la main qui me l'aurait ravie... Dieu lui-même n'échapperait pas à cette malédiction d'une mère désespérée. Jugez donc si c'était un homme!...

Je ne voulus point paraître avoir pris garde à cette adjuration; mais nonobstant la froideur, la négligence étudiée de ma réponse, l'idée d'un si terrible anathème m'avait donné le frisson. — Madame, lui dis-je, vous êtes encore à temps pour vous raviser. Tous les arrangemens pris peuvent être annulés... Seulement, je vous en avertis de nouveau, il faut éviter tout ce qui est susceptible d'agiter votre enfant...

Aussitôt le regard maternel se détourna vers la petite, qui peu à peu s'abandonnait au sommeil. En effet, nul éclat de voix, nul geste violent ne l'avait troublée, et le sens des paroles que nous venions d'échanger était au-dessus de sa compréhension. Il y eut cependant chez elle, juste à ce moment, une sorte de secousse et de réveil subit qui semblait le contre-coup sympathique des vibrations du cœur que j'entendais battre sous la blanche poitrine de sa mère. Celle-ci se pencha pour poser ses lèvres tout contre l'oreille de l'enfant que calmèrent bien vite deux ou trois paroles caressantes. Pressé d'en finir, je tenais la porte ouverte. M[me] L'Hermite (sous ce nom sans doute supposé m'avait été adressée la belle inconnue), M[me] L'Hermite passa devant moi et se mit à descendre les premières marches de l'escalier. Je la suivais des yeux malgré moi. Un rayon de soleil tombant sur l'épaisse torsade de cheveux bruns que laissait à découvert son petit chapeau de crêpe noir avait pour ainsi dire enchaîné mes regards; ils escortaient, captifs, cette pâle madone de noir vêtue qui portait son *bambino* comme si elle eût pensé à poser devant Raphaël.

Au premier palier, elle s'arrêta, tournant la tête et levant les yeux vers moi. Autant en fit la petite. Toutes deux restèrent ainsi une demi-minute pour le moins. Que de fois, éveillé ou non, j'ai revu ce groupe dans mes contemplations solitaires! Et ce double regard, quand l'oublierai-je?

Pour l'instant, il me mit en fuite; mais une fois rentré dans le parloir, incapable de penser à autre chose, je retournai sur l'escalier, craignant de la revoir encore, que dis-je, l'espérant peut-être... Cette fois elle était partie.

III.

Voici qui va probablement vous étonner : — le vendredi et les jours suivans, je ne pensai guère ni à cette femme, ni à son en-

fant. Les détails de l'opération en projet m'absorbèrent tout entier. Je la voyais immanquablement réussie. Je triomphais par avance. Je ne cherchais à me rendre compte ni des souffrances physiques qui allaient être infligées à l'enfant une fois qu'elle serait soustraite aux influences anesthésiques, ni de la torture morale que la mère aurait à subir avant que la guérison fût certaine et définitive.

Le dimanche me trouva dans une extrême agitation. Je n'avais pu fermer l'œil de la nuit. Mes nerfs étaient d'une susceptibilité presque douloureuse. J'étais saturé de lectures; tout autre travail m'était interdit par la sainte oisiveté du jour; il fallait absolument m'occuper. Je pensai qu'une bonne course à travers champs me ferait du bien, et, pour me transporter tout d'un coup un peu loin de Paris, j'allai m'embarquer au quai d'Orsay sur le bateau de Saint-Cloud.

Par un étrange hasard, au moment où je mettais le pied sur le pont, la première personne que j'aperçus, — assise le long du bord et son enfant sur ses genoux, — fut précisément Mme L'Hermite. Ma première idée, passablement sotte, j'en conviens, fut que ma cliente s'évadait. — Où allez-vous donc comme cela? lui demandai-je en l'abordant assez brusquement.

Un sourire étonné me répondit d'abord; puis, s'écartant de ses voisins pour me laisser une place à côté d'elle : — Vous me demandez là plus que je n'en sais, dit-elle avec un candide abandon... Vous m'avez recommandé le grand air pour cette enfant. J'ai pensé qu'on me débarquerait dans quelque endroit écarté, où je trouverais l'ombre d'une haie, un banc de gazon, du repos enfin pendant quelques heures, et, avant de reprendre le bateau pour m'en revenir, un modeste repas dans quelque petite auberge; mais, à vrai dire, mon inexpérience provinciale me laissait un peu embarrassée de ma personne. Vous arrivez, monsieur, tout à propos.

Je ne sais vraiment pourquoi je répondis à ces paroles si simples par une de ces inepties qu'on entend au théâtre et qu'on transporte ensuite, vaille que vaille, dans le terre-à-terre des conversations quotidiennes : — vous êtes beaucoup trop jeune, beaucoup trop belle, pour vous aventurer ainsi dans une foule pareille.

Mme L'Hermite, à ces mots, redressa la tête, et, sans la moindre emphase, mais sans le moindre embarras : — Je conviens que je suis belle et je sais que je ne suis point âgée; mais ce que vous appelez ma beauté n'est pas de nature à provoquer les importunités du premier venu, et mon âme n'est pas si jeune que vous pourriez croire. Elle a vieilli vite, par ma faute et celle des autres; j'ai d'ailleurs appris dès longtemps à me protéger moi-même.

— Soit, répliquai-je. En tout cas, cette partie de campagne avec

un enfant aux bras serait pour vous une grande fatigue. Ceci m'autorise à vous offrir mon assistance. Songez que demain vous aurez besoin de forces.

Cette allusion lui rendit sa pâleur de morte. — Me laissera-t-on rester? me permettra-t-on de la tenir? demanda-t-elle avec une anxiété visible.

— Je ne pense pas, répliquai-je. Quatre-vingt-dix-neuf fois sur cent, ce serait risquer le tout pour le tout... Ici, la chose pourrait n'offrir aucun inconvénient; mais les exceptions en pareille matière sont à peu près inadmissibles.

Elle soupira d'un air résigné. Ses regards demeurèrent fixés sur la rive, qui fuyait devant eux; puis, les tournant encore vers moi: — Sera-ce bien long?

— L'affaire d'un instant... Deux, trois, quatre minutes au plus.

— Et vous m'assurez qu'elle ne sentira rien?

— Rien au monde, je vous le répète.

— Eh bien! dit-elle en détournant la tête vers le rivage, je commence à croire que Dieu a ses jours de miséricorde. Il me semble que je pourrai me reprendre à l'aimer. Quand ces petits pieds marcheront, — elle les caressait en parlant ainsi, — j'essaierai de toute mon âme... Aimer Dieu, quel soulagement, quelle consolation ce doit être!

Cette dévote aspiration me troubla. — Si elle se sent disposée à aimer Dieu parce qu'il aurait guéri son enfant, me disais-je... Achevez vous-même ce raisonnement d'un carabin qui avait lu Voltaire. Du reste, ce jour-là, je ne me reconnus point. Ordinairement fort timide en pareille matière, je venais de m'offrir bravement pour compagnon à cette dame L'Hermite que je ne connaissais ni d'Ève ni d'Adam, et cela sans craindre de rencontrer des camarades qui se moqueraient bel et bien de ma promenade *en famille*. Songeant néanmoins à cette chance d'aventure, je me mis à examiner scrupuleusement la tenue de ma *partner* improvisée.

Rigoureusement correcte, quoique des plus simples, cette tenue ne m'apprenait absolument rien sur la position sociale de ma belle compatriote. Le grand deuil égalise les conditions. Restait à interroger l'habitude du corps, le maintien, le geste, la tournure, qui décèlent bien des choses, même aux yeux les moins experts.

Ma compagne s'était levée. S'écartant un peu de moi, elle montrait à l'enfant je ne sais quel détail du paysage mouvant qui défilait devant nous. De sa tête, admirablement attachée et posée, jusqu'à ses pieds minces et cambrés à souhait, — car le vent çà et là dérangeait les plis de l'étoffe qui les tenait abrités, — rien qui ne fût, pour ainsi dire, royal. Un rare mélange de grâce et de majesté; des mains fines, que j'avais vues dégantées, et qui avaient le cachet

aristocratique de l'oisiveté coutumière; aucun mouvement vulgaire, aucun geste précipité, aucune allure suspecte. L'enfant avait, elle aussi, les dehors d'une petite princesse avec ses duvets de cygne et la dentelle qui foisonnait autour de son doux visage.

Je me rapprochai d'elles, et soumis à Mme L'Hermite un plan de campagne qu'elle accepta aussitôt. Il s'agissait de prendre un batelet à Saint-Cloud et de nous faire conduire un peu plus loin, dans quelque endroit moins livré aux foules. On irait où l'ombre serait épaisse, où les prés sentiraient bon, où la solitude semblerait engageante et les gens de bon accueil. A toute chose par moi proposée, ma docile compagne acquiesçait sans la moindre objection, pleine de déférence pour l'homme qui tenait entre ses mains les destinées futures de l'enfant chéri.

Tout ce que j'avais arrangé s'accomplit de point en point. La petite, toujours appuyée à sa mère, poussait de temps à autre un cri de joie quand elle avait pu, le long de la rive herbue, détacher au passage un brin de roseau, un rameau de saule, une fleur de jasmin, ou quand l'apparition de notre batelet avait mis en fuite une escadrille de canetons craintifs. Sa mère ne disait presque rien, savourant en silence les vives émotions de sa « mignonne, » et se penchant de temps à autre pour l'embrasser. Un échange de caresses leur tenait lieu de langage, et ni l'une ni l'autre ne semblait avoir besoin d'interprète. Le sourire de l'enfant était d'une ineffable mélancolie, d'une tendresse, d'une douceur sans pareilles. Ne croyez pas du reste que sur le moment je résumai toutes les impressions dont je vous fais part. Elles me sont revenues plus tard, et Dieu sait si je m'en suis longuement pénétré en ruminant, pour ainsi dire, l'amertume de mes souvenirs.

De bonne heure, l'après-midi, nous fîmes halte dans un endroit entièrement solitaire, et ce fut là que nous dînâmes. Mme L'Hermite acceptait mes services et suivait aveuglément mes moindres indications, sans pour cela m'étonner le moins du monde. Cette journée s'écoulait pour moi comme un rêve. On m'aurait transporté chez les fées et mis au régime du prince Charmant que cela ne m'eût pas autrement surpris. Ce n'était pourtant pas là mon humeur ordinaire. Je me suis demandé depuis si cette femme agissait ainsi par inexpérience ou par indifférence. Ignorait-elle la portée possible de la condescendance qu'elle me témoignait, ou bien n'avait-elle aucun souci des suppositions que cette condescendance pourrait suggérer soit à moi, soit à d'autres? Tout compte fait, je regarde comme probable qu'elle ne pensait, dans tout ceci, ni à elle ni à moi, mais qu'elle était tout entière à l'enfant et à ses joies naïves.

Avant de prendre place à table, elle avait ôté son chapeau d'abord, son bonnet ensuite, et je vis alors dans toute leur splendeur

ses abondans cheveux bruns, couronnant cette tête digne des frises du Parthénon. — Après s'être décoiffée, elle laissa glisser de ses épaules le manteau flottant dans les plis duquel se perdait sa taille haute et souple, aux lignes correctes et pures, nettement dessinée par l'étroit corsage de sa robe noire sans ornement; taille de reine ou plutôt de déesse, que le ciseau de Phidias eût reproduite sans y rien changer; buste admirable qui fascinait mes regards et en même temps me commandait le respect dû aux chefs-d'œuvre. — Au retour, nous retrouvâmes les impressions encore récentes du voyage enchanté que nous venions de faire ensemble : aux mêmes bords les mêmes cygnes, les mêmes ondes sous la même brise attiédie, les mêmes fleurs sous les mêmes ombrages, le tout encore plus empreint de fantaisie et de rêve. L'heure du coucher était venue pour l'enfant, lorsque nous arrivâmes à la porte de la maison où logeait sa mère. Elle ne m'invita point à monter; je la suivis néanmoins sans savoir ce que je faisais, et sans qu'elle en parût étonnée ou choquée.

— Remerciez monsieur, dit-elle à sa fille, de la bonne journée que nous venons de passer.

L'enfant répéta docilement cette formule, puis elle ajouta de son propre mouvement : — Merci de m'avoir cueilli des lis et montré ces beaux oiseaux qui nagent.

Simples paroles qui jetèrent sa mère dans une espèce d'extase. En relevant la tête, — nous étions tous deux penchés sur le lit de la petite, et nos visages se touchaient presque : — Écoutez, me dit-elle, si vous mettez cette adorée en état de courir librement sur les gazons éclairés de soleil où nous marchions cette après-midi, j'apprendrai à croire en un Dieu protecteur et bienfaisant. Ce sera pour appeler sur vous ses bénédictions préférées. Je lui demanderai de vous faire réussir en toute chose, de rendre votre vie heureuse, constamment heureuse jusqu'au dernier jour, de vous accorder tout ce que la tendresse d'une femme et l'amour des enfans peuvent mêler de charme à l'existence.

Elle me tendait la main; je saisis cette main, je la serrai, je partis. Les paroles qu'elle venait de prononcer bourdonnaient encore à mes oreilles plus d'une heure après. Je voulus me remettre au travail. Vain effort! ma pensée n'était plus à moi; mais j'aurais tort d'attribuer au seul souvenir de Mme L'Hermite cette lassitude subite de mes facultés. Les fatigues antérieures, résultats inévitables de mes excès d'étude, y étaient sans doute aussi pour beaucoup. Cet énervement, au surplus, n'était dépourvu ni de charme ni de bien-être. Les songes rians, les images gracieuses foisonnaient dans le dédale où mon imagination était comme perdue. Endormi à la longue, j'entendis cette voix grave qui m'avait tant ému répéter à

côté de moi les paroles bénies qui me vouaient à l'amour des enfans et à la tendresse d'une femme. Elles me réveillèrent, et je crus voir à mon chevet, dans la pénombre, les contours de cette taille admirable, le galbe de cette tête superbe, ce pied cambré, ces mains élégantes dont j'avais les yeux encore saturés. Comme pour donner le change à mes rêveries elles-mêmes : — Pardieu, m'écriai-je à mi-voix, quelle garde-malade ce serait là !... quelle idéale sœur de charité !... si forte et si calme, si douce et si prudente à la fois !

Je vous laisse à penser quelle fut mon agitation le lendemain quand il fallut, sous les yeux d'un maître attentif, opérer la frêle créature sur laquelle, par mon fait et mon vouloir, se pratiquait une expérience toujours redoutable ! Dieu merci, tout se passa au gré de mes vœux, et le docteur R..., plus satisfait qu'il ne s'y attendait sans doute, me serra chaleureusement la main devant tous les internes groupés autour de nous. Toutefois, arrêtant sur mon visage ses yeux pénétrans : — Çà, mon cher garçon, me dit-il presque aussitôt, voilà qui va bien; mais il s'agit de vous maintenant. Vous avez une mine qui ne me plaît guère. Je vous signerai un congé très volontiers... ou plutôt accompagnez-moi. Je vais passer quelques jours à l'étranger, chez le prince T..., blessé en duel, et qui m'a fait demander ce matin même.

Je ne sais par quelle sotte plaisanterie je déclinai cette offre paternelle; mais pour un empire je n'aurais pas quitté l'hôpital où je venais de me signaler ainsi.

Les remerciemens de Mme L'Hermite furent aussi chaleureux, aussi passionnés que vous pouvez vous l'imaginer. Il produisirent en moi une singulière émotion. J'en étais ravi, et tout au fond ils me faisaient peur.

Elle ne quitta plus ni jour ni nuit son enfant, que j'avais fait placer dans une des chambres réservées. C'était encore une dérogation aux règlemens, et j'en fus remercié comme de l'opération elle-même. Vingt fois au moins, dans la journée qui suivit, j'allai m'enquérir de la petite malade, toujours je la trouvai aussi bien que possible. Sa mère était rayonnante, et ses empressemens au-devant de moi, l'attention qu'elle portait à mes moindres paroles, les sourires qu'elle me prodiguait, elle si sérieuse d'ordinaire, auraient pu, auraient dû me tourner la tête; mais point... ou plutôt si. Je me sentais par momens comme enivré; mais j'avais toujours peur, toujours de plus en plus peur. J'allais bientôt savoir ce qui déterminait chez moi cette secrète angoisse, et quel secret pressentiment l'avait suscitée.

A l'heure qu'il est, je ne puis encore me rendre compte de ce qui fit mourir cette pauvre petite. L'opération, ainsi que je vous le disais, avait réussi à souhait; je ne vis pas se produire le moindre sym-

ptôme d'inflammation. Elle devait survivre, elle pouvait se fortifier. Maintenant peut-être n'avait-elle pas en elle de quoi se développer et fournir une carrière complète; peut-être était-elle condamnée d'avance à une fin précoce. Peut-être aussi la présence constante de sa mère, lui inspirant une certaine contrainte, gênait les manifestations des souffrances qu'elle éprouvait, — car elle ne se plaignait presque jamais, jamais elle ne pleura. On ne pouvait juger de son malaise qu'à la moiteur de son front et à la dilatation de ses yeux... Ah! ces yeux, ces yeux!... que de fois je les ai revus! et je me suis souvent demandé si, en me regardant comme elle faisait, cette enfant ne cherchait pas à me faire comprendre, sans en rien laisser voir à sa mère, les tortures qui usaient peu à peu sa vie.

En face du lit où nous l'avions placée, par la fenêtre fréquemment ouverte, elle pouvait voir un pauvre arbuste mourant, — un sycomore, autant que je m'en souviens. Quand le soleil était au déclin, quand la brise du soir s'élevait, l'ombre de l'arbre passait et repassait sur la petite couchette. Ce mouvement amusait notre malade, qui nous avait souvent priés de ne pas baisser les persiennes.

Le troisième jour, quand j'arrivai sur les six heures, l'ombre du sycomore passait et repassait, comme à l'ordinaire, sur le visage de l'enfant endormie. — Ne faudrait-il pas l'éveiller? me demanda Mme L'Hermite, qui me parut un peu troublée et qui vint au-devant de moi plus précipitamment que de coutume. Voici déjà longtemps qu'elle n'a rien pris, et je l'ai trouvée plus faible qu'elle ne le paraissait depuis lundi.

— Combien y a-t-il de temps qu'elle dort ainsi?

— Trente-trois minutes à peu près, répondit-elle, regardant à sa montre; mais elle n'a rien pris avant de s'assoupir. Comme j'allais lui offrir son *arrow-root* et son vin, elle s'est endormie en me souriant.

Tandis qu'elle me parlait, je regardais. Une certaine contraction sur ce pâle petit visage me donna comme un frisson. — Il faut l'éveiller tout de suite,... balbutiai-je sans trop savoir ce que je disais. Ces sommeils d'épuisement ne lui font aucun bien.

Mme L'Hermite se pencha sur sa fille. Mon cœur battait à rompre mes côtes. — Cher bijou, murmurait-elle, la joue contre la joue de la petite, il faut s'éveiller, il faut prendre quelque chose.

Pas le moindre mouvement, pas le moindre souffle.

Relevant la tête et me regardant en plein visage : — Elle a bien froid, me dit Mme L'Hermite, dont la voix grave prit tout à coup un accent tragique.

Je l'écartai de la main pour me pencher à mon tour vers le lit. J'essayai le pouls, je guettai la respiration, le tout en vain. Je de-

mandai des flanelles chaudes. On en couvrit, on en frotta le pauvre petit corps inanimé. J'épuisai toutes les ressources qui rappellent à la vie. Rien ne prévalut. Pendant que la mère préparait les alimens destinés à soutenir les forces défaillantes de son enfant, celle-ci s'était assoupie, et le sommeil où elle entrait ainsi le sourire aux lèvres était celui dont personne ne s'est jamais réveillé.

Mme L'Hermite, agenouillée au pied du lit, ne nous perdit pas un instant de vue pendant que nous nous efforcions de ranimer cette étincelle de vie qui peut-être subsistait encore. Quand tout fut éclairci, elle se leva; puis elle demeura debout, inerte et muette pendant quelques instans qui me parurent appartenir à l'immobile éternité plutôt qu'au temps et à ses heures ailées.

Je voulais à tout prix éviter son regard; mais de nos deux volontés la sienne fut la plus forte, et nos yeux malgré moi se rencontrèrent enfin. Je me sentis écrasé; je tremblais de la tête aux pieds. Je me voyais abject, lâche, criminel, condamné par moi-même. — Elle a raison, me disais-je, de me regarder comme on regarde un assassin.

Lentement, et tenant toujours mes yeux attachés aux siens, cette femme leva ses deux bras, et, par un geste que lui eussent envié les plus grandes tragédiennes, joignit les mains au-dessus de sa tête imposante. Il n'en fallut pas davantage pour m'ôter le peu de force qui me restait, et au moment où ses lèvres s'ouvraient pour me lancer l'anathème, avant même que les premiers mots de cette malédiction eussent frappé mon oreille, levant à mon tour les bras par ce mouvement machinal qu'on oppose au coup d'une arme suspendue, je chancelai d'abord, puis tombai tout de mon long à ses pieds comme foudroyé.

IV.

..... Après une série indéterminée de cauchemars hideux ou grotesques dont le souvenir vague et confus rompait à chaque instant le fil de mes pensées, j'en vins un jour à retrouver quelque conscience de mon état. Mes lèvres brûlaient, et mes cheveux me faisaient mal. J'avais la bouche amère, le front couvert de sueur et sur mes mains humides je ne sais quelle glu tenace et froide. A grand' peine pouvais-je coudre ensemble deux idées distinctes. — Où suis-je? fut ma première curiosité. Ma vue était encore bien trouble; je discernai cependant au pied de mon lit deux boules de cuivre que je connaissais bien, et je me dis que je devais me trouver chez moi; mais le lit lui-même n'était pas à sa place ordinaire. On l'avait tiré de l'alcôve et placé en face de la fenêtre. — C'est pour me donner de l'air, continuai-je, étonné moi-même de cette

déduction si précise, après quoi je retombai dans une espèce de torpeur. Il me fallut quelques minutes de repos et un certain effort pour constater ensuite qu'auprès de la fenêtre était un guéridon, sur ce meuble une lampe, à côté de la lampe une femme qui, me tournant le dos, promenait une aiguille agile dans les plis bruyans d'une forte toile. Je continuai là-dessus mes exercices logiques: — Pas de feu dans l'âtre, nous sommes en été... La fenêtre reste ouverte, il doit faire chaud... La lampe est allumée, il fait nuit. Tout ceci me semblait autant de puissantes conceptions. Restait à savoir qui pouvait bien être cette femme, dont j'aurais voulu voir le visage, et qui continuait à coudre obstinément.

Ici j'ouvre une parenthèse, me rappelant certain propos d'une de mes clientes qui l'autre jour me disait : — On préconise le travail à l'aiguille comme le plus innocent des remèdes inventés pour tromper l'ennui des femmes, et vous autres hommes, — j'entends vous autres maris, — vous aimez beaucoup à nous voir un ouvrage dans les mains, lorsque par-dessus votre journal à demi lu, ou à travers la fumée de votre cigare à moitié fini, vous daignez jeter les yeux sur nous. Pauvres gens! si vous saviez ce qui *se pense* entre deux ourlets et à quelles dangereuses méditations la couture a mille fois servi de prétexte!

J'en reviens à cette personne dont j'essayais de m'expliquer la présence dans mon humble chambrette de la rue Jacob, perchée comme un nid de plus au-dessus de trois jardinets contigus, tous les trois peuplés d'oiseaux chanteurs. Elle tirait l'aiguille avec acharnement; je la regardai de même. Les lignes de son cou, la forme de ses épaules me rappelaient *quelqu'un;* mais qui donc? Elle portait un vêtement blanc, composé, j'imagine, d'une camisole flottante et d'un simple jupon à cause de la chaleur. Sa nuque se voyait très bien, et sur sa nuque deux ou trois boucles échappées au peigne. Ses bras étaient à moitié nus. En m'efforçant de reconnaître cette personne déjà vue, je faillis perdre connaissance, et ma tête un moment soulevée retomba sur l'oreiller, où sembla vouloir la clouer une invincible main, dure et froide comme du fer.

La femme posa aussitôt son ouvrage, regarda une montre accrochée près d'elle, et, se levant, s'achemina de mon côté. Je fermai les yeux sans savoir pourquoi, mais de propos délibéré.

Elle s'approcha du lit, se pencha et parut écouter ma respiration. Le souffle de ses lèvres passa sur ma joue, et la chaleur qui émanait d'elle se joua sur mon front moite et glacé... L'instant d'après sa main s'y posa...

Cette fois je ne m'y trompai point, et sans ouvrir les yeux je me dis : C'est *elle!* Je la voyais à travers mes paupières closes. Il me sembla que ce qui me restait de vie s'enfuyait par tous mes pores, et

je me sentais pâmer lorsqu'elle articula distinctement ces paroles : « pourvu qu'il ne meure pas! Dieu juste! pourvu qu'il ne meure pas!... » Cet étrange souhait m'arrêta pour ainsi dire au bord du néant, où j'allais glisser comme dans un abîme obscur.

Ce n'est pas qu'elle m'eût rassuré; j'étais au contraire plus effrayé que jamais, d'où j'ai conclu, après coup, que la faiblesse physique donne à l'esprit une certaine subtilité de perception qui se perd ensuite à mesure que se rétablit l'équilibre normal.

Me sentir débile comme un enfant et livré à cette femme, cela me paraissait monstrueux, si bien qu'après avoir ressassé cette idée menaçante je sentis le froid me gagner. L'évanouissement cette fois fut complet.

Plus tard, — s'était-il écoulé quelques minutes, quelques heures, quelques jours, en vérité je ne sais, — cette même main, essuyant mon front baigné de sueur, humectant mes tempes d'éther, promenant sous mes narines un parfum vivifiant, me procura des sensations d'une douceur infinie. Ce beau bras nu qui m'avait déjà ébloui fut passé sous mon cou et souleva ma tête, qu'il appuya et retint contre un sein élastique et tiède. C'était la vie, c'était la résurrection, que de sentir flotter autour de soi ces douces émanations, de les aspirer, de s'en abreuver, après avoir senti le froid de la tombe.

Elle me présenta une boisson mélangée par elle avec un soin minutieux, et que j'avalai d'un seul trait sans aucune arrière-pensée; puis elle essuya mes lèvres, et je fermai les yeux... Presque aussitôt l'effet voulu se produisit, et je sentis comme un flot de vie circuler dans mes veines avec un sentiment de bien-être presque enivrant.

Jusque-là pas un mot échangé entre nous. Je craignais en parlant de faire envoler le rêve, de dissiper l'extase, et je me contentais d'écouter tout contre mon oreille les pulsations de ce cœur où battait un sang généreux.

Enfin je m'aventurai. — Y a-t-il longtemps, demandai-je, que je suis malade?

— Un mois environ, me répondit-elle après une pause durant laquelle j'avais senti son sein se gonfler et s'arrêter les battemens de son cœur ému. Et, tout en me parlant, elle avait cessé de me regarder, puisque son haleine n'arrivait plus jusqu'à mon front.

— Quel était mon mal?

— Une congestion cérébrale.

— Le danger est-il passé?

— Il l'est à la condition qu'on puisse vous rendre des forces.

— Comment se fait-il que vous me gardiez?

— Je suis à présent garde-malade.

— Et vous m'avez soigné pendant tout ce mois?

— Non, pas la première semaine... Il a fallu enterrer mon enfant.

L'accent de ces dernières paroles fit passer en moi un frisson de terreur. Ce n'était pas une mère, c'était une statue qui venait de les prononcer.

— Je vous fatigue, lui dis-je, recouchez-moi sur l'oreiller.

Elle m'obéit, toujours impassible, et, après avoir tout disposé autour de moi, elle alla se rasseoir près de sa table à ouvrage. J'avais en quelque sorte perdu la saveur de mon retour à l'existence.

— Vous êtes bien Mme L'Hermite? lui demandai-je, m'accoudant, non sans peine, à mon chevet, et la regardant de plus belle.

— Je suis votre garde, répondit-elle simplement sans lever les yeux.

Je voulais continuer l'entretien; mais cet effort se trouva au-dessus de mes forces, et le sommeil me dompta bien avant que j'eusse trouvé les paroles dont j'étais en quête.

C'était un second intervalle lucide. Il s'écoula près d'une semaine avant que j'en retrouvasse un troisième. Je savais cependant, mais d'une manière assez vague, comment tout se comportait autour de moi. Je distinguais la voix du docteur R..., qui venait assez fréquemment s'informer de moi. Je savais qu'une autre garde était adjointe à Mme L'Hermite. C'était une des infirmières de l'hospice, une femme de service, tout à fait en sous-ordre; mais je ne me rendais pas compte bien exactement du rapport que tout cela pouvait avoir avec *moi*. J'étais devenu comme une tierce personne dont je m'occupais sans trop d'intérêt, un malade quelconque dont je surveillais le traitement, et chez qui je notais des symptômes tantôt fâcheux, tantôt favorables. Quand il se fit autour de moi un peu plus de jour, ce ne fut pas, je vous le certifie, une mince affaire que de débrouiller ces deux personnages, le malade et moi, et de savoir au juste à qui je pensais en passant en revue tout ce qui m'était arrivé, mon chagrin, mon repentir, mes anxiétés, etc. — Ma foi, cher enfant, me dit un jour le docteur R..., vous avez eu de la chance; sans cette garde-là (me montrant Mme L'Hermite), vous ne vous seriez jamais tiré d'affaire.

— Il me croit donc sauvé, dis-je à ma gardienne quand il fut parti. Seriez-vous de son avis?

— Pourquoi non? répondit-elle, toujours sobre de paroles.

— Vous savez ce que je veux dire, ma chère... A propos, comment vous appelez-vous?

— Comment je m'appelle? répéta-t-elle d'un ton singulier. Eh bien! si vous y tenez, nommez-moi... Ilda.

— Ilda?... Quel est ce nom de roman ou d'opéra-comique?

— Il n'a point paru ridicule à tout le monde, répondit-elle avec une douceur parfaite, et je l'ai entendu moduler fort tendrement, je vous assure. Bref, c'est mon nom, et je vous permets de me le donner. Depuis mon enfance, une seule personne a eu ce droit.

Tandis qu'elle prononçait ces derniers mots, son regard, si rarement dirigé vers moi, se posa sur le mien avec une expression qui me flatta comme une caresse; mais en même temps la peur me reprit, et, sans faire semblant de rien, je guettais un nouveau regard pour le scruter plus à fond. L'occasion ne revint pas de sitôt.

V.

Ma convalescence traîna longtemps. Peut-être, pour se bien porter, faut-il le vouloir, le vouloir énergiquement. Or je ne me souciais guère, il faut l'avouer, de rentrer dans les conditions antérieures de ma vie studieuse et solitaire. J'avais bien vite contracté l'habitude de me voir entouré de soins par une femme dont la moindre marque d'intérêt me jetait dans des transports de joie qui, pour être attentivement comprimés, n'en étaient pas moins vifs. Présente, je vivais en elle, ne la perdant pas de vue un seul instant; absente, j'en faisais l'idéal de mes espérances, elle prêtait un corps, une réalité vivante et palpable à ces poèmes de volupté que toute jeunesse oisive fait éclore dans le vide des heures. En songeant que j'étais resté jusqu'alors étranger à certaines émotions, et que, sauf l'ambition dont je me suis accusé, toute passion m'était inconnue, vous comprendrez sans peine jusqu'où pouvait aller la fascination à laquelle je cédais avec une sorte de délire enthousiaste. J'étais sous le charme, heureux de la faiblesse énervée qui me condamnait à un repos délicieux et me donnait pour soutien cette femme aux allures royales, qui m'enveloppait de ses beaux bras et me berçait, me pressait sur sa blanche poitrine.

Il faisait très chaud. Elle avait installé dans un caisson accroché aux rebords de ma croisée quelques fleurs, telles qu'on en trouve dans ces jardins suspendus qui sont à Paris le luxe des plus pauvres : quelques pieds de mignonnettes, quelques héliotropes, quelques verveines à l'odeur de citron. Quand le soir elle les arrosait, quand leurs parfums arrivaient jusqu'à moi, et que dans cette atmosphère, qui semblait émaner d'elle, je la contemplais travaillant sous la lampe, quelles extases, quel enivrement, et comme je souhaitais ne jamais guérir! J'avais donc une garde telle que les princes de la terre auraient pu me l'envier, exacte jusqu'à la minutie, dévouée jusqu'au sacrifice, constamment prévenante et douce, bref une perfection... pour tout homme qui ne l'eût pas aimée comme je l'ai-

mais, — pour moi, vous comprenez, un poison lent caché dans du miel.

J'ai compris depuis la tactique de cette femme, qui n'était plus innocente, et qui savait à merveille et se montrer et se dérober, toujours au moment opportun. L'heure où je la désirais le plus était rarement celle où elle se consacrait à moi; mais, si quelque chose semblait me distraire d'elle, la fée accourait, armée de sa grâce et de ses prestiges. Me voyait-elle un peu excité, plus tendre, plus familier qu'il ne lui convenait, l'étoile disparaissait derrière un nuage, et, rendu aux ténèbres, je demeurais livré aux soins gauches et brusques de la vieille infirmière.

Tout cela, je le répète, m'a été révélé depuis; mais dans le moment je ne me rendais aucun compte de ces artifices. Si parfois le souvenir de ce qui s'était passé me rendait quelques craintes, quelques inquiétudes, et si je voulais étudier cette physionomie empreinte d'un calme rigide, neuf fois sur dix elle se dérobait à mon examen, car presque jamais je ne voyais le visage de M[me] L'Hermite, et si j'avais follement conçu pour elle un amour très peu métaphysique, il le faut dire, ce n'étaient point ses traits qui m'avaient frappé, mais bien la grâce de son corps, la molle désinvolture de ses mouvemens, l'ondoyante et fuyante provocation que recélait l'apparente majesté de sa démarche. Je l'ai vue quelquefois endormie, ou feignant de l'être, sur un canapé, à l'extrémité de ma chambrette; elle était drapée et posée comme une de ces impératrices qu'a immortalisées le ciseau des sculpteurs romains, et de même que les historiens de notre âge interrogent, pour mieux comprendre l'ère d'Auguste, ces grandes images de marbre, de même, mais avec des battemens de cœur qu'ils ne connaissent point, je me perdais en conjectures, je sollicitais ardemment le secret de ce sommeil plein de séductions, et je me demandais si, indépendamment de ce que les philosophes appellent l'âme, le corps n'a pas aussi sa puissance invisible, impalpable, essence subtile de la matière qui le compose. J'aurais voulu en être certain, et ceci m'eût affranchi de quelques scrupules.

— A qui rêve-t-elle? me demandais-je accoudé sur mon oreiller. Quelle affection peut abriter encore ce sein dont s'est détaché, comme un fruit mûr, l'enfant adoré, ce sein, dont mes yeux suivent sans se lasser les ondulations si régulières et si calmes. Qu'y a-t-il là? Un cœur vivant ou défunt? une espérance ou un regret? Je t'ai vue empressée, remplie de zèle; jamais je n'ai constaté chez toi un seul élan de tendresse. Me soignes-tu simplement par devoir, par charité chrétienne? A tout autre malade, ne prodiguerais-tu pas les mêmes attentions, les mêmes douceurs câlines? Et ces

mains dont le contact m'électrise quand elles effleurent mes cheveux, cette voix que tu sais adoucir en me parlant, ces bras dont tu m'as enveloppé quelquefois, et dont l'étreinte ne fut pas toujours exempte d'un frémissement mystérieux, tout cela est-il un trésor banal où le premier venu peut puiser comme moi, pourvu qu'une fièvre maligne ou une pleurésie lui en livre la clé?

Mais à ce point de mes réflexions un souvenir se dressait devant moi comme pour répondre à ces questions irritantes. C'était le souvenir du jour où je l'avais entendue murmurer à mon oreille : — *Pourvu qu'il ne meure pas! Dieu juste!* Cette ardente invocation, ce vœu passionné n'indiquaient-ils pas autre chose qu'un sentiment impersonnel qui aurait pu s'adresser au premier infirme venu? Oui, certes!.. Et tout aussitôt je me repris à trembler en me rappelant cette petite couchette, cette enfant trépassée, ces yeux chargés de haine, ces bras levés pour m'écraser sous l'anathème... L'énigme redevenait obscure et terrible. Était-ce une victime que l'on avait voulu dérober à la tombe? Cette vigilance, cette assiduité, ce zèle inexplicables n'étaient-ils pas mis au service de quelque atroce ressentiment?

Sans que je pusse rien éclaircir, les choses allèrent ainsi quelque temps, au grand scandale du docteur R..., qui ne comprenait rien à la persistance de ce qu'il appelait mon *anémie*. — Votre cœur, me dit-il un jour, — et il me sembla qu'il regardait de côté Mme L'Hermite, — votre cœur est singulièrement faible, singulièrement susceptible... Je crains en vérité...

Sans doute il nota sur mon visage quelque rougeur et quelque embarras, car sa physionomie devint plus sérieuse, et il me parut nous examiner tour à tour, ma garde et moi, comme un juge eût examiné deux prévenus, deux complices. Je me pris à souhaiter que Mme L'Hermite lui semblât laide; mais comment croire à pareil miracle?

— Allons, allons, reprit le bon docteur, les choses ne peuvent marcher ainsi... Changeons de système, cher garçon, et cela sans plus tarder. Vous avez trop à faire dans ce monde pour qu'on vous laisse plus longtemps en dehors de la circulation. L'air de Paris, l'air de cette chambre me paraît trop énervant... surtout par la chaleur qu'il fait.

— Je suis trop faible pour être transporté, répliquai-je tout aussitôt... Ce serait vouloir ma mort.

Mais il ne prit seulement pas garde à cette formidable objection. — Bah! fit-il en essuyant ses lunettes bleues, je viendrai demain vous prendre avec ma voiture. Je vous mène au chemin de fer et vous emballe pour mon village natal, à trois lieues d'ici... Un charmant endroit, fort haut perché, où l'air respirable ne ressemble pas

plus à celui de la rue Jacob que... que la vieille Pierrotte, ma fermière, ne ressemble à madame, ici présente..; mais Pierrotte a une belle vache, et cette vache vous donnera du lait frais soir et matin... Voilà qui est dit, faites vos paquets...

Ce ton impérieux me révoltait, et je cherchais quelque réplique bien péremptoire à opposer à mon cher patron, lorsque Mme L'Hermite, jusqu'alors muette, parut vouloir intervenir dans le débat. — Je suis enchantée, monsieur, dit-elle au docteur, que vous ayez conseillé ce nouveau régime. Cela me tire d'un certain embarras. Il m'est impossible de continuer mes soins à votre malade. Des nouvelles arrivées de mon pays me forcent à y retourner... Or il m'en coûtait beaucoup de laisser monsieur réduit aux soins de ma digne acolyte, dont les talens sont loin d'égaler le bon vouloir; mais madame... Pierrotte et cette belle vache qu'elle a nous remplaceront toutes deux à merveille.

Je saisis au passage un très léger sourire qui prêtait à ces derniers mots une imperceptible pointe d'ironie. Le docteur n'y fit pas la moindre attention, et parut seulement un peu étonné. — Ah! fit-il... nous vous perdons?.. Tant pis, madame, et cent fois tant pis; on n'a pas tous les jours des infirmières taillées comme vous. Ce que je dis là, continua-t-il un moment après, — ce compliment à brûle-pourpoint l'ayant mise en fuite, — ce que je dis là est bien ma pensée; mais en somme cette femme est trop belle et trop jeune pour le métier auquel elle s'est vouée... De plus c'est une personne à idée fixe... préoccupée d'un souvenir ou tendant à quelque but inavoué.

Ces dernières paroles me firent frémir. Le docteur ne savait point (vous vous en doutez peut-être) que Mme L'Hermite fût la mère de l'enfant si désastreusement opéré dans son hôpital, et je ne le voyais pas sans terreur entrer ainsi sur le chemin de la vérité. Je ne sais ce que je lui répondis d'un ton bourru. Il venait de froisser en moi une autre corde sensible en trouvant Mme L'Hermite si jeune et si belle. Je rougis de ma folie, mais il n'en est pas moins vrai que je me sentis jaloux du docteur; mes soupçons l'eussent vertement amusé, s'il eût pu en concevoir la moindre idée; il était par bonheur à cent lieues de là, et me répliqua simplement : — Boudez, mon petit; boudez tant qu'il vous plaira. Vous me remercierez un autre jour de ce que je fais aujourd'hui pour votre bien.

Lorsque Mme L'Hermite, qui l'avait reconduit le plus gracieusement du monde, rentra dans la chambre et m'y trouva livré aux réflexions les plus amères, elle se prit à me regarder avec une sorte d'intérêt, ce qui était chez elle une faveur des plus rares. En outre elle s'assit près de mon lit, et, rareté non moins grande que l'autre,

elle prit l'initiative de la conversation, tout en préparant son ouvrage : — Vous voilà donc campagnard, et dès demain?

— C'est-à-dire qu'on prétend m'y contraindre, répondis-je tout offusqué... Reste à savoir si je serai ou non le maître de mes actions... Or il est probable que j'enverrai bien loin ceux qui semblent en douter.

— Voyons, voyons, pas de coup de tête... Suivez les conseils qu'on vous donne, reprit-elle avec une sérieuse sollicitude... Puisqu'il m'est impossible de rester ici...

— Et s'il m'est tout aussi impossible, à moi, de vivre sans vous? lui dis-je avec un emportement qui passait toutes limites. Or, à peine ces mots lâchés, j'aurais payé gros pour les reprendre, pensant qu'elle allait se formaliser; mais elle feignit de n'en avoir pas compris le véritable sens. — Mon Dieu, dit-elle très simplement, je pense, comme vous, que vous n'êtes peut-être pas encore en état de vous passer de votre garde habituelle. Cela étant, elle ne s'accommoderait pas volontiers de vous quitter incomplétement guéri; mais, après ce qui a été dit aujourd'hui par le docteur R..., il est clair que je ne puis continuer à vous soigner *ici*,... car je ne saurais comment faire pour qu'il ne m'y vît point...

Le cœur me battait bien fort, et je craignais de m'abuser sur le sens de ces paroles ambiguës, prononcées avec un calme, un sang-froid merveilleux.

— Dois-je comprendre? commençai-je...

— Vous devez comprendre, poursuivit-elle, m'interrompant, que, si demain vous vous laissez docilement emmener, votre garde ne sera pas longtemps à vous aller rejoindre;... mais il faudra être sage, obéissant, discret...

— Tout ce que vous voudrez que je sois, je le serai, m'écriai-je en m'emparant d'une de ses mains qui demeura dans la mienne, bien que je l'eusse portée à mes lèvres par un premier mouvement d'enthousiasme.

— Avez-vous une sœur? me demanda-t-elle après un moment de réflexion.

— Ni sœur, ni frère.

— Le docteur sait-il que vous n'avez pas de sœur?

— Je ne lui ai jamais parlé de ma famille; il ne me connaît que comme étudiant.

— Voilà donc qui va tout seul. Vous lui direz demain, et vous aurez soin de répéter devant lui aux gens de la ferme, que votre sœur doit venir vous soigner. Le docteur est trop occupé pour vous aller voir bien souvent. Quand il devra venir, nous le saurons, et il ne sera pas bien difficile de nous arranger pour qu'il ne voie point... votre sœur.

Comme étonnée de sa condescendance, elle me retira sa main et se leva pour sortir. Ce mouvement et le singulier regard qu'elle me jeta paralysèrent mes lèvres, qui déjà s'ouvraient pour la remercier de ses bontés inattendues. Quel bizarre contraste entre ce terrible coup d'œil et l'affectueux langage qu'elle venait de me faire entendre!

VI.

C'était bien une petite ferme, tout à fait prosaïque et sans aucun luxe, que celle où m'envoyait le bon docteur, et je ne compris guère, en voyant la Pierrotte, qu'il eût sérieusement songé à me la donner pour garde-malade, surtout après m'avoir mis au régime de l'intelligente et belle Ilda. La vache, par exemple, me tint fidèlement ce qu'il m'avait promis, et les abords de mon nouveau séjour me parurent charmans lorsque je pus les explorer, durant les derniers jours d'août et la première quinzaine de septembre, en compagnie de Mme L'Hermite, qui, selon sa promesse, était venue me retrouver quarante-huit heures après mon installation définitive. Cette courte privation de sa présence m'avait fait mieux apprécier encore la douceur de ses soins et le charme de sa personne. Assis auprès d'elle sur un banc à demi caché sous les rosiers et les chèvrefeuilles qui, dans un désordre pittoresque, encombraient l'extrémité la plus reculée du vieux jardin, je bénissais le docteur et sa naïve méfiance. Ne leur devais-je pas cette ombre parfumée, ce cadre de verdure et de fleurs qui allait si bien à l'éclat lumineux de mes nouveaux rêves? — Ah! qu'il a bien fait, disais-je en me pressant contre ma belle compagne, qu'il a bien fait de ne pas me laisser dans cette étroite mansarde où vous sembliez une princesse fourvoyée et déchue! Parlez-moi de ces berceaux enchantés, de cet air qui semble un élixir de vie, de ces après-midi où je vous conserve près de moi, sans que des tiers importuns ou de fâcheux devoirs troublent notre radieuse intimité.

Un jour que, pour la vingtième fois, je brodais sur ce thème des variations plus ou moins ingénieuses, et qu'elle les accueillait, comme d'ordinaire, par un assez vague sourire, elle détourna la tête, et avec un profond soupir : — Il faut bien vous écouter, pauvre malade, interrompit-elle très doucement; mais quand vous irez mieux, quand votre sœur n'aura plus aucun prétexte pour demeurer auprès de vous...

— Oh! alors, m'écriai-je avec un élan passionné, ma sœur fera place à ma maîtresse, et ma maîtresse deviendra ma femme...

Ici je sentis frémir sa main que j'avais saisie, et qu'elle ne me déroba point; mais elle se détourna de moi comme auparavant, —

plus qu'auparavant peut-être, — et sous la mousseline blanche, qui voilait seule à mes regards ses épaules et ses bras de statue, j'entrevis comme un reflux de nuances rosées. Enhardi par ce symptôme d'émotion, je donnai à mes instances un caractère si pressant qu'elle dut, comme en dépit d'elle-même, retourner la tête : — Comment! disait-elle, vous voulez que je vous aime?... Moi, vous aimer!... Est-ce donc croyable?

Cette dernière question, incompréhensible pour moi, elle semblait se l'adresser à elle-même. Avant que j'eusse pu la commenter ou y répondre, elle disparut, et je restai tout interdit, occupé à m'expliquer cet accent, ce regard énigmatiques, qui semblaient m'annoncer un tout autre sentiment que celui auquel j'aspirais; puis, la jeunesse aidant : — Bon! me disais-je, elle m'aime très certainement, mais elle m'aime *à regret*, et lutte de son mieux contre un penchant qui l'envahit en dépit de toutes ses résistances. Si cela n'était pas, continuais-je du même train, pourquoi se serait-elle ainsi dévouée? pourquoi risquerait-elle une fraude qui la perd de réputation, si elle vient à se découvrir? Cette seule crainte chez une femme aussi réservée, aussi fière, est une barrière que la passion seule fait franchir.

Donc, à mon compte, je ne devais point douter de son amour; mais que cet amour me semblait froid, passif, dépourvu de tout élan, de tout sympathique retour! Qu'il y fallait changer peu de chose pour qu'il ressemblât à l'indifférence, voire à une sorte d'aversion!

Ces réflexions m'avaient tenu immobile, la tête dans mes mains pendant je ne sais trop combien de temps, lorsqu'une main se posa sur mon épaule, tandis qu'une voix grave murmurait à mon oreille : — Levez-vous, *mon* malade, il faut rentrer; la rosée du soir ne vous vaut rien. — Le fait est que les étoiles commençaient à blanchir dans le ciel, où planaient encore quelques rayons venus du couchant.

Pourquoi sa familière adjuration m'avait-elle fait frissonner? pourquoi ces mots si simples en eux-mêmes : levez-vous, *mon* malade! m'avaient-ils frappé au cœur, comme l'évocation de l'ange noir venant réclamer *sa* victime?... La première fraîcheur du soir sans doute expliquait en partie ce phénomène, et une fois rentrée, quand elle eut laissé tomber les rideaux, allumé la lampe, et placé devant moi je ne sais quel chaud breuvage, mes craintes s'effacèrent comme par enchantement, et me parurent on ne peut plus absurdes.

Cette heureuse disposition durait encore le lendemain lorsque nous allâmes, aux chaudes heures de l'après-midi, nous asseoir à la limite d'une pièce fraîchement fauchée; les meulons de foin exha-

laient une odeur tiède et pénétrante qui se mêlait à celle des fleurs tardives dont quelques tilleuls se paraient encore. Je m'endormis la tête sur les genoux de ma compagne, et la joue appuyée à l'un de ses beaux bras blancs veinés de bleu qu'elle avait disposés comme un doux oreiller de satin. Combien de temps s'écoula pendant mon sommeil, je ne saurais vous le dire; mais ce qui est certain, c'est que je m'éveillai en sursaut, avec une horrible sensation d'effroi. Quelques menaces, dont le sens m'échappait, avaient été murmurées ou plutôt sifflées à mon oreille, et mon cou frémissait au contact glacé d'un serpent qui venait de s'enrouler autour de lui... J'y portai la main brusquement, et cela pour y trouver, non certes un reptile aux étreintes mortelles, mais une lourde tresse de beaux cheveux bruns qui s'était détachée, je ne sais comment, du front que Mme L'Hermite penchait au-dessus du mien. Comme je la regardais, encore effaré, avec des yeux qui sans doute lui révélaient ma terreur, elle se prit à sourire, et dans ce sourire s'éteignit fort heureusement l'expression menaçante que de prime abord j'avais cru trouver à son regard. Elle semblait maintenant me prendre en quelque pitié.

— Je vous ai laissé dormir, me dit-elle, pensant qu'il n'y avait aucun danger...

— Du danger!... Quel danger pouvais-je courir?

— Le danger de prendre froid, répliqua-t-elle avec une pointe d'ironie... Je ne vois pas, cher enfant, à quel autre péril vous étiez exposé... Faisiez-vous par hasard un mauvais rêve?

— Un rêve affreux, un vrai cauchemar, répondis-je déjà consolé, car jamais encore elle ne m'avait appelé son « cher enfant. » — Auprès de vous, continuai-je, est-il possible que des craintes aussi chimériques viennent m'assaillir?

Elle ne répondit pas, et, par un léger mouvement de tête, me déroba son visage, que j'entrevoyais de trois quarts. — Au surplus, repris-je encore, je ne suis pas bien certain de n'avoir pas eu froid... Et avec un frisson moitié sincère, moitié joué, je pris le bras de ma compagne pour rentrer au logis avec elle. J'aimais ma faiblesse, qui m'autorisait à l'étreindre comme le lierre étreint l'arbre qui l'aide à vivre.

Elle se taisait. Généralement, elle parlait on ne peut moins, je crois l'avoir déjà dit, et presque jamais la première, ayant peut-être conscience qu'elle tenait de Dieu une muette éloquence, celle de la beauté qui subjugue et de la grâce qui charme. On se serait peut-être lassé de l'entendre; on ne se lassait pas de la regarder. Ce perpétuel silence ne laissait pourtant pas de me causer par moment un certain malaise. Jamais un mot de son enfant, jamais une larme donnée au souvenir de cette mort qui l'avait jetée dans un

tel paroxysme de douleur. Que fallait-il penser d'une aussi flagrante anomalie? Quand je me posais cette question, je sentais un doute affreux m'envahir, et j'implorais un sourire qui me rendît courage. Rarement elle semblait m'entendre, plus rarement encore elle était disposée à m'accorder le regard que je sollicitais; puis, quand mes prières avaient triomphé de son impassible résistance, les grands yeux noirs inscrutables qu'elle arrêtait sur moi ne m'offraient qu'une énigme nouvelle, tant leur expression était fugitive. Et, au moment même où je pouvais me flatter que j'allais y lire mon sort, elle se voilait tout à coup de ses deux mains par un geste pudique et désespéré.

Ce soir-là, domptant pour la première fois des répugnances que vous comprendrez sans beaucoup de peine, je voulus rompre le charme funeste qui nous isolait et me paraissait l'unique barrière entre elle et moi. Au moment décisif, mon embarras fut grand, et lorsque, faisant allusion à la douleur qu'elle me dissimulait, je réclamai, comme un droit, d'être associé à ses regrets, je m'arrêtai bientôt, et ma voix se perdit en quelques balbutiemens confus. Je venais de sentir ébranlé par une sorte de choc convulsif ce beau corps que j'enveloppais d'un bras caressant, et je m'imaginai que je venais d'appeler sur moi une seconde malédiction, pareille à celle qui m'avait naguère écrasé; mais, lorsqu'elle prit la parole, ce fut du ton le plus calme et avec l'accent le plus doux. — Oui, mon ami, me dit-elle, je vous mènerai près d'*elle*... mais pas encore.

— Et quand donc?

— Lorsque vous serez plus fort, lorsque notre union sera irrévocable.

— Le sera-t-elle bientôt?...

— Mais sans aucun doute... Ou bientôt, ou jamais...

— Sur-le-champ alors; mais qu'avez-vous? On dirait votre cœur prêt à déborder?

— Vous avez raison... il déborde, reprit-elle avec un effort évident pour dégager sa poitrine oppressée... Ne sauriez-vous deviner pourquoi?

En m'adressant cette question, elle s'était penchée de mon côté; son visage était tellement près du mien que je ne pouvais en scruter l'expression douteuse.

— Si je me permettais de juger votre cœur d'après le mien, lui répondis-je, je saurais bien vous dire ce qui en est...

— Sans doute, sans doute... Eh bien! pourquoi pas?... Ne puis-je vous aimer comme vous m'aimez vous-même?... N'êtes-vous pas assez confiant, assez généreux, vous qui voulez associer à vos destins une femme inconnue, faire d'elle votre compagne, lui donner votre nom, à elle qui n'en a plus?

— Ne parlez pas de ma générosité, m'écriai-je en lui coupant la parole... On n'est pas généreux quand on paie à n'importe quel prix l'unique bonheur dont on se soucie.

— Ah! oui, oui!... Dites-moi bien cela! Persuadez-moi que tel est bien le sens du sacrifice fait par vous! C'est pour vous, n'est-ce pas? pour vous, non pour moi, que vous poursuivez cette folle résolution, pour vous, non pour moi, que vous affrontez ce déshonneur. Répétez-le-moi, tâchez de m'en convaincre; alors seulement je pourrais me donner... Mère avant d'être épouse, je traîne au pied l'infamie... Cette infamie souillera la main que vous daignez me tendre... Le nom que je porte n'est pas à moi;... tout cela doit rester présent à votre pensée, et si quelque jour...

— Pas un mot de plus, interrompis-je en posant ma main sur sa bouche. Où vous êtes, je ne puis voir l'infamie. Votre passé ne m'appartient pas, et je n'en veux rien connaître; ce que vous êtes, je le sais; ce que vous serez, je le sais mieux encore. Vous serez ma femme...

Elle ne trouva pas un mot à me répondre. Mes caresses, elle les reçut de même, comme l'accessoire obligé du langage qu'elle venait d'entendre. Sa main ne répondit pas, fût-ce d'un seul doigt, à l'étreinte de la mienne. C'était toujours la statue dédaignant de quitter son piédestal, mais une statue souple et vivante dont le voluptueux contact, l'arome enivrant, portaient le désordre dans tous mes sens.

VII.

Le jour était pris, le temps passait, — vite ou lentement, je ne sais, car j'étais ivre, ivre d'un bonheur parfois troublé par le regard ambigu de ces grands yeux noirs que je savais maintenant contraindre à rencontrer les miens : tantôt j'y lisais une pitié profonde, tantôt ils redevenaient implacables comme au jour du terrible anathème.

Un soir vint où je pus lui dire : — Après la nuit qui va s'écouler, une seule nuit, chère Ilda, viendra nous séparer encore. Le jour qui suivra nous verra pour jamais unis.

Une heure plus tard, ne pouvant trouver le sommeil, je rentrai dans la pièce où je l'avais laissée. Elle y était encore, assise devant l'âtre, où quelques débris de feu projetaient sur elle çà et là de flottantes clartés. Ses mains rejointes tenaient soulevé un de ses genoux. Telle était son absorption qu'elle ne m'entendit pas me rapprocher d'elle; je marchais, il est vrai, à fort petit bruit, le pied dans des chaussures de feutre. Tout à coup elle me vit prosterné devant elle, et, saisissant ses deux mains, je trouvai cette fois, pour lui dépeindre ce qu'elle me faisait éprouver, des paroles brûlantes dont l'éloquence m'étonnait moi-même. Avec un mélange singu-

lier de surprise et d'effroi, d'émerveillement et d'horreur, je vis jaillir de cette statue un flot de larmes, et de violens sanglots soulever sa poitrine de marbre. Je voulus l'enlacer de mes bras, boire ses pleurs, aspirer ses soupirs haletans; mais elle se dégagea sans peine de ma débile étreinte, et, se levant, s'appuyant au chambranle de la cheminée, elle attendit, pour répondre aux questions dont je l'accablais, la fin de cet orage si subitement déchaîné. Alors elle me dit simplement : — Vous voyez, mon ami, quelle pauvre femme je suis... Il est dur de se sentir si faible... Laissez-moi maintenant me remettre... Demain, près de cette tombe, je vous dirai tout.

Je vous laisse à penser dans quelles perplexités je passai le reste de cette triste nuit. Le lendemain, — c'était une de ces matinées d'automne où les froids à venir s'annoncent par d'humides brumes, — une voiture de louage nous conduisit à la porte d'un cimetière fermé depuis longtemps, mais où, par autorisation spéciale, la pauvre mère avait pu déposer dans un tombeau de famille les restes de son enfant. Ce fut là, sur le fronton de ce petit monument, que je pus lire pour la première fois le véritable nom de celle que j'appelais M[me] L'Hermite. C'était un nom connu, inscrit à certaines pages de nos fastes militaires. Je ne me crois pas autorisé à le révéler.

Pendant le trajet, et bien que je l'y eusse provoquée à plusieurs reprises, Ilda n'avait pas articulé une seule parole. Jamais en revanche je ne l'avais vue si belle, et jamais sa physionomie ne m'avait paru plus douce. Toutefois, par un phénomène tout à fait inexplicable, jamais je ne m'étais senti aussi séparé d'elle, aussi intimidé, soyons franc, aussi craintif. Je la suivais dans les vertes allées avec la résignation stupide du mouton qui se laisse conduire à l'abattoir.

Dans une étroite enceinte, en dehors de la chapelle, j'aperçus une petite fosse surmontée d'une croix de fer noirci. — C'est *là*, me dit-elle.

Je regardai. Le gazon n'avait pas encore bu les pluies d'automne qui devaient sous peu le vivifier. Sans doute elle fit la même remarque. — Aride comme mon cœur, dit-elle encore.

Puis elle se laissa tomber à genoux, et peu à peu, se baissant toujours, en vint à presser de son sein et de ses joues même, l'une après l'autre, cette herbe funèbre. Priait-elle ? Je voudrais le croire; mais en bonne vérité je ne saurais l'affirmer.

Devant cette immense douleur, je me sentais confondu, petit, écrasé de remords. Elle se souleva et me dit d'une voix brisée : — Vous le voyez, n'est-ce pas?... c'est impossible. Tout ce qu'il y a de maternel en moi se révolte. Cette enfant ne le veut pas... Vous avez été bon pour elle; son plus beau jour, peut-être, elle vous le

doit... Devenue votre femme, j'aurais pu... mais non, je sens que tout m'échappe... le bonheur, la vengeance, tout!... Ici, sur la fosse de l'enfant qui a péri dans vos mains, je retire la malédiction que j'ai prononcée... La haine qui me l'avait dictée, je n'ai même pas su la garder, misérable et faible que je suis...

Appuyé contre un arbre, je la regardais en pleurant et sans bien me rendre compte de ce qui se passait. J'étais vivement ému; mais la seule pensée un peu nette qui se fît jour dans le pêle-mêle de mon cerveau fatigué, — la seule du moins que je retrouve en mes souvenirs, — était cette impatientante banalité dont on rebat les oreilles de quiconque est malheureux : — Je vous l'avais bien dit, me disais-je à moi-même. Le fait est que maintes fois, et dès le début, j'avais pressenti ce désarroi de mes plus chères espérances.

Une petite pluie fine vint à tomber, voilant à mes yeux l'immense panorama de Paris tel qu'on le voit des hauteurs de Montmartre. La pauvre mère ne s'en doutait pas, abîmée qu'elle était dans sa folle douleur. Je voyais s'imbiber peu à peu le frêle tissu qui protégeait mal ses épaules. Pour la rappeler à elle-même, je ne trouvai que ces mots dont l'ineptie me frappa au moment où ils sortaient de mes lèvres : — Il pleut, lui dis-je, je me sens transi et mouillé sous cet arbre qui ne m'abrite point. Je vais retomber malade. Voulez-vous que nous rentrions?...

Mon corps, mon esprit, étaient également las, également engourdis. Je chancelais, je buttais à chaque pas. Elle m'offrit l'appui de son bras, elle me fit monter en voiture, elle s'y plaça près de moi, le tout en silence. Une fois rentrés à la ferme, elle me prodigua les mêmes soins qu'à l'ordinaire, et, par je ne sais quelle sotte infatuation, j'en vins à penser que rien peut-être n'était changé dans nos projets et nos conventions mutuelles.

Elle me détrompa le soir même. A loisir, du ton le plus calme, elle me dévoila les mobiles primitifs de son étrange dévoûment. Se donnant pour but de me rendre amoureux d'elle, — et Dieu sait qu'elle y avait réussi! — elle s'était promis pour le jour même de notre hymen la vengeance dont elle était altérée. Elle couvait l'idée de me faire partager la honte de son illicite maternité. Elle comptait bien m'amener près du tombeau de sa fille et m'écraser là d'un nouvel anathème. S'il ne m'avait pas tué sur place, elle se proposait...; mais non, si j'ai cru comprendre ceci, c'est sans doute une conception morbide de mon imagination surexcitée. — Oui, me dit-elle en achevant cette série d'effrayans aveux, oui, je vous aurais épousé de par ma haine, pour vous broyer le cœur et vous avoir à ma discrétion; mais céder à ce sentiment étrange que votre amour m'a fait connaître, — sentiment d'affectueuse pitié, de protection attendrie pour le jeune malade que je disputais à la mort,

— peut-être même de reconnaissance pour une passion qui me relevait à mes propres yeux, vous épouser enfin pour vous donner le bonheur que vous espériez, et qui sait? pour le partager un jour... cela, c'était aussi trop d'oubli, trop de lâcheté. Vous m'avez désarmée; tant mieux pour vous! Ce qui suffit à mon humiliation doit suffire à votre orgueil...

Elle me quitta sur ces dernières paroles, et le lendemain matin la Pierrotte vint m'apprendre que Mme L'Hermite était partie!...

. . . .

— Je ne vous demande pas si vous courûtes après elle.

— Ce fut ma première pensée; mais la prostration morale, le délabrement de ma santé, s'il faut tout dire, une certaine pénurie d'argent...

— Au fait c'est juste... Il vous aurait fallu pour ce coup de tête l'hippogriffe de Roland et un compte-courant à la Banque.

— Pour un coup de tête, mon cher monsieur, il faut tout d'abord une tête, et c'est tout au plus si j'avais la mienne. Ceci me fut amplement démontré lorsque je repris le cours interrompu de mes études médicales. L'entrain, l'ambition, l'enthousiasme, n'y étaient plus, et le docteur R... me regardait avec un ébahissement peu flatteur, je vous assure. Vinrent les examens de l'agrégation, où j'échouai carrément. Mon digne patron, loin de me pousser à une nouvelle tentative, me déclara qu'il me regardait comme un médecin *achevé*...

— Un homme *fini* eût été synonyme, pensai-je à part moi.

— Aussi me conseilla-t-il de rentrer au pays et d'y poursuivre quelque mariage avantageux. C'est ce que j'ai fait, et je m'en suis bien trouvé, qu'en pensez-vous?

— Ce que vous voudrez, mon cher monsieur, absolument ce que vous voudrez... Je vous ferai seulement observer qu'un amoureux mieux portant et moins dominé par les considérations de prudence qui vous retinrent aurait eu chance, poursuivant sa belle, de la ramener avec lui, frémissante et vaincue...

— Soit, mon bon monsieur; puisque vous le pensez, je dois le croire... mais après...

Ce *mais après* triomphant m'arrêta court. Jetant les yeux vers la côte, derrière laquelle le soleil s'abaissait parmi des nuages irisés :
— Docteur, lui dis-je, m'est avis qu'il se fait tard; si nous attendons encore, les *gaudes* d'Échenon ne seront plus mangeables.

Et nous nous remîmes en route, ne parlant plus guère désormais, le long des peupliers du canal.

E.-D. Forgues.

DE

LA MÉDECINE MILITAIRE

EN FRANCE ET AUX ÉTATS-UNIS

I. *Rapport au Conseil de santé des armées sur les résultats du service médico-chirurgical pendant la campagne d'Orient en 1854-1855-1856*, par M. J. Chenu, médecin principal; Paris, 1865, in-4°. — II. *Statistique médico-chirurgicale de la campagne d'Italie en 1859 et 1860*, par le même; Paris 1869, 2 vol. in-4°. — III. *History of the United-States sanitary Commission*, by Charles J. Stillé; Philadelphia 1866, 1 vol. in-8°.

I.

Quand on lit à tête reposée les historiens anciens ou modernes, et qu'on a le courage de réfléchir sur ce qu'on a lu, on est tenté de se demander si les hommes ne sont pas une race d'animaux cruels qu'un instinct fatal pousse à s'entretuer. Batailles, pillage, incendie, sac des villes, égorgement des femmes et des enfans, voilà les hauts faits que l'histoire exalte et célèbre sous le titre pompeux de victoires et conquêtes. Les grands hommes qu'on offre à notre admiration sont ceux qui ont fait périr des millions de leurs semblables, un Alexandre, un César, un Napoléon. Peuples et princes n'ont rien de plus cher que la gloire, et la gloire, ce n'est pas l'art de faire vivre les hommes et de les rendre heureux, c'est l'art de les exterminer. Quand ils ne sont pas menacés par le grand roi, les Grecs ne songent qu'à se détruire les uns les autres, les Romains se croient nés pour asservir le monde; ils portent partout le fer et le feu. Les Germains ne connaissent que les combats; la féodalité est

la guerre en permanence; les grandes monarchies qui lui succèdent ne sont pas plus pacifiques : le seul titre qu'ambitionnent les rois est celui de conquérant. Protéger les lettres, les arts, l'industrie, c'est pour Louis XIV l'amusement des heures perdues; sa vraie, sa seule passion, c'est d'envahir et d'écraser ses voisins. Napoléon est resté fidèle à la tradition romaine; c'est un César égaré dans la société moderne, dont il ne comprend ni les besoins ni les idées. Sur une chance de victoire jouer la vie de 100,000 hommes, le sort de la France et sa propre fortune, voilà pour l'empereur le plus sublime effort de l'esprit humain. Combien dans le monde n'y a-t-il pas encore de gens qui partagent cette illusion sanglante! combien d'hommes d'état et d'historiens qui sont à genoux devant ce génie de la destruction! Si demain une guerre éclatait, juste ou injuste, je crois, n'en déplaise aux amis de la paix, qu'après un premier moment d'hésitation la France tout entière s'enlèverait comme un cheval de guerre au son des trompettes, au bruit des tambours.

Et cependant il ne faut pas désespérer qu'un jour les hommes ne deviennent raisonnables. Depuis cinquante ans, il se fait un grand travail dans les esprits. On commence à sentir que la civilisation n'est autre chose que le règne de la paix et de la liberté; c'est la victoire du droit sur la violence, le triomphe de l'esprit sur la force et le hasard. A mesure que le commerce et l'industrie rapprochent et unissent toutes les nations, sans distinction de gouvernement, de religion ni de langage, les peuples, éclairés par leur intérêt, se défient de cette vieille politique qui trop longtemps a désolé la terre. Autrefois, sous Louis XIV et même sous le premier Napoléon, les communications étaient lentes et difficiles; ce qu'on appelait le théâtre des événemens était circonscrit en d'étroites limites. En outre les peuples vivaient sur eux-mêmes, l'industrie ne fournissait qu'à la consommation locale; la masse de la nation ne souffrait donc de la guerre qu'indirectement et par contre-coup. Aujourd'hui la guerre est un incendie qui dévore en peu de temps toutes les ressources du pays et porte au loin le chômage et la misère. Cent mille ouvriers français, anglais, suisses, allemands, ruinés par la disette du coton, victimes des passions qui déchiraient les États-Unis, sont là pour prouver aux plus incrédules qu'aujourd'hui le monde est solidaire. La paix n'est plus seulement le rêve de quelques bonnes âmes qui ont horreur du sang versé; c'est le cri des populations, qui ne veulent pas mourir de faim. Ce cri, répété dans toute l'Europe par la presse et par la tribune, personne ne peut ni l'étouffer ni le dédaigner. Plus que jamais l'opinion est la reine du monde; il faut compter avec elle. Il le faut d'autant plus qu'on accuse l'ambition des rois d'amener ces boucheries inutiles. Que ce soit sagesse ou calcul, les princes aujourd'hui sont forcés de se

montrer pacifiques. A braver le sentiment public, ils risqueraient leurs couronnes. Un avenir assuré est la première condition du travail, et dans notre siècle le travail est le plus grand des intérêts politiques. De là ces projets de fédération, ces États-Unis d'Europe que demandent les esprits ardens, minorité aujourd'hui, majorité demain. De là cet éloge de la république, présentée à l'opinion comme garantie de la paix universelle, quoiqu'à vrai dire on ne voie pas dans l'histoire que les peuples aient été plus sages ou moins égoïstes que les rois.

Ce n'est pas seulement un désir légitime, un besoin impérieux qui pousse les peuples à vouloir la paix; les faits démontrent que la guerre est tout ensemble le plus cruel des fléaux et souvent la plus désastreuse des folies. Trop longtemps l'histoire indifférente n'a vu dans les récits de batailles qu'un moyen d'amuser la curiosité des lecteurs. Aujourd'hui on raisonne la guerre, on veut savoir ce qu'elle coûte en hommes et en argent. Les peuples n'ignorent pas qu'ils paient de leur sueur et de leur sang toutes ces belles tragédies; ils exigent des comptes qu'on ne peut plus leur refuser. Ces comptes sont effrayans. Déclamer contre les cruautés et les malheurs de la guerre, c'est aujourd'hui peine inutile; il n'y a point d'éloquence qui ne pâlisse auprès des chiffres, — témoins incorruptibles qu'on ne peut accuser ni de mensonge ni d'erreur. — Qu'ils nous disent les pertes que l'Europe a subies depuis que l'imprudence et l'ambition ont tiré la guerre du tombeau où nos pères l'avaient scellée en 1815, heureux de penser que, s'ils avaient chèrement payé leur expérience, du moins elle profiterait à leurs enfans.

Un jeune publiciste qui n'a rien négligé pour découvrir la vérité, M. Paul Leroy-Beaulieu, calcule que, de 1853 à 1866, c'est-à-dire de l'expédition de Crimée à la bataille de Sadowa, les dépenses de guerre chez les peuples soi-disant chrétiens ont monté à près de 48 milliards de francs (1). Il est vrai que dans cette somme monstrueuse la guerre civile des États-Unis, guerre sans exemple dans les annales du monde, figure seule pour 35 milliards. La part de la France est de 3 milliards environ; c'est à ce prix que nous reviennent les victoires de Crimée, d'Italie, du Mexique, de Chine ou de Cochinchine. Quand on songe à ce qu'on aurait pu construire de chemins de fer, de canaux, de routes et d'écoles avec un pareil budget, il est permis de trouver que 3 milliards c'est beaucoup, même pour des lauriers; mais, si gros que soit ce chiffre, il est loin de donner la perte totale. Sans parler des ravages et des ruines que

(1) Paul Leroy-Beaulieu, *Recherches économiques sur les guerres contemporaines*; Paris 1869, p. 181.

la guerre sème sous ses pas, il faut ajouter à la dépense le remplacement du matériel qu'on a usé, et les pensions trop méritées qu'il faut payer aux soldats blessés ou décorés. La paix la plus glorieuse amène toujours à sa suite l'augmentation du budget normal de la guerre et de la marine. Nous en savons quelque chose. Ce n'est pas tout : « la guerre, a dit justement Jean-Baptiste Say, coûte plus que ses frais, elle coûte tout ce qu'elle empêche de gagner. » C'est le travail brusquement interrompu et le commerce paralysé; c'est, après la victoire comme après la défaite, un surcroît de dette publique, c'est-à-dire un impôt perpétuel qui grève l'industrie, renchérit la production et diminue d'autant la consommation. Depuis un demi-siècle, nous payons chaque année la rançon de 1815, et dans cinquante ans le budget de la dette publique ne permettra pas à nos enfans d'oublier nos victoires. Enfin, c'est la sécurité publique pour longtemps ébranlée, c'est-à-dire la diminution du travail, grande cause de misère. Voilà ce que coûte la gloire! Trop heureux les peuples s'ils en étaient quittes à ce prix, et si la guerre, qui vit de leurs dépouilles, ne leur prenait pas encore le plus pur de leur sang.

Quand on emploie tant d'argent à perfectionner l'art de détruire les peuples, il est difficile qu'on n'en arrive pas au résultat désiré. M. Leroy-Beaulieu estime à près de 1 million 800,000 le nombre d'hommes que, de 1853 à 1866, la guerre a emportés par le fer, le plomb ou la maladie. Dans ce chiffre, les Américains comptent pour 800,000 hommes, le million restant est à la charge de l'Europe. La Crimée nous a coûté plus de 95,000 soldats; l'Italie près de 8,000; ajoutons-y ceux qui sont tombés au Mexique et dans les autres expéditions d'outre-mer, nous serons modérés en n'évaluant qu'à 120,000 hommes les pertes de l'armée française en quatorze ans. Cent vingt mille jeunes gens, la fleur et la richesse du pays, morts, non pour défendre la patrie menacée, mais pour servir des combinaisons politiques plus ou moins heureuses! — Sans être ni un mécontent ni un philanthrope, on peut regretter tant de sang versé.

Les princes qui de notre temps font si facilement la guerre pour agrandir leurs états ou ajouter à la gloire de leur nom s'enfoncent dans l'ornière du passé. Ils ne se doutent pas combien les idées ont changé; autrement ils n'appelleraient pas sur leur tête une responsabilité terrible. Autrefois, sans remonter plus haut que le règne de Louis XIV, le peuple ne comptait pas; on n'avait point à s'inquiéter de l'opinion, ou, pour mieux dire, l'opinion était complice de la guerre et du pouvoir absolu. Prenez les écrits les plus sérieux du XVIIe et du XVIIIe siècle, lisez les prédicateurs, les moralistes, les jurisconsultes, — écoutez l'avocat-général Séguier repoussant, en

1776, au nom du parlement, l'édit de Turgot qui abolissait la corvée; partout vous retrouverez la maxime fondamentale de la vieille constitution monarchique. Le clergé sert l'état par ses prières, le noble le sert de son épée, le peuple est fait pour travailler et pour payer l'impôt; le service militaire ne figure pas au nombre de ses devoirs. N'y avait-il donc que des gentilshommes dans les armées de Louis XIV et de Louis XV? Non, l'officier seul était noble; mais lui seul était quelque chose. De quoi se composait le gros de l'armée? De cavaliers allemands ou hongrois, de régimens suisses, de troupes françaises enrôlées à prix d'argent; tout cela, sauf les miliciens, c'était des mercenaires qu'on payait pour se battre et pour se faire tuer au besoin. S'ils mouraient, la perte était pour le roi; le pays n'était pas frappé au cœur comme il l'est aujourd'hui.

Tout a changé depuis la révolution; nos armées ne ressemblent en rien aux armées de l'ancien régime; elles ont un caractère plus noble et plus grand. Le soldat n'est plus un enfant perdu, racolé au quai de la Ferraille; c'est un citoyen qui paie le plus lourd des impôts, l'impôt du sang, et cela quand de plus heureux ou de plus riches ont le privilége d'échapper à cette loterie de la mort.

Le soldat est un capital. Qu'on ne se récrie point sur ce mot. Les Anglais, qui l'ont inventé, ne l'ont pas fait par dureté de cœur, mais au contraire pour appeler sur le soldat l'intérêt d'un pays qui calcule. Aujourd'hui, avec le progrès de la mécanique et de la chimie, la guerre est une industrie. Qu'on maudisse cet art de la destruction, peu importe, il n'en est pas moins visible que le succès final appartient à celui qui peut le dernier amener en ligne le plus grand nombre de canons et de vaisseaux, armer et nourrir le plus grand nombre de soldats. La guerre de Crimée nous montre la Russie hors d'état de lutter contre les ressources de l'Angleterre et de la France et réduite à implorer la paix quand elle a épuisé son capital d'hommes et d'argent. Un soldat de vingt à vingt-cinq ans, choisi parmi les plus robustes de sa génération, dressé au métier des armes et transporté chez l'ennemi, est une force, une valeur. Mort ou malade, il faut le remplacer, c'est une perte pour le pays tout entier. Or, aujourd'hui qu'avec les chemins de fer et la puissance du crédit on concentre et l'on met en bataille tout ce qu'un peuple peut armer de soldats, aucune nation, et la France moins qu'aucune autre, ne peut impunément gaspiller ce capital vivant. On sait que chez nous le nombre des habitans s'accroît beaucoup moins vite que chez nos voisins. Bien des causes expliquent ce phénomène : la population est serrée, les professions sont encombrées, la vie est chère, nous n'avons pas de colonies qui, en ouvrant un débouché à l'activité humaine, invitent au mariage; mais, quelle qu'en soit la cause, ce ralentissement affaiblit notre puissance mili-

taire. Nos rivaux grandissent en nombre, et, dans un temps où les peuples se ruent les uns sur les autres, le nombre est un élément de force et de succès. Le seul intérêt de sa grandeur et de son salut devrait donc pousser la France à ne pas prodiguer le sang de ses soldats.

Ce changement dans la constitution des armées explique comment aujourd'hui l'opinion s'occupe non-seulement des soldats qui tombent sur le champ de bataille, mais encore des blessés et des malades qui encombrent les hôpitaux. On a besoin de connaître exactement le nombre et le caractère des blessures, la nature des maladies; on veut s'assurer que les soins n'ont pas manqué à ceux qui se dévouent pour la patrie : nobles inquiétudes que n'avaient point nos pères, et qui sont l'honneur de notre civilisation !

C'est à ce sentiment général que répondent les deux publications du docteur Chenu, publications qui font le plus grand honneur non-seulement à l'auteur, mais au gouvernement qui les a encouragées et facilitées. On a quelquefois accusé le gouvernement de suivre les erremens de l'ancien régime et de cacher au pays ce qu'il avait intérêt à savoir. Cette fois on ne lui fera pas un pareil reproche. Toutes les pièces ont été remises au docteur Chenu; il suffira de dire que pour la seule guerre de Crimée 18 sous-officiers, employés pendant dix mois, ont dressé 1,150,000 fiches ou bulletins disposés par ordre alphabétique, qui ont permis d'établir pour chaque blessé ou malade le nom, les prénoms, l'âge, le lieu de naissance, le grade, l'arme, la date de la blessure ou de la maladie, l'ambulance ou l'hôpital sur lequel le sujet a été dirigé, les opérations pratiquées, les circonstances principales et le dénoûment de la maladie, évacuation ou sortie, mort ou guérison. Il a fallu trois années d'un labeur assidu pour mettre en ordre ces matériaux et en tirer la leçon qu'ils renferment. Aussi est-il naturel qu'en 1866 l'Académie des Sciences, décernant le prix de statistique au *Rapport sur la campagne de Crimée*, se soit félicitée de couronner un si grand et si beau travail. La *Statistique médico-chirurgicale de la campagne d'Italie*, statistique entreprise à la demande du Conseil de santé des armées, n'est pas une œuvre moins complète. Pour la première fois, on a dit toute la vérité à la France sur la condition et le traitement de ses soldats. C'est au pays maintenant à faire son devoir.

Ce devoir est considérable, car ces statistiques impitoyables nous apportent une révélation douloureuse. Avec un courage civique qu'on ne saurait trop louer, M. Chenu a déchiré tous les voiles; notre amour-propre national ne peut plus se bercer de ses illusions ordinaires. S'il est vrai que le soldat français n'a pas son pareil sur un champ de bataille, il ne l'est pas que l'administration de notre armée soit un objet d'envie pour nos rivaux. Ni en paix ni en guerre,

le soldat français ne reçoit les soins auxquels il a droit. Il est moins bien traité que le soldat anglais ou américain.

En temps de paix, la nourriture que reçoivent nos soldats est insuffisante; il y faudrait ajouter 40 ou 50 grammes de viande pour répondre aux besoins d'un estomac de vingt ans. Tandis que nos marins sont largement nourris, nos soldats en sont réduits à une ration des plus maigres. En outre cette nourriture n'est point assez variée. Magendie a depuis longtemps démontré que la santé s'altère quand l'alimentation est uniforme. Ici encore, il suffirait de prendre exemple sur la marine, et d'introduire dans l'ordinaire de nos soldats le fromage, la choucroûte, le poisson fumé ou salé, les haricots, les pois, les lentilles. La vigueur de nos matelots tient à des causes diverses, mais la nourriture y entre pour quelque chose; c'est une leçon dont l'armée pourrait profiter. Une autre condition de la santé, c'est la propreté du corps. Je ne dirai pas qu'en France l'administration militaire la néglige, elle ne la connaît pas. Nos soldats ont de l'eau pour se laver la figure et les mains, mais ils n'ont pas de serviette pour s'essuyer, et d'ordinaire, malgré toutes les défenses, ils s'essuient avec leur drap de lit, leur chemise ou leur mouchoir. Les Romains ne bâtissaient pas une caserne sans y installer des bains chauds; nos soldats n'en ont jamais vu, on ne les habitue même pas à se laver les pieds. Quel peut être l'air des chambrées où couchent ces pauvres gens? Qui peut résister à cette atmosphère infecte? Ajoutez qu'un grand nombre de casernes sont étroites, qu'il n'y a pas même l'espace voulu pour fournir la quantité nécessaire d'air respirable, et vous comprendrez alors les ravages que la phthisie et la fièvre typhoïde font parmi nos jeunes soldats. La nature se venge du mépris qu'on fait de ses lois. Tandis que la population française prise en masse, jeunes et vieux, ne perd annuellement que 5 pour 100 de ses membres, l'armée, la partie la plus robuste du pays, perd annuellement 10 pour 100.

Quand la mortalité est aussi grande en temps de paix, que doit-elle être en temps de guerre! L'expédition de Crimée nous répondra : nous avons perdu 95,615 hommes; combien en est-il resté sur le champ de bataille? 10,240; on évalue à un chiffre à peu près égal ceux qui sont morts des suites de leurs blessures : c'est un total de 20,000 hommes environ. La maladie en a emporté 75,000. En calculant sur l'effectif moyen pendant la guerre, la mortalité par blessures a été de 34 pour 1,000, et la mortalité par maladie a été de 121. Chez les Anglais, placés dans les mêmes conditions, mais fort éprouvés la première année, la mortalité annuelle a été par blessures de 23 pour 1,000, et par maladie de 93. Dans l'hiver 1856-1857, en un temps où il n'y avait plus d'hostilités régulières, et où nous n'avons eu que 323 blessés, il est entré dans les hôpitaux français 12,872 scor-

butiques, sur lesquels il en est mort 964, et 19,303 typhiques, sur lesquels il en est mort 10,278. A la même époque, l'armée anglaise, évaluée au tiers de la nôtre, avait 209 scorbutiques et 31 typhiques, sur lesquels il en est mort 17 (1). D'où vient cette énorme différence? Nos paysans sobres, endurcis, habitués aux privations, sont plus résistans que le soldat anglais. — C'est que le scorbut est une altération, un appauvrissement du sang, qui tient à la mauvaise nourriture et à la misère. C'est que le typhus est, sinon engendré, au moins entretenu et propagé par l'infection qui suit l'encombrement. Avec des précautions et des soins, on pouvait prévenir ou arrêter dès le début ces terribles épidémies et conserver à la France un grand nombre de ses enfans.

Eh quoi! dira-t-on, n'avons-nous pas des médecins? Oui, sans doute, nous en avons qui ne le cèdent à personne pour la science ni pour le dévoûment. Les noms de Scrive et de Baudens soutiennent aisément la comparaison avec ceux des meilleurs médecins militaires de l'Angleterre et des États-Unis. M. Larrey fils, le médecin en chef de l'armée d'Italie, n'est pas indigne de son glorieux père. Quant au dévoûment il suffira de dire qu'en Crimée, tandis que l'armée anglaise n'a pas perdu un seul médecin, l'armée française, sur un effectif de 450 médecins, en a perdu 82; 58 sont morts du typhus au lit de leurs malades, les autres ont succombé à la suite de leurs blessures, ou ont été emportés par le choléra et la dyssenterie; proportionnellement il est mort deux fois plus de médecins que de soldats. Sans être accusé de chauvinisme, on peut dire qu'en Crimée nos médecins se sont conduits comme des héros, héros d'autant plus admirables qu'ils ne peuvent même pas compter sur la gloire pour prix de leur dévoûment. L'histoire ne s'occupe guère de ces martyrs de la charité.

Mais le nombre de nos médecins est d'une insuffisance déplorable. En Crimée, avec un effectif qui n'était que le tiers du nôtre, les Anglais avaient autant de médecins que nous. L'usage anglais et américain, c'est qu'un médecin d'hôpital ne doit pas avoir plus de 100 malades à visiter; à Constantinople, les nôtres avaient à soigner chacun plus de 300 fiévreux ou blessés, presque tous gravement atteints. C'est demander aux forces humaines plus qu'elles ne peuvent donner. En campagne, c'est bien pis encore. La guerre était à peine commencée en Italie, que déjà de toutes parts les médecins manquaient. A Magenta, chaque médecin d'ambulance avait en moyenne 175 hommes à soigner, à Solferino 500, ce qui, en supposant qu'un chirurgien soit capable de travailler vingt heures de suite, donne trois minutes par blessé. Étonnez-vous après cela si

(1) Chenu, *Statistique de la campagne d'Italie*, t. Ier, p. XCIV.

tant de malheureux restent sans secours, si des blessés qu'une amputation faite à propos eût sauvés sont obligés d'attendre plusieurs jours avant qu'on puisse les opérer! Dans la campagne de 1866, la Prusse, bonne ménagère du sang de ses soldats, faisait accompagner son armée de 1,953 médecins. En 1868, tout le corps de santé dont nous disposons comprend 1,053 médecins. Vienne une grande guerre, où en serions-nous?

L'impuissance de nos médecins est plus fâcheuse encore que leur petit nombre. Le grand service rendu par M. Chenu, c'est de mettre en pleine lumière un régime que la France ignore, et qu'il faut changer à tout prix. Nous supposons qu'un médecin d'armée est un personnage considérable, un chef de service; nous imaginons que, responsable de la vie de nos soldats, il dirige les ambulances, il est maître dans son hôpital. C'est mal connaître l'administration française et l'esprit de centralisation. Le médecin est tout-puissant au lit du malade; il peut saigner, purger, tailler, autant que bon lui semblera; hors de là, quel que soit son grade, il n'a aucune autorité; ce n'est qu'un agent d'administration, et un agent subalterne! Celui qui dirige les ambulances et relève les blessés, celui qui décide du choix et de l'emplacement de l'hôpital, celui qui règle la nourriture et les médicamens, celui enfin qui décide en dernier ressort de l'hygiène de l'armée, ce n'est pas le médecin, qui a fait de cette science l'étude de toute sa vie, c'est l'intendant, qui n'y connaît rien. Ainsi le veut l'harmonie du système; tout ce qui n'est pas commandement appartient à l'administration.

Comment en est-on arrivé à cette prodigieuse aberration? Deux idées, qui sont vraies dans certaines limites, ont été poussées à l'extrême, et sont ainsi devenues des erreurs funestes. L'une est l'idée d'économie, l'autre est l'idée d'unité. En concentrant tous les services dans les mains de l'intendant, on a obtenu un résultat remarquable. Il n'y a pas de pays où l'armée soit administrée avec plus d'honnêteté et d'économie qu'en France. Nous sommes peu frappés de ce mérite, parce que nous trouvons très lourd le budget de la guerre, et nous n'avons pas tort. Il n'en est pas moins vrai que, ni en Angleterre ni en Amérique, on n'entretiendrait le même nombre de soldats avec le même chiffre de dépenses. Le soldat français est un de ceux qui coûtent le moins cher. De ce côté, je rends pleine justice à l'administration; cependant n'a-t-elle pas dépassé le but? N'a-t-elle pas oublié la judicieuse maxime du maréchal de Belle-Isle, que *toute parcimonie à la guerre est un assassinat?* Économiser l'argent du pays est chose louable; mais n'est-il pas beaucoup plus important d'économiser les hommes? N'y a-t-il pas là un plus grand intérêt? n'y a-t-il pas un devoir qui passe avant tout? Un fermier qui économiserait son foin et sa paille en risquant la vie

de ses chevaux nous paraîtrait un insensé. Sommes-nous plus sages quand nous pouvons montrer en Orient des journées d'hôpital à 2 francs 60 cent. avec une perte de 26 pour 100 sur le nombre des malades, tandis que les Anglais, avec des journées de 4 francs 80 cent., ne perdent que 13 pour 100 de leurs hommes? De quel côté est la véritable économie?

Prenez-vous-en au pays, dira-t-on, qui ne veut pas payer trop de dépenses. — Je réponds que le pays ne connaît pas le fond des choses. Dites à la nation toute la vérité, demandez largement tout ce dont vous avez besoin; quelle que soit la somme, vous l'aurez. Ce que la France repousse, ce sont les gros contingens et les dépenses inutiles; mais assurément elle n'entend pas qu'on sacrifie la vie de ses enfans pour ne pas grossir un chiffre du budget. Éclairez donc l'opinion, elle vous soutiendra; il n'y a pas de député qui puisse vous refuser l'argent nécessaire pour donner à nos soldats les soins auxquels ils ont droit.

Si le goût de l'économie, poussé à l'excès, nous a égarés, la passion de l'unité ne nous a pas été moins funeste. Assurément, si l'unité a le droit de régner quelque part, c'est à la guerre. Ce qui fait non-seulement le succès, mais le salut d'une armée, c'est l'unité de commandement et d'action. Il faut qu'une volonté unique et partout présente dirige ce grand corps; mais cette unité, on le sent bien, n'est pas chose mécanique, ce doit être une harmonie. On sait comment l'armée française est organisée en guerre. En tête est le général, qui prévoit, qui ordonne, qui tient tous les fils dans sa main. Auprès de lui, au grand quartier-général, sont les chefs de l'infanterie, de la cavalerie, du génie, de l'artillerie. Cet ensemble, on le nomme d'un mot, le commandement. Ce n'est pas tout cependant que d'aligner des troupes un jour de bataille; il faut, durant toute la guerre, les nourrir, les habiller, les coucher, les transporter, les solder. A l'heure du combat, il faut relever les blessés, les mener à l'ambulance et les soigner. Si une épidémie éclate, il faut ouvrir des hôpitaux pour les malades. Il faut enfin contrôler toutes les dépenses pour éviter les vols et les abus. A côté de l'armée qui se bat, il y a donc une seconde armée qui ne se bat pas, et dont l'ensemble constitue ce qu'on appelle l'administration; mais, à la différence du commandement, les divers services de l'administration n'ont point chacun un chef particulier qui travaille directement avec le général. L'administration se personnifie dans un seul homme, l'intendant en chef. Approvisionnemens, transports, argent, ambulances, hôpitaux, contrôle, tout est dans sa main. Lui seul voit le général, lui seul reçoit directement les instructions et les ordres; il dirige tout, il est responsable de tout.

Sur le papier, ce système est d'une simplicité parfaite; mais dans la pratique il n'est pas seulement insuffisant, il est dangereux. « Vouloir tout diriger, dit avec raison M. Chenu, vouloir être présent partout, c'est vouloir être faible ou nul partout. Le sous-intendant ne peut être en effet, dans les marches ou pendant le combat, près du général, *sa place réglementaire*, en même temps qu'à l'ambulance, aux subsistances, aux fourrages, etc. Il ne peut, comme le prescrit le règlement, s'occuper de l'enlèvement des blessés du champ de bataille, des distributions de vivres, assurer le campement et surveiller le parc aux bestiaux, faire des réquisitions, correspondre avec l'intendant, explorer les granges, les magasins, les fours existans dans la localité et ses alentours, saisir les denrées abandonnées par l'ennemi, faire manutentionner pour donner du pain à sa division, etc. (1). » Non, sans doute, on ne crée pas l'ubiquité par un règlement; mais quel est le résultat de ce système ambitieux? La misère du soldat. Le service de santé est sans cesse gêné ou compromis. En théorie, l'intendant est le directeur des ambulances et des hôpitaux; mais comment surveillerait-il vingt ambulances, ou, comme on l'a vu à Milan, vingt-cinq hôpitaux à la fois? Y a-t-il au moins une hiérarchie constituée? A défaut de l'intendant, y a-t-il un chef qui prenne la direction de l'hôpital, comme il y a un capitaine pour prendre le commandement du bataillon en cas de nécessité? Non. Quand l'intendant n'est pas là, l'hôpital a trois chefs indépendans : le comptable, le médecin et le pharmacien. A l'ambulance, la confusion est plus grande encore. Sans parler des aumôniers, il y a des médecins, des chirurgiens, des comptables qui conduisent les infirmiers, des officiers et des soldats du train. Dans cette anarchie, chacun tire de son côté. A Meldole, au lendemain de la bataille de Solferino, on a vu, par l'effet d'une panique, les infirmiers et les soldats du train prêts à partir, tandis que les médecins, fidèles à leur devoir, refusaient d'abandonner leurs blessés. L'effet le plus certain de cette centralisation à outrance, c'est un désordre complet.

Quand l'intendant est à même d'intervenir, les choses vont-elles mieux? Non, c'est une lutte perpétuelle. Un décret peut établir l'omnipotence de l'intendant, mais il ne peut pas faire que le chirurgien qui soigne les blessés, que le médecin qui répond de la santé de l'armée, laissent un administrateur organiser à sa guise des hôpitaux, véritables foyers d'infection qui engendrent la maladie et la mort. De là des conflits misérables; l'autorité triomphe, c'est l'usage en France; mais nos soldats paient de leur vie cette triste victoire du règlement. Sont-ce là de vaines accusations?

(1) *Statistique de la campagne d'Italie*, t. Ier, p. XXXVII.

J'ouvre au hasard le livre de M. Chenu, j'y trouve des lettres comme celles-ci :

« Constantinople, 23 novembre 1854.

« M. le maréchal, ministre de la guerre.

« L'hôpital de Gulhané a reçu les 21, 22 et 23 de ce mois, trois évacuations de blessés, de fiévreux et de marins scorbutiques de la Crimée, même quelques cholériques.

« Ni M. l'intendant de l'armée, ni M. l'intendant de Constantinople ne m'ont donné avis de ces évacuations; je n'ai eu connaissance de celle du 23 qu'en me rendant à Gulhané.

« Je n'ai pas été consulté sur le choix des locaux à occuper, ni sur la répartition des malades; aussi, blessés, scorbutiques, fiévreux, etc, ont été portés pêle-mêle à Gulhané comme l'autre jour à Péra (1).

« MICHEL LÉVY, inspecteur du service de santé. »

« Constantinople, 29 novembre 1854.

« Au même.

« Dès le mois de juillet dernier, j'ai eu l'honneur de signaler à votre excellence, ainsi qu'à M. le commandant en chef et à M. l'intendant de l'armée, le danger des grandes agglomérations de malades à l'occasion de l'installation à l'hôpital de Péra, qu'il s'agissait de porter à 1,800 ou même 2,100 lits. Depuis que cet hôpital compte plus de 1,200 malades, l'infection purulente s'y multiplie chez les blessés, les opérations y sont entourées de plus de risques, la mortalité augmente; quatre officiers ont succombé en trois jours... et pour achever la démonstration de la cause réelle de cette insalubrité croissante, l'hôpital de Dolma-Batché, placé à 400 mètres de celui de Péra, sur la même hauteur, mais limité à un effectif de 500 malades, continue ses succès et ses guérisons.

« Des deux côtés mêmes talens, mêmes soins, même propreté, même régime, mêmes malades; une seule différence, le chiffre des malades, mais l'expérience a depuis longtemps démontré qu'au-dessus de 800 malades les hôpitaux s'infectent malgré toutes les précautions avec nos blessés et nos opérés en suppuration, avec nos dyssentériques et les scorbutiques de la marine. Cette accumulation de malades peut, d'un moment à l'autre, engendrer des affections contagieuses et meurtrières.

« Si je n'étais pas ici un directeur purement nominal du service de santé, j'aurais les droits et l'initiative nécessaires pour prévenir de pareils dangers; mais j'ai dû me borner à les notifier à M. l'intendant, qui me répond placidement : « Je les déplore avec vous; mais le moment ne me paraît pas venu d'y apporter le remède que vous indiquez. »

(1) *Statistique de la campagne d'Italie*, t. Ier, p. 733.

« Gulhané et Dolma-Batché existent, parce que, en l'absence d'un intendant divisionnaire à Constantinople, j'ai pris au commencement de septembre l'initiative des demandes et démarches. Aujourd'hui, relégué derrière un intendant et un général de brigade, réduit à discuter leurs idées, à réfuter leurs vues, à bégayer les miennes par une interminable et fastidieuse correspondance, quand il leur plaît de me consulter..., je n'ai plus qu'à repousser toute responsabilité dans les effets ultérieurs d'une direction incompétente qui réduit la mienne à néant.

« Votre excellence m'écrit : « Votre mission consiste à organiser et à diriger. » En réalité, ma mission a consisté le plus souvent... à m'épuiser en communications latérales, en suggestions officieuses, en avis consultatifs, en prévisions presque toujours contestées et écartées, et presque toujours justifiées; mais, quand il s'est agi de direction, je me suis trouvé à la suite de MM. les sous-intendans, paralysé par les revendications d'autorité administrative; M. l'intendant m'a en outre signifié sa supériorité de grade, à moi fonctionnaire sans grade assimilé, et notifié très explicitement ses prétentions disciplinaires.

« Michel Lévy, inspecteur du service de santé (1). »

Après dix mois de luttes où sa santé s'est épuisée, M. Michel Lévy obtient la faculté de rentrer en France. Jusqu'au dernier moment, il appelle l'attention du général en chef et de l'intendant sur les dangers qui menacent l'armée; le 12 mars 1855, il écrit de Constantinople au président du Conseil de santé à Paris :

« J'ai la douleur de vous annoncer de nouvelles et regrettables pertes dans notre corps médical d'Orient. Voilà 26 médecins morts depuis l'ouverture de la compagne! Aucun corps d'officiers n'a fait de pareilles pertes... Mais à cause même du beau temps, des foyers de putréfaction multiples, jusqu'alors arrêtés par le froid, entrent en activité. Je ne cesse d'exciter par des lettres motivées l'attention du général en chef et de l'intendant. J'ai recommandé l'abandon des taupinières ou excavations, que j'ai prédit devoir être autant de nids à typhus et à scorbut; j'ai demandé avec instance le rétablissement des tentes sur le niveau du sol, l'ensevelissement des cadavres d'animaux sous une couche de chaux, etc.; j'ai rédigé une instruction hygiénique sur le scorbut, je réclame l'évacuation immédiate des scorbutiques sur Constantinople; j'ai pressé auprès de l'intendant en mission ici l'envoi en Crimée de pommes de terre, oignons, citrons, huile et vinaigre, moutarde, etc. (2). »

On ne tient pas compte de ces avertissemens prophétiques. Au mois d'octobre 1855, M. Baudens, qui remplace M. Michel Lévy,

(1) *Statistique de la campagne d'Italie*, p. 734.
(2) *Ibid.*, p. 742.

essaie de mettre l'administration en garde contre les menaces du typhus; il n'est ni plus écouté ni plus heureux que son devancier. Je ne sais rien de plus honorable pour la médecine militaire que ces lettres de Baudens; je ne sais rien de plus écrasant pour notre système d'administration.

Le 26 février 1856, Baudens écrit de Constantinople au ministre de la guerre :

« La marche du typhus continue à être ascendante. Il se déclare en moyenne cent cinquante nouveaux cas par jour dans les hôpitaux de Constantinople. Il y a dans certains hôpitaux une situation grave, tendue; il y faut apporter un prompt remède. Le meilleur est simple : de l'air, toujours de l'air, encore de l'air pur et renouvelé! Pour cela, il nous faut plus d'espace; il faut bien vite transporter la moitié de notre population hospitalière sous les baraques inoccupées de Maslak, y faire un grand campement, un grand bivouac. Voilà ce que je dis et écris du matin au soir à qui de droit.

« On me promet pour le 1er mars trois mille places sous baraque (j'en avais demandé cinq mille); ce sera très insuffisant, d'autant plus qu'il nous vient de Crimée de nombreuses évacuations.

« Une erreur qui se propage parmi nos autorités, et que je m'efforce de détruire parce qu'elle pourrait avoir de déplorables conséquences, c'est de comparer le typhus au choléra, et de croire que le mal disparaîtra de lui-même. Le choléra, dont on ignore la cause, a une marche ascendante que rien n'a encore pu arrêter; arrivé à son maximum d'intensité, il décroît et s'éloigne rapidement. Le typhus au contraire, dont on connaît la cause productrice, la misère, persiste jusqu'à ce que celle-ci ait disparu. Son élément est le miasme humain, devenu contagieux, et dont le foyer a d'autant plus d'intensité qu'un plus grand nombre de typhiques sont accumulés sur un même point...

« Nous avons des baraques pour loger 25,000 soldats; elles attendent une population! Hâtons-nous de les occuper.

« Ouvrir des baraques au fur et à mesure que les malades nous arrivent de la Crimée, c'est se laisser envahir tout doucement par les flots de la marée montante.

« Pourquoi n'allons-nous pas plus vite? C'est apparemment qu'il y a dans l'exécution des difficultés dont je ne me rends pas un compte exact. Ainsi j'ai entendu, dans une de nos conférences, M. l'intendant objecter à mon projet la « défense ministérielle » de faire des ambulances hors de la Crimée.

« Le conseil est facile à qui n'a pas de responsabilité; aussi je n'ose pas me plaindre, tout en déplorant la situation qui m'est faite (1). »

(1) *Statistique de la campagne d'Italie*, t. Ier, p. 757.

Au moment où l'intendant, esclave de la consigne, fait cette réponse mémorable, « il y a une défense ministérielle de faire des ambulances hors de Crimée, » sait-on quelle est la misère de nos soldats? En février, il est entré dans les hôpitaux de Crimée et de Constantinople 7,834 typhiques ; il en est mort plus de la moitié. Dans les trois mois de janvier-mars 1856, le respect du règlement nous a valu 20,000 malades et 10,000 morts. Comme le dit Baudens, « le soldat seul avec les médecins a fait tous les frais du typhus. » Heureusement pour ce qui reste de l'armée le cri de Baudens est enfin entendu. Le 15 mars 1856, l'empereur dit au maréchal Vaillant : « Il est essentiel d'établir le plus vite possible les ambulances sous baraques que réclame M. Baudens; donnez des ordres pressans en conséquence. » Aussitôt tout change, le ministre télégraphie au général qui commande à Constantinople : « Faites tout ce que demande M. Baudens. Réglez avec les médecins, et en dehors de toutes les prescriptions écrites, l'alimentation des malades. Vous avez pleins pouvoirs, j'approuverai tout ce que vous ferez. » Cette fois les médecins triomphent, le règlement est vaincu, l'armée est sauvée.

Quand on suit ces événemens à la distance où nous sommes, quand on voit Michel Lévy et Baudens prédire à coup sûr l'épidémie, prier et supplier pour qu'on ne livre pas à la maladie et à la mort nos pauvres soldats, on se sent pris d'indignation. Malgré soi, on accuse l'incapacité et l'incurie des intendans. Cependant ce reproche est injuste; eux aussi, ils ont fait leur devoir sans ménager leur personne. Blanchot, l'intendant en chef de l'armée d'Orient, est mort d'épuisement après la campagne de Crimée; Paris de La Bollardière, intendant en chef de l'armée d'Italie, n'a pas survécu longtemps aux fatigues sans nombre qui l'ont écrasé; le vice n'est pas dans les hommes, il est dans le système. Il est dans ces règlemens insensés qui chargent un seul corps d'attributions innombrables; il est dans ce régime de centralisation qui, en détruisant toute liberté, détruit toute responsabilité, et fait décider par les bureaux, à Paris, des questions qui ne peuvent être jugées que sur place et par des hommes spéciaux. « On ne veut pas d'ambulances hors de Crimée; » qui a dit ce mot? Aujourd'hui peut-être on n'en trouverait pas l'auteur, et cependant cette prescription, donnée à la légère, nous a coûté plus de sang qu'une bataille rangée.

Maintenant le mal est connu et la cause du mal est visible. Comme l'écrivait en 1854, longtemps avant l'invasion du typhus, l'inspecteur Michel Lévy, « l'expérience de l'armée d'Orient démontrera à tout jamais, et avec une invincible évidence, qu'en temps de guerre au moins les immenses questions de subsistances, de transports, de campement et d'habillement, de solde et de contrôle, de matériel

et d'approvisionnement des hôpitaux et des ambulances, suffisent à toute l'activité du corps si distingué de l'intendance, et qu'il lui est impossible de cumuler utilement avec ces attributions si difficiles et si complexes la direction du service de santé et le commandement du corps spécial qui en a la conception et l'exécution professionnelle (1). »

Quel est le remède? Il est indiqué par l'expérience; il ressort de la cruelle leçon que les événemens nous ont infligée. Puisque la subordination et l'impuissance des médecins les ont empêchés de prévenir des fléaux qu'on pouvait aisément conjurer, il faut faire cesser cette impuissance et cette condition subalterne; il faut que la médecine militaire devienne un service distinct et qu'elle ait son représentant au grand-quartier-général. Il faut qu'il y ait un corps de médecine et d'hygiène comme il y a un corps d'artillerie et un corps du génie. « Il n'est pas difficile de conduire les troupes au feu, mais bien de les faire vivre et de les conserver, » a dit avec raison le maréchal Bugeaud. Pourquoi le service qui a pour objet de conserver et de faire durer le soldat n'aurait-il pas une organisation indépendante et des chefs admis à travailler directement avec le commandant de l'armée? Est-ce qu'un avis donné à propos sur la nature du terrain, des eaux, de l'alimentation, ne peut pas sauver la vie ou la santé de milliers d'hommes, et contribuer à la victoire tout autant que les sages conseils d'un chef d'artillerie?

C'est une innovation, dirent les administrateurs de la vieille école, ces prétendus sages qui tournent le dos au progrès et ne regardent que le passé. Cela ne s'est fait ni sous la révolution ni sous le premier empire, et cependant nous avons vaincu toute l'Europe. Non, sans doute, cela ne s'est fait ni sous la révolution ni sous l'empire; mais combien de milliers d'hommes n'ont-ils pas payé de leur vie l'ignorance et l'incurie de leurs chefs? Qu'on songe au typhus de Mayence et à ces épidémies formidables qui suivaient les armées et dévoraient les populations. Si l'on avait la statistique médicale de 1792 à 1815 on reculerait d'horreur. Aujourd'hui il est né une science nouvelle, l'hygiène, qui prévient aisément des maladies que la médecine est impuissante à guérir. Si cette science de la santé est à sa place quelque part, c'est au milieu de ces rassemblemens d'hommes qui forment les armées. On ne se fera jamais une trop haute idée des services qu'elle peut rendre aux troupes en campagne, de l'influence décisive qu'elle peut avoir sur l'issue de la guerre. Les maladies tuent dix fois plus d'hommes que le fer et le plomb. On calcule qu'en Crimée il y a eu 30,000 Russes tués par l'ennemi, et qu'il en est mort 600,000 de maladie et de

(1) *Statistique de la campagne d'Italie*, t. Ier, p. 735.

misère. Que faut-il cependant pour éviter le scorbut, le typhus et la fièvre? Une alimentation tonique et variée, un air pur, un campement sec, un bon drainage, quelques précautions pour éviter le froid du soir ou l'humidité du sol, et enfin une grande propreté. Obtenir cela n'est pas au-dessus des forces humaines; encore y faut-il le double concours du soldat et de l'administration. Le soldat obéit volontiers quand on l'éclaire sur son propre intérêt; mais vous n'aurez jamais une administration active et vigilante tant que vous ne la composerez pas de ceux-là seulement qui font de la santé humaine l'étude de toute leur vie.

Une dernière réflexion. S'il est un lieu-commun qui traîne dans toutes les histoires, c'est que le premier choc des Français est irrésistible, mais que bientôt cette première pointe s'émousse et que, faute de persévérance, nous perdons toujours nos conquêtes. Cette observation, que les événemens ont trop souvent justifiée, pourrait bien avoir un tout autre sens que celui qu'on lui donne. Elle signifierait simplement qu'à la seconde année de guerre une armée française, épuisée par la mauvaise nourriture, ruinée par le scorbut et le typhus, n'a plus l'énergie des premiers jours. Ce ne serait pas notre légèreté nationale qu'il faudrait accuser, c'est la mauvaise administration de nos troupes. S'en est-il fallu de beaucoup que notre armée ne fondît devant Sébastopol? Est-ce le courage cependant qui manquait à nos soldats? Non; ce qui ruinait nos troupes, ce qui pouvait compromettre l'honneur de la France, c'est le détestable système que M. Chenu dénonce à l'opinion publique, système qui, malgré l'expérience de la Crimée et de l'Italie, règne encore aujourd'hui, et nous exposerait aux dangers les plus grands, si la guerre éclatait demain.

Nous avons dit comment, dans la première année de la guerre de Crimée, tandis que nos soldats opposaient une certaine résistance au climat et à la maladie, l'armée anglaise était éprouvée de la façon la plus cruelle. De novembre 1854 au mois d'avril 1855, les Anglais eurent 47,749 malades et blessés, sur lesquels il en mourut 10,889. C'était une perte de 5,79 sur l'effectif, de 22,83 sur le nombre des malades. Notre armée était le triple de l'armée anglaise, nous avions eu 8,000 blessés, et cependant on ne comptait dans nos rangs que 10,934 morts. La perte était de 2,31 sur l'effectif, de 12,60 sur le nombre des malades. Ce dernier chiffre était considérable; mais il disparaissait devant l'énorme total de la mortalité anglaise. Aussi à cette époque y eut-il dans les journaux français un concert de louanges pour célébrer l'excellence de notre administration militaire. Hélas! cette admiration ne devait pas durer longtemps. Tandis qu'on nous berçait de ces éloges qui flattent notre vanité, un simple journaliste qui s'était établi dans le camp

anglais, M. Russel, correspondant du *Times*, dénonçait à l'Angleterre toutes les souffrances de l'armée, et en rendait l'administration responsable. Si M. Russel avait été Français, et s'il s'était permis de faire sur notre système le quart des critiques qu'il adressait au commissariat anglais, il n'est pas douteux qu'après la première lettre on eût chassé du camp, comme un calomniateur, cet homme sans mandat qui avait l'audace de dire la vérité. Heureusement pour lui, plus heureusement pour l'Angleterre, M. Russel était citoyen d'un pays qui aime à connaître et à faire lui-même ses affaires. A la lecture de ces lettres, pénibles pour l'orgueil national, mais salutaires pour l'armée, l'opinion s'émut; on demanda une réforme immédiate, et le ministère, suivant l'habitude anglaise, s'empressa de déférer au vœu de l'opinion. En d'autres pays, il aurait mis sa gloire à lui résister. Que fallait-il faire? On l'ignorait; mais, pour ne pas perdre un instant, le ministère envoya en Crimée une commission sanitaire, composée du docteur Sutherland, du docteur Milroy et de M. Rawlinson. En nommant cette commission, le ministre de la guerre, lord Panmure, lui donna pleins pouvoirs, non-seulement pour inspecter, mais pour agir. « Vous ne vous contenterez pas de donner des ordres, disait la lettre du ministre, *vous vous assurerez que vos instructions sont exécutées.* » C'est de cette façon seulement qu'on pouvait en finir avec la routine administrative et sauver les restes de l'armée.

A côté de la commission figurait une personne à qui le gouvernement et l'opinion accordaient par avance tout ce qu'elle voudrait demander d'autorité et d'argent. Cette personne, entre les mains de laquelle l'Angleterre remettait la vie de ses enfans, ce n'était ni un fonctionnaire, ni même un médecin, c'était une femme, miss Nightingale. Dès son arrivée en Orient, miss Nightingale, entourée de médecins éclairés par l'expérience, n'hésita pas à déclarer que 96 pour 100 des morts constatées dans les hôpitaux, du 5 mai au 14 juillet 1855, étaient le résultat de maladies infectieuses, en d'autres termes de maladies qu'avec des soins hygiéniques il eût été aisé de prévenir. Une fois la cause du mal signalée, le remède ne se fit pas attendre. On émancipa le service médical, on écouta les médecins, miss Nightingale organisa un corps d'infirmiers, tous bien instruits, tous bien payés, tandis que chez nous ce corps se recrute parmi les soldats, et pas toujours parmi les plus capables; enfin chacun s'inclina devant les lois de l'hygiène, sans qu'il vînt à l'idée de personne de subordonner le salut de l'armée à des règlemens surannés. Avec cette organisation nouvelle, on fit des miracles. Durant les années 1854-1855, l'imprévoyance administrative, l'insuffisance des vêtemens et des abris, la mauvaise qualité des alimens, l'occupation prolongée du même sol, l'absence totale d'é-

gouts et de ventilation, avaient déchaîné le typhus, le scorbut, la dyssenterie, la fièvre sur l'armée anglaise. En novembre et en décembre 1855, grâce aux précautions hygiéniques, à l'abondance, à la variété, à la qualité des alimens et des boissons, la mortalité était descendue de 23 à 4 pour 100 du nombre des malades. Un peu plus tard, quand la ventilation des abris et le drainage du sol furent établis partout, quand la propreté fut maintenue dans le camp et sur les hommes avec une sévérité judicieuse, du mois de janvier au mois de mai 1856, la mortalité descendit à 1,7 et même à 1,1 pour 100 du nombre des malades. Dans ce second hiver passé devant Sébastopol, la moyenne des pertes de l'armée anglaise a été de 0,20 sur l'effectif, de 2,21 sur le nombre des malades. Celle de notre armée a été de 2,69 sur l'effectif, de 19,87 sur le nombre des malades. En d'autres termes, nous avons perdu neuf fois plus de monde que les Anglais.

Peut-être dira-t-on que nos soldats n'étaient pas placés dans des conditions aussi favorables que nos alliés, qu'ils soutenaient l'effort de la guerre ; mais les pertes de notre armée ne s'expliquent point par la fatigue et le danger. Cette opinion du moins serait difficile à soutenir en présence du chiffre des scorbutiques et des typhiques, et la correspondance du médecin en chef de l'armée, le docteur Scrive, ne permet pas de garder cette illusion. C'est notre système qui est la cause du mal, M. Scrive le dit sans violence, sans colère, et j'ajouterai avec la résignation d'un homme qui sait d'avance que tout effort est inutile, et que, dût périr l'armée, l'administration ne cédera pas. Je ne sais rien de plus triste que les lettres de ce médecin, qui est mort à la peine; je ne connais rien qui jette un jour plus sinistre sur l'organisation médicale de notre armée. La citation est longue, mais je me ferais scrupule de rien retrancher. C'est la pièce décisive du procès.

« Il me reste à répondre au dernier paragraphe de la lettre du Conseil de santé relativement à l'appréciation comparative de l'état sanitaire de nos alliés et du nôtre. Il est parfaitement évident que les Anglais ont une situation sanitaire bien meilleure que la nôtre; mais cette différence s'explique facilement, d'abord par la proportion du concours de chaque armée à l'œuvre commune. Pendant que nous manœuvrions de Sébastopol aux sources de Belbeck pour couper la retraite aux Russes, et que nos troupes suffisaient à peine à la défense d'une ligne de quatorze lieues, les Anglais s'organisaient sans s'inquiéter d'attaques nouvelles; Sébastopol était en ruines, nous étions maîtres de la situation : c'était tout pour eux. En vue de l'hiver à passer en Crimée, nos alliés établissaient des baraquemens pour la troupe, amélioraient leurs chemins de fer, qui apportaient rapidement et constamment l'abondance

dans leur camp, tandis que nos soldats se sont misérablement installés en tenant le fusil d'une main et la pioche de l'autre.

« Le service hospitalier des Anglais profita de l'influence favorable d'une direction absolue par le corps médical, qui a le droit d'exprimer les besoins éprouvés en même temps que celui d'y satisfaire largement, sous sa responsabilité. Aussi devons-nous convenir que, réduits au strict nécessaire, nous sommes bien pauvres dans notre hospitalisation devant le luxe et le comfort des établissemens de nos voisins et alliés (1).

« Dans les camps anglais, l'alimentation, dont nous avons pu juger, ne laisse rien à désirer aux points de vue de la qualité, de la variété et de la quantité... Était-il possible de faire jouir l'armée française de si magnifiques avantages? Je réponds négativement, parce que *les règles fondamentales du système que la France a adopté s'y opposent formellement;* mais l'expérience qui est acquise par ces cruelles épreuves ne peut être perdue, j'en suis certain... *Ne pas profiter de ces enseignemens serait un crime de lèse-humanité.*

«... Avec de pareilles conditions qui sont *faites pour favoriser la contagion,* est-il possible, même avec les soins les plus éclairés, les mieux entendus et les plus dévoués, est-il possible, dis-je, d'obtenir des résultats comparables à ceux de nos voisins, *où tout vient en aide au médecin?*

« En quatre mois, 47,000 hommes d'une armée de 145,000 sont entrés dans nos ambulances pour maladies; 9,000 sont morts; un nombre égal parmi les malades qui ont été évacués a peut-être succombé dans les hôpitaux de Constantinople et de France.

« En présence de ces faits, on éprouve une impression pénible, et l'on est en droit de s'étonner qu'au XIXe siècle on n'emploie pas les moyens certains de prévenir l'exagération de semblables pertes dans l'armée, ou au moins de les réduire à des proportions normales.

« Le climat de Crimée est salubre, et aucune influence spéciale des divers points du territoire occupé par nos troupes n'a produit de maladie sérieuse. *Il n'y a pas d'officiers malades, et s'ils ne sont pas atteints des maladies des soldats, c'est qu'ils sont convenablement abrités et bien nourris.* Actuellement nous sommes encore une fois et plus fortement éprouvés que par le passé, parce que l'hiver a été rigoureux, parce que l'état de guerre ne comporte pas de protection complétement efficace à l'égard de nos soldats contre le froid, parce que le séjour prolongé dans des abris insalubres et une alimentation non variée, grossière et de médiocre qualité, ont fortement ébranlé ou compromis la constitution du plus grand nombre.

« A l'égard du traitement général du typhus, qu'on soit bien persuadé que ce n'est pas de la médecine qu'il y a seulement à faire, mais de

(1) *Statistique de la guerre d'Italie*, t. Ier, p. XCII.

l'hygiène, beaucoup d'hygiène, toujours de l'hygiène sur une vaste échelle (1). »

« Ne pas profiter des enseignemens que donne la guerre de Crimée, ce serait un crime de lèse-humanité. » Quand Scrive poussait ce cri d'honnête homme, il oubliait que la vie de nos soldats est dans les mains de l'administration, c'est-à-dire d'un corps excellent pour appliquer un règlement, mais incapable de se réformer lui-même. Certes tous les gouvernemens qui se sont succédé en France depuis cinquante ans ont eu à cœur le bien-être du soldat. Je ne crois pas qu'il y ait eu un seul ministre de la guerre qui ne se soit occupé d'améliorer la condition de l'armée, et je suis convaincu que l'intendance a toujours eu les meilleures intentions. Avec ce bon vouloir général, comment expliquer que les erreurs et les abus s'éternisent en France? Pourquoi se refuse-t-on aux améliorations les plus évidentes? C'est que l'administration n'est pas une personne; c'est une machine qui, une fois montée, va d'elle-même. Il n'y a nulle part ni liberté, ni responsabilité. Avouer qu'on s'est trompé, exciter l'opinion, provoquer l'intervention des chambres, leur demander de l'argent, beaucoup d'argent, soulever l'opposition des bureaux, blesser dans son amour-propre et ses prérogatives un corps laborieux et puissant, c'est là un travail d'Hercule; nos ministres ne sont pas des demi-dieux. En Angleterre, une pareille entreprise n'est pas au-dessus des forces humaines, parce que le ministère se fait gloire d'être le serviteur de l'opinion: il prend pour point d'appui la presse, seule puissance que personne n'intimide, seule voix que rien n'empêche de dire la vérité; mais en France, où le gouvernement a peur des journaux et n'aime que le silence, toute réforme avorte misérablement devant la résistance des intérêts menacés. Voilà pourquoi on se croit politique en cachant à tous les yeux les plaies qu'on guérirait en les étalant au grand jour. Reconnaître une erreur est contraire aux règles fondamentales de notre système; l'administration française ne se trompe jamais; elle le croit sincèrement, et ne voit pas que le châtiment de toute autorité infaillible, c'est l'impuissance et l'immobilité.

Si l'on trouve ce jugement sévère, qu'on lise la *Statistique médico-chirurgicale de la campagne d'Italie;* on verra si les pièces officielles ne nous donnent pas raison. La guerre d'Italie éclate au mois de mai 1859; mais elle est prévue tout au moins depuis le 1er janvier. On se rappelle les paroles menaçantes adressées par l'empereur à l'envoyé d'Autriche. L'administration militaire n'a rien

(1) *Statistique de la guerre d'Italie,* p. 766-768.

négligé pour préparer la victoire : les canons rayés sont prêts, l'armement de nos soldats est supérieur à celui des Autrichiens, on a dirigé vers la côte des approvisionnemens considérables; qu'a-t-on fait pour l'hygiène de l'armée? Les souvenirs du siége de Sébastopol sont encore tout récens; l'expérience faite par les Anglais a prouvé aux plus incrédules qu'avec une nourriture abondante et tonique, de bons abris, de l'air et des soins, on pouvait prévenir le typhus et le scorbut, et cependant l'intendance n'a pas changé ses traditions. La nourriture n'a pas été améliorée. Dans un pays ami et plein de ressources, dans la contrée la plus riche et la plus fertile de l'Europe, l'alimentation a été mauvaise et presque toujours insuffisante. Souvent nos divisions ont manqué de pain; on l'a remplacé par la farine de maïs que les soldats ne savaient ou ne pouvaient accommoder. La nourriture la plus usuelle a été du biscuit, la boisson la plus ordinaire de l'eau avec un peu de café de mauvaise qualité. Aussi dès le mois de juin voit-on les hôpitaux envahis par des malades, atteints d'affections peu graves sans doute, mais qui laissent après elles une profonde débilité. Ces affections, les médecins n'hésitent pas à les attribuer *au manque suffisant d'abri et surtout à l'insuffisance de la nourriture* (1).

Si l'on n'a rien fait pour les soldats valides, s'est-on du moins inquiété des blessés et des malades? A-t-on réorganisé les ambulances? A-t-on suivi l'exemple des Anglais en établissant un corps d'infirmiers capables de seconder les médecins? — Le 20 mai a lieu le combat de Montebello, qui donne un assez grand nombre de blessés; on en transporte une partie à Voghera, d'où, après les premiers soins, on les évacue sur Alexandrie. Le 22, le médecin-major écrit de Voghera au baron Larrey :

« Demain il nous restera 180 blessés des plus graves, sans comprendre les entrans du jour. Je n'ai que 3 aides-majors avec moi, nous sommes sur les dents... Le service est mal organisé; nous n'avons pas d'infirmiers; quelques musiciens que personne ne commande ont été désignés pour remplacer les infirmiers absens, et ne nous sont pas utiles, parce qu'ils ne savent rien. Les malades sont mal couchés, mal nourris, mal soignés... Il faudrait au moins 8 médecins, 30 infirmiers, et un matériel suffisant (2). »

Le 24 mai, le docteur Champouillon, médecin en chef du 1er corps, écrit de Montebello qu'il a fait garnir de paille les cloîtres et l'église, car on manque absolument de couchage; il ajoute :

« J'ai prié M. l'intendant de se procurer 2,000 couvertures de laine

(1) *Statistique de la campagne d'Italie*, t. Ier, p. 171.
(2) *Ibid.*, p. 41.

pour le service des ambulances du 1er corps. Afin d'économiser le peu de linge dont nous disposons, j'ai fait requérir des habitans une certaine quantité de mousse destinée aux fomentations d'eau froide.

« Je vous informe avec regret que, par suite de l'inexpérience ou des préoccupations nombreuses de l'intendance, *plus de 800 blessés ont été nourris pendant quatre jours par la commisération publique.*

« Les régimens et les ambulances continuent à manquer de médicamens, de même que nous sommes dépourvus d'infirmiers militaires. »

Dira-t-on que c'est là le désordre inséparable du premier moment? Ce serait une pauvre excuse pour une administration qui se glorifie de suffire à tout; mais cette excuse même ne vaut rien. Le 24 juin, on rencontre l'ennemi à Solferino; il y a plusieurs jours qu'on le cherche; cette bataille qui va décider du sort de l'Italie, elle est prévue, elle est attendue; tout doit être prêt. Comment a-t-on soigné nos blessés? Écoutons l'intendant en chef de l'armée. « A Solferino, dit-il, des ambulances volantes, composées de mulets à cacolets, auxquels on joignit des caissons du train, furent dirigées sur les points où l'action était engagée pour relever les blessés et les porter aux ambulances. Il en fut ainsi amené 10,212 du 25 au 30 juin; mais un petit nombre pendant les journées du 29 et du 30 (1). » Dans ce simple récit, songe-t-on ce qu'il y a de souffrances accumulées et de souffrances inutiles? Se figure-t-on le désespoir d'un malheureux qui meurt sans secours? Y a-t-il rien de plus poignant que la misère du soldat blessé à qui on fait attendre trois ou quatre jours les soins qui, donnés à propos, lui auraient conservé un membre et souvent même sauvé la vie? Toutes ces victimes n'ont-elles pas le droit de nous reprocher notre ingratitude?

La cause principale de toutes ces souffrances, c'est le défaut de médecins. Il n'y avait point en Italie le quart de ce qu'il eût fallu de médecins et de chirurgiens pour soigner nos blessés et nos malades. — En 1830, sous la restauration, l'armée qui fit la conquête d'Alger comptait 30,000 hommes; elle menait avec elle 180 médecins d'ambulances et hôpitaux de première ligne, — 6 médecins pour 1,000 hommes d'effectif. En Crimée, au mois de mai 1855, pour une armée de 108,000 hommes, on ne comptait plus que 78 médecins d'ambulances et hôpitaux de première ligne, — 0,72 médecins pour 1,000 hommes d'effectif. En Italie, au mois de juin 1859, l'armée est de 160,000 hommes; il y a 132 médecins d'ambulances et d'hôpitaux de première ligne, — 0,82 médecins par 1,000 hommes d'effectif (2). C'est un chiffre tout à fait insuffisant. Sous le premier empire, qu'on n'accusera pas d'une sensibilité exagérée, les ambu-

(1) *Statistique de la campagne d'Italie*, p. XVI.

(2) *Ibid.*, t. Ier, p. XVII.

lances comptaient quatre ou cinq fois plus de chirurgiens que les nôtres. Est-ce donc que la guerre a changé de caractère? Y a-t-il moins de soldats sous les armes, les rencontres sont-elles moins formidables, les moyens de destruction moins meurtriers? Tout au contraire, les batailles sont des massacres, les engins nouveaux fauchent d'un seul coup des régimens entiers. Du jour au lendemain, il faut relever, transporter, amputer, panser 10 ou 20,000 blessés... Dans une armée moderne, le service de santé est un des besoins les plus grands et les plus pressans; il ne paraît pas qu'en 1859 l'administration française s'en soit inquiétée. A peine a-t-on passé les Alpes que les médecins en chef de tous les corps se plaignent de l'insuffisance du personnel et du matériel. Qu'est-ce qu'une ambulance de 4 médecins par division? Comment suffiront-ils aux amputations et aux pansemens? Le médecin en chef de l'armée, le baron Larrey, qui a au plus haut degré le sentiment de la responsabilité qui pèse sur lui, se hâte d'agir auprès du ministre de la guerre; il lui fait demander par le général Roguet un supplément de 300 médecins. Le ministre trouve ce chiffre si considérable, qu'il écrit à l'empereur pour lui déclarer que l'administration de la guerre est hors d'état de satisfaire à de pareilles exigences. Il faut se réduire, on se contente de 150 ou 160 médecins auxquels on adjoindra 150 sous-aides, c'est-à-dire des jeunes gens qui auront plus de bonne volonté que de science. Voilà tout ce que peut obtenir le médecin en chef de l'armée, appuyé par le Conseil de santé. Aussi est-il obligé de recourir aux médecins et aux étudians sardes, dont un assez grand nombre n'entendent pas ou ne parlent pas le français. Ce n'est là que le moindre mal. Les médecins italiens sont zélés, mais ils appartiennent encore à la terrible école de Broussais. Saigner et mettre des sangsues, c'est toute la pratique italienne; fièvre typhoïde, résorption purulente, diarrhées, toutes ces affections que le médecin moderne traite en soutenant le malade, ne sont pour les docteurs italiens que des cas de typhus ou de gastro-entérite qu'il faut combattre à coups de lancette. « Après les canons rayés, écrit un médecin français, je ne connais rien de plus dangereux que les médecins de Turin, qui pratiquent la médecine antiphlogistique sans mesure et sans intelligence (1). » Je ne sais si la critique est fondée, mais elle est unanime chez nos médecins.

Insuffisans par leur petit nombre, les médecins de l'armée d'Italie le sont bien plus encore par le peu d'action qu'on leur laisse. Il semble que l'administration ne les connaisse pas; on les regarde comme des agens inférieurs, des infirmiers dont la place est à l'hôpital, sous la direction de l'intendant et du comptable. Quand l'armée française

(1) *Statistique de la campagne d'Italie*, t. Ier, p. 521.

descend en Italie, un grand nombre de médecins n'ont aucun moyen de transport. Le nouveau règlement a oublié de s'occuper de leur bagage; il ne leur concède qu'un cheval de selle, qu'on ne leur a pas fourni. Au grand-quartier-général, on voit des médecins arriver en tenue perchés sur des caissons d'ambulance. Au 17 juin, après six semaines de campagne, le médecin en chef est obligé d'écrire à l'intendant-général que, malgré toutes leurs démarches pour obtenir des chevaux, et toutes les promesses qu'on leur a faites, plusieurs médecins de l'ambulance du grand quartier-général sont obligés de faire les étapes à pied ou sur des caissons. « Quelle assistance, dit-il, peut-on attendre, aux stations d'arrivée, d'un personnel harassé par la chaleur et la fatigue de la marche, ou arrêté en arrière, tantôt sur les voitures, tantôt sur des véhicules d'emprunt?... Ne serait-il pas possible d'obvier à cet inconvénient par telle mesure qu'il ne m'appartient pas d'indiquer (1)? »

Remarquez la timidité, je dirais presque l'humilité de ces dernières paroles. C'est qu'en effet le médecin n'est rien, non, pas même le médecin en chef. Qui croirait, par exemple, que le fils de Larrey, l'homme qui répond de la santé et de la vie de 160,000 hommes, en est réduit à écrire le 20 mai à l'intendant-général : « Je n'ai personne auprès de moi, pas même un planton ou un soldat d'ordonnance, et je suis obligé de suffire seul à l'expédition des dépêches que je fais passer « par un domestique civil (2). » Il faut la permission de l'intendant-général pour que le médecin en chef de l'armée d'Italie puisse attacher à son service officiel un sergent infirmier!

Rien n'est triste comme cette correspondance de M. Larrey et de l'intendant-général. Les rôles naturels sont renversés; ce n'est pas l'administration qui sur l'ordre du médecin fournit les secours dont nos soldats ont besoin, c'est le médecin qui supplie l'administration de vouloir bien constituer l'ambulance du grand-quartier-général, ou même d'établir, soit à Gênes, soit à Alexandrie, « un approvisionnement d'appareils ou bandages, de gouttières, de planchettes, de fanons de paille et de lamelles de carton, pour les éventualités les plus nombreuses des fractures (3). » En d'autres termes, il faut l'intervention d'un intendant pour qu'un pharmacien ou un infirmier obéisse aux ordres d'un chirurgien. C'est une belle chose que la hiérarchie administrative; mais la pousser à ce degré, c'est plus que du ridicule, c'est de la folie qui touche à la cruauté. Le malheur de tous les mécanismes, quand on les applique aux hommes, c'est qu'ils ne répondent jamais ni aux progrès de la science ni aux be-

(1) *Statistique de la campagne d'Italie*, t. Ier, p. 201.
(2) *Ibid.*, p. 35.
(3) *Ibid.*, p. 36.

soins du moment. Il y a une hygiène officielle et réglementaire, les intendans y sont fidèles, et c'est par cela même qu'avec les meilleures intentions, et en toute sûreté de conscience, ils font le mal, croyant faire le bien. Jamais intendant et médecin ne s'entendront sur le sens du mot encombrement. Pour un intendant, dès que chaque malade a 20 mètres cubes d'air à respirer, la règle est observée, il n'y a pas d'encombrement. Le médecin s'inquiète peu de ces prescriptions artificielles; pour lui, il y a encombrement dès que l'air cesse d'être pur et que le bâtiment est empesté; l'infection se traduit par l'aggravation des maladies et l'accroissement de la mortalité. On ne fait que commencer à se rendre compte de ces élémens morbides qui peu à peu s'accumulent dans les hôpitaux. Les Américains, éclairés par l'expérience, déclarent qu'après dix ans de service tout hôpital est empoisonné et qu'il faut le détruire. Nos médecins n'en sont pas encore là, je crois qu'ils y viendront; mais dès aujourd'hui les meilleurs hygiénistes regardent nos grands hôpitaux civils comme des foyers d'infection, comme des temples élevés à la fièvre et à la mort. C'est bien pis en guerre avec le cortége de maladies que toute armée traîne après elle. Disséminer les blessés et les malades, les plonger en quelque façon dans un bain d'air pur, afin d'assurer à chacun d'eux les meilleures conditions de guérison, c'est l'ambition de tous nos médecins; mais l'intendance n'en est pas là, et, quand elle y sera parvenue, la science aura fait un nouveau pas, l'administration sera arriérée comme toujours.

La guerre d'Italie n'a duré que deux mois, l'armée n'a pas tardé à rentrer en France, et néanmoins, dans le court espace de temps que nos troupes ont passé de l'autre côté des Alpes, nous avons perdu presque autant de soldats par la maladie que par le feu de l'ennemi. Je crois que nous en aurions perdu davantage, si nous n'avions eu au grand quartier-général un homme que je suis heureux de signaler à la reconnaissance publique, c'est le médecin en chef de l'armée, le baron Larrey. Avec une douceur inaltérable et un dévoûment qui ne s'est jamais lassé, le baron Larrey a desserré autant que possible le nœud administratif qui gêne nos médecins et paralyse leur activité. On voit qu'il a toujours devant les yeux l'exemple de la Crimée. Sa pensée constante, c'est de prévenir à tout prix l'encombrement, d'abord pour conjurer les épidémies, ensuite pour faire de la chirurgie conservatrice, c'est-à-dire pour épargner aux blessés ces mutilations qui font de la vie un supplice. Personne n'aurait fait plus que M. Larrey, j'oserai dire que personne n'aurait fait autant que lui; mais, qu'il le sache ou non, sa correspondance est la condamnation de notre administration militaire.

Elle démontre au plus ignorant et au plus aveugle qu'en France le service de santé militaire est organisé de la façon la plus fausse et la plus désastreuse. En dépit de notre énorme budget militaire, nous ne sommes pas en état de faire la guerre deux mois sans semer nos hommes dans les hôpitaux, tout le long du chemin. La France a des soldats héroïques, mais elle ne sait ni les soigner, ni les conserver. C'est la conclusion à laquelle arrive forcément quiconque lira sans prévention les révélations du docteur Chenu.

II.

Passons maintenant de France aux États-Unis. Nous savons ce que fait une administration que rien ne gêne et ne contrôle; voyons ce que produit la liberté chez un peuple qui surveille tout de ses propres yeux, qui s'occupe lui-même et directement du soin de son armée. La différence est si grande, elle est si triste pour notre amour-propre, qu'en vérité je craindrais que mon goût pour les institutions américaines ne me rendît le jouet d'une illusion, si je n'avais pour moi l'autorité des médecins français. En 1861, lorsque la guerre civile éclata en Amérique, les États-Unis n'avaient pour toute armée que quelques milliers d'hommes disséminés sur une immense frontière et n'ayant d'autre exercice que d'empêcher de loin en loin une incursion d'Indiens. Il n'y avait donc rien de prêt pour soutenir la lutte gigantesque où le pays se trouvait engagé par surprise. On n'avait que des cadres insignifians, une poignée d'officiers, une administration sans expérience, un service médical qui n'aurait pas suffi à une armée de 20,000 hommes. Du reste cet embryon d'administration était formé sur le modèle français, les médecins étaient dans la main du commissariat. Voilà avec quelles ressources on commençait une guerre qui, dans l'armée fédérale seulement, devait dévorer 280,000 hommes.

Après la prise du fort Sumter, on fit un premier appel de volontaires; les États-Unis n'ont pas de conscription. Le noyau des nouveaux régimens fut formé par les compagnies de milices, c'est-à-dire de gardes nationales, qui, en temps de paix, jouaient au soldat dans les grandes villes. C'étaient des artisans, des commis, des étudians, des jeunes gens habitués à une vie sédentaire, peu en état de résister aux rudes épreuves de la guerre. Les officiers, choisis par camaraderie, n'avaient en général aucune connaissance militaire; ils ne se doutaient même pas que le premier soin et le premier devoir des chefs est de veiller à la santé et au bien-être des soldats. Il fallait l'enthousiasme du premier moment, cette insouciance du danger que donne l'ignorance, pour ne point sentir qu'on marchait au-devant

d'une mort certaine. Les anciens officiers, et il en restait un certain nombre qui avaient fait la guerre du Mexique, hochèrent la tête en voyant ces nouvelles levées, et dirent qu'après quinze jours de fatigues et de mauvais temps toute cette armée de recrues fondrait comme la neige au soleil. Ils ne se trompaient pas; mais c'est le bonheur et la gloire de l'Amérique que toute crise y éveille l'opinion, et qu'il se trouve aussitôt des hommes capables et dévoués qui s'organisent pour lutter contre le mal. Dès le premier appel des troupes, il s'était formé dans tout le nord un nombre infini de comités et d'associations : comités de charpie, comités de médecins et de chirurgiens, comités de secours de toute espèce. Il n'y avait pas un village où les femmes ne se réunissent pour s'occuper de leurs enfans, de leurs frères, de leurs maris, qui étaient sous les drapeaux. Les encourager à combattre, leur fournir des vêtemens et des provisions, des livres et des journaux; leur envoyer des garde-malades, les ramener au pays quand ils seraient malades ou blessés, c'était là l'objet d'un zèle plus ardent qu'éclairé. Pour que tous ces efforts et ces sacrifices ne fussent pas perdus, il fallait les réunir et leur donner une direction commune; ce fut la première pensée d'un homme que l'Amérique peut mettre au nombre de ses grands citoyens, M. Henri Bellows, pasteur d'une église unitaire à New-York et aussi célèbre par son éloquence que par sa charité. Secondé par le docteur Élisée Harris, médecin de la quarantaine de New-York, M. Bellows organisa l'*Association centrale des femmes pour les secours des malades et des blessés de l'armée*, association qui devait enrôler toutes les femmes du nord au service de la cause commune, et recueillir près de 400 millions de francs. Je ne crois pas qu'on trouve dans l'histoire l'exemple d'un patriotisme plus ardent, ni d'un dévoûment plus actif et plus éclairé.

Ce fut de ce premier germe que sortit la commission sanitaire. Il ne suffisait pas d'associer toutes les femmes d'Amérique, encore fallait-il savoir ce que le gouvernement voulait et pouvait faire, afin que l'association secondât le gouvernement et au besoin le suppléât. Accompagné des docteurs É. Harris, J. Harsen et W. H. Van Buren, M. Bellows se rendit à Washington. Dès le premier jour, on reconnut la déplorable insuffisance du service médical. Pour sauver l'armée, il fallait une réforme radicale; les quatre amis se chargèrent de l'obtenir. Dès le 18 mai, ces hommes sans mandat, qui n'avaient d'autre titre que leur droit de citoyen, adressèrent au ministre de la guerre une lettre dont la hardiesse fera rougir tout Français nourri dans le giron maternel de l'administration.

« La guerre actuelle, disent-ils au ministre, est toute populaire. La nation entière, hommes et femmes, y est engagée de cœur et d'esprit,

de corps et d'âme. De toutes parts se forment des associations qui entendent veiller au bien-être et au salut de l'armée. Ces associations, il faut que l'état les encourage et les utilise; mais pour cela il faut qu'il leur donne un caractère public et qu'il les mette en rapport avec le département de la guerre et surtout avec le bureau médical. Le meilleur moyen d'assurer cette intervention du peuple, c'est d'instituer une commission sanitaire composée de simples citoyens, de médecins et d'officiers. Cette commission, nommée par le gouvernement, s'occupera de prévenir les maladies et d'alléger les souffrances des troupes, en même temps qu'elle recherchera et indiquera les meilleurs moyens de régulariser et d'utiliser tout ce que fera la nation pour le comfort, la sécurité et la santé de l'armée.

« Le département de la guerre, ajoutent les signataires de la lettre, ne doit pas ignorer que des commissions semblables ont été réunies *après* la guerre de Crimée et la guerre de l'Inde. La civilisation présente et l'humanité du peuple américain demandent qu'une commission semblable agisse *avant* notre seconde guerre de l'indépendance, guerre non moins sacrée que la première. Nous voulons prévenir les maux que l'Angleterre et la France n'ont pu que constater et déplorer. Dans la conduite de la guerre, on doit faire pour la santé, le bien-être et le salut de nos braves soldats tout ce que réclament la science, l'humanité, l'affection la plus tendre. Toute mesure prise en ce sens par le gouvernement sera éminemment populaire, elle le justifiera, elle ajoutera à sa gloire en Amérique et au dehors (1). »

La lettre est appuyée par le chirurgien en chef de l'armée. Il sait que la vieille organisation ne peut suffire aux besoins nouveaux, et qu'une armée de volontaires exige des ménagemens particuliers. Le ministre de la guerre demande qu'on lui soumette le programme des pouvoirs réclamés par la future commission sanitaire; ce programme est remis le 23 mai. Il est à la fois très modéré et très hardi. La commission ne veut point une place dans l'administration, elle décline tout pouvoir légal, elle ne se croit appelée qu'à examiner l'état des choses et à donner son avis. Ce qu'il lui faut, c'est la reconnaissance officielle et l'appui moral du gouvernement, afin que rien ne gêne ses enquêtes, et qu'elle puisse correspondre et conférer confidentiellement avec le bureau médical. Encore moins demande-t-elle une indemnité pécuniaire, elle ne veut d'autre récompense que l'honneur de servir la patrie et l'humanité. Qu'on lui donne un local à Washington, dans un édifice public, avec quatre chaises et un bureau, elle se tient pour satisfaite. Sa seule ambition, c'est d'étudier la condition sanitaire de l'armée et de mettre au

(1) *History of the sanitary Commission*, p. 528.

service de l'Amérique toute l'expérience acquise en Crimée, dans l'Inde et en Italie.

Mais, si elle ne réclame ni autorité ni rémunération, la commission veut connaître toute la vérité. Elle examinera à fond le régime et la cuisine des soldats, elle s'inquiétera de l'habillement, des tentes, du campement, des transports, de la police sanitaire; en deux mots, elle recherchera, elle indiquera tout ce qu'on peut faire pour prévenir les causes d'affaiblissement, d'infection et d'épidémie. La commission s'occupera également des ambulances, des hôpitaux militaires de toute classe, des garde-malades, des soins à donner aux blessés, de tous les moyens de faire parvenir aux soldats les secours que la générosité du pays leur envoie (1). A vrai dire, si son action officielle est nulle, son influence sera illimitée; elle sera la nation elle-même veillant au salut de ses enfans.

Quinze jours après la présentation de ce programme, la commission sanitaire est reconnue et instituée par le président Lincoln sous le nom de *Commission d'enquête et d'avis pour tout ce qui touche l'interêt sanitaire des armées de l'Union*. Elle se composait d'un pasteur, M. Bellows, d'un ingénieur hydrographe, le professeur A. Dallas Bache, de quatre médecins et de deux officiers. On lui reconnaît le droit de s'adjoindre de nouveaux membres, et le ministre de la guerre ordonne à toute personne au service des États-Unis de seconder, dans la mesure de son pouvoir, les enquêtes que fera la commission. C'est à ce comité, sans caractère officiel, et qui n'a jamais compté plus d'une vingtaine de membres titulaires, que le gouvernement remet le contrôle médical de l'armée et la direction de l'opinion.

Est-ce à dire qu'aux États-Unis l'administration n'ait ni jalousie ni défiance, et qu'elle voie sans regret de simples particuliers se mêler de ses affaires? Non, les administrateurs américains ne sont pas des anges; ils ont toutes les faiblesses des hommes en général et des fonctionnaires en particulier. Dans le premier moment, ils ont regardé la proposition de M. Bellows et de ses amis comme un projet chimérique, un rêve de femmes sensibles, de tendres pasteurs et de médecins philanthropes. Lincoln lui-même, le bon Lincoln, ne se fit nul scrupule de dire à M. Bellows que la commission lui faisait l'effet d'une cinquième roue à un carrosse, *the fifth wheel of the coach;* il croyait qu'elle ne servirait à rien, si même elle n'était un embarras. Pourquoi donc l'acceptait-on? C'est que le sentiment national poussait à quelque institution de cette espèce, et qu'aux États-Unis le gouvernement se fait gloire d'être, non pas le maître, mais le serviteur de l'opinion.

(1) *The United-States sanitary Commission*, Boston 1863, p. 12-15.

Quoi qu'il en soit, la nation adopta dès le premier jour ce comité, qui se faisait l'organe des inquiétudes et des tendresses du pays pour les soldats. L'armée fit comme la nation; les généraux, et à leur tête le général Grant, mirent plus d'une fois la commission à l'ordre du jour, et ne lui marchandèrent jamais l'autorité. Les soldats prirent l'habitude de compter sur elle, sans trop savoir ce qu'elle était. La *sanitaire*, comme ils la baptisèrent, fut une divinité protectrice qu'on trouvait toujours au moment du besoin. Jusqu'à la fin de la guerre, la commission resta « la grande artère qui porta l'amour du peuple à l'armée du peuple. » C'est, à ma connaissance, le plus remarquable succès que la démocratie ait obtenu de nos jours. Avant cette expérience, qui se serait douté que dans cette organisation artificielle et unitaire qu'on nomme l'armée le peuple pouvait intervenir, et qu'il y avait place pour son contrôle et pour son action? Il est vrai que la commission montra autant de sagesse que de patriotisme. Jamais elle ne sortit de son rôle, jamais elle n'eut de couleur politique, jamais elle ne se fit l'instrument d'ambitions ou de visées particulières. A l'armée, loin d'affaiblir la discipline, elle se fit l'humble servante des généraux et des médecins; à Washington, elle donna des conseils, mais ne s'imposa point. Jusqu'à la fin, elle resta fidèle à sa devise : *suppléer le gouvernement et non point le supplanter*. C'est de cette façon que sans être un embarras pour personne, elle exerça une action d'autant plus puissante qu'elle était plus désintéressée.

Le premier soin de la commission fut de se rendre compte de la condition sanitaire de l'armée. Une inspection faite sur une grande échelle et par des hommes compétens montra que cette condition était déplorable. Les officiers n'y connaissaient pas les premières lois de l'hygiène, les capitaines de volontaires étaient étonnés quand on leur demandait quelles mesures ils avaient prises pour s'assurer journellement de la propreté des soldats, de l'aération des chambrées, de la bonne qualité et de la cuisson des alimens. Il en est plus d'un qui répondit en jurant qu'il était venu à l'armée pour se battre, et non pour y tenir un *boarding-house* ou y faire le métier de bonne d'enfant. La ventilation des tentes, le drainage du sol, le choix et l'orientation du campement étaient choses toutes nouvelles pour ces officiers improvisés, c'est la première fois qu'on leur disait qu'ils étaient responsables de la santé de leurs hommes. Les ambulances étaient composées de soldats grossiers et sans expérience; les médecins, pris à la hâte dans la vie civile, n'avaient aucune notion de chirurgie ni de médecine militaire. Quant aux hôpitaux, on les avait établis au hasard, dans les premiers bâtimens qu'on avait trouvés; puis on y avait installé des comptables, des infirmiers, des garde-malades pris de toutes mains. « Un hôpital civil ainsi consti-

tué, dit M. Stillé, eût été une honte pour la science et l'humanité (1). » Telles étaient les ressources sanitaires dont le gouvernement des États-Unis disposait en juin 1861, au moment où il appelait 800,000 hommes sous les drapeaux. C'est de cet abîme de misères que la commission entreprit de tirer l'armée, et à force de dévoûment elle y réussit.

Elle courut d'abord au plus pressé. Il fallait combattre l'ignorance des officiers et des médecins. Tandis que des inspecteurs répandus partout faisaient l'éducation des généraux aussi bien que des capitaines, la commission imprimait et distribuait à grand nombre des monographies médicales et chirurgicales sur l'hygiène militaire, la dyssenterie, le scorbut, les fièvres miasmatiques, les amputations, le traitement des fractures, etc., excellens petits traités où l'on avait largement mis à profit l'expérience des chirurgiens anglais et français. A la fin de l'année, le secrétaire de la commission, un patriote dont on ne saurait trop louer le talent et le zèle, M. Frederick Law Olmsted, présentait au ministre de la guerre un rapport général, tiré de quatre cents rapports particuliers; il y signalait tous les vices du système régnant, et demandait qu'on y apportât un prompt remède. Pour en arriver là, il fallait une réforme radicale; la commission n'hésita point à la réclamer. Prenant modèle sur l'Angleterre, elle demanda qu'on affranchît les médecins de toute subordination au commissariat, et qu'on fît de la médecine et de la chirurgie un service distinct, ne relevant que du chef d'armée et ayant pour directeur un chirurgien-général avec rang d'officier supérieur. C'était le seul moyen d'en finir avec la routine administrative et de donner enfin sa place légitime à l'art de conserver les hommes. La commission proposait en outre d'établir une inspection permanente et un corps spécial d'inspecteurs chargés d'assurer l'unité du service. Elle demandait qu'on établît des hôpitaux-généraux, disposés suivant les meilleurs modèles, et que la construction de ces asiles comme le commandement des ambulances et la direction des hôpitaux fussent retirés au quartier-maître et confiés aux médecins; c'était sous leurs ordres que la commission plaçait les infirmiers de tout grade et de toute espèce. En deux mots, c'est entre les mains du médecin, et du médecin seul, qu'elle remettait tout ce qui concerne la santé de l'armée.

Cette proposition hardie excita l'opposition de tous ceux que contrariait la réforme; mais la commission, soutenue par l'opinion et secondée par les journaux, finit par l'emporter. Le 18 avril 1862, une loi du congrès réorganisa le département médical, et donna rai-

(1) *History of the sanitary Commission*, p. 93.

son à M. Henri Bellows et à ses amis. La loi rendue, la commission ne se tint pas pour satisfaite. En France, nous nous imaginons trop souvent qu'une réforme est accomplie parce qu'on a mis en articles et inséré au *Bulletin des Lois* le programme que nous défendons. Les Américains et les Anglais ne croient à l'efficacité d'une mesure que lorsqu'ils en ont confié l'exécution à l'homme le plus capable. *The right man in the right place* est leur devise. C'est ainsi, par exemple, que les Anglais chargèrent de la réforme postale un simple employé, M. Rowland Hill, qui le premier avait eu l'idée du tarif unique. La commission sanitaire s'inspira du même esprit. En dépit de tous les obstacles, au mépris de tous les préjugés, elle proposa et fit nommer chirurgien en chef, avec rang de général de brigade, un simple chirurgien-major qui n'avait d'autre titre que sa capacité et son énergie, le docteur William A. Hammond. Ce fut lui qui organisa le nouveau service militaire avec un talent et une fermeté qu'on ne peut contester.

Il fallut d'abord constituer le personnel médical, ce qui n'était pas aisé dans un pays qui n'avait que des médecins civils. Plusieurs fois on fut obligé de procéder à de larges épurations; mais peu à peu on en arriva à organiser un corps de médecins et de chirurgiens qui suffit à tous les besoins. L'armée américaine, qui ne dépassa guère 800,000 hommes, eut 6,057 médecins pour le service de ses ambulances et de ses hôpitaux; ce chiffre de 6,000 médecins est bon à noter. En 1794, la république française, avec des armées à peu près aussi nombreuses que celles de l'Union, eut un corps de santé composé de 8,000 médecins de tout grade (1). Aujourd'hui la France dispose d'un peu plus de 1,000 médecins et chirurgiens militaires. Nous avons vu qu'en Italie, dès le premier jour, il avait fallu requérir des secours étrangers. Vienne la guerre, viennent ces armées de 1,200,000 hommes dont on nous menace, qui donc soignera nos soldats?

Les ambulances américaines furent réorganisées sur le modèle anglais, et mises sous la direction d'un chirurgien. Avec un matériel suffisant et un personnel mieux préparé, on parvint à éviter le triste désordre des premiers temps. Depuis la bataille de Fredericksburg, en décembre 1862, on ne vit plus de blessés abandonnés des jours entiers sur le champ de bataille. Il est vrai de dire que la commission sanitaire, partout présente, avait aussi ses infirmiers (*field relief corps*), qui aidaient à relever les blessés et à leur donner les premiers secours. Plus d'une fois ce corps de volontaires arriva sur le lieu du combat avec des ressources en linge, en charpie, en viandes,

(1) Goze, *la Médecine militaire*, etc., p. 19.

en boissons, en alimens, qui, par le hasard de la guerre, faisaient défaut à l'armée, et fut la providence des chirurgiens non moins que des soldats.

D'admirables inventions de la commission facilitèrent singulièrement le transport des blessés. L'*hospital-steamer*, hôpital flottant imaginé, dit-on, par le chirurgien Hoff, fut organisé au mois de février 1862, et plus tard adopté par le gouvernement; il permit de suivre les armées en campagne et de mettre à leur disposition le moyen d'évacuation le plus doux et le plus facile. Il ne faut pas oublier que l'Amérique est le pays le mieux arrosé du monde, et qu'avec des bateaux à vapeur on va partout. L'aménagement de ces magnifiques vaisseaux ne laissait rien à désirer, et il y régnait un ordre admirable. Tout avait été réglé par M. Frederick Law Olmsted. Chaque bateau était divisé en un certain nombre de quartiers (*wards*) pouvant contenir chacun de 50 à 150 malades couchés commodément. Un chirurgien commandait le service médical, des aides-chirurgiens (*ward masters*) dirigeaient chaque quartier; ils étaient assistés d'un nombre suffisant d'infirmiers ou garde-malades. A l'arrivée de chaque patient, on lui donnait un numéro, on inscrivait son nom, sa compagnie, son régiment, son domicile; puis on lavait le malade, on lui donnait du linge propre et on le couchait dans un bon lit bassiné. Là on lui apportait une boisson stimulante, des alimens, des viandes (1). Ces soins-là donnés à un blessé, à un fiévreux, à un homme pris par le froid et l'humidité, ce n'est pas seulement un soulagement temporaire, un bien-être passager, c'est le salut, c'est la vie.

Il semble si naturel de secourir un soldat blessé, un serviteur de la patrie, qu'à première vue on se demandera ce qu'il y avait de si admirable et de si nouveau dans l'organisation de ces hôpitaux flottans. Ouvrons le *Rapport* du docteur Chenu sur la campagne de Crimée, et voyons comment on transportait nos malades. Voici une lettre du docteur Marroin, médecin en chef de l'escadre, qui dira la vérité dans toute sa laideur.

« Les médecins qui ont été affectés à ces transports se souviennent des tableaux émouvans qui s'offraient à leurs yeux. La guerre apparaissait dans toute son horreur. Des hommes épuisés par la maladie, à peine protégés par quelques lambeaux de couverture, arrivaient à la plage pour être embarqués sur des navires de commerce frétés à cet effet, car la marine impériale était débordée par les nécessités du service.

« Vers les derniers jours du mois de mai (1855), le vaisseau le *Jean-*

(1) *Hospital transports, a Memoir of the embarkation of the sick and wounded... in the summer of 1862.* Boston 1863.

Bart reçut 720 militaires; 300 avaient les extrémités antérieures congelées à divers degrés, beaucoup d'entre eux étaient atteints de diarrhées; 200 étaient minés par des dyssenteries graves, la plupart compliquées de symptômes cholériformes; 100 environ se trouvaient à l'une des périodes de la fièvre typhoïde ou du typhus; les autres, capables de marcher, présentaient des bronchites, des fièvres intermittentes, du scorbut.

« Grâce à la rapidité de sa marche, le *Jean-Bart,* malgré le mauvais temps, fit une courte traversée. La batterie basse avait été affectée aux maladies les plus graves; mais avec le mauvais état de la mer on dut maintenir les sabords exactement fermés. Ceux qui ont partagé les fatigues de cette campagne peuvent seuls se faire une idée du degré d'infection qui en fut la conséquence. La matière des vomissemens se mêlait aux déjections alvines sur les matelas, sur le pont. L'eau de mer embarquait par les écubiers, charriant d'une extrémité de la batterie à l'autre cette masse d'ordures d'une repoussante fétidité. Quels étaient les moyens dont on disposait pour lutter contre un pareil foyer d'infection? La ventilation, soit par les sabords, soit par les manches à vent, était impossible; le nettoyage de la batterie ne pouvait se faire. *Comment en effet déplacer cette masse de malades serrés les uns contre les autres,* et dont la prostration était augmentée par le mal de mer? Sans doute, les soins de propreté, les fumigations chlorurées luttèrent avec constance contre cette cause sans cesse renouvelée d'empoisonnement miasmatique; mais ai-je besoin d'ajouter que ce fut sans résultat efficace (1)? »

Pauvre soldat français, héroïque paysan, tu es encore plus grand par ta résignation que par ton courage; mais que doit-on penser d'un pays qui expose à de pareils supplices ses fils les plus dévoués? Épargner au blessé, au malade, toute souffrance inutile, c'est au contraire la pensée constante du service médical américain. Le wagon-hôpital est une autre invention de la commission sanitaire; c'est le docteur Harris qui a imaginé ce moyen de transporter les blessés en chemin de fer sans les déplacer du brancard-couchette où on les a mis après l'opération ou le pansement. Dès l'automne 1862, il y a eu des trains de blessés entre Washington et New-York. Dans l'ouest, on a vu le train-hôpital d'Atlanta à Louisville faire régulièrement un trajet de plus de 500 milles avec l'exactitude et la vitesse de nos chemins de fer les mieux organisés. On calcule que durant la guerre on a ainsi transporté, presque sans fatigue et certainement sans danger, près de 100,000 blessés ou malades sur les chemins de l'est, plus de 125,000 sur les chemins de l'ouest (2).

Le wagon-hôpital a été adopté par les Prussiens, et leur a rendu

(1) Chenu, *Rapport au Conseil de santé*, etc., p. 76.
(2) *History of the sanitary Commission*, p. 164.

de grands services; je ne doute pas que notre administration n'introduise dans le service médical cet appareil ingénieux; mais je ne puis me défendre d'une réflexion qui sans doute s'est déjà présentée à l'esprit du lecteur. A peine a-t-on émancipé la médecine militaire en Amérique, qu'elle se signale par des inventions éclatantes, qui toutes ont pour résultat d'adoucir la souffrance et de conserver la vie du soldat. L'hôpital flottant du docteur Hoff, le wagon-hôpital du docteur Harris, la voiture d'ambulance du docteur Howard, sont autant de conquêtes pour la science et pour l'humanité. D'où vient qu'en Crimée et en Italie nous n'avons rien fait de semblable? Est-ce que nos médecins sont moins intelligens ou moins instruits que ceux d'Amérique? est-ce que nos chirurgiens militaires ont moins d'expérience? Non sans doute, leur stérilité tient à leur condition subalterne. Avec une intendance qui dispose seule des ambulances, des transports, des hôpitaux, comment veut-on que l'esprit du médecin s'éveille? N'a-t-il pas le sentiment de son impuissance? C'est la liberté d'action jointe à la responsabilité qui aiguise l'imagination; elles seules enfantent ces créations admirables qui sont le salut d'une armée et la gloire d'un pays.

En veut-on la preuve? Une des inventions les plus simples et les plus utiles des médecins américains, c'est l'agencement et la construction des hôpitaux; mais l'hôpital sous tente et l'hôpital-baraque ont été essayés en Algérie longtemps avant la guerre d'Amérique, et si l'armée d'Orient n'a pas profité de cet excellent système, assurément ce n'est pas la faute de nos inspecteurs médicaux. Si on eût laissé faire Michel Lévy et Baudens, s'ils n'avaient pas eu les mains liées par l'administration, la France eût conservé des milliers d'hommes qui sont restés dans les cimetières de Turquie. Les Américains se sont approprié une invention française; disons, pour être être juste, qu'ils l'ont singulièrement perfectionnée. Rien de mieux calculé que leurs hôpitaux, composés d'une série de pavillons en bois, reliés entre eux par des galeries à claire-voie. L'espacement et l'orientation de ces baraques a été réglé de façon à fournir en abondance le grand agent hygiénique, l'air pur. Des tuyaux distribuent partout de l'eau froide, ainsi que de l'eau chaude provenant de la machine à vapeur qui sert à la buanderie. Des rails placés dans les corridors permettent de faire tous les transports au moyen de petits chariots. Au besoin même, on voiture de cette façon les invalides ou les malades qui vont au bain. C'est ainsi que les Américains ont remplacé le vieil hôpital massif, toujours infect et empoisonné, par des bâtimens légers, sains et sans odeur (1). Grâce à cette aération parfaite, on a pu recevoir jusqu'à 3,000 malades dans un

(1) Goze, *la Médecine militaire*, etc., p. 34 et suiv.

hôpital sans qu'une pareille agglomération ait présenté le moindre inconvénient; grâce à la simplicité de la construction, on a pu couvrir l'Amérique d'hôpitaux élevés en quelques mois et assez larges pour abriter 90,000 malades. L'industrie que nous employons uniquement à détruire les hommes a servi là-bas à les conserver.

Aussi n'est-ce pas sans un légitime orgueil que le médecin en chef de l'armée des États-Unis, le docteur Joseph Barnes, successeur du docteur Hammond, a écrit les lignes suivantes qu'on fera bien de méditer :

« Il n'y a pas d'exemple dans l'histoire du monde d'un si vaste système d'hôpitaux créés en si peu de temps. Jamais établissemens hospitaliers en temps de guerre ne furent moins encombrés et aussi libéralement pourvus. Ils diffèrent aussi de ceux des autres nations en ce qu'ils furent placés sous les ordres des médecins. Au lieu de mettre à la tête d'établissemens institués pour la guérison des malades et des blessés des officiers de troupe, dont malgré tous les autres mérites on ne pouvait attendre la parfaite intelligence des besoins de la science médicale, et qui avec les meilleures intentions du monde auraient pu embarrasser sérieusement son action, comme cela est malheureusement arrivé pendant la guerre de Crimée, notre gouvernement, plus sagement inspiré, voulut faire du médecin le chef de l'hôpital. En lui imposant ainsi la responsabilité des résultats de sa direction, il ne lui refusa rien de ce qui pouvait rendre ces résultats favorables. Le corps médical peut montrer avec orgueil les conséquences de cette conduite libérale; jamais dans l'histoire du monde la mortalité dans les hôpitaux n'a été aussi petite, et jamais de tels établissemens n'échappèrent d'une manière aussi complète aux maladies qui d'ordinaire s'engendrent dans leur enceinte (1). »

Ces hôpitaux américains ont une tout autre physionomie que les établissemens français. Chez nous, l'hôpital est une autre forme de la caserne : même discipline, même uniformité, même tristesse. Malade ou bien portant, le soldat est toujours soldat. L'hôpital américain est un prolongement du foyer domestique. C'est la famille, c'est la société qui s'emparent du blessé, et qui l'entourent de leurs soins. Le soldat n'est plus un numéro de régiment, c'est un homme dont on cherche à satisfaire tous les besoins et tous les désirs légitimes. Ce caractère particulier de l'hôpital américain tient à deux causes. D'une part, c'est le médecin qui commande et qui subordonne tout à la guérison; de l'autre, c'est une femme, et presque toujours une femme du monde, qui a la direction des garde-malades, de la lingerie et de la cuisine. Auprès du lit du soldat, la

(1) *Statistique de la campagne d'Italie*, t. Ier, p. LXV.

femme représente la mère, l'épouse, la sœur; elle seule peut avoir ces attentions délicates qui, n'en déplaise aux sceptiques, ont une influence décisive sur le moral du malade, et contribuent souvent à lui sauver la vie. J'ai sous les yeux un charmant livre intitulé *Hospital Days;* c'est le journal d'une dame qui durant la guerre a dirigé l'hôpital de Fairfax, à quelques lieues de Washington. Miss Jane Stuart Woolsey (j'espère n'être pas indiscret en trahissant l'anonyme) a fait en quelques pages la peinture vivante de l'hôpital américain. Deux anecdotes, prises au hasard, en donneront une idée juste.

« Les blessés français sont toujours gais, bons enfans et gracieusement polis. Charmoille, qui a eu le bras droit emporté, s'est appris lui-même à écrire élégamment de la main gauche, dans l'espoir d'obtenir une petite place quand il aura son congé. Louis L., amputé de la cuisse, ne reprenait pas de forces; je lui dis un jour : « Ne pensez-vous pas à quelque chose que vous aimeriez avoir, à quelque chose que vous aimiez au pays? — Madame, je n'ai besoin de rien; j'ai ici tout ce qu'on peut désirer. — Essayez, pensez à quelque chose qui vous ferait du bien, peut-être pourra-t-on vous le procurer? — Merci, madame, mais..., puisque vous me le demandez, deux gouttes de vin rouge, du vin de mon pays, madame; mais ça ne se trouve pas en Virginie! » Avec la permission du médecin, permission donnée de bon cœur, on envoya tous les matins une petite ration de vin de Bourgogne; c'était fête journalière pour le pauvre Louis; il chantait une petite chanson sur le bon vin et le bonheur de mourir pour la patrie. Ces deux gouttes de vin rouge, c'était un rayon de soleil pour toute la salle.

Tous les malades aimaient les fleurs. On nous envoyait quelquefois des fleurs de serre; des œillets blancs et rouges faisaient le bonheur d'un sergent malade; il mourut en serrant la fleur dans ses doigts amaigris. Un matin de printemps, j'apportai les premiers lilas à un pauvre garçon de la Nouvelle-Angleterre; il était bien malade. — « J'ai quelque chose pour vous, lui dis-je en tenant les fleurs derrière mon dos, quelque chose qui pousse devant la porte de votre maison, devinez? — Des lilas, murmura-t-il, et je plaçai les fleurs sur ses mains jointes. — Oh! dit-il, des lilas! Comment avez-vous su *cela?* » Les lilas vécurent plus longtemps que lui (1). »

C'est du roman, dira-t-on. — Non, c'est de l'histoire. C'est ainsi que les choses devaient se passer sur une terre où la moitié de la nation combattait contre l'autre moitié. Dans cette crise formidable, il fallait faire appel à toutes les forces morales du pays pour soutenir l'énergie de l'armée. Ainsi l'ont pensé les femmes d'Amé-

(1) *Hospital Days*, New-York 1868, p. 131-132.

rique; ce sont les plus riches et les plus heureuses qui ont donné l'exemple de l'abnégation et du dévoûment. Parmi ces héroïnes de la charité, il en est une dont le nom deviendra légendaire aux États-Unis, c'est M[me] Barlow. Au printemps de 1861, miss Arabelle Griffith, jeune, belle, instruite, considérée, riche, épousait M. Barlow. Le jour même de son mariage, M. Barlow partait pour Washington, simple soldat dans un régiment de New-York. En peu de temps, grâce à son courage et à ses talens militaires, M. Barlow s'éleva aux plus hauts grades et devint général. M[me] Barlow suivit toutes les campagnes de son mari, d'hôpital en hôpital. Elle était à Fredericksburg, occupée à préparer la nourriture des blessés, tandis qu'on entendait le canon de la bataille et que son époux bravait tous les dangers. Épuisée par un labeur incessant, elle mourut de la fièvre devant Petersburg. Il y avait des sœurs de charité aux États-Unis, elles y ont rendu de grands services; mais jamais les femmes d'Amérique n'ont voulu abandonner, même à de saintes filles, le droit de soigner les malades et les blessés. En un temps où toute la jeunesse de la nation était sous les drapeaux, elles ont payé de leur personne; elles ne se sont pas contentées d'être charitables par procuration.

Dans cette œuvre patriotique, elles étaient soutenues par le pays tout entier. Du moindre village, de l'est ou de l'ouest, partaient chaque semaine les dons destinés aux hôpitaux. Chemises de flanelle, robes de chambre, gants tricotés, pantoufles, fauteuils à bascule, béquilles, livres, papier, crayons, ardoises, damiers, jeux d'échecs, dominos, couteaux, ciseaux, outils, lait condensé, porter, vin d'Espagne, eau-de-vie, bocaux de conserves au vinaigre, etc., toutes ces offrandes étaient reçues par les cinq cents correspondans de la commission sanitaire, estampillées, empaquetées, et dirigées sur tous les points du pays. « L'excellent *porto* qui nous a été si utile dans les diarrhées chroniques, écrit miss Woolsey, et toute la bonne eau-de-vie nous venaient de cadeaux particuliers. Le vin fourni par le gouvernement ne valait rien (1). » A côté des largesses du riche, on trouve l'obole de la veuve. « Je déroule un paquet d'écharpes, dit miss Woolsey; elles sont faites avec une étoffe fanée, à fleurs jaunes, quelque chose comme des rideaux de lit. Sur un papier fixé par une épingle, une main tremblante a écrit : L'étoffe était si bonne que j'ai pensé qu'on ne ferait pas attention à la couleur. C'est tout ce que j'ai. Je suis vieille et pauvre, je ne peux pas faire davantage (2). »

Est-ce donc que l'Amérique est plus généreuse que la France? Non; mais nous avons dans l'administration une providence ter-

(1) *Hospital Days*, p. 61.
(2) *Ibid.*, p. 104.

restre qui n'entend pas que le pays se mêle de ses propres affaires, elle repousse la charité individuelle comme un embarras, sinon même comme un danger. Au début de la campagne d'Italie, la France s'était émue, les dons commençaient à affluer; Dieu sait s'ils étaient nécessaires! On n'eut rien de plus pressé que d'étouffer ce mouvement. Un comité officiel fut institué; son premier soin fut de prendre la décision suivante, appuyée sur un considérant auquel les faits ont donné le plus cruel démenti :

« L'armée d'Italie *étant amplement approvisionnée par les soins de l'administration de la guerre*, les dons en nature provenant de la souscription nationale seront successivement vendus par l'administration des domaines, et le produit de la vente, versé dans les caisses publiques, viendra en accroissement des dons en argent.

« Il est fait exception à cette disposition pour les dons de linge à pansement, qui, par mesure de prévoyance, seront versés dans les magasins militaires (1). »

Le régime des blessés et des malades est encore une des choses qui distinguent le système américain. On sait qu'aux États-Unis le soldat sous les drapeaux est nourri avec une libéralité, je dirais presque un luxe, sans exemple. En sus de leurs rations, qui sont de bonne qualité, les soldats reçoivent du thé, du café, du sucre, du lait condensé, de la glace, des fruits et légumes conservés au vinaigre (*pickles*). Ces deux derniers articles sont aussi nécessaires à l'Américain que le pot-au-feu l'est au Français. On fournit encore aux troupes fédérales des cigares, du tabac, du whiskey. Tandis que nous abusons de la sobriété proverbiale du soldat français pour lui donner une nourriture grossière et insuffisante, les Américains, qui savent compter mieux que nous, déclarent que cette apparente profusion est l'économie la mieux entendue. L'expérience a prononcé pour eux. Le scorbut et le typhus ont à peine effleuré l'armée de l'Union. En temps de guerre, la mortalité chez les troupes fédérales n'a pas dépassé 3,9 pour 100; chez nous, en temps de paix, dans nos casernes, elle atteint 10 pour 100 (2). Ces deux chiffres ont une éloquence qui dispense de tout commentaire. Dans les hôpitaux, les ressources alimentaires ne sont pas moins abondantes; elles permettent une grande variété de régime, chose excellente dans la maladie et dans la convalescence. A Fairfax, dans un hôpital de douze cents lits, le chirurgien en chef avait établi six régimes différens, qui, dans le plus grand nombre des cas, lui permettaient de donner à chacun de ses patiens la nourriture la plus convenable. Voici le tableau qu'il

(1) *Statistique de la campagne d'Italie*, t. Ier, p. 279.
(2) *Ibid.*, t. Ier, p. CXVIII et CXXII.

avait dressé; il serait intéressant de le comparer avec celui de nos hôpitaux.

« *Régime beefsteak.* — Déjeuner : café au chocolat, pain, beurre et œufs. Dîner : café au chocolat, beefsteak ou roastbeef, ou côtelettes de mouton, pain, beurre, pommes de terre, poudding. Souper : café au chocolat, pain, beurre, pommes cuites ou compotes de fruits.

« *Régime œufs et lait.* — Déjeuner : lait, œufs pochés, rôtie au lait (*milk toast*). Dîner : lait, poule au vin, pain, flan. Souper : lait, pain, beurre, fromage.

« *Régime légumes* (1). — Déjeuner : thé, pain, beurre, pommes de terre cuites au four (*baked potatoes*). Dîner : pain, purée de pommes de terre, légumes, riz, *pickles*. Souper : thé, pain, beurre, pommes cuites ou compote.

« *Régime soupe au lait.* — Déjeuner : soupe au lait, rôtie, beurre. Dîner : lait chaud ou soupe au lait, rôtie, tapioca au vin, beurre. Souper : lait chaud, rôtie, beurre.

« *Régime bouillon.* — Déjeuner : bouillon (*beef-tea*), rôtie, beurre. Dîner : bouillon, rôtie, beurre. Souper : bouillon, rôtie, beurre.

« *Régime gruau.* — Déjeuner : gruau de blé ou de maïs, rôtie au lait. Dîner : bouillon de poulet ou de mouton, tapioca au sucre, ou blanc-manger, ou gelée. Souper : gruau, rôtie au lait (2). »

Ce qu'il y a de plus curieux est le régime des amputés. Les chirurgiens américains me paraissent convaincus qu'il faut surexciter les forces et la vitalité du patient pour aider au travail de la nature et lui faciliter son œuvre de réparation. Voici un cas que j'emprunte au journal de miss Woolsey.

« Lafayette R...., 10e régiment des volontaires du Vermont, amputation de l'avant-bras. Il a mangé presque aussitôt après l'opération et a consommé une incroyable quantité d'alimens. Il a commencé par du bouillon et du punch aux œufs (*egg-nog*). Dans les vingt-quatre heures qui ont suivi l'opération, il a pris vingt-quatre œufs battus dans vingt-quatre onces d'eau-de-vie, avec la proportion ordinaire de lait. Toutes les deux heures il prenait une cuiller d'essence de bœuf; on prépare cette essence en faisant bouillir à demi le bœuf, puis on le coupe en petits morceaux, et on en exprime le jus avec un outil qui sert à presser les citrons. Je lui donnai en un jour le jus de treize livres de bœuf maigre, sans parler de ses autres repas. Au bout de trois jours il but du porter, et, peu à peu, diminuant la quantité du punch et augmentant celle du porter, il en vint à prendre sept pintes de porter par jour, sans parler de ses trois repas ordinaires, composés de beefsteak, purée de pommes de terre au

(1) C'est le régime des scorbutiques.
(2) *Hospital Days*, p. 183.

lait et au beurre, huîtres cuites, œufs brouillés, poulet, tarte, etc. Couché dans son lit, il mangeait avec une sérénité olympienne, sans hâte et sans repos. Sa *capacité* étonnait tous les spectateurs. Quatre mois après il nous écrivait du Vermont : Mon bras gagne de la force rapidement, je crois qu'il vaudra presque l'autre; ma santé générale est parfaitement bonne (1). »

Tous les amputés n'avaient pas cet appétit de Gargantua, mais tous étaient largement nourris, tous étaient mis au régime du punch aux œufs et de l'essence de bœuf, et, si l'on en croit miss Woolsey, l'expérience justifiait cette pratique chirurgicale qui a tout au moins l'avantage de ne pas être désagréable au soldat.

Il n'est pas besoin d'être médecin pour juger la valeur d'un pareil régime, non plus que le mérite d'une invention qui a contribué puissamment à chasser le scorbut de l'armée et des hôpitaux, je veux parler des jardins d'hôpital établis par la commission sanitaire. Chacun sait que les légumes frais sont à la fois le préservatif et le remède du scorbut. « Cent mille francs dépensés en légumes frais, disait Baudens, c'est 500,000 francs épargnés sur les frais que nécessite l'entrée des malades aux hôpitaux (2). » Mais il n'est pas toujours possible de fournir de légumes frais une armée campée au loin. En pareil cas, pourquoi l'armée, où les paysans abondent, n'établirait-elle pas elle-même les potagers dont elle a besoin? C'est ce qu'avait fait en Crimée, pour son régiment, un colonel qui mérite vraiment le titre de père du soldat, M. de Clonard, commandant du 81e de ligne; il faut lire dans le livre de M. Chenu le rapport de cet officier (3) : c'est tout un règlement d'hygiène qui devrait être le bréviaire de nos officiers. Transplantée en Amérique, cette idée s'y est épanouie et y a donné tous ses fruits. Une armée en mouvement ne peut faire de jardins; mais pour un hôpital c'est chose facile. D'ordinaire le terrain ne manque pas, et les hommes abondent. Ce qu'il y a de plus gênant dans un hôpital, ce ne sont pas les malades, la maladie est une occupation, ce sont les convalescens qui ne savent que faire pour eux et pour les autres. Leur oisiveté est une malédiction. Leur donner un potager à cultiver, c'est tout à la fois les distraire et les occuper utilement; leur corps n'y gagne pas moins que leur esprit.

C'est en 1863 que le premier jardin d'hôpital fut établi par la commission sanitaire. L'armée du Cumberland, menacée du scorbut, avait résisté, grâce aux « avalanches » de légumes frais en-

(1) *Hospital Days*, p. 100.
(2) Leroy-Beaulieu, *Guerres contemporaines*, p. 243.
(3) *Statistique de la campagne d'Italie*, t. Ier, p. 614.

voyées par les fermiers de l'ouest; mais l'été approchait, on ne pouvait plus compter sur ces envois, et cependant il était nécessaire de continuer un régime protecteur. Ce fut alors qu'on eut l'idée de défricher et d'enclore 35 acres de terre situés auprès de l'hôpital de Murfreesboro. La commission fournit les outils et les semences; elle fit venir de Cincinnati trente mille plants de légumes divers; les dames de l'état d'Ohio envoyèrent des fleurs pour égayer les bordures; les convalescens et les nègres se firent jardiniers. En peu de temps, on eut en abondance des légumes de toute sorte : salades, radis, oignons, pois, fèves, tomates, melons, concombres, etc. On y récolta 1,200 boisseaux de pommes de terre, 1,200 boisseaux de patates, 25,000 têtes de choux, etc. Ce premier essai fut si heureux qu'on le répéta partout où il y avait un hôpital ou des troupes sédentaires (1). Cultiver ces légumes qui amélioraient l'ordinaire, c'était la joie du soldat, et cependant il s'en faut de beaucoup que pour un pareil travail l'Américain vaille le Français; il est bûcheron et laboureur bien plus que jardinier.

Reste une dernière institution de la commission sanitaire, et qui n'est ni la moins neuve ni la moins utile. C'est ce qu'on appela *the soldier's home* ou *le Foyer du soldat*. L'objet de ces établissemens demi-hôpitaux, demi-auberges, était de recevoir les soldats congédiés à leur sortie du régiment ou de l'hôpital. Dans ces asiles faits pour lui, le soldat congédié trouvait le logement, la nourriture et tous les soins dont il avait besoin. On se chargeait de lui obtenir ses papiers et sa solde. Y avait-il des démarches à faire, des lettres à écrire, la commission prenait tout l'ennui pour elle, le soldat pouvait rentrer tranquillement dans son pays; on veillait pour lui. Si le voyageur était sans ressources, on lui payait son retour, et au besoin on lui fournissait des habillemens propres et suffisamment chauds. En outre, et pour éviter aux soldats en congé les dangers de la ville et les tentations de l'oisiveté, les agens de la commission à Washington réunissaient tous les hommes libérés, et les expédiaient par chemin de fer avec un courrier qui les accompagnait jusque dans l'état où ils avaient leur domicile. La commission établit quarante de ces maisons de refuge, depuis Washington jusqu'à Brownsville, dans le Texas; on y reçut en moyenne 2,300 hôtes par nuit, et on y distribua 4,500,000 rations (2).

Y a-t-il en France rien qui ressemble à ces gîtes hospitaliers? Écoutons M. Chenu, il nous dira comment, en pleine paix et avec

(1) *History of the sanitary Commission*, p. 329. — *The United-States sanitary Commission*, p. 185.

(2) *History of the sanitary Commission*, p. 291.

toutes les ressources du budget de la guerre, nous traitons nos soldats convalescens.

« En temps ordinaire, les militaires qui, obtenant un congé de convalescence, sortent des hôpitaux pour se rendre dans leurs familles, souvent à grande distance, n'ont que les vêtemens qui leur suffisaient en bonne santé. Trop légèrement vêtus et obligés de voyager par tous les temps, ces hommes convalescens, épuisés par la maladie, ou souvent atteints d'affections de poitrine, sont plus sensibles au froid, et ils auraient besoin d'un vêtement supplémentaire ou d'une couverture, d'une paire de chaussettes de laine pour les aider à supporter les rigueurs du wagon de troisième classe.

« Si les dispositions réglementaires, qui sont d'ailleurs motivées, permettent aux sous-officiers et soldats qui se rendent chaque année à nos établissemens thermaux d'emporter leur manteau ou leur capote, il n'en est pas de même des militaires qui se rendent isolément dans leurs foyers avec un congé de convalescence, ni de ceux qui rejoignent leurs corps (1). »

Quoique je n'aie donné qu'une idée incomplète de tout ce qui se fait aux États-Unis pour le bien-être et la conservation du soldat, j'en ai dit assez, j'espère, pour qu'on n'accuse pas d'exagération les écrivains qui, comme le docteur Evans, dans son intéressant travail sur la commission sanitaire, assurent que le système américain a sauvé la vie à plus de cent mille hommes. Ce n'est pas tout. La guerre des États-Unis a enfanté un esprit nouveau qui, selon moi, doit se répandre chez tous les peuples. On parle beaucoup du patriotisme français. Certes je ne connais rien de plus admirable que le courage de nos soldats devant l'ennemi, leur résignation devant la mort; mais quand le soldat se dévoue, le pays pour lequel il combat n'a-t-il rien à faire? En Crimée, en Italie, je vois bien l'héroïsme de nos armées; mais la patrie, où est-elle? Qui la représente au lit du blessé ou du mourant?

En Amérique au contraire, on proclame dès le premier jour, en langage biblique, que le peuple tout entier regarde le soldat *comme l'os de ses os et la chair de sa chair*. On veut qu'à chaque instant, en campagne ou à l'hôpital, il sente que l'amour de ses concitoyens l'entoure et le protége. La patrie veille sur lui, invisible et présente. De là le caractère nouveau de ces armées républicaines. Un million d'hommes ont combattu pendant quatre années, l'esprit soldatesque n'a jamais paru dans un seul régiment : aussi jamais le monde n'a-t-il vu un spectacle comparable à celui de la dissolution

(1) *Rapport au Conseil de santé*, p. 726.

de l'armée du Potomac, au printemps de 1865. Deux cent mille hommes défilant pendant deux jours devant le nouveau président ont joyeusement déposé leurs fusils et sont rentrés chez eux paisiblement pour y reprendre leur profession, comme s'ils l'avaient quittée de la veille. Le colonel est redevenu avocat ou commis, le lieutenant est tailleur ou cordonnier. On ne leur a donné ni décorations, ni pensions, ni titres; ils n'ont emporté avec eux que le souvenir du devoir accompli. Au moment du péril, on s'était soumis à toutes les exigences de la discipline, à toutes les souffrances de la guerre; mais on était resté citoyen, on avait gardé les mœurs de la république. Soutenue par l'effort du pays tout entier la lutte finissait sans dictature.

J'ai montré les deux systèmes, on peut les comparer et les juger par leurs fruits. Peut-être s'étonnera-t-on que, n'étant ni intendant ni médecin militaire, je me permette d'écrire sur une question jusqu'à présent interdite aux profanes; mais c'est précisément parce que je ne suis ni médecin ni intendant que je puis m'exprimer en toute liberté. Je n'épouse point une cause particulière, si juste qu'elle soit; je laisse de côté les réclamations des médecins, quoiqu'elles me paraissent très fondées : c'est au nom du soldat que je parle, c'est lui qui est l'éternelle victime, ce sont ses droits que je défends. Je le répète, et je voudrais que toute la France m'entendît: le pays ne remplit pas son devoir envers le soldat. Il est temps de corriger cet abus.

J'espère que la chambre inscrira prochainement au nombre des réformes nécessaires la réforme du service médical de nos armées; mais, si l'on m'a bien compris, on ne fera pas de cette demande une œuvre d'opposition. Il n'y a pas ici de coupable, il ne faut accuser que l'ignorance universelle. Le gouvernement a maintenu un système qui, en d'autres temps peut-être, a rendu des services: l'hygiène publique est une science née d'hier; de son côté, le pays n'a rien su; il a fallu la publication du docteur Chenu pour lui ouvrir les yeux, et cette publication, il est bon de le répéter, a été faite de l'aveu et avec le concours du gouvernement. Oublions le passé, ou plutôt n'y voyons qu'une leçon pour l'avenir. Aujourd'hui, s'il est une chose certaine, c'est que l'art de conserver et de faire durer le soldat n'est sous un autre nom que le respect et le ménagement de l'individu. Il est visible qu'ici l'intérêt, la justice et l'humanité sont d'accord. Hâtons-nous donc de provoquer cette réforme par un effort unanime et ne perdons pas le temps en querelles stériles quand il s'agit de la puissance et de l'honneur du pays.

ÉD. LABOULAYE.

EXPLORATION

DU MÉKONG

V.

LA SAISON DES PLUIES DANS LE LAOS BIRMAN.

La ville de Luang-Praban avait été pour nous ce qu'est une oasis pour une caravane fatiguée d'une longue marche. Nous y avions fait une halte d'un mois, au sein d'une abondance relative. Passer les nuits sous le même toit et s'asseoir deux fois par jour à la même table, ce sont là des jouissances dont pour la première fois depuis Bassac il nous avait été donné de savourer la douceur. La vie nomade est contraire à la nature de l'homme, qui s'attache aux lieux par mille liens invisibles, comme l'arbre s'incorpore au sol par ses racines. Les peuplades même vivant sous des tentes que leur indifférence dresse chaque soir pour les replier chaque matin, se font une patrie du désert dont elles connaissent toutes les sources ou de la forêt dont elles vénèrent tous les vieux arbres. Marcher sans cesse devant soi, être assuré que jamais on ne reverra la terre que l'on foule, les hommes avec lesquels on échange d'affectueuses paroles, cette vie de Juif errant provoque une impression d'insurmontable tristesse, et fait songer malgré soi à ce type immortel du malheureux et du maudit. Nous avions, il est vrai, l'espoir de servir la science en ajoutant par nos recherches aux données qu'elle met en œuvre, et cette ambition valait sans doute celle qui poussait les

chevaliers hors de leurs castels pour redresser des torts ou suivre le cours d'amoureuses rêveries; mais nous avions surtout dans le cœur une image aussi brillante que l'étoile des rois, l'image de la France, dont chaque pas allait nous rapprocher désormais. L'idée de mourir loin d'elle et de reposer dans une tombe abandonnée, cette triste pensée qui s'imposait à mes réflexions au début du voyage, avait cessé de me traverser l'esprit; le passé me garantissait l'avenir. Nous touchions d'ailleurs aux limites du pays mal famé du Laos, et ce minotaure calomnié n'avait dévoré personne. Les objections que le roi de Luang-Praban avait tenté d'opposer à notre départ pouvaient sans doute avoir leur source dans quelque arrière-pensée politique, mais les manifestations sympathiques de la population étaient pures de tout soupçon de cette nature; il était impossible même aux plus défians d'y voir autre chose que les marques d'une inquiétude inspirée par un intérêt sincère. Nous en étions émus sans en être effrayés, et le 25 mai 1867 nous montâmes en pirogues pleins d'ardeur et de confiance, presque joyeux des sacrifices qui réduisaient à une couverture de voyage le bagage personnel de chacun de nous. Le commandant de Lagrée laissait seul percer les préoccupations qui l'obsédaient : il voyait à l'horizon une barre sombre, et sentait qu'il était l'OEdipe dont les réponses décideraient du sort de tous ses compagnons.

Le Mékong, qui ralentit sa course et s'épanouit en face de Luang-Praban dans un lit dégagé d'obstacles, reprend non loin de cette ville ses allures impétueuses et son aspect tourmenté. Une colossale statue de Bouddha assise à l'entrée d'une caverne semble contempler impassible les flots qui passent, image de la vie dont les changemens perpétuels attristèrent le grand révélateur au point de le pousser à placer l'éternel bonheur dans l'éternelle stabilité. La caverne est transformée en pagode; mais les bonzes ont eu la maladresse de gratter les stalactites qui ornaient la voûte et les murailles. Plus loin, au sein d'une immense roche à pic plongeant dans l'eau, une seconde grotte est également consacrée au culte. Elle est ornée d'un balcon dentelé, et l'on y monte par un escalier en briques dont les derniers degrés sont lavés par le fleuve. En face de ce temple pittoresque, dont la porte ressemble de loin à une déchirure du rocher, le Mékong reçoit sur sa rive gauche un affluent considérable. Le Nam-Hou avant de se perdre dans ce grand fleuve coule au milieu d'une vaste prairie verdoyante, limitée par une muraille verticale haute au moins de 300 mètres, et qui semble cannelée. Pour indiquer le niveau d'une crue extraordinaire, les habitans y ont tracé une ligne rouge qui est maintenant à 19 mètres au-dessus de nos têtes. Nous regardons avec quelque curiosité cette

rivière, qui semble venir du nord-est, car, s'il ne réussit pas à entrer en Chine par la voie du Mékong, M. de Lagrée a résolu d'y pénétrer en remontant le Nam-Hou.

Nous apprenons qu'à une courte distance du village de Tanoun il y a une montagne qui vomit du feu, suivant l'expression des indigènes. Nous avons rencontré déjà des volcans éteints, notamment dans le bassin du Sè-Don, en nous rendant à Attopée; mais c'est la première fois qu'on nous signale un cratère en éruption, et ce fait a trop d'importance pour que nous ne nous mettions pas en mesure de le constater. Tandis que les autres membres de la commission poursuivent leur route en pirogues, nous mettons pied à terre, le docteur Joubert et moi, et, munis de guides, nous nous enfonçons vers le sud-ouest. Après une marche de 30 kilomètres environ sur le flanc des montagnes ou dans des gorges ravinées, nous apercevons du haut de Pou-Din-Deng (montagne de la terre rouge) un grand village entouré de vastes rizières et situé au centre d'une plaine immense qui semble le bassin d'un ancien lac. C'est le village de Muong-Luoc. Nous étions près de la source de l'un des bras dans lesquels le Ménam se ramifie à son origine. Le Mékong formant, à partir de Luang-Praban, un nouveau coude vers l'ouest, s'est beaucoup rapproché de ce dernier fleuve, dont huit lieues à peine le séparent; mais il n'existe entre eux aucune communication. On a pu croire que, dans leur partie inférieure, ces deux grands cours d'eau, disparaissant en quelque sorte au milieu de l'inondation qui couvrait le pays, se confondaient pendant la saison des pluies. C'est là une exagération qui s'explique; mais à la hauteur où nous sommes, dans ce pays montagneux, les deux bassins, nettement limités, demeurent absolument distincts. Il faut donc abandonner définitivement l'opinion exprimée par Martini et reproduite plus récemment par Vincendon Dumoulin, opinion d'après laquelle les deux fleuves se réuniraient dans le Laos.

Le chef de Muong-Luoc se montra très bienveillant et fort empressé; il avait rassemblé chez lui toute la *haute société* de Muong pour voir deux êtres curieux à grande barbe et au visage pâle. Quant à lui, il connaissait déjà quelques spécimens de cette race singulière, car il avait été à Bangkok, et il avait rencontré là des femmes européennes avec les cheveux noués derrière la tête et des vêtemens longs et bouffans dont le souvenir le faisait encore pâmer de rire. Il avait parmi ses concubines une jeune sauvage au teint presque clair, à l'œil ardent et noir, qui aurait paru mieux placée dans une *posada* des Pyrénées que dans une case laotienne. La conversation, très animée malgré l'absence de tout interprète, fut émaillée de quiproquo et de coq-à-l'âne. Les tigres étant fort nombreux

dans cette région, le gouverneur veut nous donner, pour nous conduire au volcan, une escorte de dix hommes; il pousse la prudence jusqu'à faire entourer pendant la nuit notre case, un peu à l'écart du village, par une armée de gardiens qui fument en causant jusqu'au matin, et chassent le sommeil beaucoup plus sûrement que n'aurait pu le faire la crainte du terrible carnassier.

C'est en vain d'ailleurs que nous cherchons des yeux les jets de lave, le panache de fumée et tout l'ensemble de désolation grandiose dont ce mot de volcan éveille la pensée. Nous ne voyons qu'une simple dépression du sol au sommet d'une petite colline boisée. La terre se fendille et s'affaisse comme si le feu la consumait intérieurement. Par de nombreuses crevasses, des fumarolles montent dans l'air, exhalant une odeur de soufre et de charbon de terre. Sur quelques points, des plaques jaunes de soufre cristallisé couvrent le sol. Le jour, on n'aperçoit point de flammes, mais il est à croire qu'elles apparaissent la nuit, comme il arrive au Vésuve, qui, lors même qu'il n'est pas en éruption, détache son flamboyant sommet dans la splendeur des nuits napolitaines. L'incendie souterrain s'étend peu à peu et brûle les racines des grands arbres, dont les squelettes attestent les progrès. Les deux collines assez rapprochées où sont situées les solfatares s'appellent *Pou-faï-gniaï* et *Pou-faï-noï*, grande et petite montagne de feu.

Ayant remarqué une grande quantité d'éléphans dans la plaine de Muong-Luoc, nous demandâmes au gouverneur de nous en prêter deux pour regagner les bords du Mékong. Ce Laotien trop bienveillant voulait nous retenir chez lui; il s'obstinait à ne pas saisir les motifs qui nous forçaient de hâter notre marche. Attacher quelque prix au temps, c'est une infirmité qu'il ne pouvait comprendre. « Je n'ai pas envie de vous donner des éléphans, nous disait-il en plaisantant, la lenteur de leur allure vous impatientera, et vous les laisserez derrière vous pour courir comme des lièvres. Est-ce que vous avez quelque chose dans les jambes? » Il finit cependant par céder à nos désirs, et, assis sur le dos de nos énormes bêtes, la tête effleurée par les feuilles d'arbres ruisselant de pluie, nous mîmes onze heures à franchir, par des sentiers où deux hommes ne pouvaient marcher de front, la chaîne de montagnes qui sépare le Ménam naissant du Mékong déjà plein de puissance et de grandeur.

A Tanoun, nous reprîmes des pirogues pour rejoindre l'expédition. Les habitans du village de Pacgnioï, où nous dûmes passer la nuit, nous entourèrent avec curiosité en nous accablant de questions sur les montagnes de feu. C'est à trois jours de chez eux; cela les intrigue fort, et personne n'a pris la peine de s'y rendre! L'espèce d'auréole que nous mettaient au front les prétendues flammes

du volcan, jointe à la libéralité avec laquelle je laissais les ménagères couper les boutons en nacre de mes habits, nous valut dans ce village un excellent accueil. Bien qu'il y eût un caravansérail destiné aux voyageurs, on nous autorisa à étendre nos nattes dans une pagode en bois, sorte de chambre d'auberge bien close, telle que nous n'en avions point encore occupé jusque-là. En effet, les *salas* où nous avons coutume de nous établir, et même les cases construites exprès pour nous, ont toujours été faites d'un treillis de bambou qui interceptait souvent la lumière du jour, mais n'arrêtait guère ni le vent ni la pluie. Une petite statue dorée de Bouddha, debout et raide comme nos saints du moyen âge, brillait dans l'obscurité, et je dormis ce soir-là en songeant à la prodigieuse fortune de Siddârtha, ce jeune prince qui, pour avoir préféré la vie austère de l'ascète aux séductions de la puissance, parvint à l'état de Bouddha et reçoit encore, après vingt-cinq siècles, les adorations d'un quart de l'humanité.

M. de Lagrée s'était arrêté à Sien-Khong, grand village d'où la guerre avait chassé les habitans, qui commençaient à peine à revenir se grouper derrière une vaste enceinte en briques. C'est un chef-lieu de district dépendant de Muong-Nan et le dernier centre important du Laos, situé sur la rive droite du Mékong, où l'autorité de Siam soit encore reconnue. Le royaume de Xieng-Maï, vassal de Bangkok, touche bien au fleuve par la province de Xieng-Haï; mais celle-ci ne possède sur les bords du Mékong qu'une ville récemment détruite, Xieng-Sèn, dont les ruines, sans intérêt pour l'explorateur, sont déjà enfouies sous les hautes herbes. Nous sommes à la frontière du Laos birman; il était facile de s'en apercevoir à l'air effaré des fonctionnaires siamois, tremblant d'être enlevés par leur voisin, le roi laotien de Sien-Tong, implacable ennemi de leur maître. Le moment était donc venu pour nous de dissimuler nos lettres de Siam; mais il aurait fallu pouvoir exhiber des passeports du gouvernement birman. Lorsque par l'intermédiaire de l'évêque catholique, car la France n'a pas de représentant officiel à Ava, l'amiral de La Grandière s'était adressé à l'empereur des Birmans pour obtenir ces papiers, l'empire traversait une crise qui s'est terminée par une de ces révolutions de palais, si fréquentes dans ces contrées, révolution qui a momentanément enlevé toute influence aux missionnaires. Dépourvus de ces sauf-conduits dont l'effet est de rendre les mandarins responsables des malheurs qui frappent les étrangers sur le territoire de leur administration, nous avions tout à craindre des Laotiens soumis aux Birmans, si ceux-ci étaient parvenus, en imposant leur joug à leurs tributaires, à leur faire en même temps partager leurs haines. Personne n'ignore en effet le résultat

de la lutte engagée par la compagnie des Indes contre les souverains birmans. Cette longue guerre, dont je vais brièvement rappeler les origines, donna le Tennasserim, le Pégou et le pays d'Arakan à l'Angleterre, enleva par conséquent aux Birmans la possession du cours inférieur de l'Irawady en même temps qu'elle leur ôtait tout accès au golfe du Bengale comme à la mer des Indes.

Des voisins aussi turbulens et aussi ambitieux que les Birmans ne pouvaient tarder à fournir aux Anglais un de ces griefs qui servent trop souvent de prétexte à une rupture, et permettent de punir par l'annexion d'un territoire la plus insignifiante violation du droit international. Ils allèrent plus loin et rendirent inévitable, par une suite de provocations réfléchies, une guerre dont on peut dire qu'ils ont pris l'initiative. Plein de confiance dans ses forces, et, comme tous les Orientaux, de dédain pour les étrangers qui avaient donné lieu de suspecter leur bonne foi lors de la guerre que fit aux Pégouans le grand Alom-prah, le fils de ce dernier supportait impatiemment l'extension de l'empire britannique dans les Indes. Jusque vers la fin du XVIIIe siècle, l'ennemi toujours battu et toujours détesté contre lequel les Birmans avaient exercé surtout leur humeur belliqueuse et conquérante avait été le roi de Siam, dont les domaines s'étendaient dans la presqu'île de Malacca; mais après la cession de Tennasserim Minder-aghee-prah tourna ses regards vers l'ouest et s'efforça, en s'unissant aux Mahrattes, de ruiner l'édifice élevé sur ses frontières par ces Européens que son père victorieux avait traités avec tant d'insolence et de cruauté. Lord Hastings, alors gouverneur-général des Indes, ferma les yeux sur cette complicité dont les preuves lui tombèrent entre les mains, et l'empereur des Birmans, enhardi par un acte de prudence qu'il prit pour de la faiblesse, voulut asseoir par la force sur le trône de Katchar, principauté limitrophe de l'Assam, un prétendant hostile à l'Angleterre. Cette audacieuse intervention eut lieu au commencement de 1824, et avant la fin de la même année elle était punie par l'occupation de Tavoy, de Mergui, de Martaban et de Rangoon. La perte de tous ses ports n'était pas compensée pour le gouvernement birman par la défaite qu'infligea aux Anglais à Tchittagong le général en chef Bandoola, rappelé bientôt de la frontière pour défendre la capitale même de son pays et tué par un obus. Les troupes birmanes, battues en outre à Silhet, chassées de l'Assam et de l'Arakan, durent, malgré leur courage, demander, à la fin de l'année 1825, une suspension d'armes à sir Archibald Campbell, parvenu assez près de Patunagah en remontant l'Irawady. La convention, signée en janvier 1826 par les plénipotentiaires des deux pays, ne fut pas ratifiée par l'empereur des Birmans, à la fierté duquel les vainqueurs voulaient

imposer des conditions humiliantes et léonines. Ces conditions ne furent acceptées qu'après deux engagemens nouveaux où la supériorité des armes européennes triompha encore une fois de l'héroïsme indiscipliné des Birmans. Le traité de Yandabô posa en Birmanie les bases de la puissance anglaise. Celle-ci s'est développée plus tard, et l'empire birman est entouré aujourd'hui par une vaste ceinture de territoires conquis, s'étendant de Moulmein, dans le golfe de Martaban, à Sodiva, situé sur le Brahmapoutre, au point où ce grand fleuve, sortant du Thibet, s'infléchit brusquement à l'ouest pour aller se jeter dans le golfe du Bengale en dessinant un angle droit.

Le patriotisme a survécu à la conquête, et la haine, pour être impuissante, n'en est restée que plus vive. Elle est refoulée dans le cœur des vaincus comme la nationalité birmane elle-même, que la force des armes a concentrée autour du berceau de son ancienne grandeur. Reconnaissant trop tard qu'ils étaient incapables avec leurs propres ressources de repousser les Anglais, les Birmans ont essayé de leur opposer des Européens : vaines tentatives dont aucune n'est restée impunie, et auxquelles la France est demeurée étrangère, bien que des Français s'y soient associés! — Nous avions l'espoir que le souvenir de d'Orgoni, le dernier et le plus célèbre parmi ceux de nos compatriotes qui ont mis leur intelligence et leur courage au service de l'empereur des Birmans, favoriserait notre passage chez les vassaux de ce souverain; mais d'un autre côté n'était-il pas à craindre que les princes éloignés d'Ava par plus d'un mois de marche ne fussent hors d'état d'établir une distinction entre les diverses nationalités occidentales et disposés à nous traiter en ennemis? Nous en étions sur ce point réduits aux conjectures, et nous ignorions jusqu'à la nature du régime politique imposé aux populations laotiennes soumises au gouvernement birman. Le mandarin, chef du village de Sien-Kong, où les plus cruelles incertitudes prolongeaient notre halte, consentit enfin, non sans peine, à nous conduire aux limites de son territoire; mais le roi de Sien-Tong, son voisin, nous laisserait-il passer outre? M. de Lagrée avait expédié à ce souverain de magnifiques cadeaux (une descente de lit, une cuillère en ruolz), accompagnés d'une lettre d'un style tout oriental et rédigée de façon à ce qu'il la comprît le moins possible. S'il était maître absolu, il nous refuserait probablement le passage; mais, dépendant d'Ava, peut-être craindra-t-il de se compromettre. Or il faut quarante jours pour aller chercher des instructions dans la capitale, et nous serons chez lui quand il recevra notre lettre. — Nous nous efforcions de suppléer par des hypothèses de cette nature aux renseignemens précis qui nous manquaient.

A une faible distance de Sieng-Kong, les montagnes s'éloignent du fleuve, qui serpente alors à travers une plaine magnifique, au centre de laquelle s'élevait, il y a cinquante ans, la ville de Xieng-Sèn. Nous naviguons dans les eaux du royaume de Xieng-Maï, tributaire de Siam comme celui de Luang-Praban; mais nous évitons de descendre de nos barques. Les démêlés auxquels a donné lieu l'exploitation du bois de *teck* par les Anglais pouvaient avoir laissé aux autorités de ce pays quelque ressentiment contre les Européens. M. de Lagrée ne jugea pas utile d'en affronter les conséquences. Il s'était engagé d'ailleurs, à la demande du roi de Luang-Praban, qui entretient avec son voisin de Xeing-Maï des rapports excellens, à ne pas mettre pied à terre chez ce dernier. L'arbre précieux dont l'incorruptibilité était déjà, selon M. Reinaud (1), connue et appréciée du temps des Romains, se montre pour la première fois sur les bords du fleuve avec une certaine abondance à Sieng-Kong, notre dernière station; mais il est là rabougri et maltraité par les habitans. Dans la plaine de Xieng-Sèn, il forme au contraire de magnifiques forêts des deux côtés du Mékong qui termine à cette hauteur son second coude vers l'ouest pour se diriger franchement vers le nord. D'après l'énorme quantité d'eau que débite déjà ce grand fleuve, nous pouvions juger que ses sources étaient encore fort éloignées de nous. Il devenait très probable que le Mékong prenait naissance, comme les plus grands fleuves de la Chine et de l'Inde, sur le plateau du Thibet, immense réservoir qui envoie, pour ainsi dire, dans trois mers différentes le colossal tribut de ses eaux. Si donc il sortait d'un lac, comme nous le disaient au Cambodge les savans du pays, ce lac était situé plus loin que le Yûnan, ou bien il n'envoyait au fleuve qu'un affluent d'importance secondaire. Cette dernière hypothèse s'est trouvée, comme nous le verrons plus tard, conforme à la réalité. Nous nous plaisions à ces conjectures au moment où nous allions définitivement abandonner la voie du Mékong, devenue impraticable, pour nous préparer aux marches pénibles et à toutes les misères d'un voyage par terre en pleine saison des pluies.

Nous nous installons dans un caravansérail construit sur le rivage, et nous renvoyons nos pirogues. C'était brûler nos vaisseaux, car pour nous rendre à Muong-Line, de tous les villages dépendant de Sien-Tong le plus rapproché de nous, il fallait les moyens de transporter nos bagages, et nous ignorions encore s'il serait possible de nous les procurer. Nous ne savions même pas si, à la

(1) M. le docteur Sprenger, qui a longtemps résidé dans l'Inde, ayant visité, il y a quelques années, les ruines du palais des Cosroès à Ctésiphon, reconnut que les boiseries du palais étaient en bois de teck. (*Relations politiques et commerciales de l'empire romain avec l'Asie orientale,* par M. Reinaud, de l'Institut, p. 171, note.)

nouvelle de notre arrivée dans son district, le mandarin de Muong-Line ne donnerait pas à ses soldats l'ordre de nous expulser. M. de Lagrée se hâta de lui faire parvenir un message lui demandant pour nous l'autorisation d'aller attendre chez lui que son supérieur, le roi de Sien-Tong, eût répondu à notre lettre. Nous étions en effet très exposés à mourir de faim dans notre case en bambous, située entre le fleuve et la forêt. La chasse n'était guère plus facile que la pêche, car la pluie tombait à torrens. Enfin, après deux jours d'une attente anxieuse, un bruit étrange nous arrive de la forêt. Chacun de nous prête l'oreille et cherche à percer des yeux l'obscurité des bois. Le premier bœuf qui déboucha du sentier avec une double hotte installée sur sa bosse fut reçu avec des transports de joie; il était pour nous ce que furent pour Noé la colombe et son rameau d'olivier. Le chef de Muong-Line nous envoyait seize bœufs porteurs! Nous plaçons, sans plus tarder, nos bagages sur leur dos, et nous partons à pied par une pluie si forte que le niveau du fleuve s'était, en deux jours, élevé d'une manière sensible. Dans l'étroit sentier de la forêt, notre caravane présentait un spectacle pittoresque. Les petits bœufs bossus se suivaient les uns les autres, obéissant à leurs propres caprices beaucoup plus qu'à la voix de leurs conducteurs. Des mandarins subalternes nous escortaient, un long fusil sur l'épaule, la tête coiffée du chapeau à larges bords fait en gaînes de bananiers et terminé en pointe. Leur teint bronzé, leurs moustaches et leur air résolu rappelaient les brigands calabrais. Tout alla bien tant que le chemin, serpentant en plaine, nous conduisit le long du fleuve, sous les grands arbres; mais, à notre arrivée au pied d'une colline escarpée qu'il fallait franchir, les difficultés commencèrent. La pluie avait effacé toute trace de sentier sur le flanc de la montagne, et le sol était si glissant que nous ne pouvions avancer qu'en nous accrochant aux racines déchaussées des arbres, aux lianes et aux branches pendantes. Quant aux bœufs, tombant à chaque pas, roulant les uns sur les autres, ils firent preuve d'une incroyable énergie; quelques-uns, après des efforts multipliés, durent renoncer à l'entreprise, et des hommes se partagèrent leurs fardeaux. Le reste de la route répondit à ce début. Après avoir suivi le faîte des montagnes, marché plusieurs heures dans un torrent au milieu d'une splendide végétation de palmiers, de sicas et de fougères arborescentes, nous arrivâmes enfin sur les bords de la rivière de Muong-Line, que nous passâmes à gué, ayant de l'eau jusqu'aux épaules. Au milieu d'une grande plaine herbue entourée de montagnes s'élevaient quelques chaumières, dont une était préparée pour nous. Il était quatre heures de l'après-midi, nous cheminions péniblement depuis le matin sous un véritable déluge, et les bœufs

qui portaient notre provision de riz s'étaient attardés. Il fallut les attendre longtemps; nous payâmes presque tous tribut à la fièvre.

Telle fut notre première étape dans le Laos birman. Les cases se distinguent de celles du Laos siamois par une plus grande élévation au-dessus du sol et la longueur du toit en chaume, qui retombe de façon à cacher complétement la maison. Celle-ci ressemble à une meule de paille sur des tréteaux. Au-dessous, les porcs dorment à l'aise, et les bœufs trouvent un abri commode. Ces derniers errent dans les gras pâturages en troupeaux considérables. Malgré leur grande abondance, nous ne pouvons réussir à nous en procurer. Une nourriture plus substantielle que le riz à l'eau et des poulets étiques nous aurait pourtant été nécessaire; mais M. de Lagrée, dont les ressources pécuniaires se trouvaient déjà très réduites, jugeait avec raison qu'il serait imprudent de jeter d'un seul coup soixante francs dans notre cuisine. C'est le prix relativement exorbitant qui nous était demandé pour un bœuf. On trouve dans le genre de services rendus aux indigènes par ces précieux animaux l'explication de ces conditions inabordables pour nous. Le fleuve cesse d'être utilisé, et les transports, qui se font par terre, deviennent ruineux, même pour de courtes distances; quand le voyage doit être un peu long et qu'il y a des risques à courir, comme il arrive presque toujours dans ces régions perpétuellement troublées, les propriétaires de bœufs élèvent encore leurs prétentions. Nous étions contraints de les subir, car rien ne nous autorisait à réclamer, ainsi que nous avions pu le faire dans le Laos siamois, le concours des mandarins, qui élèvent ou abaissent le prix des transports au gré de leurs intérêts ou de leurs caprices.

Le village de Muong-Line occupe le centre d'une plaine qui a plusieurs lieues de tour, et se convertit rapidement en un immense marécage. Le fleuve nous manquait; nous étions accoutumés à le voir animer nos campemens, à remonter son cours par la pensée pour pénétrer le mystère de son origine, et plus souvent à suivre du regard ses flots rapides, qui allaient, avant de se perdre dans la mer, baigner et féconder une terre aujourd'hui française. Malgré le petit nombre de ses habitans, le village est tous les cinq jours le siége d'un marché. C'est à Luang-Praban que nous avons rencontré pour la première fois depuis le Cambodge cette exposition périodique ou permanente des choses nécessaires à la vie, véritable institution dont il faut être privé pour en apprécier la valeur. Le marché de Muong-Line n'a pas une grande importance. On y vend quelques légumes et quelques fruits, des pêches petites et vertes, mais que nous trouvions délicieuses en les mangeant les

yeux fermés et en pensant à la France, des cotonnades de toute sorte provenant des fabriques anglaises. Ces derniers articles sont façonnés tout exprès pour le pays, des caractères et des dessins birmans sont tissés dans l'étoffe. La maison la plus importante du marché est celle du forgeron, qui est à la fois orfèvre et fabricant de monnaie. Ces trois professions exercées par le même industriel se touchent de fort près dans cette contrée, où il ne circule plus d'argent monnayé. Le tikal et ses subdivisions cessent d'avoir cours, et nous sommes contraints de faire fondre notre argent siamois dans un creuset qui lui donne la forme d'un macaron. Pour les transactions quotidiennes de peu d'importance, on coupe au hasard des morceaux d'inégale valeur qui sont appréciés à l'œil par les intéressés. On se sert au contraire d'une balance dans les marchés sérieux, car, à défaut d'unité monétaire, c'est d'après le poids de l'argent que s'établit le prix des choses.

Lorsqu'on passe du Cambodge au Laos siamois, la transition est à peu près insensible, d'autant plus que, pour les hommes au moins, le costume reste le même. Il en est ici tout autrement; le changement est brusque et le contraste frappant. Le toupet siamois est remplacé par un chignon réunissant sur le sommet de la tête tout le faisceau de la chevelure, et dont un turban de couleur variée ne laisse voir que la pointe. Le langouti disparaît également devant le pantalon large qui tombe jusqu'à la cheville du pied. La pipe, fumée depuis longtemps même par les enfans, devient chez les tributaires de la Birmanie d'un usage plus général encore. Les femmes, plus sensibles au froid ou à la pudeur, portent presque toutes une veste serrée croisant sur la poitrine, en coton blanc ou bleu, quelquefois en soie teinte de couleurs variées et très riches. Elles ont en outre, fixé à la hauteur des hanches, un jupon rayé horizontalement de larges bandes bleues, jaunes et rouges. Leur coiffure se compose d'étoffes de toute nuance roulées en turban autour des cheveux, ou disposées à la façon des paysannes napolitaines et retenues par des épingles d'argent, dont la grosse tête constitue, avec des bracelets de même métal, les principaux ornemens d'une élégante. A ces détails de costume, j'ajouterai une observation générale sur le langage, ce vêtement de la pensée. Nous sommes encore dans le Laos, et l'on parle toujours le laotien; mais cette langue est employée avec des modifications qui portent surtout sur la prononciation des mots et la construction de la phrase; on n'a encore à constater qu'un petit nombre d'expressions nouvelles. Ces nuances, qui ne semblent pas altérer le fond même de la langue, déroutent la connaissance sommaire que nous en avons acquise par une étude superficielle, mais elles n'embarrassent guère notre interprète. Celui-ci continue avec

aisance dans un dialecte nouveau la longue conversation que M. de Lagrée le contraint, depuis notre départ, d'entretenir avec les indigènes pour leur arracher des renseignemens utiles; mais il n'en est plus ainsi avec les sauvages dont le nombre et l'importance se sont accrus à chacune de nos stations jusqu'à notre entrée en Chine, et qui parlent une langue absolument inintelligible pour lui. Ces derniers vivent groupés en tribus et recherchent les montagnes, où leurs villages présentent une physionomie particulière. La plupart ont, comme les Laotiens, adopté le bouddhisme avec un fort alliage de superstitions hindoues ou locales; ceux-ci élèvent des pagodes, ceux-là n'ont point de temples et ne pratiquent aucun culte extérieur. Ils n'ont pas l'air timide des autres autochthones dispersés dans la vallée du Mékong; ils marchent le front haut au milieu des Laos-Lus (1), et c'est parce que leurs goûts les y portent, non parce que la force les y contraint, qu'ils se cantonnent sur les hauteurs. Ils semblent consentir à partager leur sol plutôt que subir des maîtres. Ils sont remarquables par leurs types accentués, la blancheur relative de leur peau et leurs costumes pittoresques, dont nous avons pu constater l'infinie variété. Il me suffira d'esquisser en passant les plus originaux.

A Muong-Line et à la station suivante, nous avons reçu la visite de femmes sauvages portant sur la tête des demi-cercles en paille de diverses couleurs, entremêlés d'ornemens de verre et d'argent, qui leur composaient à partir du front une sorte de longue capote comme jadis on en portait en France. Le fond est figuré par un vaste peigne rond recouvert d'étoffe. Des pendeloques en perles de verre ou en argent soufflé leur tombaient sur les épaules, des ornemens de même nature décoraient leur cou et leur poitrine, leurs bras étaient chargés de bracelets. Elles ne pouvaient faire un mouvement sans que tout cela ne produisît un étrange cliquetis. Leur veste courte était de couleur sombre, ainsi que leur jupe plissée, arrêtée au-dessus du genou. Le mollet, développé par les courses dans les montagnes, était emprisonné dans des guêtres en coton bleu foncé. Il faut ajouter, pour compléter la description de ce costume bizarre, un petit manteau en feuilles sur les épaules et à la bouche une pipe en bois. Le costume des hommes de la même tribu

(1) Les habitans de la partie septentrionale du Laos reçoivent plusieurs dénominations différentes; on les appelle indistinctement Lus, Thaï ou Shans. Dans certaines parties de cette vaste région, ils se donnent eux-mêmes d'autres appellations, comme nous le verrons par exemple à Sien-Tong. A côté d'eux, les sauvages sont groupés en tribus qui portent également diverses désignations. En ce qui concerne ces derniers, les noms sont-ils aussi sans importance, ou bien l'ethnographie devra-t-elle tenir compte de cet élément? Cela paraît probable, bien que rien ne me permette de l'affirmer.

était plus sévère et plus sobre d'ornemens. Ils portaient un turban, une veste, un pantalon large, et autour du cou un simple cercle en argent; ils avaient de grands yeux noirs, des moustaches et des traits réguliers.

Les exigences d'une vie analogue fixée sur le même sol et soumise au même climat ont donné aux Laotiens, comme aux nombreuses tribus sauvages mêlées avec eux, des habitudes à peu près semblables. On ne peut rien conclure quant à la diversité des races de la différence des costumes, puisque nous voyons ceux-ci varier même en France d'un canton à un autre. Reste donc le langage. Les hommes exercés dans la science si intéressante et si nouvelle de la paléontologie linguistique trouveraient sans doute une source d'études fructueuses, à défaut de conclusions satisfaisantes, dans les documens recueillis sur ce sujet par M. de Lagrée; ces documens qu'il pouvait seul réunir, puisqu'il était seul alors en mesure de communiquer, au moyen de son interprète cambodgien, avec les Laotiens birmans, et par l'intermédiaire de ceux-ci avec la plupart des tribus sauvages, ne sauraient trouver place dans le cadre de ce récit. Je me bornerai à une observation générale qui a déjà été faite au sujet de l'Indo-Chine tout entière, mais qui s'applique d'une manière spéciale à la partie septentrionale de cette vaste péninsule. A mesure que l'on se rapproche des montagnes gigantesques qui constituent ce qu'on pourrait appeler la colonne vertébrale du continent asiatique, il semble que le problème ethnographique devienne plus compliqué et plus insoluble. Des gorges profondes de l'Himalaya, comme des flancs d'une immense tour de Babel, sont sortis des flots d'émigrans, parlant toutes les langues, suivant au hasard les vallées des fleuves; si plusieurs tribus sont descendues jusqu'aux rivages de la mer pour y former des nations, d'autres, plus nombreuses encore, n'ayant pu se résoudre à s'éloigner, sont demeurées errantes autour de leur berceau dans l'ouest de la Chine, le nord du Tonkin, du Laos et de la Birmanie. A la hauteur où nous étions parvenus, les Laotiens forment encore une nationalité organisée, compacte et relativement puissante; bien qu'avertis d'avance du joug que leur ont imposé les Birmans, nous n'en apercevions pas encore les empreintes, mais elles allaient bientôt apparaître.

Nous étions depuis quelques jours à Muong-Line, respirant les miasmes qui s'élevaient des rizières inondées, et le chef du village, mandarin d'ordre inférieur, n'était pas venu rendre visite à M. de Lagrée. Craignant d'engager sa responsabilité, il attendait que le roi de Sien-Tong lui indiquât la conduite à tenir. Cette réserve, dont nous devinions facilement les motifs, commençait à nous inquiéter. Enfin il se présenta chez nous en grande pompe, vêtu d'un caleçon de

soie rayé jaune et noir, comme une salamandre; un ample peignoir en calicot blanc lui tombait plus bas que les genoux, laissant à peine voir ses maigres mollets, tatoués uniformément; sa tête était ceinte d'un turban en soie verte. Il était vieux, cassé; c'est à peine si ses paupières proéminentes laissaient distinguer ses yeux sans regard; il apportait une réponse favorable du roi. Cette simple demande en autorisation de passer avait donné lieu à une délibération qui avait occupé pendant quatre jours le conseil de Sien-Tong. A ce conseil assistait, nous dit-on, le mandarin birman envoyé d'Ava pour surveiller le roi, conformément à la pratique que nous avons vu également imposée par la cour de Bangkok à quelques gouverneurs de province.

Ainsi nous apprenions à la fois que l'autorité est partagée dans les pays laotiens tributaires d'Ava entre un souverain indigène et un mandarin birman, et que ces deux dépositaires du pouvoir s'étaient, après de longs débats, mis d'accord pour nous laisser passer. C'était là du moins le sens que nous paraissaient contenir et les phrases obscures du message et le récit verbeux du messager. Nous nous préparâmes à partir sur-le-champ; mais on perdit à réunir et à charger les bœufs deux heures entières, pendant lesquelles la pluie changea en torrent un ruisseau que nous avions à franchir. Il fallut épier le moment où ce cours d'eau redeviendrait guéable, ce qui n'eut lieu que le lendemain. C'est avec des jambes fléchissant sous moi et comme enivré par l'effet de deux grammes de quinine que je me mis en route avec mes compagnons. Un officier atteint d'ulcères aux pieds était porté dans un hamac par nos Annamites, car les Laotiens avaient refusé de se charger de ce fardeau. Les maladies leur inspirent une superstitieuse terreur; aux approches des villages, les habitans s'efforçaient par des cris et des gestes expressifs de faire prendre au hamac un sentier détourné. Des bœufs et des hommes portent nos bagages, mais ils en mesurent le poids à leur convenance et point à la nôtre. Multiplier les bêtes et les porteurs est impossible dans l'état de la caisse, qui reçoit à chaque station de rudes atteintes. Les indigènes n'en font plus qu'à leur tête, notre prestige s'est évanoui, et nos menaces ne les effraient pas. Un acte de violence, si motivé qu'il pût être, ne serait pas sans péril. Nous étions dans un pays peuplé de gens beaucoup plus fiers, mais aussi beaucoup plus redoutables que les timides Laotiens du sud, taillables et corvéables à volonté. Ce sentiment de la dignité humaine, que nous étions heureux de retrouver, nous consolait un peu quand nous voyions un porteur, cédant à l'envie de se reposer, jeter son fardeau à terre au risque de le briser et accueillir nos remontrances par un rire insolent.

Au sortir de Muong-Line, il faut traverser d'interminables rizières dans lesquelles la charrue vient de passer. C'est une mer de boue visqueuse de laquelle se dégagent à chaque pas d'infectes émanations. Dans les sentiers de la forêt, la marche est encore plus pénible; nous enfoncions jusqu'aux genoux dans un sol de terre glaise détrempée. Les sangsues aux aguets sur les feuilles se précipitaient à la curée, et si nous nous arrêtions pour délivrer une de nos jambes de ces parasites affamés, l'autre était immédiatement envahie. Ces animaux ont les sens de la vue, de l'odorat ou de l'ouïe tellement déliés qu'à la plus légère halte chacun de nous devenait comme le centre d'attraction d'une foule noire, rampante et avide, qui dirigeait sa marche à travers tous les obstacles avec une incroyable sûreté. — Nous arrivâmes, au bout de sept mortelles heures de route, au village de Paléo couverts de boue, transis, épuisés de fatigue et de faim. Comme il avait convenu aux porteurs de notre déjeuner de s'arrêter fréquemment en route pour se reposer et pour manger eux-mêmes, nous avons dû les attendre jusqu'au soir, dévorant notre colère, aliment peu substantiel. Nous avons été gâtés jusqu'à ce jour, et certains d'entre nous se révoltent à l'idée qu'on ne prend plus notre mandarinisme au sérieux.

La pagode où nous campons est un grand hangar dont le toit en paille, supporté par des colonnes, nous protége à peine contre la pluie. Nous assistons aux offrandes faites tous les matins par des femmes à la petite statue de Bouddha. Les bonzes viennent chaque soir enlever ce qui a été déposé sur l'autel. Ces religieux vivent grassement du casuel, et leur mine florissante rend bon témoignage de la piété des fidèles. Outre ces offrandes régulières, des dévotes, plusieurs fois dans la journée, apportent des fleurs ou des objets plus nourrissans. Elles vont chercher un bonze au monastère voisin; celui-ci allume quelques cierges et récite des prières jusqu'à ce que les cierges soient consumés, puis il s'empare des friandises. — Notre présence ne paraît pas contrarier les adoratrices du dieu, qui viennent en foule nous vendre leurs volailles ou plutôt les échanger contre des morceaux de cotonnade rouge. Les autorités se montrent peu bienveillantes et déclarent que leur village ne nous fournira pas les moyens de transporter nos bagages, singulièrement diminués cependant. Il faut les réduire encore; nous commençons à laisser une partie des objets indispensables, espérant pouvoir les remplacer en Chine. Les derniers débris de notre garde-robe alimentent notre cuisine; nous donnons un pantalon pour un canard, et même, — Dieu nous pardonne ces simonies, — nous écoulons de la sorte des médailles et des images de religieuses destinées aux chrétiens des missions que nous n'avions pas rencontrés jusqu'alors : saint Antoine

de Padoue pour un potiron, saint Pancrace pour un panier de patates, sainte Gertrude pour trois concombres.

A Paléo, nous fûmes rejoints par un courrier qui apportait à M. de Lagrée une lettre du roi de Sien-Tong. Cette lettre, dont notre interprète réussit assez mal à déchiffrer les caractères et à pénétrer le sens, fut prise, après mûre délibération, pour une invitation gracieuse à passer par la ville même de Sien-Tong. M. de Lagrée crut devoir décliner ces offres, qu'il considérait comme une avance inspirée à la fois par la politesse et par la curiosité; nous étions tous trop éprouvés déjà pour allonger notre itinéraire. Cette déplorable méprise allait être la source de nos plus cruels embarras. La même raison qui avait retardé notre départ de Muong-Line nous retenait à Paléo. La pluie, tombant avec une incroyable persistance, maintenait à un niveau trop élevé une rivière qu'il fallait passer à gué. Avant de quitter le territoire de Sien-Tong, il était nécessaire d'obtenir du maître voisin, celui de Muong-You, la permission de traverser ses états. Des rapports, dont nous devions plus tard reconnaître la fausseté, nous faisaient croire alors à l'indépendance de ce prince, qui est en réalité subordonné au roi de Sien-Tong. M. de Lagrée fit partir d'avance son interprète en le chargeant d'annoncer notre arrivée prochaine dans le premier village de ce nouveau royaume et d'expédier de là au roi une lettre accompagnée des inévitables cadeaux d'usage. Nous ne tardâmes pas nous-mêmes à nous remettre en route, en pénétrant bientôt dans la forêt, où la nuit nous surprit. Chacun se fit un lit de feuilles mouillées, se coucha tout habillé sous les grands arbres, résigné à recevoir l'eau qui tomberait du ciel. Les papiers, les instrumens astronomiques, la poudre et la caisse de sulfate de quinine étaient seuls abrités le moins mal possible au moyen des peaux durcies qui font partie de l'équipement des bœufs. Les feux du campement s'éteignaient malgré la surveillance des indigènes, toujours inquiets du voisinage des tigres. L'un de ces animaux nous rendit le lendemain le service de terrasser sous nos yeux un cerf de haute taille qui traversait le sentier en bondissant. Deux coups de carabine tirés en l'air par nos Annamites, qui marchaient en tête, effrayèrent le terrible chasseur, et celui-ci nous abandonna sa proie. Tirer en l'air au lieu de viser à l'épaule d'une bête féroce, c'est là une manière de procéder qui paraîtra sans doute moins héroïque que prudente; mais ceux qui se trouvaient placés par le hasard le plus près du tigre étaient des Annamites, et dans cette circonstance ils s'étaient montrés relativement très courageux. Leurs frères de Cochinchine, surpris par un de ces dangereux carnassiers, le traitent comme un grand mandarin; ils lui donnent le titre très respectueux de grand-père, s'agenouillent et frappent la

terre du front jusqu'à ce qu'ils aient subi le sort du *Chaperon rouge*, mangé aussi par sa *mère grand*.

La forêt s'arrête au bord d'immenses rizières qui s'étendent jusqu'au Mékong. Des charrues au soc de cuivre luisant comme de l'or ouvrent facilement leur sillon dans la vase, où les buffles dont elles sont attelées enfoncent jusqu'au poitrail. C'est la plaine de Siam-Léap, petit village où notre interprète nous attend. Il a eu tout le temps de dire du bien de nous, et la population afflue à la pagode où nous logeons. Les femmes nous apportent des vivres et demandent, au lieu d'argent, des morceaux d'étoffe rouge; la pièce épuisée, nos approvisionnemens deviennent de nouveau difficiles à faire. Le mandarin du lieu se décide, après avoir longtemps réfléchi, à venir faire une visite à M. de Lagrée, qui lui exprime le désir de partir sans attendre la réponse du roi de Muong-You. Le fonctionnaire timoré hésite, et finit par déclarer qu'il n'ose prendre une détermination aussi grave. Cependant il vient, le 14 juillet au soir, nous prévenir que le surlendemain il y aura grande fête au village à l'occasion de la pleine lune. La pagode que nous occupons sera remplie de monde du lever au coucher du soleil, il craint en conséquence que le tumulte ne nous gêne, et il nous propose de nous rendre jusqu'à un groupe de cases situées sur les bords du Mékong. — Ce serait, dit-il, autant de gagné sur l'étape suivante, et la réponse arrivant favorable de Muong-You, nous en serions aussitôt informés. — M. de Lagrée, un instant séduit, fut sur le point d'accepter cette proposition habilement présentée, mais qui aurait été désastreuse, car, dans le lieu désert ou le rusé mandarin prétendait nous confiner, nous n'aurions pas trouvé de quoi vivre. Les exigences de plus en plus élevées des porteurs et des propriétaires de bœufs nous retinrent à Siam-Léap. Ces derniers réclamaient un salaire triple de celui qui nous avait été demandé depuis notre entrée dans le Laos birman, et refusaient les 100 francs que nous leur offrions pour une demi-journée de marche. Le temps n'était plus où nous donnions ce qu'il nous plaisait à des corvéables trop heureux d'avoir affaire à des mandarins philanthropes; nous subissons des conditions onéreuses, nous faisons de véritables contrats de louage dans lesquels il faut se tenir en garde contre la mauvaise foi des indigènes, toujours prêts à falsifier les poids ou à tromper sur leur valeur. Le lingot chinois, appelé *té*, et le lingot birman, appelé également *té*, ne représentent pas la même quantité d'argent; tous deux sont employés, en sorte que ces fripons vous offrent l'un quand ils sont débiteurs, et exigent l'autre quand ils sont vos créanciers. Cette exploitation impitoyable s'expliquait d'ailleurs dans une certaine mesure par la saison même où nous voyagions. J'ai déjà

dit que la plupart des négocians suspendent leurs affaires lorsque les torrens débordent et que les routes sont défoncées. Nous voulions marcher quand même, il fallait y mettre le prix. M. de Lagrée se décida donc à attendre dans notre pagode de Siam-Léap la réponse de Muong-You, et nous fîmes appel à toute notre philosophie pour supporter la pleine lune et les fêtes dont elle était l'occasion.

Des enfans vêtus de jaune et quelques vieilles habituées du sanctuaire, à en juger par la familiarité avec laquelle elles traitaient leur dieu, déshabillèrent de son écharpe la petite statue de Bouddha, lui versèrent de l'eau sur la tête, l'épongèrent avec soin, et lui remirent enfin sa chemise rouge; les cymbales, les gongs et les grosses caisses nous réveillèrent en sursaut, et la foule envahit le hangar dont nous n'occupions que le plus petit espace possible. On alluma des cierges, on brûla de vieux chiffons et de longues mèches. Les assistans faisaient toute sorte de gestes, portaient la main à leur front et baisaient la terre, puis l'arrosaient à l'aide d'une gargoulette dont chacun était muni. Cela n'empêchait pas de causer, de rire, de fumer; nul respect, nul recueillement, aucun signe de piété intérieure n'apparaissait sur tous ces visages, si ce n'est sur les traits du vieux bonze, chef de la pagode. Celui-ci semblait prier avec foi. Même en dehors des offices, le temps qu'il n'employait pas à psalmodier et à instruire les enfans confiés à ses soins était consacré à dire son chapelet, dont ses doigts égrenaient les dixaines. — Assisté de ses confrères, il récita des prières pendant une partie du jour, et lut aux fidèles peu attentifs quelques pages de la vie de Bouddha. C'était un tissu légendaire d'événemens merveilleux. Les dons déposés sur une planchette au pied de la statue de Bouddha me parurent de mince valeur : une bougie, une boulette de riz; mais ce qui était offert aux bonzes était plus substantiel. C'était un festin aussi abondant et aussi succulent que pouvaient le composer des ouailles étrangères à toute espèce de raffinemens culinaires. — Le lendemain, des parens qui avaient besoin de leurs enfans pour l'importante opération du repiquage du riz, vinrent les enlever à l'école. Les habits laïques sont approchés de Bouddha, puis cinq ou six bambins se dépouillent de la robe jaune à notre grande satisfaction. Ce sont autant de voix criardes de moins dans le chœur qui nous réveille le matin. Le sérieux de tous ces Éliacins quand ils marmottent leurs prières et se voient observés ne manque pas de comique, car il cesse lorsqu'il ne se rencontre personne pour admirer leur ferveur. — Malgré l'incommodité de pareils logemens, nous sommes heureux de rencontrer pour nous abriter les toits de chaume des pagodes, et pour dormir leurs parquets de terre battue. Il en est

au Laos comme dans certains lieux reculés de l'Europe, où les voyageurs trouvent encore le repos dans les cloîtres et où le couvent tient lieu d'hôtellerie. Sans vouloir en rien rapprocher par une comparaison déplacée la religion qui a constitué notre grandeur morale de celle qui a produit l'abaissement des races asiatiques, n'est-il pas permis de signaler dans cette hospitalité monacale l'un des premiers effets de la loi de charité que le bouddhisme enseigna plus de six cents ans avant l'ère chrétienne, loi imparfaite sans doute, mais qui ouvrit aux voyageurs fatigués les temples de l'Indo-Chine, comme elle devait leur ouvrir un jour les cellules du mont Saint-Bernard?

Nous avions reçu de Muong-You un avis favorable; mais, une fois la fête passée, le chef du village, n'ayant plus de motif pour se débarrasser de nous, témoigna la plus mauvaise volonté. Consacrant ses journées à fumer l'opium et indifférent à tout, il recevait fort mal l'interprète chargé de négocier notre départ, car c'était un trop petit personnage pour que M. de Lagrée pût entrer en pourparlers directs avec lui. Les jours s'écoulaient, la pluie tombait à torrens, et cet impertinent nous notifia que, le fleuve ayant atteint déjà un niveau auquel, l'année precedente, il n'était arrivé que deux mois plus tard, toutes les routes avaient disparu sous les eaux, et que notre départ était dès lors impossible. Il nous conseillait, avec une pointe de satisfaction ironique, d'attendre jusqu'au douzième mois; or nous n'étions encore qu'au huitème. Rester bloqués pendant quatre mois à Siam-Léap! cette perspective nous consternait. — Un petit mandarin touché de pitié, et peut-être le désir d'une bonne affaire aussi le tentant, nous révéla qu'une route demeurait libre à travers les montagnes, route affreuse, il est vrai, mais rigoureusement praticable. « Encore trois jours de pluie, nous disait-il, et elle cesserait de l'être pour les hommes chargés de vos bagages, car les animaux n'y pouvaient passer. » Il nous offrait d'organiser notre départ pour le lendemain, et nous demandait 300 francs pour nos porteurs. Il y avait urgence, l'hésitation n'était pas possible, et M. de Lagrée accepta. Pendant ce séjour à Siam-Léap, les maladies s'étaient abattues sur nos compagnons comme des vautours sur une proie. Laissant derrière nous, étendus sur les nattes de la pagode, deux officiers et trois hommes de notre escorte hors d'état de se soutenir, nous partîmes, le cœur serré, en emportant leurs bagages et leurs armes; de sa personne, un homme peut toujours passer partout.

Nous suivîmes nos guides en pleine forêt, car le chemin n'était plus même tracé, et ceux-ci nous conduisirent le long du Mékong, que je n'avais pas vu depuis plus d'un mois, bien que nous eussions

campé assez près de lui à Paléo et à Siam-Léap. Il coule encaissé entre des collines boisées avec un courant foudroyant et envoie dans l'air un mugissement sourd ; ses eaux, profondément troublées, ont la couleur du cuivre rouge. Nous pénétrions avec peine dans la forêt; quand les broussailles étaient trop épaisses, les Laotiens y ouvraient une brèche avec leurs couteaux. Obligés de suivre les ondulations du pied des collines, nous descendions dans tous les ravins, au fond desquels coulaient des torrens parfois assez rapides pour nous renverser ; beaucoup de ces ruisseaux, grossis par le fleuve qui refoulait leurs eaux, n'étaient guéables que fort loin de leur embouchure; il fallait alors en remonter le cours en se glissant au travers des lianes entrelacées. Dieu me garde de contester jamais les sublimes beautés de ces vastes forêts que n'a pas déflorées la main de l'homme, mais il y a des momens où la poésie fait regretter la prose. Pour arracher à la nature sa virginité trop bien défendue, il faut se résigner à des souffrances peu compensées par des jouissances tardives.

Il pleuvait toujours, et nous étions pour la plupart sans chaussures. Nos pieds étaient meurtris par les pierres, percés par les épines, saignés par les sangsues; la fièvre pâlissait les visages, et, symptôme effrayant, la gaîté commençait à s'évanouir. Malgré la pesanteur étouffante de l'air, après quelques heures de marche dans de pareilles conditions, le froid nous saisissait en traversant des torrens dont l'eau était ordinairement glaciale. Quelle ne fut donc pas notre surprise, en entrant pour la centième fois dans l'un de ces innombrables affluens du Mékong, de ressentir aux jambes une chaleur assez forte pour nous faire éprouver une impression douloureuse! Nous venions de découvrir une source d'eau thermale sulfureuse à 86 degrés centigrades; nous souhaitâmes à ce coin de forêt le sort qu'auraient pu prédire à Bagnères ou à Ems les premiers explorateurs des Gaules et de la Germanie. Les sangsues devenaient un véritable fléau. Nombreuses comme les feuilles mortes sur lesquelles elles font sentinelle, elles accourent du plus profond des bois, rapides comme des vampires, se suspendent par grappes au corps qu'elles épuisent, s'insinuent entre les doigts de pied, ne tombent qu'une fois repues, laissant aux membres une piqûre envenimée qui se change bientôt en ulcère. Les indigènes nous conseillèrent d'emmancher au bout d'une badine flexible un tampon de tabac détrempé. Ce fut en effet une baguette magique. Il suffisait d'en toucher la sangsue pour jouir à l'instant de l'agréable spectacle de son agonie; mais ce moyen exigeait une surveillance constante et fut vite abandonné. Comme des hommes forcés de rester assis dans une fourmilière, il nous fallait prendre patience et

laisser couler notre sang jusqu'à la halte du soir, où chacun pansait ses blessures. Lorsque nous étions contraints de passer la nuit dans la forêt, nous évitions d'établir notre camp dans les grandes herbes, où les sangsues sont plus nombreuses encore. Sur les lieux élevés, on est moins exposé à servir de pâture à ces vers hideux qui, semblables aux revenans des pays slaves, sortent de leurs tombeaux sur l'heure de minuit pour boire sans les réveiller le sang de leurs victimes. C'est ainsi qu'il nous est arrivé d'étendre nos couvertures sur une étroite plage de sable élevée d'un pied au-dessus du Mékong et de poser, avant de nous endormir, un factionnaire chargé de surveiller le fleuve, dont une crue subite nous aurait emportés. Alors, à défaut de sangsues, les moustiques faisaient rage, et surtout ces impalpables moucherons de forêts contre lesquels aucun moustiquaire ne protége, et dont la morsure est de feu.

Nous apercevons enfin les cinq cases misérables et délabrées qui composent le triste village de Sop-Yong; elles sont séparées de nous par le Nam-Yong, jolie rivière que nous traversons, à son embouchure dans le Mékong, au moyen d'une barque faite de trois planches mal assemblées; les indigènes se servent si peu du fleuve, qu'ils ont presque perdu l'art de construire les pirogues.

Nous prenons comme à l'ordinaire possession de la pagode, munie de son petit autel, mais dépourvue de bonzes. Ceux-ci, que n'inspire plus l'esprit du maître, ne s'établissent guère chez les pauvres. S'ils tiennent encore la vie pour le mal suprême, ils n'en méprisent plus les jouissances. Les femmes n'en viennent pas moins porter au dieu leurs très modestes offrandes. Un de nos Annamites, libre penseur comme tous ceux de sa race, a établi son lit aux pieds mêmes de la statue de Bouddha, et s'arrange le matin de façon à distraire les âmes pieuses de leurs méditations. Je ne puis me lasser d'admirer la tolérance de ces excellens bouddhistes. Nous nous efforçons d'ailleurs de ne jamais les blesser; nous respectons toujours, même dans les cas les plus pressans, le préau de la pagode, et nous n'enlevons la vie à aucun animal dans l'enceinte sacrée. Les exigences des bonzes ne vont pas au-delà, et ils consentent fort bien eux-mêmes à manger de la chair en dépit de la métempsycose.

La pluie ne cesse pas, le fleuve grandit à vue d'œil; il s'est élevé de 3 mètres pendant notre court séjour à Sop-Yong. A chaque instant un morceau de la berge s'écroule avec un bruit sourd comme celui d'une détonation souterraine. Les malades restés à Siam-Léap nous rejoignent enfin. Les yeux caves et les lèvres blêmes, ils ont l'aspect de cadavres ambulans. Ceux d'entre nous qui étaient encore valides se hâtèrent d'abandonner le village de Sop-Yong pour

ne pas épuiser les faibles provisions qu'il pouvait fournir. Attirées par l'espoir d'un salaire élevé, des femmes s'offrirent pour porter les bagages, et la caravane, diminuée de moitié, suivit d'abord la vallée du Nam-Yong, qui devient torrentueuse à 100 mètres de son embouchure. Nous quittâmes les bords de ce cours d'eau, enflé par les pluies, pour pénétrer dans une plaine qu'on dirait une vaste savane. Plusieurs plans de montagnes s'échelonnaient autour de nous à l'horizon, diversement éclairées. Les unes étaient boisées et noirâtres, les autres ne présentaient à l'œil que des croupes brûlées et dénudées comme des crânes de lépreux. Les parties de la vallée qui n'étaient pas des rizières formaient, sur une étendue de plusieurs kilomètres, des marécages fétides où nous enfonçions jusqu'à la ceinture. Nous n'étions pas éloignés de Muong-Yong, où réside une autorité birmane; il importait de ne nous présenter qu'en nombre et avec toutes nos forces devant ce mandarin, dont les dispositions ne nous étaient pas connues. Il fallut donc attendre au village de Passang que les retardataires, parmi lesquels se trouvait M. de Lagrée lui-même, eussent rallié notre petite colonne. Alors nous fîmes dans le chef-lieu de district, qui allait pendant un mois nous servir de prison, une entrée aussi imposante que le permettaient nos pieds nus et nos vêtemens en lambeaux.

Muong-Yong est un village sans caractère. En face d'un pont couvert par lequel on arrive, s'étend une sorte de tapis vert bordé de magnifiques banians et terminé par l'enclos de la pagode. Une enceinte en terre levée et un monument en ruines sur un monticule voisin témoignent que l'endroit est habité depuis longtemps. Il passe en effet pour avoir été le centre d'une puissante tribu d'autochthones auxquels les Laotiens se sont superposés. Tandis que le chef de l'expédition, archéologue passionné et infatigable marcheur en dépit de la fièvre, va explorer des monceaux de briques cachées sous les broussailles, nous prenons possession sans obstacle d'une vaste maison en planches, dédaignant le *sala* ouvert au vent et à la pluie. A peine y étions-nous installés que deux Birmans, le sabre au côté, font irruption chez nous, nous parlent avec vivacité, et la main sur la poignée de leurs armes nous invitent avec des gestes expressifs à les suivre immédiatement. Ils nous parlent birman, et nous ne comprenons pas un mot de leurs discours; mais, ceux-ci nous semblant impertinens, nous faisons jeter ces soldats à la porte. Ils se répandent en menaces et vont s'attaquer à notre cuisinier, obligé de suspendre, pour leur faire tête, l'exécution d'un poulet. Les choses n'allèrent pas plus loin ce jour-là, et nous attendîmes en repos le retour de M. de Lagrée et de son interprète. Ce dernier fut bientôt en mesure de nous fournir quelques explications. Muong-Yong ap-

partient encore à l'immense province de Sien-Tong, et Muong-You, que nous avions pris pour un royaume séparé, en dépend également. Dans la ville de Sien-Tong, ainsi que nous le savions déjà, un grand mandarin birman règne à côté du roi; il a sous ses ordres deux de ses compatriotes qui remplissent les mêmes fonctions, l'un auprès du prince de Muong-You, l'autre auprès de celui de Muong-Yong. C'est à celui qui gouverne ce dernier pays que nous allions devoir tous nos embarras. L'usage, pour les étrangers d'importance, est de se présenter dès leur arrivée au *sala*, le Birman vient à leur rencontre en grande cérémonie, et là les explications s'échangent, les papiers se vérifient. Nous l'ignorions, et les sbires étaient envoyés pour nous l'apprendre. Le rapport de ces agens exaspéra leur chef, et le lendemain, quand nous voulûmes remplir les formalités nécessaires, celui-ci, profondément blessé, prenait des airs importans et hautains. Il examina nos papiers, parmi lesquels il chercha vainement un passeport de l'empereur des Birmans, et ce fut avec un sourire acéré comme un acier tranchant qu'il nous déclara que son devoir était de nous retenir. Il allait faire prendre les ordres de son supérieur de Sien-Tong. Celui-ci nous avait, il est vrai, autorisé d'abord à passer; mais une lettre de lui que nous prîmes pour une invitation polie de nous rendre à la capitale nous était, on s'en souvient, parvenue à Siam-Léap. Or nous avions mal compris, et notre interlocuteur nous dit clairement que les désirs d'un homme qui a l'honneur de diriger pour le gouvernement d'Ava les affaires d'une province, — ces désirs fussent-ils d'ailleurs exprimés avec la courtoisie birmane, — sont des ordres qu'il est téméraire d'éluder. Cependant chaque cadeau paraissait faire sur les résolutions de notre adversaire l'effet d'un coup de bélier sur une muraille. Nous pûmes espérer qu'il reviendrait sur son interprétation et rabattrait quelque chose des trois semaines que nous étions menacés de passer chez lui. Le lendemain, il était revenu à son idée de la veille; à la suite d'une longue discussion, il sembla l'abandonner de nouveau; mais, saisissant une autre corde de son arc, il dit à M. de Lagrée qu'il ne pouvait le laisser partir sans annoncer notre arrivée à son collègue de Muong-You, précaution inutile, puisque celui-ci nous avait déjà autorisés à entrer sur son territoire. Nous ne doutions pas que cette observation décisive n'eût terminé le débat. C'était mal connaître notre adversaire; il objecta que la démarche qu'il voulait faire avait pour but de se conformer à l'usage, et n'entraînerait d'ailleurs pour nous qu'un retard de quelques jours. Il fallut se soumettre et attendre une lettre de Muong-You. Elle arriva enfin, mais accablante. Il est incroyable, nous disait-on, qu'invités à vous rendre à Sien-Tong, vous ayez laissé Muong-You de côté; nous n'admettrons pas chez nous des

gens aussi mal appris. — On n'en avait pas moins reçu nos cadeaux. Il était évident que des ordres avaient été expédiés de Sien-Tong même. Après avoir accueilli notre requête, le mandarin birman timoré avait sans doute réfléchi : de là l'invitation à passer chez lui pour juger nos allures et mieux pénétrer nos intentions, de là enfin l'ordre de nous arrêter. L'heure des conjectures était passée; M. de Lagrée prit sur-le-champ le parti d'aller à Sien-Tong. Il demanda de l'accompagner à M. Thorel, ardent botaniste qui eût herborisé jusque sous le poignard des Birmans, et emmena en outre quelques hommes de l'escorte. La petite caisse d'objets européens ne fut pas oubliée. Nous avions déjà fait parvenir des présens au roi; mais, ignorant l'existence et surtout l'importance du mandarin birman, il n'y avait rien eu à son adresse, et cette négligence involontaire avait certainement contribué à le mal disposer. La résolution hardie de M. de Lagrée nous forçait de prolonger notre séjour à Muong-Yong. Nous mîmes cette circonstance à profit pour démêler les élémens principaux dont se compose la population du Laos birman, et nous rendre un compte plus exact de leur situatian respective. Jusqu'à présent, nous avions marché un peu à l'aventure, ignorant la constitution politique de ces contrées et prenant des provinces pour des royaumes. A l'aide de renseignemens précis recueillis à Muong-Yong, la lumière se fit, au moins sur ce point-là.

La Chine, qui a jadis exercé sur ces contrées un pouvoir effectif, a perdu du terrain de ce côté. Des trois anciens royaumes laotiens où domine aujourd'hui la puissance birmane, le Céleste-Empire, auquel ont échappé Sien-Tong et Muong-Lem, ne conserve même pas à Sien-Hong, ainsi que nous le verrons plus loin, assez d'influence pour faire asseoir ses candidats sur le trône. Non contens de l'immensité de leurs domaines, les rois de Siam ont voulu les étendre encore; repoussés par le roi de Sien-Tong, ils ont laissé depuis 1852 le champ libre à l'empereur des Birmans. Celui-ci envoie auprès des souverains laotiens des représentans jouant le rôle des résidens anglais dans l'Inde. Le grand mandarin birman chargé de régir toutes les provinces laotiennes tributaires, et de la surveillance duquel relèvent tous les autres, réside à Muong-Lem, la plus septentrionale des trois anciennes principautés laotiennes. Celui de Sien-Tong est le second. De ce dernier, comme je l'ai dit, dépendent des mandarins inférieurs qui surveillent le prince de Muong-Yong, chez lequel nous étions, et celui de Muong-You, que nous allions rencontrer bientôt. C'était une chose triste à voir que la pâle figure du roi indigène, relégué à l'arrière-plan le plus obscur de la scène, tandis que le Birman s'agitait, étalait son cortége militaire avec la brutale insolence d'un conquérant. Sa conduite rappelait celle du

mandarin siamois qui occupait le Cambodge avant l'établissement du protectorat français. — Ses soldats, imitant son exemple, s'emparaient gratuitement sur le marché de ce qui leur était nécessaire. Le roi n'a conservé que ses droits de préséance, et à ce titre c'est par lui que nous avons dû commencer nos visites officielles. Il en était autrement à Sien-Tong; là, le souverain indigène n'a pas abdiqué; il dirige encore les affaires, et nous étions perdus sans sa puissante intervention. Appuyé sur lui, M. de Lagrée a pu lutter avec avantage contre la mauvaise volonté du préposé birman, qui, s'obstinant à nous prendre pour des Anglais, retirait un jour ce qu'il avait accordé la veille, niait effrontément ce qu'il venait d'affirmer, et se conduisait comme un homme dans le cœur duquel la haine ne laissait pas de place à la bonne foi. Le roi, au contraire, s'inquiétait peu de notre nationalité et trouvait dans la mauvaise humeur de son surveillant une raison suffisante pour nous traiter en amis. Déterminé à faciliter notre passage malgré l'opposition formelle du Birman, il se décida même à nous appeler chez lui et à écrire la lettre dont le véritable sens nous avait si malheureusement échappé. Il fit à MM. de Lagrée et Thorel un accueil plein d'une bienveillance cordiale. Tandis que le chef de l'expédition et son compagnon entraient librement chez le roi, dont la femme se plaisait à leur faire apprécier les raffinemens de la cuisine laotienne, ils n'étaient reçus par le Birman qu'avec un appareil menaçant et des démonstrations hostiles. Satisfait des petites humiliations qu'il s'efforçait d'infliger à ceux qu'il prenait pour des ennemis abhorrés, il n'osa pas provoquer un conflit dont l'énergie du roi semblait d'avance accepter tous les risques. L'empereur des Birmans ménage un gros tributaire qui a battu avec ses propres forces le ministre de la guerre de Siam en personne, auquel il a pris un obusier, des pièces de canon et d'autres trophées, et ce prince n'ignore pas que le roi de Siam s'offrirait avec joie pour remplir à sa place le rôle avantageux de suzerain protecteur. Cette rivalité d'influence et le dualisme qui existe dans l'autorité ont singulièrement favorisé le succès de notre voyage. Le résultat des négociations habilement poursuivies par M. de Lagrée assurait notre entrée à Muong-You, et là nous n'étions plus séparés de la Chine que par le petit royaume de Sien-Hong, soumis à un régime particulier.

Ces bonnes nouvelles ne nous parvinrent que fort tard à Muong-Yong. Elles furent précédées d'une série de bruits contradictoires qui autorisaient toutes les hypothèses et légitimaient toutes les inquiétudes. Complétement réconciliés alors avec le fonctionnaire birman éclairé enfin sur notre nationalité véritable, nous avions fréquemment avec lui des entretiens rendus d'ailleurs très labo-

rieux par l'absence de tout interprète. Au début, ce mandarin ombrageux avait requis, pour augmenter sa garde, une douzaine de pauvres diables auxquels il avait confié tous les fusils à pierre de son arsenal; mais il ne tarda pas à venir seul chez nous causer amicalement, et sa femme elle-même, gentille Birmane, un peu grassouillette, ne redoutait pas de passer de longues heures dans notre habitation, au risque de fournir quelque matière à la chronique locale. Les explications que nous nous étions efforcés de lui donner sur les divisions politiques de l'Europe avaient contribué surtout à opérer cette prodigieuse transformation. Quand il parlait des Anglais (*Englit*), ses yeux jetaient des éclairs sur la peau foncée de son visage, et il éprouvait immédiatement le besoin de décrire avec un risible enthousiasme la puissance du souverain d'Ava. Les vainqueurs des Birmans ont autrefois poussé des reconnaissances jusque dans ces contrées. Le roi de Sien-Tong se rappelle avoir vu un officier européen qui passait sa journée à contempler le soleil, et absorbait, en s'aidant d'un instrument bizarre, trois fois plus de nourriture qu'un Laotien vigoureux. Cet officier au robuste appétit n'est autre que le major Mac-Leod, que ses bonnes relations avec l'empereur des Birmans Tharawady firent désigner en 1839 pour remplir auprès de ce prince les fonctions de résident par intérim. Son voyage d'exploration à l'est de la Birmanie remonte à 1836; il atteignit Sien-Hong et reconnut le Mékong par 22 degrés de latitude nord environ. Il lui eût sans doute alors été facile de pénétrer en Chine par la voie qui allait nous y conduire. Pour y parvenir aujourd'hui, il suffirait aux Anglais d'obtenir de l'empereur des Birmans, accoutumé à des concessions plus pénibles, une lettre impérative adressée à ses agens dans les provinces laotiennes. Mais ce n'est pas là d'ailleurs la route naturelle pour l'écoulement des marchandises de la Chine occidentale vers les Indes et vers l'Europe. Le capitaine Hannay, en remontant l'Irawady jusqu'à Bahmo, suivait le vrai chemin qui relie déjà le Yunan à la capitale de la Birmanie. C'est par cette direction que les produits d'une partie de cette riche province paraissent appelés à descendre un jour jusqu'à Rangoon. J'aurai l'occasion, en revenant plus tard sur ce sujet, d'indiquer les obstacles auxquels viendraient actuellement se heurter les Européens qui tenteraient d'établir entre ces deux contrées des communications régulières, obstacles qui paraissent moins venir de la nature que des hommes.

Ainsi l'orage que nous avions vu se former se dissipait sans avoir éclaté. Les Birmans n'étaient pas les maîtres absolus de ces populations laotiennes, qu'un voyageur anglais n'hésite pas à déclarer supérieures à eux, et leur obstination était vaincue par l'énergie

d'un prince indigène. Une lettre de M. de Lagrée nous donnant rendez-vous à Muong-You, nous quittâmes avec joie la case humide où nous étions demeurés trente jours, respirant la fièvre avec la brise empoisonnée qui passait sur les marais. Le mandarin birman nous remit deux lettres de recommandation, gravées au couteau sur des bambous, l'une adressée à son collègue de Muong-You, l'autre destinée au chef du village de Ban-Tap : dans ce village est établie une douane dont le but principal est de forcer les voyageurs à quitter la route la plus courte pour se présenter au centre administratif du district; c'est moins une douane, dans le sens que nous attachons à ce mot, qu'une exploitation directe de la personne du voyageur, contraint d'acheter par des cadeaux les bonnes grâces des autorités. Cette invention d'une impitoyable fiscalité était fort lucrative lorsque la guerre civile qui désole aujourd'hui leur pays n'empêchait pas les Chinois de traverser ces régions pour se rendre jusqu'à Luang-Praban. Nous n'avons pas été, grâce à ce passeport, inquiétés à Ban-Tap, où nous sommes arrivés en marchant, sous un soleil de feu, dans le lit des ruisseaux et des torrens extravasés. Sur les hauteurs, les chemins commencent à sécher, mais tous les bas-fonds sont des réservoirs où il nous arrive souvent d'enfoncer jusqu'à la moitié du corps. Nous apercevons cependant, non sans surprise, certains travaux d'utilité publique : c'est-à-dire, au bord d'un ruisseau qui serpente sous des touffes de bambous, dans une sorte de bosquet très romantique, deux bancs à dossier, et sur une large rivière un pont en bois qui unit les deux rives. Évidemment nous approchons d'un pays civilisé; hors les *salas*, construits dans certains villages à côté des pagodes, nous n'avions vu dans tout le Laos aucune mesure prise pour faciliter les voyages.

A peine étions-nous arrivés à Muong-You, séparé de Muong-Yong par 40 kilomètres, que M. de Lagrée nous rejoignit. — Il avait fait plus de 50 lieues pour arriver à Sien-Tong, situé sur un plateau très élevé, auquel on parvient en gravissant une chaîne continue de montagnes. Cette ville, un peu moins rapprochée du Mékong que de la Salween, semble placée sur la ligne qui sépare les bassins de ces deux fleuves dont le débit à cette hauteur paraît être le même; hâtons-nous d'ajouter que la Salween n'est guère à plus de 100 lieues de son embouchure, tandis que le Mékong, en latitude seulement, est à plus de 300 lieues de la mer. La vallée de Sien-Tong est d'une étendue immense, très peuplée, très cultivée, et la plus belle qu'on puisse voir. A cette hauteur, la neige n'est pas inconnue, et la température, qui s'abaisse sensiblement, permet à la plupart des fruits d'Europe, sinon d'atteindre encore le degré de perfection auquel ils arrivent sous nos climats, du moins de se former et de mûrir. La po-

pulation de la ville est assez considérable pour donner lieu à un marché quotidien dans lequel on abat cinq bœufs et un grand nombre de porcs. — Les habitans de cette région commencent à répudier le titre de Laotien; ils se donnent le nom de Kugn, et appellent Sien-Tong Muong-Kugn. Les cartes anciennes ne connaissent que celui de Kemalatain. La multiplicité des noms différens imposés à la même localité par les races qui y ont successivement acquis une prépondérance, même passagère, n'est pas une des moindres difficultés que rencontrera l'historien futur de ces contrées. Les Kugns ont la peau plus blanche que les Birmans descendans directs des Hindous, mais comme eux ils se couvrent la partie inférieure du corps de desseins indélébiles et qui ne sont pas sans art. Quelle est l'origine de ce tatouage? A-t-il été emprunté par les Laotiens du nord aux autochthones qu'ils sont venus supplanter? Les Birmans eux-mêmes ont-ils adopté un usage qui aurait été, à une époque reculée, en vigueur chez les sauvages, bien qu'il soit aujourd'hui à peu près abandonné par ceux-ci? Cela paraît peu vraisemblable. En ce qui concerne les Birmans, la tradition n'est pas silencieuse, elle explique le tatouage d'une façon qui a du moins le mérite d'être piquante. Un de leurs rois, alarmé, dit-on, des conséquences qu'entraînait la corruption des mœurs, ordonna aux hommes de s'enlaidir, aux femmes de ne pas dérober leurs charmes à la vue, afin d'attirer sur elles les désirs dévoyés de ses sujets. M. de Lagrée s'est arrêté dans plusieurs villages habités par ces hommes que les Kugns appellent sauvages, bien qu'ils soient aussi civilisés qu'eux-mêmes. Ils ont de vastes maisons bien construites, en général palissadées, des marchés, des pagodes. Il n'ignorent pas plus l'agriculture que le commerce ou l'industrie, et semblables aux Romains qui, s'étant emparés d'une galère cathaginoise, se taillèrent une flotte sur ce patron, ils fabriquent eux-mêmes d'excellens fusils à pierre d'après les modèles européens.

Nous avons trouvé coiffé de la couronne de Muong-You le frère cadet de ce roi de Sien-Tong qui s'est montré pour nous si plein de bienveillance. Le lendemain de l'arrivée du chef de l'expédition, nous commençâmes nos visites officielles. On nous conduisit d'abord chez le frère du roi, qui montre avec complaisance sa main fine et blanche. Il tenait son éventail avec autant de coquetterie qu'une jolie femme son livre d'heures à la messe de midi. Il était entouré de seigneurs enveloppés de longs peignoirs blancs et les reins ceints, suivant la mode birmane, d'une longue pièce de soie aux couleurs voyantes; ces courtisans étaient graves comme des sénateurs romains. Avec le frère du roi, évitant de causer d'affaires, nous nous bornâmes à échanger quelques paroles courtoises; de là nous pas-

sâmes chez le mandarin birman. Cet homme, vivante image de la bêtise solennelle, se recueillait pour parler, lançait quelques mots en clignant des yeux et prenait des airs profonds. Par bonheur, sa femme lui servait d'interprète, et celle-ci sut nous faire oublier par son naturel et sa grâce la majesté fatigante de son époux. Enfin, pour terminer, nous nous rendîmes chez le roi. Le palais est situé sur un mamelon d'où la vue embrasse un vaste horizon de montagnes. Bien qu'il soit encore construit en bois et couvert en chaume, il prouve un véritable progrès en architecture. La menuiserie est soignée, les cloisons sont bien jointes; il y a d'ailleurs près du palais un établissement de scieurs de long, profession absolument ignorée dans le Laos méridional. — La foule des mandarins, dans une attitude respectueuse, encombre la salle où l'on nous introduit. Le jour pénètre à peine dans cette pièce spacieuse, dont le toit est soutenu par de magnifiques colonnes. Dans l'un des angles de la salle, sous un dais bien découpé, le roi est mollement assis sur des coussins de soie brodés d'or. Il est coiffé d'un turban élégamment drapé par quelques mains de femmes, et dont les amples replis enveloppent entièrement la tête en cachant la chevelure. Son costume se compose d'une veste et d'une culotte de satin vert sur lesquels des ornemens d'or jettent des reflets fauves. Il porte, passés dans le lobe inférieur des oreilles, de gros cylindres en or rehaussés de diamans à l'une de leurs extrémités et d'émeraudes à l'autre. C'était un présent du roi d'Ava. Notre hôte paraissait avoir tout disposé pour l'effet; ses poses étaient gracieuses, mais étudiées. Une étroite fenêtre ménagée près du trône laissait passer assez de rayons de soleil pour faire chatoyer les habits du prince comme le corselet d'une libellule. Tous les vases précieux du palais étaient groupés près de leur maître, et l'on porta devant chacun de nous une grande boîte en argent repoussé où étaient contenus tous les élémens de la chique de bétel. L'usage de chiquer existe encore ici, quoique moins répandu que dans le Laos inférieur. L'aréquier devenant plus rare, il faut être plus riche pour en mâcher les noix. Le roi de Muong-You a la peau blanche, une figure intelligente, ouverte, avenante; il ne se lassait pas de nous interroger, et chacune de nos paroles semblait ouvrir devant lui un monde nouveau plein de fantastiques perspectives. J'ai compris moi-même, en le voyant, ce que pouvait être un prince oriental, et les séduisantes figures qui flottaient dans ma mémoire comme des créations imaginaires ont pris un corps à mes yeux. Malheureusement le vrai luxe côtoyait le faux dans ce palais, et j'ai vu avec regret des bouteilles vides de *pale ale* décorer les colonnes de la salle d'audience. Ce vulgaire produit de l'industrie européenne provoque chez le roi du Muong-You le même en-

gouement qu'excitent chez nos désœuvrés les *craquelés* chinois. — Dans une pièce séparée du trône par des lances dont les hampes forment une sorte de grille d'argent, j'ai remarqué un amas de dents d'éléphans.

Notre royal ami semblait très disposé à se servir de son peuple pour se rendre la vie agréable. Il le porterait volontiers sur son dos comme les gentilshommes leurs forêts et leurs moulins au camp du Drap d'or. Nous l'avons vu cinq fois, et toujours dans un costume nouveau. Il a passé toute une journée chez nous, insistant pour tout voir. Prenant pour but, à l'insu de la victime, la figure d'un gros mandarin, il a fallu faire fonctionner un *irrigateur* devant sa majesté, qui n'a pu résister au désir d'emporter cet instrument, où elle voulait mettre de l'eau de senteur. Le roi nous a montré en revanche divers échantillons de minerai de fer qui paraissent être riches; il nous a même confidentiellement fait savoir qu'il y a de l'or dans ses domaines; mais il n'osa pas nous faire conduire au gisement. Il est obligé de déclarer au mandarin birman tous les gisemens découverts, de même que tout habitant de son royaume est contraint de lui révéler à lui-même les trouvailles de cette nature. « Il faudrait, nous dit-il, sur des indications précises, vous rendre sur les lieux et avoir l'air de mettre vous-même, et comme par hasard, la main sur le trésor. » Le temps nous manquait pour une pareille recherche. C'était notre malheur d'être forcés de séjourner dans des lieux sans ressources, au milieu de gens hostiles, et de ne faire que passer là où les renseignemens de toute nature venaient s'offrir d'eux-mêmes. A cela il n'y avait pas de remède, car nous n'avions pas de passeports; il dépendait du dernier des mandarins de nous retenir chez lui, et M. de Lagrée voulait être hors du territoire de Sien-Tong avant que le mandarin birman qui réside auprès du roi eût reçu les ordres qu'il avait fait prendre secrètement à Ava. Il fallut donc résister aux amicales instances du jeune souverain de Muong-You, qui voulait jouir plus longtemps de notre présence. Trouvant M. de Lagrée inébranlable dans sa résolution, il se mit complétement à notre service, nous fit précéder par des porteurs de bagage, tandis qu'il donnait des ordres pour nous préparer des barques. Le courant du Nam-Loï nous emporta. Cette rivière, plus large que la Seine et sinueuse comme elle, coule d'abord dans la plaine de Muong-You; sur ses bords, de jolies maisons se groupent à l'ombre de plantations d'aréquiers; elle entre bientôt dans une région accidentée, et des montagnes escarpées la resserrent. La pluie a presque complétement cessé; il reste encore cependant assez d'humidité dans l'air pour adoucir l'éclat de la lumière et pour jeter sur le paysage comme un voile transparent sous lequel les

nuances sont admirablement fondues. Nous jouissons délicieusement de ce spectacle, car nous en jouissons sans fatigue. — Nos porteurs de bagages nous attendaient au point où nous devions débarquer. Nous couchâmes dans une case abandonnée et ouverte à tous les vents, au pied des montagnes, dont l'ascension commença le lendemain. Le sentier en couronnait ordinairement le faîte, et lorsqu'il descendait parfois dans des vallées peu profondes, c'était pour remonter bientôt après vers les sommets. Autour de nous, et à perte de vue, rien que de puissantes ondulations; on aurait dit des sillons immenses semblables à ceux que la tempête creuse au sein des mers. Les jeux de lumière avec leurs effets changeans, suivant les nuages qui passaient sous le soleil, ajoutaient à l'illusion en donnant à la crête de ces houles figées une mobilité apparente. De nombreux sentiers se croisaient dans les montagnes, et celui que nous suivions, quoiqu'il fût la route ordinaire de Muong-Long, était envahi par les herbes, à peine tracé d'ailleurs et point entretenu. Si nous apercevions au contraire un chemin large et soigné comme une allée de parc, nous étions assurés qu'il conduisait à un village de sauvages. Ces bourgades, bâties et comme suspendues sur les pentes, sont habitées par une population laborieuse qui vit de riz de forêt, amène chez elle les eaux nécessaires à l'irrigation par de longs canaux de bambou, ne se mêle point aux civilisés de la plaine, dont elle ne parle pas la langue, enfin qui se suffit à elle-même, se retranche dans son orgueil et se fixe sur les hauteurs.

Après de longues heures de marche dans les montagnes, comme toujours nous rencontrons la plaine, et, comme toujours aussi, nous apercevons, groupées au bord des cours d'eau qui la traversent, les habitations de ceux que je continuerai d'appeler Laotiens. D'immenses cultures se développent devant nous, et le vert velouté des rizières caresse le regard. De nombreux villages se révèlent par les pignons blancs de leurs pagodes à demi cachées dans des bouquets de grands arbres. La vallée est traversée par le Nam-Ga, rivière large et rapide que nous passons sans barques en nous raidissant contre un courant assez fort pour renverser un de nos porteurs. Nous dirigions notre marche sur une pyramide dont la pointe se montre au loin. Elle est bâtie sur un monticule au pied duquel s'étend Muong-Long.

Pour pénétrer dans ce chef-lieu de district, nous traversons le marché entre deux rangées de cases; elles sont nombreuses des deux côtés de la route et annoncent un village de quelque importance. Je n'essaierai pas de dire notre surprise en apercevant un beau pont en pierre jeté sur un affluent du Nam-Ga. Même à la belle époque de leur patrie, quand ils élevaient les magnifiques monumens d'Angcor

et de Vat-Phou, les Cambodgiens ignoraient l'art de construire les voûtes; ils ne savaient que placer des blocs en encorbellement. Les Chinois sont plus habiles; construite par eux, la voûte du pont de Muong-Long est élégante et solide. Le parapet était orné de lions sculptés, renversés aujourd'hui. La clé de voûte fait encore saillie des deux côtés comme une gargouille. Les Chinois, repoussés peu à peu de ce pays, ne sont plus là pour entretenir des œuvres dont les Laotiens profitent, sans être même capables d'étayer une pierre qui tombe ou de relever un mur écroulé. — Sauf ce pont et la chaussée dallée qui y mène, Muong-Long a d'ailleurs une physionomie très laotienne. Les maisons, faites des mêmes matériaux qu'au Laos, ont toujours le même style, les habitans ont aussi les mêmes costumes: pantalons larges, veste, turban autour du chignon, poignard passé dans la ceinture. A peine étions-nous arrivés, que les curieux nous entouraient; les vendeurs assiégeaient notre porte. Nous distinguâmes parmi eux deux femmes au vêtement long, aux pieds imperceptibles enfermés dans des souliers microscopiques. C'étaient des Chinoises, de vraies Chinoises! Il n'y avait plus à en douter, ces femmes aux pieds mutilés et ce pont en pierre, n'était-ce pas le symbole d'une civilisation différente? n'étions-nous pas hors du Laos? Vénus Astarté sortant du Nam-Ga, le Parthénon apparaissant tout à coup derrière les bambous, n'auraient pas charmé nos yeux et fait battre nos cœurs plus que ce simple pont, long de 10 mètres, et ces pauvres marchandes au teint hâlé et aux membres grêles. Quinze mois de fatigues, de privations et de souffrances sont en un instant oubliés. La Chine! c'était le but du voyage et c'était aussi le commencement du retour. Cependant nous n'y étions pas encore. Bien que sortis du Laos birman, nous n'avions pas, à vrai dire, mis le pied sur le territoire chinois. Muong-Long est le premier des douze *muongs* qui forment le royaume de Sien-Hong, ce troisième état fondé par les Laotiens du nord. Ceux-ci n'ont pas, en droit, gardé là leur indépendance plus qu'à Sien-Tong et à Muong-Lem; mais tributaires de deux puissances ennemies, ils jouissent en fait d'une autonomie plus grande. Nous nous trouvions être à la fois à la merci des mandarins birmans, laotiens et chinois. Le chef du village se montra d'abord fort empressé, et, sur la demande de M. de Lagrée, fit battre le tambour pour nous rassembler des porteurs. Au moment où nous allions partir, survint une lettre adressée par le roi de Sien-Hong au mandarin de Muong-Long, son inférieur, et contenant sans explication ces simples mots : quand les Européens arriveront chez vous, vous les prierez de reprendre la route par laquelle ils sont venus. — Ce coup de massue asséné sur la tête écrasa notre enthousiasme naissant et nous rappela que la lutte n'était pas finie.

Nous étions trop bien accoutumés d'ailleurs aux façons des autorités de ce pays pour redouter autre chose qu'un ennuyeux retard. M. de Lagrée dépêcha son interprète vers le roi de Sien-Hong, et nous attendîmes à Muong-Long. — Le marché qui se tient dans ce chef-lieu est assez considérable. On y vend beaucoup de coton, de tabac, de cire, de soie grége, des étoffes de coton importées par Rangoon, des objets en argent et en cuivre, des cloches, des poids et des balances, des denrées alimentaires. De grands restaurans se remplissent d'une foule bruyante aux costumes pittoresques et variés; une dame de comptoir offre à tous ceux qui se présentent un bol rempli de riz roulé et coupé comme du vermicel, auquel elle ajoute du sel, du piment, des fines herbes, de la viande de porc hachée menue, le tout trempé par un bouillon de poisson qui se fait à côté de chaque table dans une immense cuve en fer. Nous voilà bien loin de ces villages du Laos où chacun vit dans un isolement si profond, qu'à l'exception des pagodes on ne rencontre pas un seul établissement public.

Nous avions le temps de visiter les monumens de Muong-Long. Des deux pyramides qu'on y voit, l'une ne mérite pas d'être décrite; l'autre paraît au contraire sortir, par ses formes originales, de l'ornière où la religion, source unique de l'art dans ces contrées, a enfoncé l'architecture laotienne. Une tour ronde, élancée comme une quille, accostée à la base de huit tourelles plus petites surmontant des niches remplies de statues de Bouddha, couronne un monticule un peu à l'écart du village. L'ensemble ne manque pas d'une certaine élégance. Je ne puis comprendre d'ailleurs le sens de ces fastidieuses pyramides, qui, n'étant le plus souvent ni des tombeaux ni des temples, ne sauraient abriter ni les dépouilles des morts ni les prières des vivans.

Après quelques jours de halte forcée à Muong-Long, le mandarin nous apporta une lettre de Sien-Hong dans laquelle le roi de cette province limitrophe de la Chine cherchait à expliquer la brièveté brutale de son premier message. A l'en croire, les autorités chinoises lui auraient ordonné de barrer le chemin aux étrangers qui tenteraient de passer la frontière de l'empire. C'est ce qui nous avait déjà été dit à Luang-Praban. Le roi de Sien-Hong ajoutait sur un ton confidentiel que, si un ordre de l'empereur de la Chine ne nous paraissait pas sacré, il ne s'opposerait pas, quant à lui, à notre voyage.

Notre interprète avait été chargé de dire que nous ne passions nulle part sans combler les fonctionnaires de présens, sans les couvrir d'argent et d'or. Cet argument avait-il donc été assez fort pour produire une impression décisive sur l'esprit du roi, et celui-ci, dé-

sirant ne pas laisser échapper l'occasion de réaliser un bénéfice honnête, cherchait-il un accommodement, sinon avec le ciel, du moins avec son fils? Nous ne pouvions connaître qu'à Sien-Hong le mot de cette énigme, et nous nous rendîmes en trois jours dans cette capitale par des chemins bien tracés, mais très fréquentés et détestables. Les bœufs des caravanes ont creusé dans la boue qui commence à durcir des sillons qu'on dirait dessinés par la charrue, tant ils sont profonds et réguliers. Pressés d'atteindre un but qui depuis trois mois semblait fuir devant nous, nous hâtions le pas, confiant nos bagages à des porteurs dont les pieds étaient endoloris et les épaules enflées. Ces hommes ne consentent guère à parcourir plus de 30 kilomètres par jour, quand ils sont employés comme portefaix. Lorsqu'on les charge d'un message, ce sont au contraire des courriers aussi rapides qu'infatigables; aucune distance ne les effraie, et l'on fait porter une lettre à quarante lieues à travers montagnes et forêts aussi facilement qu'en Europe une invitation à dîner à vingt minutes de son hôtel.

Un indigène, qui n'était d'ailleurs revêtu d'aucun caractère officiel, vint au-devant de nous et nous conduisit à la pagode qui devait nous servir de logement. Des nattes étaient posées sur le parquet en béton, des cordes tendues entre les colonnes comme celles qui, dans les ménageries, sont destinées à empêcher le public de toucher aux bêtes curieuses. Cette précaution n'était pas inutile; la foule accourait, se pressait dans le sanctuaire, impatiente de voir des gens venus de si loin. Dès le premier coup d'œil jeté sur la population, il était facile de s'apercevoir qu'elle présentait un incroyable mélange de types et de races différentes. Certains Chinois du Yunan, à l'extrême frontière duquel nous étions, avaient sur la tête un turban noir dont les dimensions atteignaient celles d'un chapeau de paille aux larges bords. Quant aux autorités, elles continuaient de bouder. D'après le récit de notre interprète, nous n'étions à Sien-Hong que grâce à son intrépidité et à son énergie. Lorsqu'il arriva lui-même, personne ne voulut le recevoir, et, le roi lui ayant fait intimer l'ordre de retourner à Muong-Long, il répondit dans le langage hyperbolique usité en Orient : « Je suis entre vos mains, vous me tuerez si cela peut vous être agréable; mais j'ai l'ordre du grand mandarin français de rester ici, et, quoi qu'il arrive, j'y demeure. Si vous ôtez la vie à votre esclave, vous vous exposez d'ailleurs à de graves embarras, car j'appartiens à un maître qui n'abandonne pas ses serviteurs. Je dois vous prévenir en outre que, si vous forcez les Français à attendre à Muong-Long une réponse de Chine, ce sont gens colères, et je ne puis prévoir les extrémités auxquelles ils se porteront dans cette petite localité. »

Ce discours, qui ne manquait pas d'habileté, fut rapporté aux gouvernans, et produisit sur eux une impression profonde. Le grand-conseil ou *séna*, qui dans les royaumes tributaires de la Birmanie, comme à Luang-Praban, assiste le souverain, s'assembla sans retard; le roi conféra une partie de la nuit avec le mandarin chinois qui, de concert avec un envoyé birman, surveille les affaires du pays, et ce fonctionnaire se décida sur-le-champ à partir pour Muong-La, première ville chinoise du Yunan. On écrivit en même temps au gouverneur de Muong-Long que nous devions rester chez lui, en l'informant toutefois que, si nous paraissions nous fâcher, il était autorisé à nous laisser partir. Voilà l'explication de ce qui nous paraissait si ambigu. Quant aux prétendues interdictions envoyées à notre adresse par le gouvernement chinois, nous avons su plus tard l'origine de ces rumeurs. Le provicaire de la mission catholique du Yunan et le vice-roi de cette province, en apprenant notre arrivée aux frontières, mus par un sentiment très sincère de sympathique intérêt, nous avaient écrit tous les deux, chacun dans sa langue, pour nous peindre l'état du pays, les dangers de la route, et nous dissuader de continuer notre voyage. Bien que Sien-Hong soit tributaire de la Chine, on y lit fort mal les caractères chinois, et la lettre du vice-roi du Yunan, incomprise et faussement interprétée, fut considérée comme une interdiction du territoire. Quant à la lettre du missionnaire, personne n'ayant pu la déchiffrer, on jugea prudent de ne nous en point parler, et nous n'en avons connu qu'indirectement l'existence. Éloignés d'une ville entièrement chinoise par quelques jours de marche à peine, pouvant compter déjà au moins sur l'effet moral des passeports signés par le prince Kong, il importait de nous montrer confians autant que résolus. Éviter la violence dans les actes et dans les paroles, n'articuler nettement aucune menace définie, mais susciter dans l'esprit toujours timoré de mandarins que la responsabilité effraie des inquiétudes d'autant plus efficaces qu'elles sont plus vagues, c'est une méthode qui nous avait souvent réussi, et dont l'application n'avait jamais été plus opportune. M. de Lagrée y recourut. Lorsqu'un mandarin vint officiellement s'enquérir auprès de lui de ses intentions, il se montra blessé des retards que nous avions subis déjà par le fait du roi de Sien-Hong, n'exprima aucun désir de voir sa majesté, demanda seulement qu'on le laissât partir sans délai pour Muong-La, ou bien qu'on lui remît une défense écrite et motivée dont il userait comme cela lui paraîtrait à propos. Cette conversation jeta les conseillers de la couronne dans une perplexité visible et fort amusante pour nous. Ils se décidèrent à nous faire des avances, nous invitèrent à paraître devant le *séna*, dans le *sala* où se traitaient les affaires,

après quoi le roi nous ferait l'honneur de nous recevoir en personne.

Les principaux fonctionnaires, au nombre de douze, étaient rangés de chaque côté du premier ministre, qui trônait sur une descente de lit. Ils étaient coiffés d'un turban et vêtus soit d'une veste blanche et d'un large pantalon, soit d'un peignoir en calicot et d'un ample langouti aux couleurs birmanes, ceignant les reins et se ramenant sur l'épaule. A la gauche du premier ministre siégeait le mandarin birman, une place vide à la droite était occupée ordinairement par le mandarin chinois; mais celui-ci, nous l'avons vu, était en mission à Muong-La. M. de Lagrée fit connaître à cette assemblée que nous ne voulions qu'une chose, partir le plus vite possible. On procéda dès lors à la vérification de nos papiers, dont un Chinois donna lecture après que le peuple se fût accroupi par respect. Ils furent trouvés en règle, et l'on nous entretint d'une affaire qui paraissait des plus graves. Il s'agissait d'énumérer et de montrer d'avance aux membres du conseil les présens que nous avions l'intention d'offrir au roi. Nos ressources sous ce rapport étaient singulièrement diminuées; c'était la première fois d'ailleurs qu'on émettait une pareille prétention, qu'on la soutenait surtout avec une aussi inconvenante insistance. M. de Lagrée refusa de répondre à cette question. La discussion dura deux heures, après lesquelles le roi ayant fait dire qu'il nous attendait, nous nous dirigeâmes vers le palais. On avait travaillé pendant plusieurs jours à en nettoyer les abords. Le fumier qui remplissait la grande cour d'honneur avait été râclé, mais le temps avait manqué pour l'enlever. Nous passâmes entre une double haie d'hommes déguenillés, armés les uns de fusils à silex, les autres de lances ou d'instrumens indéfinissables de chasse ou de guerre. Nous reconnaissons dans les rangs nos propres porteurs de bagages, qui, momentanément enrôlés dans la garde royale, avaient échangé le bambou du portefaix contre la lance du guerrier. Cela diminua beaucoup l'impression de respectueuse terreur que cet étalage militaire était destiné à produire sur nous. Le palais est une misérable case mal couverte; il a été décoré avec toutes les tentures qu'a pu fournir le garde-meuble. Quelques tapis chinois ornés de broderies en relief empêchent de voir le jour à travers les bambous mal joints des murailles. De chaque côté de l'estrade qui figure le trône, des gardes accroupis portent des sabres à fourreau doré. Suivant l'usage, la poignée repose à terre et la lame sur l'épaule du soldat. Le roi, qui se fit longtemps attendre, sortit enfin de derrière un rideau. Il portait un costume indescriptible. Sa tête était couverte d'un chapeau chinois doré et orné de clochettes, rappelant, à s'y méprendre, l'instrument de musique qui est en Europe l'accompagne

ment obligé de la grosse caisse. Une sorte de collerette à plusieurs rangs, qui dessinait des demi-cercles sur la poitrine et dont les pointes se relevaient jusqu'aux oreilles, faisait ressembler sa majesté au classique Polichinelle. Le roi est un jeune homme de vingt ans auquel on ne paraît laisser aucune initiative; un mandarin interroge et répond pour lui. Il a été placé sur le trône par la volonté de l'empereur des Birmans; il porte en sautoir ces chaînettes d'or, insignes honorifiques si recherchés des seigneurs birmans, et dont le major Burney, premier résident anglais à la cour d'Ava, fut gratifié lui-même. La question de notre départ fut traitée et tranchée favorablement. Nous quittâmes le palais comme nous y étions entrés, au son de la musique. — L'orchestre se composait d'une guitare et d'une voix nasillarde. — Une forte averse avait dissipé les troupes royales; l'artillerie seule était encore à son poste, trois pierriers chinois fichés en terre verticalement et chargés jusqu'à la gueule nous saluèrent au passage.

La ville de Sien-Hong, qui en bali s'appelle Halévi, porte encore le nom de Sip-Song-Pana. A cette dernière qualification se rattache l'idée d'une sorte de dodécarchie dont elle est le centre et que nous avons vu commencer à Muong-Long. Les maisons, très espacées, ont toutes un chétif aspect, et donnent l'idée d'un vaste campement provisoire. Les guerres ont désolé ce pays, ruiné plusieurs fois la ville, et les habitans se sont à chaque nouvelle catastrophe groupés sur un autre point de la plaine. A cela tient la différence de deux minutes environ qui existe entre la latitude de Sien-Hong, donnée par Mac-Leod en 1836, et celle qui a été déterminée par l'expédition de M. de Lagrée en 1867. Il reste de l'ancienne ville, à 6 kilomètres de l'emplacement actuel, des briques grises éparses dans les hautes herbes, non loin du Nam-Tap, affluent du Mékong, et un reste d'enceinte en briques séparée par un ravin d'une élégante pagode bien conservée. Une fine guirlande de bois sculpté court au-dessous d'une corniche supportée par des colonnes; entre celles-ci, on a ménagé des fenêtres larges et gracieuses qui inondent de lumière l'intérieur de l'édifice.

Le Mékong, qui coule au bas de la ville de Sien-Hong, nous porte une dernière fois sur ses eaux, et nous mettons pied à terre sur la rive gauche du fleuve, sur laquelle nous n'avions pas abordé depuis Luang-Praban. Nous entrons dans un des pays les plus accidentés du monde, et les premières montagnes que nous avons à gravir se rattachent aux contreforts que projette l'Himalaya à travers le Yunan. Les indigènes nous regardent avec un mélange de défiance et de curiosité. Nous ne trouvons pour transporter nos bagages que des hommes malades, affaiblis, pris au hasard dans ce troupeau

d'émigrés que l'insurrection musulmane a chassés de leur pays. Des villages entiers sont peuplés de ces malheureux, qui semblent ne se résigner qu'avec peine à féconder un sol étranger. La marche devient plus pénible à mesure que nous nous élevons sur des sommets plus escarpés. Parvenus à 1,200 mètres au-dessus du niveau de la mer, nous ne rencontrons plus que des sauvages, et c'est à eux que nous demandons l'abri du soir. Ils n'ont point de *sala* pour les voyageurs; il faut se contenter d'une étable mal couverte où nous sommes envahis par des myriades de puces. Le sommeil, dont de rudes fatigues nous font un si impérieux besoin, ne peut triompher de ces imperceptibles ennemis. C'était la première fois que nous avions à souffrir d'un pareil inconvénient, et nous reconnaissions à ce signe que la nation justement réputée la plus sale de l'univers ne pouvait être fort éloignée. Nous avions quelque peine, dans ces petits villages, à organiser nos transports; encore fallut-il plusieurs fois admettre au nombre des porteurs des enfans et des femmes. Les hommes les plus vigoureux s'emparaient des colis les moins lourds, tandis que leurs femmes, ployant sous le faix, se passaient sur le front une lanière fixée aux plus pesans fardeaux, et marchaient comme des bœufs chargés d'un joug accablant. Peu à peu les traits qui caractérisent le Laos s'effacent dans les usages, dans les costumes et dans l'architecture. La langue se modifie et se fond dans une autre langue. Les habitans de cette zone intermédiaire ne sont, à vrai dire, ni Laotiens ni Chinois; ils mêlent dans leur langage les deux idiomes, et l'on distingue sur leurs visages des traits empruntés aux grandes races voisines. Au point de vue du langage, on passe, à partir de Luang-Praban surtout, par une succession de nuances qui ne semblent pas constituer des langues différentes, mais plutôt des dialectes spéciaux. Entre le premier et le dernier anneau de la chaîne, la distance paraît considérable; mais on reçoit une tout autre impression si l'on vient à considérer les séries intermédiaires.

Les cultures se multiplient sur les montagnes; les maisons sont petites, construites en torchis, et reposent sur le sol et non plus, comme au Laos, sur des poteaux. La porte étroite est ornée de bandes de papier rouge sur lesquelles les hiéroglyphes chinois, tracés à l'encre noire, invitent les mauvais génies à se tenir à l'écart ou rappellent au passant quelques belles maximes du moraliste Confucius. Ces villages, assis sur un mamelon ou cachés dans un pli de terrain, sont pittoresques. Nous nous y arrêtons deux fois par jour, et jusque dans les plus pauvres nous trouvons une table et des bancs, meubles précieux presque ignorés au Laos. Le sol des ruelles, les animaux, les hommes, tout semble enduit de boue

comme les maisons elles-mêmes, dont les parois, faites de paille, de terre et de bouse de vache, exhalent une odeur nauséabonde. Les buffles triomphent et se reposent; couchés dans la fange, ils regardent passer les bœufs chargés de riz; à chacun ses jours de peine : les uns creusent les sillons, les autres apportent au village la moisson battue sur place.

Les montagnes grandissent, et de vastes forêts de pins les recouvrent. Cette parure naturelle change complétement l'aspect du pays, qui devient l'un des plus beaux du monde. Des torrens écument dans les gorges, voilés par un rideau de grands arbres; quelquefois, sur une cime, un champ de sarrasin resplendissant au soleil nous donne l'illusion des neiges éternelles; la forte senteur des pins nous enivre. Oubliant les fatigues d'une ascension pénible, impatiens de voir trembler dans les vapeurs de l'horizon les sommets qui nous dominent, nous voudrions monter, monter toujours, et voir enfin le Céleste-Empire à nos pieds. Nous y touchions; les preuves matérielles venaient à chaque pas confirmer nos pressentimens : tombeaux sur le bord de la route pieusement entretenus, autels en pierre, inscriptions en caractères chinois, et jusqu'à un poste de soldats portant la queue avec cette physionomie martiale si souvent décrite. Enfin, dans l'après-midi du 18 octobre 1867, cinq mois après notre départ de Luang-Praban, seize mois après avoir quitté Saïgon, au sortir d'un col élevé, une grande plaine se développe à nos yeux, et à son extrémité s'étage sur une colline une ville véritable avec ses pignons blancs, ses murs rouges, ses toits en briques! Nous allions fouler le sol qui porte un des peuples les plus antiques et les moins connus du monde; tous les cœurs battaient d'émotion, tous les yeux étaient humides de larmes, et si j'avais dû mourir pendant le voyage, j'aurais voulu expirer là, comme Moïse sur le mont Nébo, embrassant de son dernier regard la terre de Chanaan.

L.-M. de Carné.

LE

MARI DE DELPHINE

I.

Morsan-sur-Vière, qu'on chercherait vainement dans un dictionnaire de géographie, n'est pas une de ces villes qui tiennent une grande place dans leur département. Quatre minutes vous mènent à l'extrémité de la plus longue rue; mais Morsan-sur-Vière est à quinze lieues de Paris, les maisons en sont jolies, le pays est bien situé; il y a de belles forêts tout autour, beaucoup de promenades aux environs, des ruines imposantes tout à côté; une rivière où la truite et la carpe foisonnent l'arrose et l'entoure de ses replis tortueux. Cependant qu'est-ce que la résidence d'une petite ville, si pittoresque qu'en soit le site, si l'on n'y trouve un peu de société, quelques cercles aimables où l'homme civilisé, le Français surtout, est si heureux de se retremper des fatigues ou de la monotonie de la vie journalière. Ces ressources ne manquaient même pas à Morsan-sur-Vière; mais en 185. elles étaient concentrées, on peut le dire, dans une seule maison, celle du juge de paix, M. Ducormier.

Placée au centre de la ville, étalant sa façade sur la place principale, cette maison n'était ni un hôtel, ni un château, ni une maison bourgeoise; mais elle était un peu tout cela. Elle apparaissait comme un bâtiment immense, tout rempli de chambres hospitalières et d'appartemens comfortables. On y faisait grand feu en hiver et grande chère en toute saison. Au temps des chasses, la gaîté s'y levait de bon matin et s'y couchait tard, car les danses se prolongeaient fort avant dans la nuit. M. Ducormier, le propriétaire de cet aimable logis, était toujours de la plus charmante humeur. Mme Ducormier ne le cédait pas à son mari. C'était une femme sur qui la

tristesse n'avait point de prise, bien qu'elle eût des momens de mélancolie, momens bien courts et qui finissaient le plus souvent par des éclats de rire. D'une taille moyenne, un peu ronde, avec des cheveux d'un blond châtain très abondans et très fins, les yeux gais et bons, le sourire attrayant, les mains belles, les épaules blanches, une fossette au menton et des dents qui eussent cassé des noisettes, Mme Ducormier avait passé un tiers de sa vie à tourner autour de l'amour sans mordre à la grappe. Quand on la mettait sur ce chapitre, elle ne tarissait pas. — Ce n'est pas que je sois vertueuse, disait-elle; mais j'ai peur. Quand je suis bien tranquille, le matin la tête sur l'oreiller ou le soir au coin du feu, entre un livre et une tasse de thé, l'idée d'une aventure me berce doucement. J'ai connu des gens avec qui j'aurais été bien aise d'en courir les risques. Voyager dans le pays de l'idéal avec un héros de son choix, voilà qui fait battre le cœur; mais, quand je songe aux conséquences, tout mon courage prend la fuite.

Avec ces intempérances de langage, Honorine était la plus honnête femme qui se pût voir et la meilleure. M. Ducormier, qui la connaissait de longue date, la laissait dire. Alerte, bon vivant, spirituel sous une apparence de bonhomie, ces boutades le mettaient en gaîté. Tous deux en somme faisaient le meilleur ménage; ils s'entendaient surtout pour obliger les autres; quand on frappait à leur porte, on était sûr de les trouver, et ils étaient toujours prêts à appuyer leurs bons conseils de bons services.

Au moment où commence ce récit, la petite ville était sous le coup d'une préoccupation dont la trace se faisait voir dans tous les entretiens. Un étranger jeune et galamment tourné était venu s'établir depuis quelque temps dans une bicoque du voisinage, y vivait fort à l'écart, ne recevait aucune visite et paraissait tout à fait déterminé à n'entrer en relation avec personne. Cette retraite absolue dans un âge où l'on a le goût des plaisirs et du mouvement ne laissait pas de piquer la curiosité. Chacun donnait son explication. Les femmes croyaient à un chagrin d'amour, Mme Ducormier plus que les autres : aussi l'inconnu avait-il gagné d'emblée sa plus vive sympathie. Un certain air de tristesse répandu sur sa physionomie semblait confirmer les hypothèses féminines. Quand on le rencontrait en promenade, à cheval, ce qui arrivait assez souvent, il saluait en homme qui a l'usage du monde, et ne manquait pas de se ranger poliment pour faire place aux cavalières qui le frôlaient du pan de leur longue jupe. L'une des plus entreprenantes, une Parisienne en villégiature à Morsan, avait même laissé tomber sa cravache juste au moment où elle se trouvait à côté de lui. Il s'était sur-le-champ jeté à bas de cheval, et, l'ayant ramassée, la lui avait présentée le chapeau à la main. — Merci, monsieur, avait-elle dit en accompa-

gnant ces deux mots d'un sourire et d'un coup d'œil tenus en réserve pour les grandes occasions. — Mais lui, s'inclinant, s'était éloigné sans même retourner la tête.

L'inconnu qui tenait en éveil tout Morsan était arrivé un soir au Rocher tout seul, dans une voiture qu'il avait prise à la gare du chemin de fer. Le régisseur de cette habitation, réveillé en sursaut, l'avait conduit à la plus belle chambre, dont un feu de fagots avait eu grand'peine à chasser l'humidité. Deux ou trois caisses avaient été apportées le lendemain par le messager de Morsan, et depuis lors le nouvel habitant du Rocher agissait en toutes choses comme s'il eût voulu y vivre en ermite et pour un long temps.

Le Rocher, que ses propriétaires avaient abandonné depuis un certain nombre d'années, était un petit château assez pittoresque bâti à l'extrémité d'une langue de terre, sur le bord d'un cours d'eau qui l'enveloppait de deux côtés. Des douves mal entretenues, reliées à la plaine par un pont de pierre, en fermaient la façade principale, accostée de deux tourelles d'inégale hauteur, l'une carrée et trapue, relevée de mâchicoulis, l'autre ronde et svelte et coiffée en poivrière. Entre les deux tours s'étendait un grand corps de logis avec son toit pointu, à revêtement d'ardoises. Les murailles grises étaient égayées de chaînons de briques, percées de fenêtres étroites, dont quelques-unes montraient encore leurs vitrines garnies de châssis de plomb. Au-dessus de la porte principale, dont la voûte ogivale faisait face au pont, s'ouvrait un large balcon en encorbellement garni d'une grille admirablement travaillée. Là était la grande pièce, le salon d'apparat. Le château, comme on le voit, affectait la forme d'un triangle dont la pointe aiguë était tournée vers la rivière, à l'endroit même où elle traçait brusquement un coude; des galeries délabrées et une double terrasse effondrée à demi entouraient la cour intérieure.

Le premier soin du nouvel arrivant avait été de faire pénétrer l'air et la lumière dans le château. Il s'arrangea ensuite de deux pièces auxquelles des meubles, ramassés parmi les plus solides, donnèrent un semblant de comfortable. L'hôte inattendu qui venait de s'installer au Rocher se faisait appeler M. Raymond. Ce nom prêtait encore aux commentaires. — Quand on a le visage que j'ai vu au maître du Rocher, on ne s'appelle pas Raymond, disait M[me] Ducormier.

— Certainement, on s'appelle Tancrède ou Saint-Preux, répondait le juge de paix.

Tandis qu'il faisait l'objet de toutes les conversations dans la petite ville de Morsan-sur-Vière, M. Raymond, car c'était son nom, écrivait à un ami de collége abandonné dans le tourbillon de Paris:

« Tu n'as pas oublié dans quelles conditions je me suis retiré

dans cette solitude. Les soins de mon installation provisoire ont pris les premiers jours. Ce n'était pas une petite affaire que de se bâtir un nid dans ce bloc de pierres et de briques où personne n'a jamais couché depuis l'époque lointaine où Mlle de Montréjoux, ma tante, l'habitait. Le régisseur m'a reçu en homme qu'on dérange dans ses habitudes, qu'on trouble dans sa propriété. J'ai tenu bon, et à l'aide de deux fortes filles que la vue d'une belle pièce de cent sous avait subitement intéressées à ma cause, j'ai eu des draps blancs, un feu de bourrées, une soupe fumante et le râble d'un lièvre qu'on a dû braconner sur mes terres. Quand je me suis couché dans un immense lit garni de sa pente et de ses quatre colonnes torses, le vent faisait rage; les volets battaient, les portes disjointes gémissaient, les flammes mourantes de mes bourrées traçaient des arabesques folles sur les meubles de chêne noir et les solives sombres du plafond.

« Toi qui connais toutes les heures de ma vie, tu sais quel coup l'a partagée par le milieu. Le lendemain du jour terrible où Lucile est morte, il m'a semblé que j'étais en face d'un trou noir et profond. Tout s'était déchiré en moi. Je n'y sentais plus rien de vivant! Tenter quelque chose, travailler, désirer, réussir, qu'était-ce que tout cela? Je ne sortais de ma torpeur maladive que par de sourdes irritations et des accès de colère, lorsque je surprenais sur d'autres visages des sourires que je ne connaissais plus; mais l'homme n'est point fait pour ces longues souffrances, et, la tourmente passée, une heure vient où l'on reprend possession de soi-même et où l'on peut regarder au dedans de soi. On est tout surpris d'abord de voir que l'ouragan vous a laissé debout; puis on se décide à regarder la vie en face.

« Que la mienne alors m'a paru accablante et vide! Lucile morte, ce frère aîné que j'aimais comme s'il avait été mon fils s'est un jour éteint dans mes bras. A cette double perte sont venus se joindre des embarras auxquels je n'étais pas accoutumé. Mon notaire me demandait un peu de loisir pour mettre ordre à mes affaires, sans me cacher qu'elles étaient dans un état fâcheux : une débâcle, et rien dans le cœur! Où aller? J'avais un ami près des grands lacs, tout au fond de l'Amérique; je pensais vaguement à le rejoindre, lorsqu'une vieille cousine, que j'avais toujours parfaitement négligée, Mlle de Montréjoux, ayant appris que j'avais voulu me marier, m'écrit pour me féliciter, pour m'encourager à persévérer dans cette sage résolution, et me laisse le domaine du Rocher. Les bois et les quelques terres qui en dépendent rapportent à peu près sept ou huit mille francs bien nets. Ce n'est pas une fortune; mais c'est quelque chose. Je prends soudain un grand parti, et, séparé du mariage par un tombeau, j'abandonne le monde et je viens

m'installer dans cette retraite, que mon enfance a traversée. Qui m'eût dit autrefois que mon plaisir serait un jour de causer avec un ami absent à la clarté d'une lampe solitaire, dans une masure inhabitée, où les feuilles, chassées par le vent, viennent battre contre les croisées? Que l'homme est divers, ou, pour être plus vrai, que d'hommes en un seul! Mais tous, hélas! ne courent-ils pas aux mêmes épreuves par des chemins différens! Que de choses tentées et successivement usées qui ne les satisfont point, et parfois qu'il en faudrait peu pour combler ce gouffre que toute créature humaine porte en soi! Une femme m'eût suffi pour le remplir jusqu'au bord!... »

II.

A quelque temps de là, un jour, par un ciel clair, Raymond se trouvait sur la lisière d'un grand bois, à l'extrémité d'un plateau dont les déclivités se perdaient par une pente douce dans la plaine voisine, où la Vière coulait sur un lit de gravier. Il s'assit sur le tronc d'un arbre renversé, et regarda devant lui avec cette muette satisfaction d'un voyageur placé en face d'un paysage qui répond à des sympathies mystérieuses. Tandis que le coude sur le genou, la tête dans la main, comme un peintre en extase, il étudiait les différens aspects de ce vaste et sauvage plateau, il aperçut tout à coup, à l'extrémité d'un sentier dont le ruban jaune coupait les bruyères, une jeune femme suivie d'un enfant et d'un chien; l'enfant boitait, le chien gémissait et se traînait. La femme, qui portait des vêtemens simples, mais d'une coupe élégante, allait de l'un à l'autre et les encourageait de la parole et du geste. De la place où il était assis, Raymond pouvait distinguer les traits de l'inconnue. Il ne l'avait jamais aperçue au milieu des cavalcades qu'il avait rencontrées si souvent. Un visage délicat et fin, une physionomie sérieuse, un air de jeunesse et de bonté, voilà ce qu'un premier coup d'œil lui faisait découvrir. L'enfant qui la suivait avait l'accoutrement déguenillé d'un petit pâtre, sa mine était souffreteuse, ses membres grêles; il avait les pieds nus dans des sabots. Il pleurait. Arrivé à un endroit où le chemin faisait un coude, il se laissa tomber sur le talus, et, prenant l'une de ses jambes entre ses mains : — Je ne peux pas aller plus loin, dit-il.

Le chien à poils rudes qui trottait sur ses talons, la tête et la queue basses, traînant les pattes, se coucha près de lui. — Pauvre Sultan! murmura le petit pâtre, il est aussi incapable que moi de faire un pas de plus.

— Cependant, dit la jeune femme, nous ne pouvons pas rester ici tous les trois.

— Si vous nous abandonnez, Sultan et moi, si nous rentrons sans vous à la Plâtrière, je serai battu, poursuivit l'enfant.

— Je ne demande pas mieux que de t'y accompagner, au risque d'être grondée aussi. Voyons, ne peux-tu faire un effort? — L'enfant secoua la tête avec découragement. Se baissant alors avec une simplicité charmante, elle le prit dans ses bras et le souleva sans peine. — Au fait, dit-elle, tu ne pèses pas beaucoup plus que ma chère Lucette.

— Et Sultan? s'écria le petit pâtre en montrant le chien, qui trébuchait.

Elle s'arrêta fort embarrassée.

Raymond s'approcha. — Madame, lui dit-il, voulez-vous me permettre de vous venir en aide?

Elle rougit, mais, le regardant d'un air tranquille et confiant : — Bien volontiers, monsieur, vous me voyez fort empêchée.

Elle venait de reposer l'enfant sur l'herbe du talus, le chien s'était recouché près de lui. Raymond les examina tous deux. Sultan avait reçu dans l'une des pattes du train de derrière quelques grains de plomb tirés par un chasseur maladroit, et l'enfant, en voulant se précipiter au secours de son compagnon, qu'il voyait se débattre par terre en hurlant, avait fait une chute et s'était foulé le pied. Raymond eut bientôt fait de laver la blessure du chien, et, déchirant un mouchoir qu'il trempa dans l'eau d'une mare, il en fit des lanières qu'il noua autour de la cheville du bonhomme, déjà prodigieusement enflée. Le pansement achevé, il le chargea sur ses épaules et se mit en marche. Sultan, ranimé par l'eau froide et rendu plus alerte, le suivit clopin-clopant, et la jeune femme qui était venue en aide à sa nouvelle connaissance avec un empressement silencieux les accompagna d'un pas léger. Chemin faisant, ils échangèrent quelques paroles. Elle avait vu de loin le coup de fusil, la course effarée du petit berger, sa chute, l'embarras où il s'était trouvé auprès de son chien; elle était accourue. C'est alors qu'il l'avait priée de le ramener à la Plâtrière, redoutant surtout l'accueil que lui ferait son maître. Tout en l'écoutant, Raymond la regardait. Il y a des femmes qui donnent aux moindres choses une saveur particulière; cela tient-il à l'accent, au jeu de la physionomie? Le plus souvent on serait embarrassé de le dire, mais le charme existe. Celle qui marchait auprès de Raymond avait le ton juste, la parole aisée; elle commandait le respect et la sympathie par un air de franchise et de bonté.

Le petit homme, que Raymond portait sur ses épaules comme autrefois le bon pasteur de la légende biblique la brebis qu'il ramène au bercail, lui fit bientôt voir une maisonnette à quelques centaines

de pas, derrière un pli de terrain qui en dérobait à demi les toits de chaume et les enclos. Et tout à coup, faisant un geste de la main : — Voilà le maître ! s'écria-t-il.

On venait d'apercevoir un gros homme tout grisonnant, avec un visage couleur de brique, qui rajustait les ridelles d'une charrette. — Bon, grommela-t-il d'un air bourru, encore un malheur!

Il s'approcha pendant que Raymond déposait le petit Jérôme sur un banc; la jeune femme raconta au maître de la Plâtrière de quelle façon l'accident s'était produit; il n'y avait pas de la faute de l'enfant. — C'est égal, dit le paysan, je n'ai pas vraiment de bonheur;... pour une douzaine de brebis que je lui confie, encore un accident! La dernière fois, c'est une bête qui a eu le tournis! — Et où sont-elles mes brebis à présent?

— Un voisin les garde.

— Il faudra lui donner quelque chose pour ça, sans compter que le petit avec son entorse et le chien avec sa patte, ça va coûter bon... Le rebouteur pour le petit, le vétérinaire pour le chien, ce sera bien une pièce de dix francs, et je ne parle pas de la nourriture pendant qu'ils seront tous deux à ne rien faire.

— Voilà vingt francs pour les dépenses, et, s'il faut quelque chose en sus, je serai là.

— Madame, s'écria Raymond, permettez-moi d'être de moitié dans votre bonne action.

Il fouilla dans ses poches, qu'il retourna l'une après l'autre, et ne trouva rien. Il rougit. — Eh bien! reprit gaiement sa voisine, c'est dix francs que vous me devez.

— Et, ajouta maître Lerbin, qui roulait la pièce d'or entre ses gros doigts, si par hasard il y avait encore quelques petits débours, à qui faudrait-il m'adresser?

— A Mme de Busserolles à Morsan-sur-Vière, répondit la compagne de Raymond.

— Oh! M. de Busserolles, un des gros bonnets du pays!... Je le connais. Bien à vos ordres, madame.

Le chemin qu'il fallait suivre pour se rendre de la Plâtrière à Morsan ne passait pas fort loin du Rocher. Mme de Busserolles ne semblait pas embarrassée de s'y engager avec Raymond, et cependant, au moment de se mettre en route, son regard fit deux ou trois fois le tour de la plaine, rapidement, comme si elle eût voulu s'assurer qu'on n'y découvrait personne; puis, voyant que Raymond marchait à son côté, ses yeux l'interrogèrent. — Je demeure au Rocher, dit-il.

— Ah! fit-elle d'un air de surprise.

Tout en parlant, le jeune homme avait pris dans son portefeuille

une carte sur laquelle Mme de Busserolles jeta les yeux. — M. Raymond d'Ambleuse, murmura-t-elle comme si elle eût cherché à tirer une induction de la réunion de ces quelques syllabes.

— Oui, madame, M. Raymond d'Ambleuse, qui vous remercie d'avoir bien voulu l'accepter pour votre associé, et vous prie de lui indiquer le moment où il pourra solliciter l'honneur de s'acquitter envers vous.

— Oh! pas chez moi! s'écria-t-elle avec une singulière vivacité; puis se remettant, et comme si elle eût regretté d'avoir parlé trop vite : — C'est une bagatelle que vous me rendrez la première fois que nous nous rencontrerons.

— Et si nous ne nous rencontrons plus? répliqua-t-il.

— Eh bien! vous donnerez vingt francs à Jérôme, et nous serons quittes. J'ai promis un peu étourdiment de retourner à la Plâtrière, reprit-elle; si je n'étais pas libre ces jours-ci, voulez-vous me remplacer auprès du petit berger? Pauvre enfant! Onze ans, m'a-t-il dit, et il ne paraît pas en avoir plus de sept ou huit. C'est qu'il y a des enfans qui ne viennent pas bien, quoi qu'on fasse...

En disant ces mots, Mme de Busserolles soupira, et une ombre passa sur son front.

— Vous avez des enfans, madame?

— Une fille seulement.

— Que vous adorez, cela va sans dire.

— Comment en serait-il autrement? Lucette vit dans mes bras, sur mes genoux.

Elle venait de lever les yeux. L'accent de sa voix attendrie, son regard humide et rayonnant, achevèrent de gagner Raymond. Un cœur aimable se faisait voir sous cette enveloppe charmante. — Et quel âge a-t-elle, Mlle Lucette? reprit-il.

— Huit ans à peine... et petite... et mignonne... hélas! beaucoup trop! Dans les commencemens, cela ne m'inquiétait pas; mais elle ne grandit guère, et je me tourmente... Toujours pâle aussi... Rien n'y fait, la campagne, le grand air, les promenades, les soins, l'attention...

— Les caresses non plus?

— Hélas! non.

Au passage d'un endroit difficile où la gelée avait couvert les ornières d'une mince couche de glace, Mme de Busserolles fit un faux pas. Raymond lui offrit le bras.

— Je gage, reprit-il, que vous ne pourriez pas vous séparer de Mlle Lucette.

— Vous avez raison, ce serait au-dessus de mes forces; d'ailleurs elle ne souffrirait pas moins que moi de cette séparation, elle est

craintive comme un oiseau, sensible à l'excès. Pour la moindre chose, elle vient se cacher dans mes bras, comme ces insectes qui se blottissent sous un brin d'herbe au plus léger bruit.

Tout en cheminant ils étaient arrivés à l'extrémité d'un champ d'où l'on apercevait entre des bouquets d'arbres les tourelles du Rocher. Mme de Busserolles ralentit son pas et dit avec quelque embarras : — N'est-ce point le Rocher?

Raymond, qui devinait sa pensée, s'arrêta et, la saluant avec une aisance respectueuse : — Laissez-moi croire, madame, que j'aurai l'honneur de vous revoir...

Elle s'inclina, renouvela ses remerciemens sans répondre à la question qui lui était faite, ramena son voile sur son visage, et traversa la plaine dans la direction de Morsan. Raymond la suivit longtemps des yeux; quand elle eut gagné les bords de la Vière, un brouillard léger que le soir étendait parmi les prés l'enveloppa dans ses plis diaphanes, et la fit disparaître.

III.

Un beau matin, M. d'Ambleuse entendit un grand bruit à la porte du Rocher, et presque aussitôt entra chez lui comme un boulet un grand diable de beau garçon qui lui tendit la main. — M. Raymond d'Ambleuse? demanda-t-il.

Raymond s'inclina.

— Je suis le baron Guillaume de Fernay, le baron Guillaume du 4e hussards.

Et comme M. d'Ambleuse restait muet. — Parbleu! reprit Guillaume, vous êtes bien un peu parent de Raoul d'Ambleuse, qui était chef d'escadrons au 1er chasseurs d'Afrique?

— C'était mon frère.

— Eh bien! votre frère était mon meilleur ami; touchez là.

Le visage épanoui et l'air souriant du capitaine de hussards prévenaient en sa faveur. La glace rompue, Raymond lui montra un fauteuil au coin du feu et le retint à déjeuner.

Pendant qu'on dressait la table, Guillaume mit en quelques mots son hôte au courant des circonstances qui avaient trahi son incognito. Une enveloppe de lettre ramassée au pied d'un arbre sous lequel Raymond s'était endormi et transportée chez Mme Ducormier avait rendu Morsan tout entier maître de son secret. — Comme j'avais connu votre frère, ajouta M. de Fernay, on s'arrêta au projet de me dépêcher vers le Rocher avec mission de vous amener mort ou vif à la justice de paix, où vous dînerez demain, ne vous en déplaise.

M. d'Ambleuse se récria; rien n'ébranla le capitaine. Son siége était fait. — Si vous avez des chagrins, on vous consolera, reprit-il; si vous n'en avez point, vous consolerez les autres. Morsan d'ailleurs est un pays de Cocagne.

Le nom de Mme de Busserolles avait été prononcé au courant de la conversation, ainsi que celui de son mari. Le baron de Fernay paraissait les connaître beaucoup. Une chose surprenait M. d'Ambleuse, c'était le silence que la jeune femme avait gardé sur leur rencontre. La raison de cette réserve lui échappait. Il lui répugnait de découvrir une apparence de dissimulation chez une personne dont il avait conservé le plus attrayant souvenir. Quoi de plus simple cependant que cette promenade, qui n'avait pas eu de suite et qui n'avait pas été préméditée? Quel motif avait-elle donc d'en faire un mystère? Il était clair qu'elle n'en avait point parlé à son mari, puisqu'il avait comme elle gardé le silence. Il se rappela soudain le mouvement de vivacité échappé à sa compagne quand il lui avait proposé de passer chez elle pour acquitter sa dette. M. de Fernay en parlait avec un grand respect. Il s'exprimait sur le compte du mari en d'autres termes. — C'est un homme singulier, disait-il, on en raffole dans quelques maisons; il a de l'esprit, de l'entrain; toute la gaîté du ménage, c'est lui qui la dépense,... et cependant je ne puis pas le souffrir.

Ce dernier mot donna une bonne opinion de M. de Fernay à Raymond. Au dessert, les deux convives étaient tout à fait intimes. L'idée de paraître comme une sorte d'oiseau bleu dans un cercle de curieux et de curieuses qui l'examineraient de la tête aux pieds offusquait bien un peu M. d'Ambleuse; mais la pensée de revoir Mme de Busserolles et de l'étudier de plus près diminuait son ennui. — Ainsi c'est convenu, continua M. de Fernay en humant à petits coups une tasse de café brûlant,... demain je viens vous prendre, je vous enlève, s'il est nécessaire. Rappelez-vous que j'ai servi en Afrique.

Le lendemain dans la matinée, M. d'Ambleuse envoya sa carte chez Mme Ducormier, et le soir, à six heures sonnantes, conduit par une bête endiablée, fille d'un Arabe et d'une Anglaise, comme le lui apprit le capitaine, il entrait dans la cour hospitalière de la justice de paix. Il y avait douze personnes au salon. Tous les yeux se dirigèrent sur le nouvel arrivant. Mme Ducormier le mit à l'aise sur-le-champ par l'accueil aimable qu'elle lui fit. — Nous sommes de vieilles connaissances, lui dit-elle en lui donnant la main; le hasard ne s'est-il pas chargé vingt fois de nous présenter l'un à l'autre dans les bois?

Un homme d'une physionomie honnête et fine s'approcha. — Vous

me feriez grand plaisir, dit-il, si vous vouliez bien me présenter à M. d'Ambleuse, ma chère Honorine.

— Quoi! déjà les hostilités? s'écria-t-elle.

Et se tournant vers Raymond : — M. Ducormier est mon ennemi intime; aussitôt qu'il veut me perdre dans l'esprit de quelqu'un, il me jette mon nom de baptême à la tête...

Les yeux de M. d'Ambleuse firent le tour du salon sans découvrir Mme de Busserolles. Il espérait qu'elle viendrait dans la soirée.

Elle ne vint pas; mais vers dix heures M. de Busserolles entra. C'était un homme grand, osseux, large d'épaules, un peu voûté, le nez fort et pointu, le menton solide, les sourcils épais, les cheveux en brosse, les yeux clignotans, les pommettes saillantes, le teint jaune, constellé de points rouges qui piquaient les joues et le front. Il portait sa barbe en collier. Il y avait dans ses manières une apparence de distinction, mais une distinction étudiée. Au fond, ce qui dominait dans sa physionomie, c'était une expression de dureté. M. de Busserolles fit bientôt voir qu'il avait en effet de l'entrain et du mouvement. Aussitôt qu'il parut, tout s'anima. La conversation échauffée, il dressa la table de jeu, ouvrit le piano, en tira la ritournelle d'une valse, fredonna un bout de chanson qu'une dame qui se voilait de son éventail le supplia de ne pas achever, prit soudain sa voisine par la taille et la fit danser; on l'imita, et le salon fut en l'air. — Et il est perpétuellement comme ça, dit M. de Fernay à M. d'Ambleuse.

Mme Ducormier, qui venait de passer son bras sous celui de Raymond, demanda des nouvelles de sa femme à M. de Busserolles. — Un peu souffrante... C'est sa manie, répondit-il.

— Et sa fille?

— Lucette? Ni mieux, ni moins bien... Telle mère, telle fille. Là-dessus M. de Busserolles tourna les talons et courut s'asseoir à une table de lansquenet. — Ah! maintenant on va rire! s'écria l'un des joueurs.

— Le vilain homme! murmura Mme Ducormier.

Elle entraîna Raymond dans une galerie. — Vous n'avez pas de chance, reprit-elle; je ne puis vous offrir que le revers de la médaille.

— Dois-je croire qu'en parlant ainsi vous faites allusion à Mme de Busserolles?

— Certainement; elle a tout pour elle, cette chère Delphine : dévouée, compatissante, un cœur d'or où jamais n'a passé l'ombre d'une mauvaise pensée... Enfin vous la verrez, et si vous ne l'aimez pas comme nous l'aimons tous, je vous retire ma sympathie et mon estime.

Resté seul, Raymond s'approcha de quelques groupes. On pouvait dire que tout Morsan était à la justice de paix. La gaîté en province ne ressemble pas à la gaîté à Paris; elle a des allures plus libres. Une certaine distinction de convention qui est son ennemie implacable n'y a pas encore étouffé le rire. Deux personnages attirèrent particulièrement l'attention de M. d'Ambleuse. L'un deux, bruyant et brillant, avec le verbe haut, la parole animée et railleuse, cherchait à produire sensation et y arrivait quelquefois. Il avait une physionomie expressive, la bouche ironique, le regard perçant, mais inquiet, — un air d'arrogance. Il s'appelait Justin Plantier; c'était le parent et l'ami de M. de Busserolles. Il vivait chez lui. C'était une espèce d'artiste croisé d'un homme d'affaires. On l'avait vu un certain temps à Paris, où il cultivait la peinture historique. A Morsan, Justin barbouillait encore, comme il le disait en parlant de lui-même; mais depuis que le grand art s'en allait, découragé par la sottise du public, il n'avait plus de goût aux pinceaux. — Quelques ébauches pour ne pas perdre la main, et c'est tout, disait-il.

L'autre faisait avec Justin Plantier un contraste complet. — C'était un homme timide qui s'effaçait toujours et glissait plutôt qu'il ne marchait. Un air de bienveillance donnait à son visage une expression aimable. Il avait le sourire doux, le regard bon, un peu vague et contemplatif. On le connaissait sous le nom de Dominique. — Vous voyez l'homme le plus original de Morsan, dit M. de Fernay à Raymond; c'est l'homme aux rêves. Ce qu'il fait ou ce qu'il dit ne tire pas à conséquence. On l'emploie à tout. Si on a besoin de quelqu'un ou de quelque chose, Dominique est là. Il vit dans les nuages. Le pauvre homme ne ferait pas de mal à un ciron. Sa théorie se rapproche par certains côtés de celle d'un fameux philosophe allemand dont peut-être il ne soupçonne pas l'existence. Elle consiste à supposer que la vie est un rêve perpétuel, que tout ce qu'on voit est une illusion, une forme vague, quelque chose comme le reflet insaisissable d'une vision intérieure; il n'y a, selon lui, que des apparences, rien de réel, pas même vous et moi. Et tenez, écoutez-le parler. — Ma théorie n'est pas plus étrange que toute autre, mon cher monsieur, disait Dominique à un interlocuteur qui avait le sourire sur les lèvres, elle est plus consolante. Il n'y a plus de monstres, il y a des abstractions. Virtuellement rien ne me démontre votre existence; il m'est impossible de pénétrer en vous, comme il vous est défendu de pénétrer en moi. Nous sommes deux formes créées l'une par l'autre dans un milieu sans limite. Lorsque vous êtes, en dormant, sous l'empire de ce que vous appelez un rêve, entouré de créatures que vous n'avez jamais vues, qui n'ont jamais existé, qui cependant parlent, agissent et entrent en com-

munication avec vous, un des voiles de la vérité vient de tomber. Ainsi est l'universalité des choses. — Mais, me direz-vous, cependant vous pleurez, vous riez, vous aimez... Oui, sans doute... Ne vous est-il pas arrivé dans l'état de sommeil d'avoir des sanglots et des ivresses, des transports de joie et des sueurs de mort?.. Chimères pourtant que ces bonheurs et ces désespoirs! Au réveil, un autre rêve vous saisit, ou, pour mieux dire, vous le continuez sous une forme nouvelle qui n'a pas une existence plus certaine.

Quand on mettait Dominique sur le chapitre des personnes qui lui étaient sympathiques, il arrivait à une éloquence touchante. Il avait l'horreur innée du mal. — Si j'avais l'assurance que tout ce que je vois est vrai, je ne vivrais pas, disait-il. Heureusement la réflexion me démontre qu'il n'y a pas de larmes et de misères dans le sens que l'on attache à ces mots; il y a des cauchemars...

Vers minuit, Raymond voulut se retirer. M[me] Ducormier feignit de le reconduire, et, allumant un bougeoir, elle le mena dans une belle chambre bien chaude où il trouva ses effets, et, sur un guéridon, les livres qu'il avait laissés au Rocher. Alors M[me] Ducormier le saluant : — Vous voilà prisonnier sur parole. Si vous tentiez de fuir, les chiens ont ordre de vous dévorer.

M. d'Ambleuse devait d'abord rester quarante-huit heures à la justice de paix, il y resta toute la semaine. M. de Busserolles y vint souvent, mais toujours seul. Il avait à son service mille prétextes pour expliquer l'absence de Delphine. Un jour elle était fatiguée, un autre jour elle avait la migraine, ou bien c'était Lucette qui toussait. — Toujours le même refrain! murmurait M[me] Ducormier, qui ne manquait pas chaque jour de se rendre chez son amie, et n'en revenait jamais sans une nuance de mélancolie et de préoccupation dont la trace ne pouvait échapper à M. d'Ambleuse.

IV.

Un jour, Raymond était sorti à cheval avec M[me] Ducormier. Le hasard de la promenade les conduisit dans un chemin creux, à l'extrémité de la ville, presqu'à la campagne, devant une jolie maison qu'il n'avait point aperçue encore. Un grand jardin descendait entre deux charmilles jusqu'au bord de la Vière; une haie en fermait les contours. Il y avait quelque chose de mélancolique dans l'aspect de cette maison tapissée de lierre et des arbres touffus qui l'enveloppaient. Raymond se tourna vers M[me] Ducormier, qui, devinant sa pensée, le prévint. — C'est la Maison-Blanche, et c'est là que demeure Delphine, dit-elle. Cette fenêtre du coin, où grimpe un

rameau de vigne, c'est sa chambre; celle où vous voyez un rideau blanc, c'est celle de Lucette.

—Voilà donc où se cache la Belle au Bois dormant! s'écria M. d'Ambleuse avec une nuance de dépit.

— Pauvre belle! murmura Mme Ducormier.

Elle n'en dit pas davantage, et Raymond n'osa poursuivre; mais le souvenir de cette maison resta gravé dans son esprit comme l'exclamation de Mme Ducormier: elle allait bien à Mme de Busserolles, elle en complétait la figure chaste et voilée. Il s'en dégageait une expression de vague tristesse et de solitude qui en achevait l'harmonie. Il savait où la prendre quand il pensait à elle, et cela lui arrivait souvent; elle s'imposait par son absence même. Devait-elle rester dans sa vie comme il l'avait vue dans la plaine, une forme légère qui s'efface dans un brouillard? L'exclamation de Mme Ducormier ne lui sortait pas non plus de la mémoire. Pourquoi ce cri inspiré par la pitié? Il y avait donc un malheur dans sa vie? Les inquiétudes que lui donnait sa fille suffisaient-elles à l'expliquer? Il n'osait pas interroger son hôtesse, lorsqu'un soir où la ville entière avait fait irruption à la justice de paix à propos d'un anniversaire, il remarqua que Mme Ducormier allait et venait avec un sourire plus gai qu'à l'ordinaire; elle semblait avoir du vif-argent dans les veines. M. de Busserolles riait, parlait, faisait grand bruit. Tout à coup une voix de femme qui chantait attira l'attention de M. d'Ambleuse. Cette voix jeune avait un timbre d'une fraîcheur et d'une pureté rares. En un instant, Raymond fut sous le charme. La voix se tut; il se leva, la porte s'ouvrit. — Quoi! c'était vous! s'écria-t-il en apercevant Delphine, qui marchait au bras de Mme Ducormier. — Maintenant que la présentation est faite, causez, dit la maîtresse du logis, qui s'éloigna.

Mme de Busserolles était un peu embarrassée. M. d'Ambleuse, qui s'en aperçut, lui vint en aide du premier mot: — Et Mlle Lucette? dit-il.

— Vous êtes bon,... elle va mieux,... elle a changé d'air pendant quelques jours, et ce changement lui a fait tant de bien que je chante... C'est ma joie qui s'exhale... J'ai beaucoup chanté autrefois.

— Autrefois?

— On devient vieux,... d'autres soins vous occupent.

Elle regarda autour d'elle d'un air troublé. — Donnez-moi des nouvelles de Jérôme, reprit-elle.

— Je l'ai revu bien des fois... Nous sommes tout à fait amis depuis l'aventure de la Plâtrière... Il court comme ses brebis.

— Que je voudrais voir Lucette courir aussi!

Malgré cet éclair de sollicitude inquiète pour sa fille, Mme de Busserolles fut gaie ce soir-là. Tout lui plaisait, l'intéressait. Elle avait le rire jeune, le regard brillant et doux, un regard charmant dont l'expression variait à toute minute, et qui disait tout. Avait-elle les yeux grands ou petits, bleus ou noirs? Raymond ne le savait pas. Que lui importait d'ailleurs? Delphine appartenait à cette catégorie de femmes qu'on peut appeler de jolies laides; elle avait la bouche trop grande, et le nez légèrement relevé du bout. Le front aussi était peut-être un peu petit, et le tout ensemble n'eût point aisément servi de modèle à un peintre pour faire une Diane de Poitiers ou quelque nymphe errant dans les paysages de la Thessalie; mais elle était de ces femmes qui n'ont rien de ce qui constitue la beauté, et qui plus heureuses ont la séduction.

Vers minuit, une personne eut l'idée d'organiser une quête au profit de métayers qui avaient tout perdu dans un incendie. Mme de Busserolles prit la corbeille où l'on devait déposer les offrandes. — Un louis par tête, et la maison est rebâtie, dit une vieille dame; on verra bien qui ne mettra pas.

Delphine parut troublée, la main qui tenait la corbeille trembla un peu. Dans la disposition où se trouvait Raymond, rien ne lui échappait. Il l'observa. La quête commencée, Delphine s'approcha de M. de Busserolles, qui jouait au whist, et lui dit quelques mots à voix basse. Raymond n'entendit pas la réponse du joueur, mais il vit le geste brusque qui l'accompagna. Delphine chercha des yeux autour d'elle d'un air d'embarras. Quand la quêteuse fut auprès de lui. — Permettez, dit-il, que je joigne mon offrande à la vôtre. — Et il posa deux louis dans la corbeille.

— Merci, monsieur, répondit Delphine.

— Qui remerciez-vous donc? demanda M. de Busserolles d'une voix dure.

— M. d'Ambleuse, qui a bien voulu être mon trésorier, répliqua-t-elle sans hésiter.

— Ah! M. d'Ambleuse, reprit le mari de Delphine avec un sourire... Eh bien! je veux lui laisser le plaisir d'être votre ministre des finances pendant vingt-quatre heures.

Le regard de Justin Plantier, qui tenait les cartes en face de M. de Busserolles, allait de Delphine à Raymond avec une expression qui parut singulière à celui-ci.

Au moment où l'on songeait à se retirer, M. de Busserolles imagina de terminer la soirée par un souper dont il fallait improviser tous les élémens. Ce fut bientôt dans toute la justice de paix un remue-ménage effroyable. On charriait les tables et les fauteuils; les plus jeunes rendaient visite aux fournisseurs de la ville, qu'ils

mettaient au pillage; Mme Ducormier gourmandait les paresseux, imposait des amendes et se multipliait. — Eh bien! qu'en pensez-vous? s'écria M. de Busserolles en frappant sur l'épaule de Dominique.

— Je rêve que je m'amuse.

— Alors rêvez que vous êtes laquais de bonne maison, et mettez le couvert, poursuivit M. de Busserolles, qui poussa Dominique vers un buffet.

Lorsqu'on eut réussi à dresser deux tables au milieu d'un pêle-mêle extravagant, la gaîté de M. de Busserolles fit explosion. Il avait le monopole des toasts, qu'il entremêlait de plaisanteries et de quolibets. C'était comme un feu d'artifice. Parfois cependant un pli rapide se creusait sur la surface mobile de son front; puis il remplissait son verre de vin de Champagne jusqu'au bord et repartait de plus belle. Delphine l'observait du coin de l'œil. Raymond remarqua qu'elle devenait plus pensive à mesure qu'il se montrait plus bruyant.

Après qu'on eut vidé tous les flacons, M. de Busserolles s'approcha de M. d'Ambleuse. — Monsieur, dit-il, vous êtes le créancier de Mme de Busserolles. C'est une affaire à régler entre elle et vous; mais vous êtes mon débiteur. Pourquoi m'obliger à vous le rappeler?

Raymond le regarda. — Et cette visite que je vous ai faite au Rocher?

M. d'Ambleuse se souvint en effet que M. de Busserolles, passant à cheval un matin devant sa demeure, avait eu la fantaisie de la visiter en détail, admirant tout, les bâtimens, l'installation, le jardin, rempli d'arbustes qui poussaient à la diable, et jusqu'aux terres dont il avait fait le tour. Raymond s'excusa. — A présent que la mémoire vous est revenue, reprit M. de Busserolles, j'espère que vous en porterez la preuve à la Maison-Blanche.

Les portes fermées sur les convives et chacun tirant de son côté, M. de Busserolles, qui jusqu'à la dernière minute avait eu la verve d'un écolier, changea subitement de visage et de ton, et s'adressant à Delphine, qui marchait à son côté : — Quelle idée avez-vous eue d'accepter ce que vous offre un étranger? dit-il.

— Un inconnu presque, murmura Justin, qui le suivait.

— Un gentillâtre qui fait le grand seigneur parce qu'il a deux méchantes tours dont les murailles menacent ruine sur un fossé!

Et comme Delphine ne répondait pas : — M'avez-vous entendu? reprit-il.

— J'ai craint d'humilier M. d'Ambleuse en refusant; on assure qu'il n'est pas riche. On dit qu'il s'est ruiné pour son frère.

— Vous voilà, ce me semble, bien au courant des affaires de M. d'Ambleuse!

Delphine se tut. M. de Busserolles, qui pressait le pas comme un homme que la colère tourmente, arriva chez lui bientôt et sonna. On fut un instant sans ouvrir. D'un voix de tonnerre il appela. — Si vous aviez l'œil sur les domestiques, les maîtres n'attendraient pas, reprit-il violemment.

— Voilà Gertrude qui descend... Elle était sans doute auprès de Lucette.

— Oh! je sais... Votre fille et vous, c'est tout; moi, je ne suis rien.

En un instant, Delphine fut au sommet de l'escalier et entra dans la chambre de sa fille. L'enfant dormait dans son petit lit, les bras roulés autour de sa tête; la mère effleura ses mains mignonnes d'un baiser et voulut les replacer doucement sous les draps. Lucette ouvrit à demi les yeux, et, souriant dans son sommeil, jeta ses mains autour du cou de Delphine. — Dors bien, je dors, lui dit-elle.

Ses lèvres tièdes se fermèrent sur un baiser, ses bras légers se détendirent, et sa tête blonde et rose resta sur l'oreiller.

Comme Delphine rentrait dans sa chambre, M. de Busserolles survint. — J'imagine, dit-il, que demain vous n'allez pas permettre à cette enfant de courir toute la journée dans le jardin?

— Mais, dit Delphine timidement, le médecin a recommandé expressément de la laisser jouer au grand air.

— Le médecin recommande ce qui lui plaît; moi, je raisonne... Votre fille n'aura pas cinq cent mille francs de dot, et il ne me convient pas qu'elle apprenne à ne rien faire.

Il s'éloigna brusquement, son pas lourd retentit dans le corridor, puis s'éteignit.

— Et tous les jours se ressemblent! soupira Delphine.

V.

M. de Busserolles était de cette famille d'hommes, répandus un peu partout, qui ont deux faces et deux caractères. Dans le monde, où on le recherchait, il se montrait bon convive, buvait sec et contait des histoires grivoises dont il avait une ample provision. A lui revenait le soin des parties de campagne qui égaient la belle saison et des divertissemens qui remplissent les longues soirées d'hiver. L'argent semblait couler de ses doigts; il jouait et perdait lestement; quand la mauvaise fortune le poursuivait, il avait une façon éclatante de rire qui secouait bruyamment sa charpente osseuse et ceux qui s'arrêtent aux apparences disaient de lui qu'il n'y avait pas dans le pays de plus magnifique joueur.

Rentré dans sa maison, M. de Busserolles était tout autre. Il taquinait et grondait. L'homme joyeux et prodigue devenait soudain tracassier, avare, quinteux; rien ne le satisfaisait; il chicanait pour un rien, et se fâchait pour un mot. Tous les comptes lui passaient par les mains, toutes les lettres sous les yeux. Sa femme vivait dans une dépendance absolue et dans une perpétuelle inquiétude. Quand il ne faisait pas retentir la maison du bruit de sa colère, il se renfermait dans un silence plein de menaces. Quelqu'un arrivait-il, tout changeait d'aspect; le loup s'enveloppait d'une peau de mouton.

Il y avait déjà un certain nombre d'années que M. de Busserolles était devenu le mari de Delphine Turquin. Le mariage avait été résolu en trois heures et bâclé en trois semaines dans des circonstances qui méritent d'être rapportées, parce qu'elles eurent leur contre-coup dans l'avenir. M. de Busserolles avait eu occasion de rendre service au père de Delphine, avec lequel il s'était rencontré aux eaux de Vichy. Le général Turquin, veuf et père de trois enfans, était à cette époque à la tête de l'un des services les plus importans du ministère de la guerre. C'était un homme d'un esprit droit, régulier et court. Lorsque Delphine, qui sortait à peine du couvent, apprit que M. de Busserolles la recherchait en mariage, elle fut saisie d'un effroi indéfinissable et s'en ouvrit à son père.

Le général haussa les épaules. — Tu n'as jamais connu que tes serins et tes poupées... Quand M. de Busserolles sera ton mari, tu l'aimeras.

Quinze ou vingt jours après cette réplique qui coupa court à toute observation, le grave et rigide directeur comptait à M. de Busserolles cent mille francs, qui représentaient la dot de sa fille, avantagée encore d'une somme pareille par avance d'hoirie, et dès le lendemain il conduisait triomphalement Delphine à Saint-Thomas d'Aquin.

La cérémonie achevée, M. de Busserolles emmena sa femme à Morsan, où il avait une maison. A cette époque, il aimait vraiment Delphine, si l'on peut donner le nom d'amour à une sorte de passion sauvage dont le premier effet devait être de redoubler le sentiment de répulsion qu'il inspirait à celle qui en était l'objet. Dans les premiers temps de leurs fiançailles, à la vue de M. de Busserolles, Delphine frissonnait. Le mariage accompli, ce sentiment d'effroi prit des proportions plus intenses et plus marquées. Il s'y joignait la pensée désolante que ce premier jour aurait des lendemains pareils, sans trêve ni repos. L'avenir lui parut noir. Des soins, des prévenances, des tendresses, auraient pu vaincre ce sentiment et le fondre, comme se dissout un flocon de neige en touchant la terre attiédie par le mois d'avril. Malheureusement M. de

Busserolles n'avait à son service que la passion, une passion violente et farouche qui s'imposait. La jeunesse et l'innocence de Delphine furent atteintes de blessures incurables. Lorsque le soir elle entendait le pas de son mari dans le vestibule de la maison, des sueurs lui montaient au front. Il entrait, faisant craquer les boiseries du plancher sous son pied solide, s'avançait tout droit vers sa jeune femme, la prenait par la taille, et, la serrant sur sa large poitrine, où elle pliait comme un jonc, il l'embrassait coup sur coup, brusquement. Ces baisers lui faisaient l'effet de morsures; son cœur en était meurtri.

Cependant, si passionnément égoïste que fût l'amour de M. de Busserolles, il ne pouvait manquer de s'apercevoir bientôt de la réserve glaciale que Delphine lui opposait. Il l'observa mieux et crut découvrir dans cette réserve tous les symptômes de l'éloignement; son amour-propre s'en irrita. Un jour, l'ayant embrassée à l'improviste, il la vit s'éloigner et d'une main nerveuse passer sur son cou le bout d'un mouchoir imbibé d'eau froide. Il courut comme un furieux après elle, et, déchirant de ses lèvres le fin tissu qui couvrait ses épaules et son corsage : — Ah! c'est ainsi, s'écria-t-il presque étouffé par le sang qui lui montait à la gorge, tu es à moi, je te garde, et rien n'y fera!

Un incident donna au ressentiment de M. de Busserolles les formes plus accusées de la haine. A la mort du général Turquin, les embarras de la succession obligèrent M. de Busserolles à rapporter les cent mille francs qu'il avait reçus en avance d'hoirie. Il ne pardonna jamais cette restitution à Delphine, qu'il accusa de l'avoir trompé, et qu'il poursuivit de ses reproches.

Pour bien se rendre compte de l'irritation tenace de M. de Busserolles, il faut dire que le rappel de ces cent mille francs arriva dans un moment où lui-même cherchait à emprunter. Ses affaires, et il en avait de plusieurs sortes, étaient embrouillées. Avec de l'intelligence et de l'activité, M. de Busserolles avait aussi, et dans une large mesure, l'esprit inquiet et l'imagination remuante. Il voulait faire fortune, et essayait de toutes les combinaisons. Tantôt il entreprenait de dessécher un marais ou d'exploiter une carrière, tantôt de se mettre à la tête d'une usine; un jour il ne rêvait plus que canaux, et le lendemain que sucreries. Heureusement il n'avait pas toujours le temps d'engager ses capitaux. Le dégoût venait souvent plus vite que la séduction, et, si la signature n'était pas donnée, on ne le voyait plus; mais, quand il avait signé, il fallait trouver de l'argent. Au commencement, ce fut aisé; plus tard il acheta le crédit dont il avait besoin à de dures conditions. Les défauts qui lui étaient naturels, la violence, l'emportement, la susceptibilité, la méfiance, subirent en quelque sorte le travail de la fermentation;

son caractère ombrageux s'accusa avec plus de force et s'aigrit. Tout retomba sur la famille Turquin, qui lui avait enlevé cent mille francs, et par contre-coup sur Delphine.

Sa passion elle-même subit l'effort du temps et s'amoindrit; presque assouvie alors, elle laissa cependant debout une jalousie intense qui s'effarouchait d'un sourire et s'irritait d'un mot. Ces jalousies féroces qui survivent à l'amour sont des phénomènes qui ne sont point rares; elles tirent leur source de l'orgueil et ne sont pas moins ardentes dans leurs manifestations que celles que la passion inspire; elles ont peut-être même plus d'âpreté. Vers cette époque lointaine se place un événement qui eut une influence considérable sur l'existence de Delphine. M. de Busserolles voyageait quelquefois pour ses affaires; dans ces occasions, il laissait sa femme à Morsan, où il lui permettait de recevoir de temps à autre des personnes de sa famille qu'il avait soin de choisir et d'indiquer lui-même. Il se trouva qu'une parente de qui Delphine pouvait attendre quelque chose en sa qualité de filleule avait un fils auquel on venait de conseiller l'air de la campagne et le repos loin de Paris. Mme de Berville, qui suivait un procès d'où dépendait sa fortune, se désolait. — Donnez-le-nous, dit M. de Busserolles, aucun pays n'est plus salubre que Morsan, et ma femme soignera votre fils comme un frère. — Trois jours après, Henri de Berville s'installait à Morsan.

A l'aspect de ce pauvre garçon qu'elle avait connu au sortir du collége tout brillant de l'éclat de la santé et qui lui revenait pâle, souffreteux, épuisé, Delphine se sentit prise d'une profonde pitié. Elle lui prodigua tous ses soins, et on put croire enfin que la jeunesse d'Henri triompherait de cette épreuve. Sur ces entrefaites, M. de Busserolles dut s'absenter; mais il exigea de Mme de Berville, qui mettait à sa disposition ses relations et son crédit, qu'elle laissât son fils à Morsan. Delphine objecta qu'Henri avait vingt ans, qu'elle était un peu jeune elle-même pour ce rôle de garde-malade auquel on la réduisait. — Votre pruderie s'effarouche bien vite, répliqua M. de Busserolles...

Et comme elle insistait : — Brisons là, reprit-il, j'ai mes raisons pour agir comme je le fais.

Henri resta donc à Morsan. Lorsque M. de Busserolles revint après une assez longue absence, le malade allait beaucoup mieux; il était même en état de partir pour l'Italie, où sa mère, rendue libre par le gain de son procès, voulut l'accompagner. Elle accabla Delphine de témoignages de reconnaissance; de son côté, M. de Busserolles ne lui épargnait pas les complimens railleurs. Sept mois après, elle accouchait d'une fille.

La jalousie de M. de Busserolles fit explosion. Elle fut terrible. Elle avait un corps, une apparence de prétexte. Il lui fit des re-

proches cruels. Ces émotions violentes, dans les jours mêmes qui suivirent sa délivrance, conduisirent Delphine aux portes du tombeau. Si timide qu'elle fût, elle avait trop de fierté pour descendre à une justification ou à des prières. Quant à lui, il avait accueilli le premier soupçon; il ne devait plus l'arracher de son cœur. Sans doute il n'aurait pas osé affirmer que sa femme fût coupable; mais il conservait un doute, et cela suffisait pour qu'il n'eût jamais pour Lucette ces caresses que les pères prodiguent si volontiers à leurs enfans. Devant le monde cependant il l'embrassait.

VI.

Peu d'années après la naissance de Lucette, et lorsque ce sentiment qui inclinait vers la répulsion montrait chaque jour une force plus vive, M. de Busserolles ramena de Paris ce parent éloigné du nom de Justin Plantier, qu'on a vu figurer au commencement de cette histoire. Il l'avait rencontré au salon de l'exposition annuelle des beaux-arts. Le peintre y jetait feu et flamme contre l'ineptie et le vandalisme du jury, qui avait refusé un de ses tableaux.

Là-dessus il conduisit M. de Busserolles dans une grande mansarde qu'il habitait à l'extrémité du faubourg du Roule, et le poussant devant une toile qui tenait tout un pan de muraille : — Hein ! qu'en pensez-vous? dit-il en se croisant les bras d'un air d'admiration. Ce Tibère est-il campé? Sont-ce là des muscles romains? Que dites-vous de ces enfans qui s'ébattent dans l'herbe et dans l'eau, de cette femme qui présente une coupe au césar?... Ce paysage n'a-t-il pas de l'air et de la profondeur?... Et là-bas, perdus dans l'ombre, ces fantômes de philosophes et de guerriers qui passent drapés dans le manteau de laine comme un souvenir vivant de la vieille Rome des tribuns, — n'en devinez-vous pas la signification symbolique? La république dans sa tristesse, l'empire dans sa fange, c'est de la philosophie à coups de pinceau. Les brutes ne l'ont pas compris... C'est à briser sa palette!

L'enthousiasme de M. de Busserolles calma les nerfs de Justin Plantier; mais sa présence ne tarda pas à lui ouvrir de nouveaux horizons. Justin Plantier appartenait à cette race d'hommes ingénieux qui ont plusieurs cordes à leur arc. Avant de s'adresser à la peinture, qui l'avait payé d'ingratitude, il avait eu des accointances avec l'industrie. Il avait traversé deux ou trois usines, et s'était trouvé mêlé à un courant d'affaires où ses aptitudes naturelles s'étaient développées plus à l'aise. Les combinaisons les plus larges, les plus hardies, pour dire le mot, étaient celles qui lui plaisaient le mieux.

Sur ces entrefaites, M. de Busserolles apparut comme une providence à Justin Plantier, qui battait le pavé en quête d'un appui. Conseillé par sa détresse et tout en le promenant par la ville, le peintre eut soin de ne pas oublier le caractère même de l'homme. Il ne lui fut pas difficile de découvrir que son parent avait le goût des affaires, des capitaux et un crédit qui lui permettaient d'en entreprendre de considérables. C'était déjà quelque chose. Cette première découverte, qui créait entre eux un point d'affinité, en amena une autre. Quand sa sotte vanité n'était point en jeu, Justin Plantier n'était pas dépourvu d'une certaine dose d'esprit. Il s'aperçut bien vite que les complimens ne plaisaient pas moins à son interlocuteur qu'autrefois les éloges à l'archevêque de Grenade : c'était le défaut de la cuirasse; il l'en accabla. Sous cette averse, la confiance et la tendresse de M. de Busserolles se développèrent et fleurirent comme l'herbe d'un pré sous les pluies tièdes du printemps; mais cette besogne ne faisait point perdre de vue à Justin le but qu'il poursuivait. Quelques confidences l'initièrent par le menu à la situation de M. de Busserolles; il en devina les parties obscures, et son imagination échauffée se mit en campagne. D'anciennes relations furent renouées, il eut vent d'une entreprise qui périssait faute d'un peu d'argent comptant, il en étudia les ressources avec finesse et rapidité, y poussa M. de Busserolles, et en un tour de main lui fit gagner une somme ronde dont par calcul il négligea de retenir une part. Du coup il eut ville gagnée. Le mari de Delphine le pressa d'associer sa fortune à la sienne. Il lui semblait que, multipliés l'un par l'autre, leurs deux génies conquerraient le monde. — Que votre appétit se contente d'abord d'un petit million; quand nous l'aurons, nous verrons après, répliqua Justin Plantier avec un sourire.

M. de Busserolles était pris au piége. Impatient d'utiliser la fertilité d'esprit de Justin, il voulut à toute force l'avoir près de lui, l'entraîner à Morsan. Justin joua l'indécision. Il n'avait pas dit son dernier mot; l'idée d'une vaste composition lui était venue qui le tourmentait. Il désirait vivre en ermite pour s'abandonner à son inspiration. — Vous travaillerez chez moi, où vous serez comme chez vous, répliqua M. de Busserolles. Vous en reviendrez avec des chefs-d'œuvre.

— Sans doute, dit Justin, mais ma liberté, ma chère liberté!

M. de Busserolles insista. Justin céda de l'air d'un homme qui fait une concession. — Eh bien! soit, dit-il, le temps de serrer mes bibelots, et j'émigre vers Morsan.

Justin, qui devait rester une saison à Morsan, en resta deux, puis trois, puis un an. Un jour vint où M. de Busserolles ne voulut plus

s'en séparer. Il en avait besoin, comme autrefois certains évêques de leurs coadjuteurs. On a dit quelque part que deux choses étaient infinies, la sottise de l'homme et la miséricorde de Dieu; il y en a une troisième qui n'est pas moins grande, c'est la toute-puissance de la flatterie. On la connaît, on la proclame, elle est encore plus étendue qu'on ne le suppose : c'est le levier qui soulèverait le monde. Cette arme n'était pas la seule qui assurât à Justin d'inépuisables prérogatives. Son savoir-faire le servait non moins utilement. Il eut la chance dès les commencemens de mêler M. de Busserolles à deux ou trois affaires heureuses, et de le tirer de quelques autres où il s'était fourvoyé. Maintenant il en rêvait de plus importantes; mais le séjour d'une petite ville ne laissait pas de l'humilier. Son amour-propre en souffrait. N'avait-il pas en outre une attitude de parasite? De là des révoltes qui le poussaient à se venger sur tout le monde de la contrainte qu'il s'imposait et de l'infériorité relative d'une situation dont il avait le sentiment. Ainsi que le disait plaisamment Mme Ducormier, avec laquelle il avait eu maille à partir, M. Justin Plantier était à Morsan comme une guêpe en villégiature.

Mais cette guêpe voulait se glisser plus avant dans la ruche où M. de Busserolles l'avait introduite. Vivant dans l'intérieur de la maison, Justin n'avait pas tardé à s'apercevoir de l'irritation croissante du mari et de la tristesse glaciale de la femme. Un abîme séparait les deux époux. Il en voulut pénétrer la cause et la connut par des indiscrétions de M. de Busserolles. Ce n'étaient que des mots, des allusions, des réticences; cependant un nom avait été prononcé, et, en groupant toutes ces menues révélations, il en déduisit l'exacte vérité. Il y avait un point noir dans ces deux existences, et ce point noir s'appelait Henri de Berville.

Dès ce moment, Justin tourna autour de Delphine. Le monde où il avait vécu au milieu des ateliers ne l'avait point accoutumé à ces grâces décentes, à ces délicatesses d'attitude et de langage qui ont leurs séductions. Il en subit le charme avec un certain étonnement, puis s'y abandonna; mais en homme habile il commença par entourer Mme de Busserolles de soins discrets où la pitié et l'attendrissement se faisaient voir plus que l'amour. Le moyen était bon; mais pour qu'il pût amener le peintre au résultat qu'il espérait, il eût fallu que l'expression de cette pitié fût sincère et qu'elle partît d'un cœur convaincu. Une des faiblesses des âmes perverses, c'est de croire que toutes les âmes ont le même degré de perversité. Justin se fatigua de ce rôle d'hypocrisie trempée de larmes. Il lui paraissait impossible d'ailleurs qu'une femme jeune et séduisante, auprès de laquelle un mari n'avait que des violences

alternant avec des regains de passion et de jalousie, ne cherchât point des distractions ou tout au moins une vengeance. Une minute dissipa les illusions qu'il avait pu se faire. Il trouva devant lui une femme courroucée dont l'indignation et le mépris avaient plus de force que son audace n'avait eu d'impudence. Elle le laissa, dans le jardin où l'explication avait eu lieu, humilié, mais cuvant son humiliation.

Le lendemain même, profitant d'une absence de M. de Busserolles, il se présenta de nouveau devant Delphine. Ce n'était plus l'homme qu'elle avait vu la veille, hardi, presque insolent. La parole était embarrassée et timide, le regard contrit. Il suppliait, et comme Delphine faisait un mouvement pour se retirer : — Je vous en prie, dit-il en joignant les mains, daignez m'écouter un instant. Si je vous ai tenu un langage blessant, c'est que je n'ai jamais rencontré de femme qui vous ressemblât. Je n'ai compris l'étendue de ma faute que lorsque vous n'avez plus été là, et j'ai pleuré toute la nuit. Ne soyez pas sans pitié!... Laissez-moi dans votre ombre... Je ne suis pas sûr d'arriver à ne plus vous aimer, mais un jour j'arriverai à mériter que vous me tendiez la main. Que voulez-vous que je devienne, si vous me repoussez?

La nature loyale de Delphine la disposait à l'indulgence. Elle savait en outre par M. de Busserolles que Justin n'avait point de ressources. Devait-elle rester inflexible devant l'expression du repentir? N'était-ce pas condamner Justin à s'éloigner de la maison et peut-être à courir au-devant de la misère? Elle lui fit voir un visage d'où la trace de la colère s'était effacée. Un éclair de pensée mauvaise traversa l'esprit de Justin; il se demanda s'il n'avait pas été dupe d'une coquetterie qui prenait au besoin le masque de la candeur et de l'indignation. Peut-être n'avait-elle été si prompte à se rendre que pour l'engager à persévérer? Elle venait de s'asseoir, il s'approcha. Delphine, éclairée par un rayon de soleil, avait la tête inclinée sur la poitrine; elle était songeuse, émue, et son trouble communiquait à ses traits un coloris qui en augmentait le charme. Justin vit dans ce silence et cette immobilité une sorte de complaisance. Il prit l'une des mains qu'elle laissait pendre à son côté et la porta violemment à ses lèvres. A cette nouvelle tentative, la pitié s'évanouit dans le cœur de Delphine; il n'y resta plus que le sentiment de mépris que peuvent inspirer à une âme noble la loyauté méconnue et la confiance abusée. Elle montra du doigt la porte à celui qui l'avait insultée, et l'indignation de son regard fut telle qu'il perdit contenance et sortit tout tremblant et livide.

Peu de jours après, Lucette jouait auprès de sa mère dans le jardin de la Maison-Blanche, au plein soleil de midi. M. de Bus-

serolles fumait en se promenant à l'écart avec Justin. Chacun des tours d'allée qu'ils faisaient lentement les rapprochait de l'enfant qui poussait des cris d'oiseau en poursuivant un papillon. S'ils s'arrêtaient, intimidée presque aussitôt, elle suspendait ses jeux. Justin l'observait avec un sourire méchant. Un instant, hors d'haleine et toute pâle, Lucette se coucha sur les genoux de sa mère. — C'est à n'y rien comprendre, dit Justin tout à coup, une réflexion vient de me traverser l'esprit, qui renverse toutes les notions de la physiologie... Vous êtes fort comme un chêne, et cette pauvre petite fille est pâle et délicate comme un roseau.

M. de Busserolles jeta son cigare sans répondre. — Est-ce que vous avez été malade autrefois? poursuivit Justin.

— Non, jamais.

— C'est singulier, singulier tout à fait, répéta le peintre; puis il se mit à fredonner un air d'opéra-comique.

VII.

La blessure une fois ouverte, Justin se chargea de l'envenimer. Toutes les occasions lui étaient bonnes pour raviver le souvenir de M. de Berville; mais il le faisait avec un art infini. M. de Busserolles, qui n'avait jamais aimé Lucette, la prit peu à peu en aversion, lentement, comme déborde un vase qu'on remplit goutte à goutte. Delphine eut peur pour sa fille, qui avait besoin de s'épanouir dans la tendresse comme une fleur délicate dans un air tiède. Pourrait-elle supporter ces rudesses? Ainsi qu'un grand nombre d'enfans débiles, Lucette avait une vivacité de perception qui lui permettait, sinon de comprendre, du moins de sentir des choses qui auraient dû la laisser indifférente et qui la troublaient. Elle comparait, elle avait des surprises, des secousses, elle avait le sentiment que l'intérieur de la maison où elle grandissait ne ressemblait pas à d'autres maisons où on la conduisait. Il y avait des différences profondes dont la cause lui échappait, mais dont elle subissait les effets douloureux. Pourquoi son père avait-il deux voix, deux regards? Pourquoi se sentait-elle glacée quand il arrivait, et prête à pleurer s'il l'appelait? Elle n'approchait qu'en tremblant et restait interdite devant lui. S'il l'interrogeait sur les choses qu'elle savait le mieux, elle les oubliait subitement, tout se brouillait dans son esprit; il y avait comme un bourdonnement dans ses oreilles. Sa mémoire, ses facultés se trouvaient paralysées.

On se souvient que M. de Busserolles avait engagé M. d'Ambleuse à lui rendre à la Maison-Blanche la visite qu'il lui avait faite

au Rocher. Trois ou quatre jours après la soirée qui les avait réunis chez Mme Ducormier, Raymond se présenta chez le mari de Delphine. Une espèce de domestique en livrée qui ajustait des lignes dans le vestibule lui répondit que M. de Busserolles était au jardin avec sa femme, et qu'il pouvait les y rejoindre. Raymond ouvrit une porte vitrée, et se trouva sur un perron dont les marches descendaient vers une allée de tilleuls; il la suivit et arriva sur le bord d'une terrasse qui dominait la Vière. Soudain le spectacle qu'il aperçut l'arrêta.

M. de Busserolles était debout devant sa fille qui pleurait, une poupée entre ses bras. Auprès du père et de l'enfant et tremblante déjà, Delphine se tenait dans l'attitude de la supplication; non loin de là, assis sur un banc et regardant l'eau couler, Justin fredonnait.

— Voyons cette fable, dit M. de Busserolles en s'adressant à Lucette.

— Monsieur, répondit la mère précipitamment, Lucette est toute troublée, laissez-la-moi, et ce soir, je vous le promets, cette fable que vous lui demandez, elle la saura.

Lucette fit un pas vers sa mère. M. de Busserolles l'arrêta par le bras. — Madame, reprit-il, quand vous accablez cette enfant de caresses inutiles, je n'interviens pas. Veuillez ne pas intervenir non plus quand je l'interroge.

Et se retrournant vers Lucette : — Vous m'avez entendu, je crois?

L'enfant baissa les yeux, les essuya du bout des doigts, ouvrit la bouche, gratta le sable avec son pied, rajusta la robe de sa poupée, qu'elle fit passer du bras droit sur le bras gauche, et resta muette. M. de Busserolles fronça le sourcil. — Cette poupée vous cause des distractions, donnez-la-moi, dit-il.

Lucette hésita. — Je vous préviens, s'écria M. de Busserolles, qui la lui arracha des mains, que si tout de suite vous ne répétez pas votre leçon mot à mot, je mets en pièces cette poupée qui fait que vous n'obéissez plus!

— Oh! monsieur, dit Delphine.

M. de Busserolles lui lança un regard impérieux. Lucette, qui tremblait de tous ses membres, joignit les mains. — Voilà! dit-elle d'une voix étranglée, j'y suis.

Et faisant un effort, les yeux sur sa poupée, elle commença :

Un agneau se désaltérait
Dans le courant d'une...

Mais elle ne put aller plus loin. — Je vous avais prévenue, dit M. de Busserolles. Et, faisant tournoyer la poupée dans le vide, d'un coup violent appliqué contre le tronc d'un arbre il lui fit voler la tête en

éclats. Lucette poussa un grand cri et tomba raide. Pendant toute cette scène qui n'avait pas duré deux minutes, Raymond, immobile auprès d'un massif d'arbustes qui le cachaient à demi, n'avait osé ni s'avancer ni reculer. Pas un mot, pas un geste ne lui échappait de ce qui se passait sur la terrasse. Il voyait le visage décomposé de Delphine, les traits livides et bouleversés de Lucette, le sourire de Justin, la physionomie dure et méchante de M. de Busserolles. Lucette par terre, Delphine sauta sur elle et l'enleva dans ses bras.
— Elle est sans connaissance, voyez! s'écria-t-elle.

M. de Busserolles frappa du pied. — A son âge, déjà des évanouissemens, cela promet! dit-il.

Il se retournait, Raymond parut. — Ah! voici M. d'Ambleuse! fit-il en changeant de visage.

Et le prenant par la main, tout souriant. — Ma chère Delphine, reprit-il, un ami qui nous arrive, notre voisin du Rocher.

Et comme Delphine ne répondait rien : — Vous assistez à une petite scène de famille, continua M. de Busserolles. Une légère correction vient d'être infligée à cette enfant... Elle est si bien gâtée par sa mère, qu'un mot la met dans l'état où vous la voyez... C'est une pitié... Vous serez père un jour... Vous saurez alors qu'il faut quelquefois un peu de sévérité, quelque chagrin qu'on en éprouve.

M. de Busserolles s'approcha de Lucette, et lui passant la main sur la tête : — Eh bien! qu'est-ce, voyons?... Ce n'est donc pas fini?

Lucette ouvrit les yeux et se dressa soudain comme si elle eût été galvanisée par le son de cette voix. — Voilà qui est fait...; on te pardonne, poursuivit M. de Busserolles.

Et se tournant vers M. d'Ambleuse de l'air le plus aimable : — Les amis d'une maison doivent s'habituer à ces épisodes de la vie domestique qui sont comme de légers nuages dans un ciel bleu.

Raymond s'inclina. — Et, pour vous donner la preuve que nous vous comptons déjà parmi les nôtres, permettez-moi d'agir avec vous sans façon. M. Plantier vous dira qu'on nous attend ici près pour une affaire qui a quelque importance. L'heure de nous y rendre est venue; mais Mme de Busserolles saura vous garder auprès d'elle.

Là-dessus le maître de la Maison-Blanche donna une vigoureuse poignée de main à Raymond et sortit avec Justin. Seul auprès de Delphine, Raymond la regarda avec une telle expression de respect et de pitié qu'elle lui tendit la main. — Comprenez-vous à présent pourquoi j'aime les enfans et pourquoi j'ai peur? dit-elle.

Lucette courait déjà vers sa poupée. Quand elle vit ce corps sans tête, elle éclata en sanglots. Sa mère la prit sur ses genoux. — Je t'en supplie, dit-elle, tu ne sais pas le mal que tu me fais...

— Eh bien ! je ne pleure plus, regarde...

Lucette lui montra un visage tout ruisselant de larmes, au travers desquelles un sourire essayait d'apparaître. — Voulez-vous me permettre d'embrasser votre fille? dit Raymond.

L'enfant le regarda et se laissa aller dans ses bras. M. d'Ambleuse avait devant lui une frêle créature dont le visage mignon était éclairé par deux grands yeux pleins d'une mélancolie profonde. Un fin réseau de veines bleues courait sous l'épiderme transparent de ses tempes et de ses joues. Elle repoussait de ses petites mains une forêt de cheveux blonds répandus autour de son cou, et d'un regard craintif elle examinait les traits inconnus de celui qui l'avait prise sur ses genoux.

Bientôt rassurée, Lucette s'abandonna sans résistance aux mains qui la caressaient. — Dites-moi, chère enfant, reprit Raymond; votre poupée était un peu vieille, voulez-vous que je vous en apporte une toute neuve que je connais?

Lucette eut un mouvement de joie, ses lèvres douces cherchèrent le visage de Raymond; puis, réfléchissant, d'une voix plaintive : — Non, dit-elle, cette poupée-là pourrait mourir aussi, et ça me ferait trop de peine!

— On la soignera bien, et elle vivra longtemps.

L'enfant réfléchit encore, et, secouant la tête : — Non, quand les poupées ne meurent pas, on les tue.

Ainsi surprise dans une de ces heures d'anxiété douloureuse où le cœur est tout prêt à s'ouvrir à la sympathie, Delphine s'épancha. — Vous m'avez vue l'autre soir, j'étais heureuse, dit-elle; Lucette avait les joues roses... Ce soir elle aura la fièvre, demain elle aura autour des yeux un cercle bleuâtre que je connais, et qui me fait peur...

Elle essuya le bord de ses paupières. — Elle ne parle pas comme les enfans de son âge, ma Lucette; elle n'a pas leur regard,... leur accent;... cela m'inquiète. A huit ans, cela fatigue... C'est comme un poids lourd qu'on mettrait sur un arbrisseau; l'arbrisseau plie... Si vous saviez toutes les questions qu'elle m'adresse, et comme elle prend garde à tout!...

La conversation commencée, Delphine parla de son mariage, des conditions où il avait été conclu. Il y avait une foule de points sur lesquels ses idées n'étaient point d'accord avec celles de M. de Busserolles. — J'ai probablement tort, ajouta-t-elle.

— Une chose m'étonne, dit alors M. d'Ambleuse; je ne croyais pas que M. de Busserolles m'accueillît avec cette cordialité, j'allais presque dire cet empressement.

— Cela m'étonne aussi. Ce n'est pas dans ses habitudes, ni dans

ses goûts... Il est rare que M. de Busserolles ouvre sa maison. Il y a peut-être quelque chose que nous ne savons pas.

Ces derniers mots, qui mettaient Raymond de moitié dans la pensée de Delphine, le pénétrèrent d'un sentiment de joie intime et reconnaissante. Quelque chose en parut sur son visage, dont Mme de Busserolles s'aperçut. Émue aussi, elle détourna les yeux, les porta sur sa fille. Lucette venait de creuser un trou sous un rosier du Bengale qui avait encore quelques fleurs pâles, et achevait d'y enterrer sa poupée. Elle dressa ensuite sur la petite fosse une croix faite de deux brins de bois mort noués par un bout de fil, et rejoignit sa mère tristement.

Raymond se leva. Comme il prenait congé de Delphine, Lucette l'arrêta par un geste gracieux. — Tu reviendras? dit-elle.

En se retirant, M. d'Ambleuse était sous l'empire d'un trouble dont il connaissait tous les symptômes; il aimait Delphine, il aurait voulu écarter d'elle toutes les souffrances qu'il y découvrait, l'emporter au loin, la soustraire à ce milieu sombre, et; s'il ne pouvait y parvenir, s'y enfermer avec elle. Il sentait déjà que sa vie s'écoulerait dans l'air que respirait Mme de Busserolles.

Une grande préoccupation attendait Delphine le lendemain à son réveil. Lucette avait la fièvre avec des éclairs de délire. Le médecin fut appelé. Les symptômes qu'il remarqua l'étonnèrent; il recommanda le silence et le repos absolu. — Nous la tirerons de là, dit-il à Mme de Busserolles, le mal n'a pas de profondes racines;... mais prenez garde, votre fille a une nature si nerveuse que de trop fortes secousses pourraient devenir graves.

A l'heure du déjeuner, M. de Busserolles, qui avait passé la matinée avec un homme d'affaires, fut informé de l'indisposition de Lucette. — Encore! s'écria-t-il. — Et frappant du pied avec impatience : — Cela ne vous empêchera pas, j'imagine, de veiller à ce que tout soit prêt samedi prochain?

Delphine le regarda d'un air de surprise. — Ne vous l'ai-je pas dit? continua M. de Busserolles, nous attendons le préfet... Il y aura souper,... concert... et bal...

— Et Lucette, monsieur?

— Eh bien! quoi! Lucette? Ne faut-il pas que tout s'arrête parce que votre fille a la fièvre?

Mme de Busserolles espérait que l'état de Lucette s'améliorerait avant cette échéance tant redoutée du samedi; mais il n'en fut rien. Le mieux ne vint pas, la fièvre persistait.

Le grand jour arrivé, Delphine pria M. de Busserolles de la dispenser d'assister au dîner et au bal. — Le préfet me comprendra, dit-elle, il s'agit de ma fille.

— Il s'agit pour moi des affaires les plus sérieuses... Vous serez mère demain, soyez femme aujourd'hui...

Le soir, il y eut trente personnes à table, parmi lesquelles presque tous les habitués de Mme Ducormier. Celle-ci mit Raymond au courant de ce qui s'était passé. — Et voilà dix ans que cela dure!... Delphine en avait dix-sept quand on l'a conduite ici,... et jamais une plainte,... jamais une révolte!.. Ah! continua-t-elle en faisant rouler son éventail entre ses doigts, les philosophes de tous les temps ne nous épargnent ni les sarcasmes ni les dédains, la Bible elle-même nous traite lestement. Je ne sais si nous méritons tant de colère et d'ironie; mais, quand les hommes s'en mêlent, ils sont féroces et d'un bond nous dépassent.

VIII.

Vers le milieu de la soirée, Raymond crut remarquer que Dominique tournait autour de lui comme s'il avait une envie secrète de lui parler. Il l'aborda. — Est-ce que vous avez quelque chose à me dire, monsieur Dominique?

— Moi? s'écria le rêveur intimidé; puis, se remettant et jetant les yeux de tous côtés : — Eh bien! oui! j'ai à causer avec vous.

— Causons donc.

Dominique le prit à part, et d'une voix inquiète : — Je poursuis un triste rêve en ce moment. Il me semble que je suis dans une maison toute remplie de bruits. Je crois y voir des femmes parées qui dansent,... et la meilleure d'entre elles a du chagrin,... un chagrin qui la mine et la ronge...

L'expression de la surprise parut sur le visage de Raymond.

— Ce que je dis vous étonne? Oh! je vois bien d'autres choses encore... Comme rien ne me distrait, à mesure que les rêves passent, je les regarde... On parle de moi comme d'un homme qui n'a pas tout son bon sens... On en rit;... mais au fond je sens bien que je ne suis pas fou... Est-on fou parce qu'on rêve qu'on aime une femme qui s'appelle Mme de Busserolles?

— Quoi! vous?

— Oui, je l'aime, et vous l'aimez aussi, reprit Dominique avec force, et c'est pour cela que je vais à vous. Je crois voir qu'elle n'est pas heureuse... Protégez-la. Moi, je suis un pauvre homme,... je ne puis rien.

On entendit un éclat de rire et aussitôt la voix de Justin. — Voilà l'être méchant, soupira Dominique; mon rêve se gâte dès que je le vois. Tenez, le voilà qui s'attaque à M. de Fernay, et le beau capi-

taine ne s'aperçoit pas que le pinceau cassé du peintre se moque de son sabre.

Justin en effet pressait M. de Fernay de raconter un épisode de sa vie militaire. Il s'agissait d'une charge qu'il avait exécutée en Afrique pour dégager une avant-garde menacée par une nuée d'Arabes. C'était la vingtième fois qu'il lui en faisait recommencer le récit sans que Guillaume s'en aperçût jamais, et chaque fois il y trouvait un divertissement nouveau. — C'était dans la province d'Oran, n'est-ce pas, sur la frontière du désert?

— Au-delà d'El-Habaïça, répondit naïvement le capitaine.

— Et vous n'aviez qu'un peloton sous la main?

— Cinquante hommes à peu près.

— Mais tous des hussards du 4e, hussards de la tête aux pieds!

— Avec une escouade de spahis qui nous servaient d'éclaireurs.

— Quand vous êtes arrivés sur le terrain, l'infanterie formait le carré?

— On aurait dit un petit rocher de granit assailli par mille vagues écumantes... Les burnous blancs et les haïcks tourbillonnaient autour des capotes grises.

— Cela se voit d'ici... Racontez donc cet épisode des guerres d'Afrique à notre cher préfet. Tout ce qui a trait à l'héroïsme de l'armée l'intéresse, et on n'a pas tous les jours le bonheur d'en avoir auprès de soi un glorieux représentant. Vous étiez donc à peu près soixante sabres contre mille yatagans?

— Mille ou quinze cents tenus en échec par une poignée de baïonnettes.

— Cependant tous ces braves fantassins allaient battre en retraite, décimés par le fer et le plomb de l'ennemi?

— Quelques centaines de pas nous en séparaient; alors, me dressant sur ma selle : Camarades, m'écriai-je, faisons voir à ces moricauds que les hussards de France valent les chasseurs d'Afrique! Il y a là-bas des camarades à délivrer... Marchons. — Je partis à fond de train. Le sabre au poing, nous tombons sur les Arabes, et nous trouons cette cohue comme un coin de fer s'enfonce dans le tronc d'un arbre. Les fantassins voyant cela, s'élancent au pas de course, la baïonnette en avant, et nous rejoignent. Alors tous ensemble, au cri de vive la France, nous chargeons le reste de la bande.

— Vous en faites un abattis?

— Et ceux qui avaient encore le pied à l'étrier s'échappent au galop. Bientôt après, on ne voyait plus trace à l'horizon de ce nuage de burnous. Par exemple, il y en avait bien deux cents par terre.

— Pour votre part vous aviez deux blessures!

— Oh! rien! cette estafilade au milieu du visage et une déchi-

rure à l'épaule... Le soir, quatorze hussards manquaient à l'appel.

— Et trois spahis, je crois?

— Tous morts bravement, le front à l'ennemi, faisant leur devoir. Quand je me vis sur le champ de bataille, entouré de tous ces braves gens qui criaient : victoire! les fantassins embrassant les cavaliers, tonnerre! je n'aurais pas donné mon sabre pour la couronne d'un roi!

— Quel spectacle! Si je peignais encore, je l'immortaliserais sur la toile... Et tout cela n'a point empêché le gouvernement de vous oublier.

— Un peu. J'avais la croix d'officier, on ne pouvait m'offrir que l'épaulette de chef d'escadron. On l'a négligé, et le dépit m'a fait donner ma démission.

— Et tout Morsan-sur-Vière s'en félicite, puisqu'on vous a...

— Moi, j'ai quelquefois regretté ma détermination; mais qu'importe après tout? L'armée est pleine de capitaines qui me valent; au premier coup de clairon, ils mèneront leurs soldats à la bataille comme j'y ai mené mes hussards... Un homme n'est rien; le pays, c'est tout!

Justin poussa un cri d'enthousiasme et battit des mains. — Si dans son rêve M. de Fernay finit par deviner que le rapin se moque de lui, ça tournera mal, murmura Dominique.

Toutefois la soirée se passa sans encombre, et la gaîté des convives ne fut troublée par aucun nuage. Quand ils se furent retirés, l'amphitryon, qui paraissait triomphant, s'approcha de sa femme. — Vous êtes tout à fait bien avec M. d'Ambleuse? lui dit-il.

— Il me témoigne un intérêt que je crois sincère, répondit Delphine, dont le cœur se mit à battre.

— A votre fille aussi, ce me semble?

— A Lucette aussi, et je lui en suis reconnaissante.

— Tant mieux!.. Cette affection qu'il vous fait voir me permet d'espérer, s'il vient à vous parler d'une affaire dont je dois l'entretenir, que vous pourrez nous aider un peu.

— Quelle affaire?

— Oh! rien de plus simple. Mon ami Justin, qui en a eu la première idée, peut vous dire qu'il s'agit de quelques méchans bouts de pré que je veux lui acheter. Seulement je désirerais que nos signatures fussent échangées avant huit jours.

— Avant huit jours! Pourquoi cette précipitation?

— Je vois qu'avec vous il faut mettre les points sur les *i*. Sachez donc que, lors de mon dernier voyage à Paris, le hasard m'a mis au courant d'un projet de chemin de fer dont le tracé est à l'étude. Encore quelques formalités, et le décret sera rendu public. Or ce chemin de fer passe justement sur les prés dont je vous parle, et la

valeur en sera décuplée. Il s'agit de décider M. d'Ambleuse à me céder ces terrains avant que cette affaire ne soit ébruitée.

Delphine regarda son mari. — Voyons! je n'ai pas bien compris. Si les terrains, dites-vous, décuplent de valeur, pourquoi ne pas en laisser profiter M. d'Ambleuse? — M. de Busserolles était embarrassé. Ce fut Justin qui se chargea de répondre.

— Mais, dit celui-ci, du moment qu'on lui achète ses prés à leur valeur, il est vraiment bien à plaindre!

— C'est juste, continua M. de Busserolles, nous lui offrons de lui prendre ses terres au prix d'estimation. Doit-il bénéficier d'une éventualité qu'il n'a pas su prévoir, d'un événement sur lequel il n'a pas dû compter?

— Monsieur, dit alors Delphine, je n'entends rien aux affaires, vous le savez. Vous ne m'avez jamais communiqué vos projets. Souffrez donc que je reste étrangère à celui-ci.

M. de Busserolles fronça le sourcil, et d'une voix brève : — Une femme dévouée, dit-il, prend à cœur les affaires de son mari, et non celles des autres. Votre froideur me donne à réfléchir. Savez-vous qu'on commence à remarquer que M. d'Ambleuse vient beaucoup ici?

Delphine reçut le lendemain la visite de Raymond; elle en fut troublée, et quelque chose en parut sur son visage. — Qu'avez-vous? lui demanda Raymond.

— Rien, répliqua-t-elle en baissant les yeux.

Sa pensée inquiète glissa sur M. de Busserolles, qu'elle ne pouvait plus estimer... après ne l'avoir jamais aimé, puis se fixa sur M. d'Ambleuse. Avec la rapidité d'un éclair, elle compara sa destinée avec celle qu'un sort plus clément aurait pu lui faire. Elle ne s'était jamais interrogée et ne savait rien des sentimens qui agitent tant d'autres femmes. La seule pâture de son cœur avait été sa fille; celle-ci faisait le charme et le tourment de sa vie, et semblait en fermer l'horizon. Elle venait tout à coup d'y découvrir autre chose. Un flot de sang monta à ses joues. Elle sentait que M. d'Ambleuse la regardait, et son trouble s'en augmenta. — Vous n'avez rien? reprit Raymond. Je ne sais donc pas lire sur votre figure; j'y croyais voir l'expression de la tristesse.

— J'ai une crainte, dit-elle sans lever les yeux et en feignant de chercher des laines dans une corbeille.

Lucette, que la fatigue surprenait vite dans ses jeux, vint en ce moment, tout essoufflée, se coucher sur les genoux de sa mère. Quand on aime une femme, un sentiment difficile à analyser vous fait aimer son enfant; on ne voit plus en lui la preuve vivante que cette femme appartient à un autre, on ne considère qu'une chose:

c'est que cet enfant est quelque chose d'elle, et à cause de cela il vous devient cher. Ce sentiment presque indéfinissable, Raymond l'éprouvait. A la vue de Lucette et de son front pâle, il crut tenir la cause des préoccupations de Delphine. — Est-elle souffrante? reprit-il en se penchant sur elle.

— Non, il ne s'agit pas de Lucette, répondit Delphine en passant la main sur les cheveux de l'enfant, qui déjà sommeillait à demi.

Le regard de Raymond l'interrogea. Elle hésita, puis en balbutiant : — Peut-être un jour arrivera-t-il où nous ne pourrons plus nous voir.

— Et pourquoi?

— Votre présence m'est un appui et une consolation. Ce sont des bonheurs auxquels je ne suis pas habituée.

Elle craignit d'en avoir trop dit, et se reprenant : — Vous ne connaissez pas M. de Busserolles,... des riens l'offusquent;... il est sujet à des irritations et à des impatiences qui ne s'apaisent jamais qu'à demi,... et des circonstances peuvent se présenter où vous remarquerez qu'il vous fait un accueil moins amical.

— Quelques paroles de lui vous ont-elles fait pressentir ce changement?

— Non, répliqua Delphine les yeux fixés sur sa tapisserie; mais je ne voudrais pas vous y exposer.

Il y eut un silence. Elle sentait son cœur battre à coups pressés. En se prolongeant, ce silence augmentait l'embarras qu'elle éprouvait et dont les tristesses n'étaient pas sans une mystérieuse douceur. Elle fit un effort pour s'en dégager, étonnée qu'une pensée nouvelle la détournât de celles qui jusqu'à ce jour l'avaient uniquement occupée. — Enfin, reprit-elle, si moi-même je vous conseillais de ne plus revenir, que feriez-vous?

— J'obéirais, répondit M. d'Ambleuse tristement.

Les plus simples paroles sont quelquefois celles qui produisent le plus d'effet. Les yeux de Mme de Busserolles devinrent humides. Comme elle inclinait la tête pour que Raymond ne s'en aperçût pas, Lucette, que le bourdonnement des insectes tourmentait dans son vague sommeil, fit tomber en s'agitant un léger voile étendu sur son visage. M. d'Ambleuse le ramassa pour l'en envelopper; mais l'enfant jeta un de ses bras autour de son cou, et les yeux à demi ouverts, d'une voix douce, souriant à sa mère, elle dit : — Tu l'aimes bien, n'est-ce pas?

Delphine devint pourpre, se leva et quitta le jardin, tenant Lucette dans ses bras et cachant son visage contre le visage de l'enfant.

Cependant les nouvelles que M. de Busserolles reçut de Paris l'engagèrent à ne pas conclure le marché dont il s'était montré si pressé

de parler à M. d'Ambleuse. L'affaire du chemin de fer était ajournée. Il ne fallait pas rompre non plus, mais au contraire rester en bons termes avec le propriétaire du Rocher. Raymond revit donc Delphine, et peu de jours après une partie de campagne, arrangée par Mme Ducormier et le beau Guillaume, les réunit sur le chemin d'un vieux château-fort dont les ruines attiraient chaque année aux environs de Morsan un grand nombre de peintres et de curieux.

IX.

Les ruines d'Armentières occupaient un promontoire de collines d'où la vue rayonnait sur une vaste étendue de pays. Les murailles écroulées tombaient de toutes parts dans des massifs d'arbustes. Leurs arêtes vives, hérissées d'échauguettes et de créneaux, profilaient dans l'espace une ligne pittoresque de tours éventrées et d'arceaux rompus entre lesquels tournoyaient sans cesse les oiseaux de proie et les corneilles. Une de leurs extrémités s'avançait par une sorte de rampe étroite et malaisée jusqu'à une saillie de rocher où l'on voyait des restes de fortifications. Cette partie du château, qui avait la forme d'un bec et en portait le nom, dominait la vallée d'une hauteur vertigineuse. Sur la pente abrupte, les pierres des murs renversés s'étaient éboulées, arrêtées çà et là dans leur chute par un fouillis de broussailles d'où sortaient quelques arbres tordus par le vent.

Un bois séparait Morsan des ruines où l'on devait passer la journée. On s'y dispersa à l'aventure. Delphine et Raymond se trouvèrent bientôt en avant. Les premiers, ils atteignirent la base de l'escarpement au sommet duquel se dressaient les remparts et les courtines, autrefois battus, disait-on, par le canon de Richelieu. Ils y montèrent par un sentier dont le sillon filait comme une couleuvre à travers les buissons de houx et de genévriers qui couvraient la colline. Delphine gravissait lestement, appuyée sur le bras de Raymond, qui croyait sa marche allégée par ce poids.

Quand ils furent tout en haut, le cercle immense de l'horizon s'ouvrit tout à coup devant eux. Ils avaient à leurs pieds des champs et des forêts sans limites à demi noyés dans la vapeur dorée du matin. Les corbeaux volaient pesamment parmi les pans de murailles, et deux éperviers poussant leurs cris de guerre traçaient de grands cercles dans l'espace. Du fond du bois s'élevaient jusqu'à eux les éclats de rire et les appels joyeux des compagnons qui les suivaient. Une impulsion secrète leur fit prendre le chemin de cette langue de terre, jetée comme un pont entre la colline sur laquelle

reposaient la masse imposante des ruines et la pointe aiguë du rocher qui la terminait. Ils étaient l'un et l'autre gagnés par l'ivresse de la solitude. La route était ardue et semée de difficultés : aux deux côtés, les déclivités raides de l'abîme; sous leurs pieds, l'arête étroite d'un escarpement taillé en dos d'âne. Delphine s'avançait lentement, à côté de Raymond, posant un pied léger sur les pierres mal assujetties, et laissant à peine sa trace sur l'herbe sèche qui tapissait la crête de ce sentier aérien. La compagnie de Raymond lui donnait du courage, lui communiquait même une sorte de témérité fiévreuse. Bientôt ils eurent atteint le cap qui fermait l'enceinte du château-fort du côté de la plaine. Là devait être jadis un poste avancé, une tour menaçante et suspendue dans l'espace, qui commandait et surveillait le pays; les fortes murailles en avaient été rasées au niveau du sol. On avait le vide devant soi, autour de soi.

Mme de Busserolles oubliait sa main dans la main de M. d'Ambleuse. Jamais ils n'avaient été plus seuls. Quelques ronces et des arbrisseaux enchevêtrés qui avaient crû parmi les décombres les cachaient à tous les yeux. La voûte bleue du ciel s'étendait sur leurs têtes, s'appuyant au loin sur le cercle immense formé par l'horizon. Tout agitée encore par l'ardeur de son ascension, Delphine, debout sur l'arête tranchante du rocher, regardait devant elle. Raymond la contemplait. Le vent faisait claquer autour de ses hanches les plis flottans de sa robe; les lèvres entr'ouvertes, elle en aspirait le souffle. Elle était dans l'extase; enivrée, elle serrait la main qui la soutenait. Elle aperçut alors dans l'éloignement un humble toit à l'extrémité d'une lande. Son regard le désigna à M. d'Ambleuse. — Oui, dit-il, c'est là que je vous ai vue pour la première fois. Je passe peu de jours sans retourner à la Plâtrière, et je suis le même chemin que nous avons suivi.

— Depuis que je vous ai rencontré, il me semble que je ne suis plus seule.

Raymond porta silencieusement la main de Delphine à ses lèvres. Elle rougit.

— J'ai peut-être tort de vous parler ainsi; mais il me semble que dans cette lumière qui nous enveloppe, sous ce ciel pur, vous ouvrir mon cœur, ce n'est pas mal faire...

Une voix violente qui l'appelait du milieu des ruines l'interrompit. — Dieu! fit-elle, M. de Busserolles!

— Eh bien?

— Il nous cherche, et, s'il me trouve ici avec vous, je suis perdue!...

Le nom de Delphine retentit de nouveau avec plus de force et

d'âpreté : — Entendez-vous? la colère le gagne! il me tuera! reprit-elle.

Raymond s'approcha de l'arête du rocher qui faisait saillie sur l'abîme : — Eh bien! dit-il, en cinq minutes, je puis être là-bas.

— Vous! dans ce gouffre! ah! Dieu!

Elle l'enlaçait de ses bras; il se dégagea, et la bouche à son oreille :

— Qu'ai-je à craindre maintenant?... Tu m'as donné des ailes!

Il se laissa glisser dans le vide. Delphine tomba sur les genoux. La voix éclatante de M. de Busserolles l'appelait toujours. Il approchait.

— Mais où donc êtes-vous? criait-il.

Penchée sur l'abîme, elle regardait effarée, ne l'entendant plus. Raymond descendait, s'accrochant aux arêtes de la pierre, aux racines, aux longs rameaux des broussailles, et faisant pleuvoir autour de lui les branches mortes et les cailloux entraînés par son passage. Un dernier bond lui fit toucher le sol, et, courant dans le bois, il se mit à chanter. La sueur d'angoisse au front, Delphine se releva.

— Répondrez-vous enfin? cria la voix irritée de M. de Busserolles.

Elle fit un effort, et, se traînant de son côté, elle entr'ouvrit le rideau de broussailles qui embarrassait l'entrée du promontoire et se montra.

— Vous, là! et seule? ajouta M. de Busserolles.

— Seule, reprit-elle d'une voix mourante.

M. de Busserolles s'élança vers la rampe. Bientôt il fut auprès d'elle, et son œil défiant se promena de tous côtés. Il fit avec précipitation le tour du roc. Personne... Presque aussitôt il entendit la voix de M. d'Ambleuse, qui tournait le pied du promontoire.

— C'est impossible cependant, fit M. de Busserolles, qui se pencha sur l'abîme.

Delphine s'appuyait des épaules au tronc d'un petit frêne qui poussait entre les pierres.

— Mais venez donc! s'écria M. de Busserolles, qui la saisit vivement par la main. Si je restais ici plus longtemps, le vertige me prendrait.

Quand Delphine et M. de Busserolles reparurent au milieu des ruines, la compagnie s'était rassemblée à l'abri d'un bouquet d'arbres qui croissaient au milieu d'une salle effondrée. M. d'Ambleuse était assis sur un quartier de pierre. Justin Plantier l'observait. On revint en voiture aux approches du soir. Un hasard avait réuni Delphine et Raymond sur la même banquette d'une légère américaine qui appartenait à M. de Fernay. Le capitaine s'était fait un malin plaisir de forcer Justin à monter dans un break énorme traîné

par quatre chevaux du Perche que son poignet de fer menait à grandes guides.

— Laissez, lui dit-il, laissez donc ces machines prétentieuses aux beaux messieurs de Paris, qui sont faits pour veiller sur les timidités des femmes nerveuses! Cela marche au petit trot. Nous, les artistes, les soldats et les chasseurs, nous nous embarquons dans ces robustes voitures qui vont au galop.

Et poussant M. de Busserolles, qui hésitait : — Tenez, ajoutait-il, voilà votre ami qui vous donne l'exemple.

Le break partit à fond de train, laissant au loin l'américaine, qui s'engageait dans un chemin creux.

L'ombre se faisait dans la plaine; on n'entendait plus que le souffle plaintif du vent dans les arbres. Assise à côté de Raymond, Delphine pensait à cette journée déjà lointaine où elle l'avait rencontré sur le chemin de la Plâtrière. Quelle distance parcourue depuis ce moment où il n'était pour elle qu'un étranger dont elle ne savait même pas le nom! Repliée dans son manteau, elle osait à peine le regarder. L'air vif qui frappait son visage faisait voltiger les rubans de son chapeau; il les chassait quelquefois du côté de Raymond; un instant, il en prit un bout léger entre ses lèvres et le retint. Ce baiser muet, qui ne l'effleurait même pas, les unissait. Des frissons lui passèrent sous la peau. Elle se croyait transportée dans un rêve. Les roues légères de la voiture roulaient sans bruit sur l'herbe molle; des perspectives d'arbres à demi perdus dans l'obscurité naissante s'enfonçaient au loin, et devant elle, dans un pan de l'horizon clair, s'ouvrait comme un porche l'extrémité lumineuse de l'avenue sous laquelle ils couraient. Un pays enchanté ne commençait-il pas au-delà, et n'était-ce pas Raymond qui l'y conduisait? Le lien de soie fragile qui frissonnait entre eux lui semblait plus fort qu'une chaîne. Au détour de l'avenue, et quand le rideau des arbres s'effaça, soudain se dressa devant elle, au sommet de la colline, tout en haut dans le ciel transparent, l'escarpement où elle avait pu croire que le monde finissait.

Le doigt silencieux de Raymond le lui montra.

Elle lui tendit la main chastement. Il la prit et la porta à ses lèvres, plein d'une émotion mystérieuse et grave qu'il n'avait pas connue; une étoile venait de se lever à l'horizon; à cette heure bénie, leur amour n'avait pas moins de pureté que sa lumière limpide et sereine, ni moins de profondeur que la nuit dont le silence les enveloppait.

AMÉDÉE ACHARD.

(La seconde partie au prochain numéro.)

LA

TURQUIE EN 1869

La politique des gouvernemens de l'Europe a réussi à jeter sur l'état présent de la Turquie un voile de couleur changeante qui couvre entièrement la réalité. Un tsar a déclaré le sultan malade; rien de plus simple que de faire passer les gens pour morts quand on a envie de les enterrer, et là-dessus on s'est demandé s'il ne serait pas temps de lui faire son testament. Peu après, on a fait entendre en plein parlement que les Turcs sont un peuple fort, civilisé et ne différant pas beaucoup des Anglais. L'an dernier, un des politiques les plus perspicaces de notre temps déclarait que la Turquie n'a rien à craindre du dehors, et que tous les dangers pour elle viennent du dedans. Le public, qui ne voit pas les choses par lui-même et que la diplomatie n'a pas précisément pour mission d'éclairer, le public, à force d'entendre les affirmations les plus contradictoires, en est venu à ne rien savoir de sûr ou du moins à ne rien croire touchant les affaires présentes et l'avenir de la Turquie. Je n'ai pas la prétention de prendre parti entre les graves autorités auxquelles je viens de faire allusion; mais je crois possible, en dehors de toute idée préconçue, d'apprécier exactement les conditions où se trouve ce grand pays et de voir avec quelque clarté comment il pourra d'une part échapper à la mort dont l'empereur Nicolas l'a menacé, et de l'autre atteindre cet état de haute civilisation dont les rivaux de la Russie l'ont gratifié dès à présent.

Il est certain qu'il y a environ trois siècles, l'empire ottoman était le plus puissant état de l'Europe, et à certains égards le plus avancé en civilisation. Le principe d'activité contenu dans le Koran

n'était pas encore épuisé; pendant neuf siècles, le souffle issu de ce livre avait poussé dans toutes les directions les peuples qui s'y étaient livrés, à quelque race d'ailleurs qu'ils appartinssent. Lorsque la loi musulmane faisait naître en Espagne, dans le sud de l'Asie et en Égypte des centres d'une civilisation brillante, les Osmanlis créaient sur le Bosphore un empire central dont l'action dominait à la fois l'Europe et l'Asie. Là siégeait le successeur reconnu de Mahomet, le vrai commandeur des croyans; mais depuis trois siècles la société musulmane redescend la courbe de ses destinées. A l'époque où commença cette décadence, le principe, sinon chrétien, du moins catholique, dépassait, lui aussi, son point culminant. Soliman, qu'on a surnommé *le Magnifique*, fut à peu près contemporain de la réforme. Il y avait donc moins de vie dans le mahométisme que dans le catholicisme romain; car si nous voyons leur déclin commencer en même temps, il ne faut pas perdre de vue que le catholicisme était né au moins quatre siècles avant la venue de Mahomet. La chute de la société musulmane a donc été plus rapide que celle de l'église romaine.

Seulement ce n'est ni l'indifférence, ni l'immoralité publique, ni même la vétusté qui font périr l'empire des papes. Au temps où ces derniers étaient au maximum de leur pouvoir, naissait chez nous une force nouvelle qui grandissait malgré l'église, et autour de laquelle sont venus se grouper tous les élémens sociaux à mesure qu'ils se sont détachés de la foi romaine; cette puissance nouvelle, c'est la science, qui nous a dévoilé les secrets et soumis les forces de la nature. Les sociétés musulmanes, après avoir recueilli les monumens de la science antique, n'y ont pour ainsi dire rien ajouté: nulle méthode nouvelle, nul principe nouveau, nulle découverte majeure; point d'arts renouvelés, d'industrie savante, de métiers perfectionnés. Ces sociétés ont continué de vivre sur un livre qu'elles ne comprennent plus et avec les vieilles routines d'une industrie empirique. Tous les peuples de l'Europe, à des degrés divers, sont entrés dans le courant de la science; l'empire ottoman est resté en dehors. Aujourd'hui l'intérêt principal de la question d'Orient est de savoir s'il regagnera en quelques années le terrain qu'il a perdu, ou s'il périra avant d'avoir pu reprendre son rang. Je voudrais examiner quelles sont les causes qui agissent actuellement pour ranimer l'empire des Osmanlis ou pour précipiter sa ruine, et à quelles conditions celle-ci semble pouvoir être conjurée ou retardée. Comme ces causes sont les unes extérieures, les autres intérieures, je diviserai cet examen suivant la même distinction.

I.

La politique extérieure de la Turquie a été résumée, il y a quelques semaines, dans un document apocryphe fait par une personne qui connaissait bien Fuad-Pacha et qui probablement est un Grec. Je veux parler du prétendu *Testament politique* de ce grand-vizir adressé sous forme de lettre au sultan. Cette pièce, publiée d'abord par le *Levant Herald*, a été reproduite par un grand nombre de journaux en Orient, et a causé dans ces contrées une certaine impression. L'auteur y passe successivement en revue, avec une justesse de coup d'œil bien remarquable, les relations de la Turquie avec le dehors et les causes de chute ou de rénovation qui s'agitent au dedans d'elle. Il résulte de cette analyse que l'empire ottoman n'a qu'un seul ami et un seul ennemi naturel et constant : le premier, c'est l'Angleterre; le second, la Russie. Tous les autres pays se rapprochent plus ou moins de l'une et de l'autre, selon leurs intérêts divers ou leurs idées changeantes. Ce point de vue général est, je crois, incontestable; mais l'Europe n'est pas une chose immobile et invariable, et la situation de la Turquie vis-à-vis des puissances peut éprouver le contre-coup des changemens qui se produiraient chez celles-ci par suite d'événemens intérieurs ou extérieurs. Par exemple, si la fin du pouvoir personnel en France décidait la Prusse à se rapprocher d'elle ostensiblement et sans arrière-pensée, cette alliance de peuple à peuple, plus solide que celles de souverain à souverain, entraînerait promptement une sorte de solidarité entre ces deux pays et l'Autriche, ce qui mettrait les questions danubiennes dans des conditions toutes nouvelles. Il s'ensuivrait immédiatement d'actives relations de ces trois peuples avec l'Orient par Constantinople, et la situation de la Turquie les préoccuperait aussi étroitement que l'Angleterre peut s'en préoccuper aujourd'hui.

Or un rapprochement de cette nature est non-seulement possible, mais probable, si l'on tient compte du souffle de liberté qui parcourt l'Europe en ce moment. En effet, parmi les bienfaits qu'il amène, celui-ci n'est pas le moins remarquable, que les peuples sont naturellement en paix les uns avec les autres et que les guerres ne sont plus produites que par les systèmes ou les convoitises des princes. Si les princes issus du suffrage des peuples restent ou redeviennent fidèles à leur origine, soit de bon gré, soit autrement, il est bien difficile qu'ils n'aient pas raison d'un petit nombre d'ambitieux qui rêvent encore la conquête.

La Turquie se trouverait alors placée sous la sauvegarde des peu-

ples, toujours plus sûre que celle des rois ou de leurs représentans attitrés. C'est ce que l'auteur du *Testament politique* n'a pas compris ou n'a pas voulu dire pour rester dans la vérité du personnage qu'il jouait; mais nous qui cherchons à saisir simplement les causes des événemens et à signaler leur influence mutuelle, nous sommes obligés de tenir compte des forces populaires, c'est-à-dire de la puissance de l'opinion, à laquelle l'avenir semble appartenir désormais. Je sais qu'un sultan n'est pas en position de bien comprendre en quoi consistent ces forces nouvelles; il est un peu comme le Xerxès du poète Eschyle, qui tombait d'étonnement en apprenant que les Athéniens n'avaient pas de roi à leur tête et n'obéissaient à aucun homme; mais nous qui vivons et qui comptons dans l'opinion publique, nous savons parfaitement à quel point elle s'impose chez les peuples libres, et nous sentons que le temps approche où elle régnera sans partage.

C'est tromper le sultan que de lui représenter les peuples constitués en démocratie comme privés de suite dans leurs idées et n'obéissant qu'à la passion du moment. Nos histoires sont soumises à des lois très précises, et les tendances populaires ont d'autant plus de suite qu'elles sont le produit spontané de la nature humaine. Les aristocraties ont moins de constance, de justice et de désintéressement, parce qu'elles obéissent surtout à l'intérêt. Enfin c'est dans les états gouvernés par des princes absolus que règnent plus que partout ailleurs l'esprit de système et le caprice. La Turquie en a bien assez de fois fait l'épreuve pour ne pas l'ignorer. Les grands-vizirs de sa hautesse doivent donc s'accoutumer à cette idée, qu'il leur faudra un jour traiter avec des nations et non plus seulement avec des princes, c'est-à-dire négocier au grand jour et non en secret, procéder par la voie droite et non par l'intrigue et la corruption. Ce sera le plus grand changement qui puisse s'opérer dans la politique extérieure de la Turquie.

Dans l'état présent des choses, il est certain que cet empire a deux alliés naturels, l'Angleterre et l'Autriche. Ce n'est pas que l'Angleterre ait quelque raison particulière d'aimer le sultan ou son système de gouvernement. En Europe, personne n'aime les organisations politiques de cette espèce : peu de personnes connaissent celle de la Turquie, et ceux qui la connaissent la détestent généralement, comme contraire à tous les principes admis en Occident. L'Angleterre a besoin que la route des Indes reste libre; les Ottomans sont des sentinelles qui la gardent, assez forts pour la protéger, assez faibles pour ne jamais pouvoir l'occuper et la fermer aux autres. Il y a deux hypothèses que l'on peut faire également, et qui démontrent dans quelle mesure l'Angleterre s'intéresse à la con-

servation de la Turquie. Comme celle-ci n'est entourée au sud, à l'ouest et à l'est que de peuples faibles, si elle était conquise par quelque voisin, ce voisin serait la Russie ; or il est impossible, pour longtemps du moins, que la Grande-Bretagne laisse la Thrace, le Bosphore et l'Asie-Mineure passer aux mains des Russes, parce que de là ceux-ci pourraient lui fermer la route de l'Orient. Ce n'est donc pas pour lui-même que l'Angleterre soutient le sultan, c'est pour elle; aussi, tout en le soutenant, ne fait-elle pas un mouvement pour l'aider à améliorer ses affaires. Je suppose maintenant que, la Russie étant impuissante, démembrée ou révolutionnée, la Turquie reprenne des forces, qu'elle se développe au dedans et au dehors, et devienne maîtresse effective des routes de l'Orient, au lieu d'en être seulement la sentinelle inoffensive. Je demande si l'Angleterre continuerait de prendre parti pour la Turquie, ou si elle ne lui susciterait pas, comme elle a fait aux râjahs dans l'Inde, des rivaux qui la tiendraient perpétuellement en échec; mais nous n'en sommes pas encore là, et d'ici à cette époque il peut se produire, même en Angleterre, de bien grands changemens. C'est au sultan à se tenir en éveil et à voir venir, là comme ailleurs, cette puissance populaire sur laquelle et avec laquelle il devra compter.

La France se montre depuis quelques années beaucoup plus empressée que l'Angleterre à intervenir auprès du sultan. C'est elle qui pousse les vizirs aux améliorations intérieures, leur indique et leur donne les moyens de les réaliser, qui même en prend quelquefois l'initiative. Ce bon vouloir extrême, qui ressemble à du prosélytisme social, n'est pas toujours accompagné de prudence, et il s'est montré quelquefois inconsidéré. Nous avons vu l'amour pour les Turcs se tourner en haine pour les Grecs, comme si ces peuples étaient des « irréconciliables, » et de même qu'aux beaux jours du *Globe* on créa chez nous le nom de *philhellènes* pour de généreux Européens, j'ai entendu dans cent bouches et lu dans cent journaux de l'Orient le nom de *mishellènes* appliqué à toute une classe de Français, comme on applique celui de misanthropes aux hommes qui détestent l'humanité. Pourquoi faut-il que notre « généreuse nation, » comme on l'appelle, se montre parfois si exclusive dans ses affections, et qu'en voulant se rendre utile à un gouvernement qui veut bien l'écouter, elle lui suscite sur ses frontières et jusque dans le cœur de ses sujets des haines pour le présent et des ressentimens pour l'avenir? L'équité et la justice ne sont-elles pas le véritable fondement de la paix et de la force des nations? Il peut venir un jour où la Turquie ait besoin des Grecs, qui sont une des principales forces morales de son empire et la partie la plus active de son peuple. Se les aliéner, c'est les jeter dans les bras de la Russie.

Il résulte de nos procédés politiques en Orient que la Turquie ne peut accepter notre amitié que sous bénéfice d'inventaire, tandis qu'il ne tient qu'à nous de la lui faire agréer purement et intégralement. Nous avons en effet beaucoup moins d'intérêts dans l'extrême Asie que l'Angleterre n'en a dans l'Inde, et par conséquent nos relations avec la Turquie sont beaucoup plus désintéressées que les siennes. Lorsque nous donnons des conseils au sultan ou à ses ministres, c'est par suite d'un amour presque platonique de l'humanité et par le désir du progrès universel des peuples. Cependant, comme notre commerce oriental se développe rapidement depuis quelques années, et peut, à la suite de l'ouverture du canal de Suez, acquérir des proportions plus grandes encore, nous serons peut-être dans un avenir plus ou moins prochain aussi intéressés que l'Angleterre à maintenir neutres et toujours ouvertes les routes de l'Asie. A cette époque, nous aurons à prendre contre le sultan lui-même des mesures toutes contraires à celles que nous pouvons prendre aujourd'hui en sa faveur. C'est ce dont il faut tenir compte.

Je suppose, par exemple, que le sultan d'aujourd'hui ou son successeur, ayant réussi à rétablir d'après les conseils de l'Europe l'état de ses affaires intérieures, se crût assez fort pour reprendre sur l'Égypte l'autorité qu'il a perdue : maître des deux rivages de la Méditerranée aussi bien que des côtes de Syrie, il pourrait lui arriver de vouloir mettre la main sur le canal de Suez, se substituer aux propriétaires légitimes, frapper de droits exorbitans les navires qui le parcourront, ou même le fermer tout à fait. Il est certain qu'alors il aurait pour ennemis ses meilleurs amis d'aujourd'hui, et que tous les peuples de l'Europe, intéressés à la liberté des mers, se réuniraient contre lui. Et qu'on ne dise pas qu'une telle entreprise est impossible autant qu'improbable : tout est possible dans les états soumis à l'autorité absolue, c'est-à-dire au caprice d'un seul homme. De plus un sultan imprévoyant conseillé par des ministres fanatiques peut être entraîné dans cette voie funeste par la force des choses et le besoin de conserver intacte une autorité qui tombe tous les jours. Le gouvernement du sultan est battu constamment en brèche : il ne devra pas s'étonner si, après lui avoir arraché en faveur du canal de Suez un firman qu'il a fait attendre si longtemps, on exige bientôt de lui des garanties nouvelles, dont la principale sera la neutralisation et la liberté absolue de ce canal. En ce moment même, on négocie pour obtenir ce même avantage en faveur des détroits; on veut que les bâtimens du commerce puissent, soit de la Méditerranée, soit de la Mer-Noire, arriver librement à Constantinople et circuler dans le Bosphore et les Dardanelles comme sur le reste des mers.

Sur les frontières de terre, la France ne semble avoir avec la Turquie aucun intérêt prochain à régler. Cependant la question des principautés danubiennes intéresse en réalité l'Europe entière, car s'il se forme sur les limites occidentales de l'empire ottoman de petits états destinés à vivre, il leur arrivera, une fois séparés de la Turquie, de végéter pauvrement, comme ils le font presque déjà, ou de tomber sous l'empire d'une grande puissance voisine qui serait l'Autriche ou la Russie. Or les progrès de la Russie dans cette direction ne peuvent être tolérés par les puissances européennes, car la vallée du Danube devient une des deux grandes voies du commerce dont l'Europe a le plus besoin. Si la Russie l'occupait, elle annulerait Constantinople, affamerait l'Allemagne et l'Autriche, et, s'étendant facilement jusqu'à Salonique, pourrait gêner même la navigation de la Méditerranée.

En cela, la politique prussienne est absolument confondue avec celle de l'Autriche, ce que ne semble pas avoir aperçu l'auteur du *Testament politique*. Il ne faut pas beaucoup de perspicacité pour comprendre pourquoi les chefs et les représentans de ces puissances se sont donné rendez-vous dans le Levant, et pourquoi elles semblent aujourd'hui si bien d'accord soit entre elles, soit avec l'Italie et la France. Cet accord, on pouvait facilement le voir venir dès le jour même de Sadowa, et plus tôt peut-être : il y a eu un moment où M. de Beust a semblé l'ennemi déclaré de M. de Bismarck alors que les gens bien informés savaient qu'il agissait d'accord avec lui. Aujourd'hui l'accord est visible et n'est plus un mystère pour personne. La présence d'un Hohenzollern sur le trône princier de Roumanie, acceptée par la Turquie, n'est point mal vue de l'Autriche, pas plus que de la France ni de l'Angleterre.

Il faudra donc que les petits états détachés de la Turquie ou encore unis à elle par le faible lien de la vassalité cherchent un appui chez les peuples germaniques, s'ils ne veulent être absorbés par la Russie. L'expérience ne tardera pas à se faire, ou, pour mieux dire, elle se fait déjà sur plusieurs points : j'en citerai seulement deux, dont l'un attire en ce moment l'attention de l'Europe, tandis que l'autre est encore caché dans l'ombre. Le premier document qui dans les troubles de Dalmatie a décelé une main étrangère, c'est la fameuse proclamation aux « vautours des montagnes, » signée par Luka Vukalovitch. Cette pièce, en style oriental, a fait illusion pendant deux jours, et quand on est venu à la regarder de plus près, on y a reconnu l'œuvre d'un lettré panslaviste, d'un de ces mêmes « savans » qui faisaient naguère la célèbre exposition des « frères slaves » en figures de cire. Depuis que les troupes autrichiennes ont commencé à prendre le dessus, les preuves de la pro-

pagande, les pièces de conviction et les aveux ont apparu au grand jour. Il est à espérer que l'Autriche les fera connaître, quand tout sera rentré dans l'ordre en Dalmatie. Quoi qu'il en soit, les populations, à mesure qu'elles se soumettent, voient qu'on les a trompées par de fausses lueurs, comme on a trompé la Crète et les Grecs dans ces dernières années, et comme on essaiera de tromper tous les vassaux et les voisins du sultan. L'effet des promesses dont on les a bercées sera nécessairement de les rattacher à l'Autriche, qui, devenue constitutionnelle et libérale, peut seule leur préparer de meilleures destinées.

Comme second exemple, je citerai la Bulgarie et plus particulièrement l'église bulgare, qui depuis plusieurs années met le gouvernement du sultan dans l'embarras. En France, on a peu fait attention à cette affaire, qui cependant présente une des faces les plus graves de la question d'Orient. Les Grecs s'en préoccupent autant et plus peut-être que la Turquie, car elle les intéresse au premier chef. La propagande du Nord a persuadé, paraît-il, à ces populations ignorantes et clair-semées, conduites par des hommes gagnés et quelquefois vendus, que leur église est soumise à une odieuse tyrannie de la part des patriarches grecs, tour à tour achetés par les sultans et nommés par eux. Ces braves paysans, ou ceux qui portent la parole en leur nom, réclament la séparation et veulent une église qui soit à eux et d'où l'*hellénisme* soit exclu. Si le sultan leur accorde ce qu'ils demandent, il en résultera deux conséquences : d'abord le sultan perdra une partie notable de son autorité sur ses sujets bulgares; en second lieu, comme tout le monde sait en Orient qu'une église bulgare est hors d'état de subsister par elle-même faute d'argent et faute de prêtres, la Russie fournira l'un et l'autre et substituera son action à celle de Constantinople : échec pour le sultan et pour l'hellénisme, c'est-à-dire pour les deux principaux rivaux de la puissance du Nord.

La propagande septentrionale pousse ses rameaux vers la mer Égée comme vers l'Adriatique. On vient de la prendre en flagrant délit en Dalmatie; on peut la voir à l'œuvre dans la Thrace et dans la Macédoine; de ce dernier côté, c'est par les Bulgares qu'elle gagne du terrain. Soit par des prêtres, soit par des écoles, soit par des dons plus matériels et par des secours habilement distribués, elle pousse ces populations agricoles vers le sud; en ce moment, elle assiége en quelque sorte Salonique; avant quinze ans, elle sera non-seulement installée, mais puissante dans cette ville, d'où elle surveillera les routes de la Méditerranée. C'est un fait historique parfaitement observé que la politique du Nord suit à l'égard de Constantinople la même marche qu'ont suivie autrefois les musul-

mans. Avant l'année 1453, époque où ils ont pris cette ville, ils avaient par degrés occupé le pays environnant, et ils la tenaient comme cernée à la pointe du continent européen. Toute la différence est que les musulmans avançaient par la force des armes et que ceux qui prétendent aujourd'hui les remplacer emploient de préférence des forces morales, invisibles et insaisissables. C'est aux Grecs et aux Turcs de s'entendre pour lutter contre une invasion qui semble au premier abord irrésistible; je m'en rapporterais volontiers aux Grecs pour l'arrêter, si le sultan les y aidait ou seulement voulait bien les laisser faire.

On a de même observé avec justesse que l'action de la Russie s'exerce fortement et constamment du côté de la Perse au préjudice de la Turquie. Depuis que le tsar est maître des défilés du Caucase, il peut entrer par cette voie en Asie lorsque le moment lui semblera opportun. Un chemin de fer projeté de Moscou à Tiflis le mène à peu de distance d'Erzéroum, d'où une belle route conduit à Trébizonde d'une part, et de l'autre à Téhéran. Par là, le tsar commande à la Perse et la tient dès aujourd'hui sous sa main; s'il y envoyait un corps d'armée avec l'assentiment du shah, il serait le maître réel de tout le pays qui s'étend jusqu'au Golfe-Persique, et de là il menacerait l'Asie-Mineure et Constantinople, en même temps qu'il séparerait le commandeur des croyans de tous les peuples qui vers l'Orient reconnaissent sa suprématie religieuse. On peut juger de la perturbation qu'un tel état de choses causerait en Europe, quand on sait que sur la seule route de Téhéran à Trébizonde il passe annuellement pour plus de 140 millions de francs de marchandises, dont la moitié sont de provenance anglaise.

Pour le moment, la Perse est en paix avec la Turquie; mais outre l'ascendant commercial, politique et militaire que la Russie peut exercer sur le gouvernement du shah, elle peut encore, — et elle le fait, dit-on, — profiter de la division religieuse de l'Asie centrale. Les chiites dominent en Perse, et, comme sectateurs d'Ali, sont par religion en état d'hostilité avec les sunnites, sectateurs d'Abou-bekr, qui dominent dans l'empire ottoman. Il résulte de cette scission, presque aussi ancienne que l'islam, que des étrangers habiles et rusés peuvent exploiter à leur profit une de ces haines fraternelles plus implacables que les haines entre étrangers. Il est sûr cependant que l'intérêt véritable du shah n'est pas de faire la guerre au sultan, car, s'il était lancé contre lui par la Russie, celle-ci entrerait en Perse sous prétexte de soutenir son allié, et, une fois entrée, n'en sortirait plus. Ainsi la Perse se trouverait absorbée la première par la puissance moscovite, et le shah deviendrait comme un vassal du tsar. Au contraire, n'ayant rien à craindre du sultan, il peut

attendre beaucoup de son alliance avec lui, si la Turquie vient à reprendre vie, comme on l'espère, et à rentrer dans le mouvement général de la civilisation. En effet, l'Asie-Mineure et la Perse pourraient devenir dans peu d'années une des routes les plus fréquentées du commerce de l'Europe avec l'Orient; mais il faudrait pour cela que l'influence russe fût plus fortement combattue à la cour du shah par les Européens qu'elle ne l'a été jusqu'ici, et qu'on fît pour la Perse ce que l'on s'efforce si activement de faire pour la Turquie.

L'auteur du *Testament politique* a raison de dire que, dans la prochaine guerre d'Orient, c'est par le Caucase et l'Asie-Mineure que la Russie attaquera les Turcs. Si les armées d'Occident viennent encore pour l'arrêter, leur tâche sera beaucoup plus difficile que n'a été la guerre de Crimée, parce que la marche des armées à travers l'Asie est fort pénible, et que la Russie aura à cette époque des chemins de fer qu'elle ne possédait pas il y a douze ou quinze ans. Si en outre elle avait la Perse pour alliée, on ne voit pas comment ses mouvemens en Asie pourraient être retardés ou empêchés. Il se produirait donc alors un effondrement général de l'empire, et l'autorité religieuse passerait dans le monde musulman au vice-roi d'Égypte, successeur, lui aussi, du prophète : la société qui porte le nom d'islam ne serait pas pour cela détruite, non plus que par la chute du pape la société chrétienne. Il n'y aurait de supprimé que l'empire des Ottomans et la suprématie temporelle et spirituelle du sultan; mais comme les contrées régies par le grand-seigneur passeraient avec la Perse sous la domination des tsars, et qu'il faut à tout prix éviter au monde un pareil résultat, il ne semble pas y avoir d'autre règle de conduite à suivre que de démontrer à la Perse ses vrais intérêts et de la précipiter dans le mouvement civilisateur de l'Occident. Nous avons, dans un précédent travail, signalé comme une des futures voies du grand commerce du monde le fameux chemin de fer de l'Euphrate, étudié il y a déjà longtemps, puis abandonné, et enfin repris sérieusement (1). S'il arrive à être exécuté, et que l'on puisse aller de Bassora à Constantinople avec une vitesse de 12 ou 15 lieues à l'heure, la Perse sera entraînée dans ce mouvement, elle se convaincra que ses intérêts sont étroitement unis à ceux du sultan, et les millions de marchandises qui vont aujourd'hui par Trébizonde, Poti, Tiflis et la Russie, prendront leur route directe par Constantinople. Le gouvernement du sultan paraît frappé de cette idée, et c'est pour lui donner suite qu'un des pachas les plus intelligens de l'empire a été envoyé tout récemment sur les rives de l'Euphrate pour étudier la question.

(1) Voyez dans la *Revue* du 15 mai, *la Grèce en 1869*.

La Turquie et l'Égypte paraissent plus éloignées de s'entendre. Depuis la victoire de Nézib, remportée il y a trente ans par le pacha Ibrahim, le lien de subordination qui unissait la seconde à la première tend à se briser, et il ne semble pas possible qu'il puisse résister longtemps encore à la traction qui s'opère sur lui des deux côtés. Le problème en effet est extrêmement complexe et se compose des élémens les plus variés. L'Égypte est sunnite comme l'empire, et à ce titre devrait, ce semble, reconnaître la suprématie religieuse du sultan; mais elle est en majeure partie habitée par des populations d'origine arabe, comme le prophète, et qui se mettent fort au-dessus des Turcs. Avant que les gouverneurs de ce pays se fussent rendus presque indépendans de la Porte, les populations de l'Égypte voyaient du plus mauvais œil les pachas ottomans que celle-ci leur envoyait et qui l'exploitaient avec un orgueil despotique. Elles se regardaient d'ailleurs comme les véritables héritières du khalifat, et voyaient dans le sultan de Constantinople et dans les Turcs des usurpateurs. Méhémet-Ali se vantait d'être Macédonien et légitime successeur d'Alexandre le Grand et des Ptolémées. Il se peut que ces idées ne soient plus celles du vice-roi actuel; mais le désir de l'indépendance est dans le cœur de ses sujets, et Ismaïl ne l'ignore pas. La volonté qu'ils ont de l'obtenir se manifeste pour ainsi dire sans interruption, et fait naître des difficultés continuelles entre le sultan et le vice-roi. Celle qui est encore pendante, et qui a pour prétexte la présentation du budget de l'Égypte à la Porte et l'obligation que celle-ci veut imposer au khédive de le faire approuver par le sultan, n'est qu'une escarmouche dans une guerre qui n'est pas nouvelle, et dont l'issue peut facilement se prévoir. En effet, si le conflit dégénérait en rupture, et si, comme tout le fait penser, les peuples européens restaient neutres, il n'est guère douteux que le sultan ne fût battu par son vassal, mieux préparé et mieux armé que lui; si l'affaire se résout diplomatiquement, ce sera grâce à de nouvelles concessions de la part du sultan. Or plus on fait de concessions, plus on fortifie celui à qui on les fait, et plus ensuite on se trouve dans la nécessité d'en faire d'autres; il arrive enfin un moment où il n'en reste plus à faire, où l'indépendance est consommée. Ainsi, quelque parti qu'il prenne et par la force des choses, le sultan semble destiné à voir l'Égypte se séparer de lui prochainement et entièrement. Si du moins les princes savaient renoncer prudemment à qui les quitte, ils perdraient sans doute des provinces, mais ils sauveraient leur dignité, et se donneraient le mérite d'un abandon spontané et d'une renonciation volontaire.

La fausse situation de la Porte vis-à-vis de l'Égypte est manifeste. Si le sultan était allé à l'inauguration de Suez et l'eût présidée,

il se fût mis en contradiction avec lui-même en applaudissant à une œuvre dont le firman lui avait été arraché. En s'abstenant, il a semblé étranger à une partie de son empire où venait de s'achever un travail que les premiers princes de l'Europe tenaient à honneur d'encourager. Le seul souverain qui ait manqué à la fête est celui sur le territoire duquel elle avait lieu. Aussi bien n'est-ce plus son territoire. Comme il est bien démontré qu'il perdra en Égypte jusqu'aux dernières parcelles de sa suzeraineté, ne vaudrait-il pas mieux y renoncer par un pur don qui transformerait un rival en ami, et ferait de l'Égypte une alliée de la Porte, alliance précieuse pour un avenir menaçant?

Au reste, à des degrés divers, la situation de l'Égypte à l'égard de l'empire est celle de tous les autres vassaux du sultan, et même de plusieurs provinces qui ne sont point, à proprement parler, vassales, mais qui, habitées par des races hostiles, sont toujours prêtes à se soulever. La Turquie ne subsiste que par la volonté expresse de puissances amies. Si elle était abandonnée par elles, elle n'aurait pas une année d'existence assurée. Quand un ministre anglais disait qu'aucun danger ne la menaçait du dehors, je ne pense pas qu'il entendît autre chose que ce que nous venons de dire. En ce sens, il avait raison, et pourtant il faudrait encore supposer que ni l'Égypte, ni la Serbie, ni la Grèce, ni la Perse ne peuvent faire courir à la Porte aucun danger. La Vénétie non plus n'était pas par elle-même un danger pour l'Autriche; elle a été pourtant la principale cause de l'échec de Sadowa. Si l'empereur avait pu ou voulu lui rendre l'indépendance, lorsqu'il en était temps encore, il se serait trouvé vis-à-vis de la Prusse dans une situation beaucoup plus favorable. La Turquie a sur ses côtés plusieurs Vénéties, qui peuvent à un moment donné fournir à la Russie le même appoint que Venise a donné à l'Allemagne du nord.

Il ne faut donc pas dire, comme quelques-uns, que la question d'Orient n'existe plus. Elle n'a jamais été plus réelle ni plus menaçante qu'aujourd'hui. Seulement la Russie profite des leçons qu'elle reçoit : elle assiége Constantinople par des forces morales et par une patiente propagande, tandis que de l'autre côté elle s'assure l'entrée de l'Asie par le Caucase. Quand la dissolution des élémens sociaux sera achevée chez les Turcs d'Europe, elle pourra attendre patiemment que les querelles de famille des peuples occidentaux lui donnent une occasion de franchir les portes caucasiennes et de frapper un coup décisif. Il est probable qu'il se passera d'ici là quelques années encore, parce rien n'est prêt d'aucun côté. D'ailleurs l'entente des peuples européens peut se consolider et en imposer à la Russie; une rupture entre celle-ci et l'Autriche pourrait avoir des conséquences fort différentes de celles qu'elle imagine

peut-être, car il suffirait de la neutralité de la France vis-à-vis l'Allemagne du nord et du sud pour entraîner la ruine de la Russie et la reconstitution sur des bases toutes nouvelles de l'Europe centrale. Dans cette hypothèse, qui devient de jour en jour moins improbable, l'empire ottoman ne souffrirait aucune atteinte, à moins que l'inimitié de ses vassaux et de ses provinces chrétiennes ne lui suscitât des difficultés qu'il peut d'ailleurs prévoir et éviter. Ceci nous conduit naturellement à examiner l'état intérieur de la Turquie.

II.

Le gouvernement turc a besoin d'opérer chez lui des réformes promptes et radicales, s'il veut être en mesure d'arrêter, au moins pour un temps, les attaques du dehors. Quel rôle ont joué les Turcs dans la guerre de Crimée? On venait de quinze cents lieues se battre pour eux et en quelque sorte chez eux : ils ne faisaient presque rien pour leur propre défense; livrés à eux-mêmes, ils auraient été infailliblement perdus. On fait à la guerre de Crimée le reproche d'avoir été stérile : c'est montrer qu'on ne connaît pas l'Orient, qu'on ignore ce qu'il était avant cette guerre et ce qu'il est aujourd'hui. Non-seulement la campagne de Crimée a enrayé pour longtemps la marche militaire de la Russie, mais elle en a dévoilé la politique; elle a mis les Turcs en demeure de sortir de leur sommeil éternel. Se réveilleront-ils de cette léthargie? Nous avons provoqué chez eux quelques-unes de ces secousses électriques qui rendent aux morts les apparences de la vie, retomberont-ils dans leur immobilité? Voilà aujourd'hui toute la question.

Si Aali-Pacha, en ce moment grand-vizir, ne poursuit pas avec une égale conviction l'œuvre commencée par son prédécesseur Fuad, les forces vives qui minent secrètement l'empire des Osmanlis en auront raison avant cinquante ans sans l'intervention d'aucune main étrangère. La Turquie, dans la portion musulmane de ses populations, est en proie à la lutte de deux partis qui rendent fort difficile la tâche des nouveaux vizirs. Le vieux parti, étroitement attaché à l'interprétation littérale et scolastique du Koran, hait ou méprise toute idée étrangère à ce livre; il n'accepte aucune réforme, ni dans la constitution de la société, ni dans l'administration politique ou judiciaire; il veut tenir les giaours relégués à un degré inférieur de l'échelle, sans action sur la marche des affaires; il déteste les étrangers, qui n'attachent au Koran qu'une importance historique, qui lui apparaissent comme des principes de dissolution pour la société musulmane. A mesure que l'on s'éloigne du centre de l'empire, le vieux parti turc forme dans les populations un contingent

de plus en plus nombreux. Dans l'est, il est tout à fait dominant; mais il a aussi des représentans dans Constantinople : presque tous les ulémas en font partie, la plupart des derviches, c'est-à-dire des ordres religieux, y sont affiliés; il y a au centre de la capitale un ordre de derviches blancs dont tous les étrangers vont voir les cérémonies singulières, et qui forment, dit-on, la milice secrète du vieux parti. Pareils à nos jésuites, ces derviches, que l'on dirait uniquement occupés de dévotions, se mêlent à toutes les affaires, pénètrent dans les familles, connaissent les secrets des harems et surveillent les actes du gouvernement et de ses agens.

Le parti des réformes, dont Fuad en mourant a laissé la direction à son ami Aali-Pacha, croit que l'islam n'est incompatible avec aucune amélioration, dans quelque ordre que ce soit. Il cherche moins à soutenir le passé qui s'écroule qu'à ménager l'avenir, parce que le passé est passé, et qu'il n'y a rien à craindre ni à espérer de lui, tandis que toute la réalité, favorable ou redoutable, est dans l'avenir. On peut regarder ce parti comme un produit de l'expédition de Crimée. Quand elle n'aurait pas eu d'autre résultat, on voit qu'elle n'aurait point été inutile : elle a fait voir que, s'il est impossible à la Turquie de se sauver sans le secours de l'Europe, il est impossible à l'Europe de compter sur la Turquie, si ses principes n'y sont représentés par personne. Le gouvernement actuel appartient exclusivement au parti des réformes; à ce titre, il est et doit être soutenu par l'Europe intelligente, il a et doit avoir pour adversaire la Russie. Cette dernière n'exerce aucune action directe sur le gouvernement du sultan; on ne se préoccupe de ses conseils que pour s'en défier, comme s'ils cachaient quelque perfidie. Toute l'influence appartient aux nations dont l'amitié est incontestable, à l'Angleterre et la France, — en seconde ligne à l'Autriche, dont la politique se lie de plus en plus à celle de l'empire ottoman, — enfin à la Prusse, suspecte tant qu'on l'a crue l'intime alliée de la Russie, mais qui commence à se faire voir sous un jour nouveau.

Malheureusement les améliorations, ou, pour mieux dire, les institutions qu'il faudrait réaliser sont si nombreuses et si importantes, qu'on ne peut s'empêcher de considérer le succès comme bien difficile. Nous ne voulons pas présenter ici de l'état de la Turquie un tableau dont l'aspect serait peut-être décourageant; qu'on nous permette cependant une comparaison. Si un homme s'apercevait un jour que sa maison est lézardée et qu'elle menace ruine, il s'occuperait de l'abattre pour la rebâtir, et s'il n'avait aucun terrain où il pût mettre les décombres, il serait forcé d'élever sa nouvelle construction dans l'ancienne; enfin, s'il fallait qu'il continuât d'y loger et d'y entretenir sa famille et ses serviteurs, il serait forcé de les reléguer dans quelque partie plus solide que le reste et de

les appeler tour à tour dans les nouveaux logemens à mesure qu'ils seraient prêts. Pendant tout ce temps, il aurait à prendre garde que la destruction d'une aile n'entraînât le vieil édifice dans sa ruine et n'y ensevelît ses habitans. La Turquie en est là. Quand les réformes entreprises seront terminées, il ne devra pas rester un seul morceau de l'ancien bâtiment, au moins sans qu'il ait été transformé et adapté à la construction nouvelle. On opère en ce moment sur presque tous les élémens sociaux de la Turquie, religion, enseignement, administration, justice et finances, des réformes importantes. Le jour viendra où le sultan s'apercevra que chacune de ces réformes l'atteint lui-même, amoindrit ou circonscrit son autorité absolue, et que, si l'on réussit à les accomplir, il en sortira roi constitutionnel.

Cette conclusion se trouve tellement en opposition avec tout le passé de l'islamisme, avec l'état présent de la Turquie, que l'on se prend à douter de la possibilité du succès. D'ailleurs beaucoup de tentatives ont échoué déjà, beaucoup de promesses sont restées vaines; la volonté du sultan, qui semblerait devoir être toujours exécutée, puisqu'elle est absolue, est venue se briser souvent contre l'inertie des agens secondaires, contre l'intérêt qu'ils ont à ne rien changer, enfin contre des abus invétérés dont la suppression détruirait l'inégalité des races, et dont la conservation fait toute la force des oppresseurs.

Si le sultan n'avait à lutter que contre les vieilles prétentions musulmanes, il parviendrait à les vaincre, car il est non-seulement le roi, mais le pape de ses sujets et le commandeur des croyans. Le Koran à la main, il pourrait démontrer aux populations musulmanes que les superstitions ont été condamnées par le prophète, aux ulémas qu'ils tiennent du successeur de Mahomet toute leur autorité, et qu'il est le maître de la leur retirer, s'il le veut, aux derviches qu'ils n'existent que par des déviations de la loi, à tous les gens d'église que les propriétés sur lesquelles ils vivent sans travail sont des biens usurpés, dont il est, comme représentant de Dieu, le seul propriétaire légitime. Ainsi, pour le dire en passant, il aurait pu, de son autorité privée, résoudre cette fameuse question des *vacoufs*, qui a fait tant de bruit dans ces dernières années, et qui, si elle avait été tranchée comme elle devait l'être, aurait rendu productifs pour l'état tant de biens tombés en mainmorte. L'affaire des biens d'église était plus facile à régler pour le sultan, revêtu à la fois du pouvoir temporel et du pouvoir spirituel, que pour les gouvernemens d'Italie ou d'Espagne qui, n'ayant pas le second, pouvaient paraître des persécuteurs.

Mais le vrai problème religieux de la Turquie naît de la diversité des cultes, et de l'état d'infériorité et d'oppression où la religion chrétienne y laisse ses sectateurs. C'est l'appui moral prêté à ces

derniers par la Russie qui rend cette puissance si redoutable au sultan; car, lors même qu'elle ne l'attaque pas les armes à la main, elle prend en main leurs intérêts, elle se constitue leur avocat et leur mandataire, elle fait agir au sein même des populations une force dissolvante plus dangereuse pour la Turquie que la guerre elle-même. Les populations chrétiennes sont plus intelligentes et surtout plus actives que les musulmans : ce sont elles qui cultivent la terre, qui font le commerce et la banque, qui vont sur mer, qui circulent entre l'Occident et l'Orient, qui mettent au service même des sultans la plus grande partie de l'argent dont il a besoin. Je connais des Grecs de Constantinople qui surpassent en intelligence, en instruction positive et en savoir-vivre tout ce que la Turquie musulmane a jamais produit. Des hommes de cette valeur sont menés en justice et jugés par un cadi que ne sait pas lire, et cependant les tribunaux mixtes, qui admettent parmi les juges des hommes de la même religion que les parties en litige, paraissent très nombreux en Turquie.

L'hostilité des religions, la supériorité que les musulmans possèdent, et l'infériorité où les chrétiens sont injustement maintenus, placent le sultan dans une fâcheuse alternative, car, quoi qu'il fasse, il est sûr d'avoir les uns ou les autres pour ennemis. Tout ce qu'il fait pour les chrétiens est désapprouvé par les musulmans; s'il fait beaucoup, il peut s'attirer de la part de ces derniers des haines religieuses capables des derniers excès; s'il fait peu, il blesse le vieux parti turc sans satisfaire les raïas, qui se tournent alors vers la Russie. Le gouvernement turc a fini par comprendre d'où vient le danger; en effet, il n'y a en Turquie que deux forces réellement en lutte, dont l'une est représentée par les meneurs du vieux parti, et l'autre par les populations chrétiennes. Des premiers, le sultan n'a rien de bon à attendre, puisqu'ils ignorent ces principes d'humanité et de justice qui sont l'âme des sociétés, cette activité féconde qui produit la richesse, rend les états prospères et leur permet de vivre par eux-mêmes et de se défendre contre leurs ennemis. Les seconds ont pour eux l'intelligence, l'activité, le goût et l'aptitude du commerce, tout ce qui fait la force d'une nation; quand le sultan leur donnera les droits dont jouissent les peuples civilisés, il les rattachera sincèrement à sa cause.

Si donc l'élément musulman conserve la prépondérance en Orient, la Turquie, retombée dans sa barbarie, ne tardera pas à succomber; si au contraire toutes les nations, sans acception de religions ou de races, y sont traitées sur le pied d'égalité, une ère nouvelle peut s'ouvrir pour l'empire ottoman. Il est évident, à l'heure où nous vivons, que si le sultan ne parvient pas à faire régner l'égalité dans

son empire, il périra comme roi et comme pape à la fois. De quoi se meurt le pape qui règne à Rome? De son obstination vis-à-vis des principes de justice dont le monde moderne a fait sa base. Si le peuple des états romains renfermait beaucoup de protestans, d'Arabes ou de Juifs chargés de nourrir des seigneurs catholiques dans le luxe, la fainéantise et l'immoralité, croit-on que le pape de Rome y serait encore en ce moment? Le progrès des nations est lié à la chute des théocraties, parce que celles-ci ont pour conséquence l'oppression des populations dissidentes, le règne de l'injustice, le triomphe de la force d'abord, puis de la ruse et de l'intrigue. Que les réformes demandées par l'Europe et consenties par le sultan se réalisent, il aura détruit le vieux parti turc, qui est le corps mort attaché à sa personne; mais du même coup il aura effacé le caractère théocratique de son pouvoir, et par cela même il l'aura restauré. Il y réussira peut-être, lui qui n'a jamais répondu à personne un *non possumus*, et ce ne sera pas un des spectacles les moins intéressans du siècle où nous sommes, ni l'un des moindres triomphes de la civilisation.

L'indifférence politique à l'égard des religions est du reste plus aisée à pratiquer pour le sultan que pour le pape. Avant d'être souverain pontife, le pape est nommé par une oligarchie tout ultramontaine, qui le tient ensuite dans sa dépendance. Le sultan est sultan par sa naissance, et ne dépend ni des ulémas ni du vieux parti turc : il peut donc être libéral sans en devoir compte à personne. Quand il aura remporté la victoire pour laquelle il semble lutter, toute l'Europe civilisée applaudira, la Russie se trouvera désarmée; les temples chrétiens retourneront aux chrétiens, la liberté religieuse et l'égalité des cultes seront une réalité; le Koran, l'Évangile et la Bible seront forcés de se tolérer entre eux, et la Turquie devra au sultan une paix que nous ne possédons pas encore, que l'église romaine ne peut souffrir, et pour laquelle les peuples de l'Europe ont donné beaucoup de leur sang. Toute personne ayant quelque peu vécu en Orient sait que tel était l'idéal de Fuad-Pacha. On assure que son successeur Aali s'efforce aussi de l'atteindre.

C'est beaucoup d'avoir compris que l'instruction publique est la plus utile de toutes les réformes projetées, et c'est un pas important d'avoir commencé à la réaliser. L'auteur du *Testament politique* s'est imaginé que les *médrésés*, c'est-à-dire les écoles musulmanes, dont le Koran est la base, pouvaient servir de point de départ à une organisation nouvelle de l'enseignement. Cette idée seule prouverait au besoin que ce document est apocryphe, car il n'est pas possible qu'un homme tel que Fuad, qui connaissait bien

l'Europe, commît une pareille méprise. Qu'est aujourd'hui la science musulmane dont les médrésés donnent les élémens? Une scolastique basée sur le Koran. En quoi ce genre d'instruction peut-il répondre aux besoins des sociétés modernes? Toute la science musulmane est subordonnée à l'institution ecclésiastique; c'est une annexe de l'islam. Quand même le développement de ces écoles pourrait suffire à la société musulmane, qui jusqu'à présent n'a pas été en cela fort exigeante, jamais les médrésés ne répondront aux vœux de la société chrétienne, sur laquelle repose l'avenir de la Turquie. La preuve est faite : il y a des médrésés dans toute la Turquie d'Europe; cela n'empêche pas les écoles chrétiennes de se fonder de tous côtés avec l'argent des Grecs ou de la Russie. Si l'on réformait les médrésés de manière que les enfans chrétiens pussent y venir, cela reviendrait à dire qu'on aurait supprimé les vieilles écoles en conservant seulement le nom.

On a publié récemment à Paris, sous le nom de *Soirées de Constantinople*, un livre rempli des paradoxes les plus étranges, et qui, nous l'espérons, ne fera illusion à personne. Cependant l'on connaît si peu chez nous ce qui se passe au loin, et surtout en Orient, qu'un livre de cette nature, rédigé avec la verve d'un journaliste militant, peut donner de la Turquie une notion exagérée et par conséquent fâcheuse pour elle. On y vante beaucoup la science musulmane d'autrefois, lorsqu'il est de notoriété que les savans mahométans du moyen âge n'ont guère été que les traducteurs et les compilateurs des Grecs, des Persans et des Indiens. Ce n'est pas cette science scolastique dépourvue de pratique et d'utilité qui peut sauver la Turquie. C'est comme si en France, dans les lycées et dans les écoles primaires, on donnait pour livres de classe des extraits de saint Thomas ou de saint Bonaventure. Il y a donc autre chose à faire que de replâtrer les petites coupoles des médrésés : il faut bâtir à neuf. C'est ce qu'a parfaitement compris le gouvernement turc en fondant le lycée ottoman de Constantinople avec l'aide du ministre de l'instruction publique en France.

Dans ce lycée, chaque enfant peut suivre sa religion paternelle; aucune religion n'y est enseignée; les classes y sont exclusivement consacrées aux lettres et aux sciences, et les enfans de toute race et de toute religion y reçoivent des leçons où il n'est question ni de Bible, ni d'Évangile ni de Koran. Quand ce lycée fut ouvert il y a à peu près deux ans, on eut quelque peine à obtenir des musulmans qu'ils y envoyassent leurs fils; on dit même qu'il fallut, pour les y décider, un avis sévère du sultan. Ils s'y rendirent. Aujourd'hui le nombre de places qui leur est réservé est complétement rempli; mais voyez à quels obstacles singuliers la diversité des cultes expose une

nation comme la Turquie. Les fêtes des différentes communions y sont très nombreuses et tombent à tous les jours de la semaine; il en résulte que les maîtres ont beaucoup de peine à réunir tous leurs élèves, et que, pour la plupart d'entre eux, la suite des leçons est brisée. L'inconvénient, moindre pour les lettres, est capital pour l'étude des sciences. La fondation de ce lycée est pourtant une des meilleures créations du nouveau gouvernement; on espère qu'il deviendra tout à la fois un modèle pour la création d'autres colléges dans les principales villes de l'empire et une pépinière d'où naîtront des hommes capables pour tous les services de l'état. On n'habituerait pas facilement un vieux Turc à siéger dans un conseil à côté d'un vieux chrétien; mais, élevés en commun, nourris à la même table, les enfans des chrétiens et des Turcs s'habitueront à l'égalité.

Du reste, la nature de l'enseignement dont la population musulmane a besoin a été fort bien comprise. On n'a pas imité les Grecs d'Athènes, qui se sont jetés dans la théorie pure, et dont toutes les études n'exigent que de l'encre, des plumes et du papier. Au temps où nous vivons, il faut bien l'avouer, un ingénieur rend plus de services qu'un archéologue; on se rend plus utile en apprenant l'usage du graphomètre ou l'art de construire une machine qu'en feuilletant Callimaque ou en creusant les énigmes de Lycophron. Certes, on serait mal venu à vouloir rabaisser les lettres au profit des sciences; mais autant les premières sont excellentes chez un peuple qui peut se donner le luxe de les rémunérer, autant il est nécessaire de songer à quelque chose de plus substantiel et de plus immédiatement utile chez un peuple pour qui il s'agit d'être ou de n'être pas. Les Grecs libres ont pris d'abord conseil de l'Allemagne et ont créé des cours de théorie vague et d'érudition stérile; leur pays est encore dépourvu d'hommes pratiques, tandis que les nouvelles générations devraient en fournir en abondance. Les Turcs semblent, d'après les conseils de la France, être entrés dans une voie meilleure. Tout récemment le sultan a ordonné la fondation dans tout son empire d'écoles modelées sur celles de notre pays. Il poursuit donc l'exécution des plans de Fuad-Pacha; réussira-t-il malgré l'hostilité des gens de religion et des races privilégiées? Trouvera-t-il des maîtres comprenant leur tâche et se dévouant à la remplir? L'instruction publique semble préoccuper surtout le sultan et son grand-vizir : ils ont bien vu qu'en Europe toutes les améliorations et tous les progrès ont leur point de départ dans l'enseignement. La création en Turquie d'un grand système d'instruction publique libéral, scientifique et pratique, l'appel de maîtres étrangers intelligens, bien soutenus et honorés, feront plus pour régénérer et sauver cet empire que toutes les autres tentatives, car ces écoles, imbues

de principes philosophiques, fourniront au sultan des hommes capables pour toutes les carrières.

C'est précisément ce qui manque aujourd'hui. Qu'est-ce qu'un pacha sauf quelques exceptions? Une sorte de satrape ignorant, fanatique et orgueilleux. Ce personnage, sans instruction autre que celle des médrésés, est à la fois préfet, chef du cadastre, impositeur, répartiteur des impôts, percepteur, receveur et contrôleur. Conçoit-on chez nous une pareille anarchie? Que demande-t-on à cet homme? Un nombre déterminé de livres ou, comme on dit, de bourses, qu'il doit retirer de sa province et envoyer à Constantinople. C'est à lui de les extraire de la population dont il est le chef : s'il les paie exactement, on est satisfait de lui; s'il peut y ajouter en présens quelque chose de plus, il sera récompensé comme un homme habile et fidèle. Quant à la réalité des sommes que le peuple paie, personne que lui ne la connaît et ne s'en inquiète, car il est à lui-même son propre contrôle. Qu'est-ce que le sultan? Le pacha des pachas, le receveur et le contrôleur universel de son empire, comme il est le maître absolu des budgets. Un sultan honnête et prudent aura soin de ménager ses finances, de surveiller ses pachas par des *missi dominici*, d'épargner son peuple; mais après les Auguste et les Tibère peuvent venir les Caligula, les Claude et les Néron.

Quand l'instruction aura régénéré les peuples musulmans en y introduisant des principes de justice et quelques notions des droits de l'homme et du citoyen, alors seulement il sera possible d'établir l'ordre dans les finances, en y créant un contrôle à tous les degrés. Avant la révolution de 1789, le système financier de la France ressemblait un peu à celui de la Turquie; nos fermiers-généraux ne valaient guère mieux que ses pachas; le nom même de fermiers montre l'idée qui avait présidé à leur création; les cris du peuple et ses vengeances de la fin du siècle prouvent de quelle manière ces offices étaient remplis. Un sultan habile et persévérant peut faire sans secousse ce que nous n'avons pu faire sans une révolution sanglante. A l'heure actuelle, certains élémens de réforme sont déjà prêts, les populations chrétiennes, quoique asservies, ont fait des progrès en toutes choses; presque partout elles ont des écoles entretenues par elles ou par leurs coreligionnaires étrangers; ceux-ci, qui sont libres, ont fait pénétrer au milieu d'elles ces idées d'égalité, de justice, de contrôle, de liberté personnelle, dont la population musulmane paraît si dépourvue. Par conséquent c'est principalement cette dernière qu'il faut instruire et accoutumer à voir des égaux dans les chrétiens, qu'elle méprise et opprime aujourd'hui. Quand on aura obtenu ce résultat par un enseignement bien dirigé, il sera

possible de créer un système financier analogue à ceux des peuples civilisés de l'Europe.

Le contrôle dans la perception des impôts aura nécessairement pour conséquence la fixation équitable des budgets et le règlement des dépenses. Jusqu'ici, le sultan, comme successeur du prophète et vicaire d'Allah, a été maître absolu de la terre et de ses produits. Il en est résulté une effroyable dilapidation des deniers publics : on paie largement un pacha pour qu'il soit fidèle, et il ne l'est pas; le pacha fait de même à l'égard du cadi; ce dernier de son côté croit acheter par de larges et avantageuses conditions la fidélité de ses secrétaires, qui le trompent, et au-dessous de ceux-ci il y a encore leurs valets. Or la dépense remonte, puisqu'en définitive tout cet argent vient du trésor, après avoir été extorqué aux populations. Celles-ci restent découragées par l'énormité d'impôts arbitraires, les bras languissent, la terre demeure inféconde, la misère pèse sur les provinces et en décime les habitans. Le gouvernement actuel a senti que la réforme devait commencer par le sultan lui-même, car si celui d'aujourd'hui paraît modéré en comparaison de ses prédécesseurs, il peut avoir pour successeur un prodigue. Le sultan a donc créé récemment un conseil des finances, dont le rôle est de discuter et de fixer chaque année le budget des recettes et des dépenses. On ne peut pas méconnaître les excellentes intentions d'Abdul-Aziz et de son grand-vizir; mais qu'est-ce qu'un conseil de finances nommé par le sultan, que le sultan peut changer ou détruire, et qui n'est pas soutenu par des contrôles indépendans à tous les degrés de l'échelle administrative? Il n'y a que les institutions populaires qui puissent retenir les princes en leur inspirant une certaine terreur, et ces institutions ne sont bonnes ou même possibles que chez des peuples éclairés. Là donc on se trouve encore en présence de la création d'une instruction publique libérale et égale pour tous, gratuite, s'il est possible, et, s'il est possible, obligatoire. Si une telle chose existait, dans dix ans la réforme financière et administrative s'accomplirait d'elle-même; mais dans l'état présent des choses, la corruption s'exerçant du haut en bas, la servilité et la cupidité règnent à tous les degrés. L'habitude qu'on prend chez soi de traiter ainsi avec les hommes et d'acheter leurs services fait que l'on use des mêmes moyens à l'égard des étrangers. On paie des journalistes pour vanter les uns et injurier les autres; on croit nécessaire d'en entretenir sur toutes les places politiques de l'Europe, sans songer que la découverte d'un seul d'entre eux déconsidère un gouvernement, et lui fait plus de tort que tous les autres ne peuvent lui rendre de services.

Avec l'ignorance disparaîtront les mauvaises lois, avec les mau-

vaises lois les procédés malhonnêtes, la corruption et la servilité. Quand chaque homme dans le peuple aura reconquis le sentiment de la dignité humaine, et que, jouant quelque rôle dans la chose publique, il pourra faire valoir ses droits et défendre sa propriété, on verra naître en Turquie certains principes dont l'idée y existe à peine aujourd'hui. Il n'y a là en effet ni cité ni patrie. Qu'est-ce qu'une ville turque? Un ensemble de maisons mal construites, habitées par des hommes qu'aucun sentiment national ne réunit. Le seul lien qui les rattache entre eux est celui de la religion. Les chrétiens se donnent le nom de frères, mais ils ont les musulmans en horreur. Les musulmans méprisent les chrétiens en les exploitant; mais, comme cette exploitation est toute personnelle, personne n'est intéressé à la chose publique. Le musulman, tout en opprimant les chrétiens, fait son salut et gagne le paradis par des ablutions sur sa personne, des prières marmottées sans intelligence, des jeûnes en temps opportun, quelques aumônes à ses coreligionnaires, et surtout par ce fameux pèlerinage de La Mecque qui a la vertu de répandre les épidémies en tous pays. Les musulmans se reconnaissent d'un pays à l'autre comme les Juifs; mais, pour être citoyens de l'univers, ils n'en sont pas plus citoyens de leur ville et partie intéressée de leur nation. Il n'y a dans le monde musulman que des races sans nationalité, et les races s'effacent devant l'islam.

On voit quelle tâche a devant lui le gouvernement de la Porte, s'il persiste à vouloir transformer ses villes en cités et ses peuples en une nation. Que de préjugés à combattre, que d'usages à extirper, que d'orgueil à réduire, et par contre-coup que de principes à introduire et de sentimens, aujourd'hui inconnus, à faire naître! Le système administratif de la Turquie a reposé jusqu'ici sur l'avidité des uns et la corruption exercée par les autres; les procédés de gouvernement s'exprimaient par un seul mot : la force. Le sultan essaie aujourd'hui des réformes dans toutes les parties de son administration; quelques-unes semblent réussir, la plupart sont empêchées par le mauvais vouloir ou par la routine. Si ce gouvernement se décourage ou meurt à la peine, le règne de la force reprendra avec une énergie nouvelle; mais le plus fort n'est pas toujours celui qui a en main la puissance : la vraie force réside dans l'intelligence, dans l'instruction, dans l'énergie féconde, dans les principes dont on est armé, enfin dans l'appui moral ou matériel des nations civilisées. Les Russes étant exclus de la Turquie par l'accord de tout l'Occident, la lutte se réduirait donc à ce qu'elle est depuis longtemps, c'est-à-dire à celle des chrétiens et des musulmans. Par chrétiens, il faut entendre principalement les Grecs, mais il ne faut pas omettre les Arméniens, les Bulgares, les Slaves, les Albanais et

une partie des hommes de race latine ou germanique fixés en Turquie. Toutes ces races, actives à des degrés divers, faisant depuis quelques années de rapides progrès, on ne peut guère douter qu'elles n'aient avant peu la force entre les mains, et qu'ainsi elles fassent violemment, à un moment donné, la révolution tentée pacifiquement par la Sublime-Porte. Cette révolution s'opérerait plutôt contre les pachas, les cadis et les soldats turcs que contre le sultan lui-même, parce qu'elle serait sociale plus encore que politique. Comme elle aura lieu certainement, si les réformes tentées ne peuvent aboutir, l'impuissance du gouvernement turc se trouvera alors démontrée doublement par cet insuccès et par cette révolution. Il n'est pas douteux qu'alors les peuples de l'Europe, sinon la plupart des gouvernemens, prendront parti pour les chrétiens et laisseront périr l'empire ottoman.

Les efforts du pouvoir actuel en Turquie sont assurément méritoires; peut-être ne sont-ils pas bien coordonnés et exempts de quelque confusion. Aucune des réformes projetées ne peut se faire sans argent, et le pays est tellement arriéré et mal exploité qu'il ne fournit pas les fonds nécessaires à un pareil remaniement. Il faut de l'argent pour l'instruction publique à créer, il en faut pour le développement de la flotte, pour la réorganisation de l'armée et son nouvel armement, pour les nouvelles institutions politiques, pour les sociétés commerciales, pour les établissemens de crédit; il en faut surtout pour les routes, pour les chemins de fer, dont l'absence placerait la Turquie fort au-dessous de la Russie, qui fait les siens. Le sultan, à bout de ressources, emprunte, emprunte toujours : il promet à ses créanciers des intérêts énormes, il hypothèque ses meilleures sources de revenu. Il appelle les étrangers, le plus souvent des spéculateurs, qui viennent faire la banque avec forts intérêts et grosses commissions; l'argent emprunté passe entre leurs mains et ne produit dans le pays que la dixième partie des effets qu'il produirait chez nous. La situation financière du sultan est donc fort difficile et le deviendra de plus en plus pendant quelque temps. Il est dans la condition d'une compagnie industrielle, d'une société immobilière, par exemple, qui emprunte de fortes sommes pour bâtir et qui compte sur la vente ou sur la location de ses futures maisons; cependant les années s'écoulent, et l'argent aussi, les maisons s'élèvent et ne s'achèvent pas, les intérêts de l'argent emprunté continuent de courir, les locations et les ventes rapportent moins qu'on ne l'espérait; enfin on établit ses comptes, on se trouve forcé de suspendre les travaux et les paiemens, et l'on fait faillite. Nous n'avons parlé que des mécomptes sans faire la part des dilapidations, toujours à craindre en Turquie.

Nous ne voulons pas dire que le sultan soit sur le point de faire faillite. La Turquie est un pays de ressources; si elle peut éviter la guerres au dehors et les révoltes au dedans, si elle sait faire de certaines provinces hostiles un sacrifice volontaire qui lui sera payé en sécurité, il se peut qu'aidée et encouragée par les gouvernemens amis, elle arrive à ce point où les premières mises de fonds s'arrêtent, où l'industrie créée commence à produire; mais quelle tâche immense pour des hommes aussi peu expérimentés que les Turcs en matière de constitutions libérales et de services publics! Aussi, au point où les choses en sont, il est impossible de prédire absolument ni l'échec ni le succès.

Pour le moment, les états européens ne peuvent qu'encourager le gouvernement du sultan et lui faciliter la tâche qu'il a entreprise. Notre influence peut être grande, puisque nous possédons pleinement chez nous les institutions qu'il s'efforce d'introduire chez lui. Lorsque les Hellènes se constituèrent en royaume, ils voulurent établir dans leur pays une banque nationale bien organisée et dont le crédit fût fondé sur une bonne administration; ils demandèrent le secours d'un gouverneur de la Banque de France, qui vint à Athènes fonder l'établissement nouveau. De toutes les institutions helléniques, c'est aujourd'hui la meilleure, la plus solide et la plus profitable. Les Turcs ont fait de même pour le lycée ottoman. Ils peuvent continuer dans la même voie, et il est certain que l'Europe applaudira tout entière à leurs efforts. Ils ont récemment concédé leurs chemins de fer à des compagnies étrangères, ils ont laissé des banques s'établir chez eux, ils viennent d'autoriser la création d'entrepôts de commerce dans leurs principaux ports. Tout cela appelle les étrangers et confond les intérêts; mais c'est seulement lorsqu'un effort sérieux aura été fait, un succès obtenu pour l'unification des races, leur égalité devant la loi, pour la liberté des religions, la sûreté des propriétés, l'exacte administration des finances et de la justice, — c'est alors seulement que l'équilibre sera rompu en faveur des idées nouvelles, et que la Turquie sera entrée dans les voies de la civilisation. Jusqu'à présent, elle ne fait que les chercher.

Je ne pousserai pas plus loin cette étude des élémens sociaux et des forces morales qui s'agitent dans l'empire ottoman. On voit qu'en ce moment beaucoup de problèmes sont posés, et que pas un seul n'est résolu. Problèmes intérieurs et extérieurs, tous sont en suspens et pour ainsi dire enchevêtrés les uns dans les autres. Les relations de la Turquie avec les états de l'Europe dépendent de la façon dont elle résoudra ses questions intérieures, et la solution de ces dernières est liée au bon vouloir que les peuples civili-

sés auront pour le sultan. Ceux-ci étant eux-mêmes sujets à des changemens périodiques, la chute d'un pouvoir peut modifier leur attitude à l'égard de la Turquie; cependant, lorsqu'il sera démontré que le gouvernement de la Porte agit avec résolution, qu'il ne veut point, par exemple, comme le dit l'auteur du *Testament politique*, exploiter à son profit les sentimens chevaleresques des peuples, il trouvera les nations comme les souverains disposés à l'aider dans son entreprise, car les nations plus encore que les souverains ont le désir de voir régner partout la concorde, le bien-être et la justice.

Le succès semble aujourd'hui dépendre principalement du temps que mettra la Turquie à se réformer. Il faut qu'elle regagne en quelques années le chemin qu'elle a perdu depuis trois siècles. Théoriquement cela n'est point impossible, puisque tout le système qu'il s'agit d'abolir repose sur l'idée que les musulmans se font d'Allah, et que cette idée n'est pas fort différente de celle des chrétiens, dont le Dieu est personnel et dont le pape est une manière de sultan. Des Turcs aux raïas, il n'y a pas beaucoup plus de distance sociale qu'il n'y en avait chez nous entre les nobles et les vilains; la loi pourtant les a ramenés à l'égalité. Quant à la lutte des religions, la science positive la calme toujours, comme nous en avons fait l'expérience, et finit par avoir raison du fanatisme quand elle ne peut l'éteindre. Le temps aussi se chargera d'abattre l'orgueil musulman, quand des lois bien observées l'auront contraint à reconnaître ou à respecter l'égalité. La question suprême est donc une question de temps. Les réformes intérieures seront-elles assez avancées, les populations assez satisfaites, l'état économique assez prospère pour arrêter la tempête qui gronde au dehors, et qui bien vite s'étendrait jusqu'au dedans? Le sultan trouvera-t-il des ministres assez intelligens pour concevoir les mesures de salut, assez fermes pour les exécuter? C'est ce qu'un prochain avenir pourra nous apprendre. Quoi qu'il en soit, la Turquie en ce moment attire tous les regards; elle intéresse l'Europe tout entière, et par ce qu'elle fait et par ce qu'elle ne fait pas. C'est en ses mains, non dans les nôtres, qu'est la solution des problèmes dont nous venons d'énoncer les élémens.

ÉMILE BURNOUF.

LE

ROMAN MISANTHROPIQUE

L'Éducation sentimentale, histoire d'un jeune homme, par M. Gustave Flaubert. 2 vol. in-8°; Michel Lévy.

Dans les arts comme dans la vie, c'est un grand point que d'avoir foi en soi-même, de s'attacher à une idée et de la poursuivre sans relâche. Il y a des faiblesses orgueilleuses qui se déguisent sous des prétentions de toute sorte : vous connaissez les écrivains qui ne dépendent que de la fantaisie, n'obéissent qu'à l'inspiration et laissent le labeur opiniâtre aux esprits moins heureusement doués. Il y a aussi des natures agiles, des imaginations toujours prêtes, mais incapables de prolonger leur effort; celles-là se dépensent en petites choses, essayant de racheter la vigueur des conceptions durables par une espèce de scintillation perpétuelle. L'inventeur vraiment épris de son art est celui qui conçoit avec force, médite avec lenteur, tourne et retourne son sujet dans sa pensée, commence, efface, recommence, comparant sans cesse la copie au modèle, la fiction à la réalité, puis, assuré enfin de son programme, l'exécute avec feu. Les vieux maîtres ont exprimé ces choses une fois pour toutes; quelles que soient les transformations du goût, il faut les répéter d'âge en âge aux écoles survenantes, car ce sont des vérités éternelles, et aucune littérature, si brillante qu'elle soit, ne les dédaigne impunément. Si on ne remet pas le métal sur l'enclume, c'est en vain qu'on aura employé une matière de haut prix; sans la solide armure du style, sans la concentration puissante de la forme, les pensées les plus heureuses se dissiperont comme une fumée.

Est-ce à dire que le travail acharné soit toujours un gage de suc-

cès? N'est-il pas des esprits qui eussent mieux fait en se donnant moins de peine? A force de recherches, ne se peut-il pas que le parti-pris étouffe l'observation, que le système défigure la réalité? Sous tant d'opérations, de retouches, de refontes, l'œuvre cuite et recuite ne prendra-t-elle pas une physionomie baroque? C'est ce qui arrivera surtout, si l'écrivain, après s'être fabriqué je ne sais quelle théorie misanthropique, entreprend de peindre le monde à la lueur blafarde de ses idées. En de telles conditions, que l'acharnement du copiste, la poursuite superstitieuse de l'exactitude, offrent de dangers, et qu'il vaut bien mieux, comme disait Molière, « se laisser aller de bonne foi aux choses qui nous prennent par les entrailles! » Plus le point de départ est faux, et plus l'erreur est aggravée par l'obstination de l'effort. Supposez un artiste qui prétend reproduire la réalité la plus stricte, et qui commence par jeter sur cette réalité le voile bizarre de son système. En vain veut-il tout montrer, comme le rayon de soleil qui traverse la chambre obscure du photographe; en vain tâche-t-il d'être acéré, mordant, comme la scie qui coupe la pierre, comme l'eau-forte qui laboure le cuivre: dans sa préoccupation de l'effet, il songe avant tout au procédé, à l'appareil, à l'instrument, aux acides. Adieu la riche variété de la nature! Le voilà confiné dans un laboratoire malsain. Ce rude ouvrier du réalisme ne tardera guère à perdre le sens du monde réel. Il a devant les yeux un petit nombre de modèles, et ces modèles, fatigués, défigurés, aussi ennuyés qu'ennuyeux, vont représenter pour lui toute une image de la destinée humaine. En sera-t-il vraiment plus avancé parce qu'à une tâche si mal conçue il aura consciencieusement appliqué la précision de son langage et la vigueur de son talent?

Ces réflexions, nous en sommes sûr, paraîtront toutes naturelles à ceux qui auront lu le nouveau roman de M. Gustave Flaubert. L'auteur de *Madame Bovary* et de *Salammbô* n'est certainement pas un écrivain médiocre. Comme artiste, sinon comme penseur, il a des visées hardies. Personne ne met plus de soin à éviter les routes battues. Il produit peu, mais chacune de ses œuvres atteste une méditation intense et une exécution minutieuse. Les incorrections, les négligences même, du moins ce qui semble tel à première vue, tout enfin, quand on y regarde de près, porte la marque d'une volonté persévérante. La peinture des ignominies de l'adultère dans *Madame Bovary* lui a fourni l'occasion d'une étude qui rappelle exactement les opérations anatomiques. C'est une dissection savante accomplie avec une impassibilité glaciale. Si ce livre a fait scandale, ce n'est pas le sujet qui en est cause; quel moraliste farouche pourrait souhaiter un tableau plus hideux, un châtiment plus terrible de ce qui est si souvent embelli ou dissimulé par des plumes

complaisantes? Ce ne sont pas même certaines scènes où l'auteur, décidé à tout dire, ne reculait point devant les détails cyniques; M. Flaubert n'avait-il pas des prédécesseurs et des maîtres en ce genre de descriptions? Ce qui a fait scandale, c'est l'indifférence de sa pensée. On souffrait de voir une personne humaine, même la plus misérable et la plus vile, travaillée si curieusement par ce scalpel. On s'indignait de ne découvrir chez l'auteur aucun mouvement de l'âme, colère ou pitié, indignation ou sympathie, et cette froideur semblait un parti-pris de blesser en nous l'humanité. Dans un cadre tout différent, avec son luxe de science archéologique très souvent appliquée à faux, avec ses reconstructions fantastiques de l'ancienne Carthage, avec ses images de sang et de luxure, le réalisme épique de *Salammbô* présentait le même caractère de fantaisie *inhumaine*. Quel était donc cet écrivain qui, combinant son œuvre avec tant de soin, y demeurait si complétement étranger? Que signifiait cette peinture impassible? Était-ce un jeu, un défi, une prétention, ou bien fallait-il y voir le résultat d'un système, l'expression d'une philosophie cachée dont les principes se dévoileraient quelque jour?

La publication d'un nouveau roman de M. Gustave Flaubert est donc bien faite pour piquer la curiosité. Tandis que les lecteurs vulgaires, alléchés par les licences où s'est trop souvent complu le talent descriptif de l'auteur, n'y chercheront que le scandale, d'autres voudront savoir si M. Flaubert a révélé dans ce nouveau livre ce que j'appelle sa philosophie, c'est-à-dire l'idée qu'il se fait du monde et de la destinée humaine. Quant à nous, voilà le seul intérêt qui nous ait soutenu dans cette longue et ennuyeuse lecture. Que l'ingénieux écrivain veuille bien excuser notre franchise; au milieu de ces aventures communes, de ces détails insignifians, de ces descriptions sans fin, quelle que fût la valeur de certaines pages, nous aurions eu grand'peine à persévérer jusqu'au bout, si nous n'avions eu l'espoir de découvrir le fond de sa pensée. Le titre indique déjà une visée morale. On ne parle pas d'éducation sans avoir un principe et un but. Le romancier qui s'occupe de l'éducation du cœur ne peut s'enfermer dans une indifférence énigmatique, car cette indifférence même en pareille matière serait l'indice d'un système, — l'application d'une doctrine. Ainsi, quelque parti qu'il prenne dans la question qu'il soulève, il faudra bien qu'il arrive à une conclusion; nous saurons enfin s'il y a pour lui des devoirs à remplir, des écueils à éviter, un idéal à poursuivre, nous saurons ce qu'il pense du mystère de la vie. C'est avec cette curiosité que nous venons de lire le roman de M. Gustave Flaubert, et nous croyons ne pas nous tromper en affirmant que l'inspiration de son œuvre est une sorte de misanthropie gouailleuse. A ses yeux, la vie

est mauvaise et ridicule; ce monde est le règne de l'ineptie, de la vulgarité, de l'ennui, du dégoût. Quiconque est sincère avec soi-même, quiconque examine la destinée humaine sans illusion et en parle sans hypocrisie, est forcé de convenir que la meilleure chose ici-bas est ce qu'il y a de plus physique, de plus animal en nous. Si c'est bien là, comme je le pense, la conclusion de ce roman, je n'avais pas tort de dire que le fond de sa pensée est la misanthropie, une misanthropie qui s'exprime, chose singulière, avec un mélange de gravité moqueuse et de licence rabelaisienne. Il faut même prendre ce mot de misanthropie dans son sens le plus étendu; infliger à l'homme de tels outrages, c'est outrager le monde et celui qui l'a fait, à supposer que le monde soit l'ouvrage de quelqu'un. Un pessimisme qui enveloppe la création et le créateur, une misanthropie qui renferme, implicitement au moins, une sorte d'athéisme, telle est la philosophie de ce livre.

Ai-je bien deviné les énigmes de l'auteur? Il me semble qu'à l'intention philosophique dont je viens de parler se joint le désir de tracer une page d'histoire. Le héros du récit, le sujet de cette étude philosophique et morale a l'air de représenter pour l'écrivain toute une génération, la génération qui est sortie du collége il y a environ vingt-cinq ans. Le récit commence un peu avant la révolution de 1848, les scènes qui le terminent ont eu lieu dans l'hiver de 1868. Ce serait donc la physionomie des vingt-cinq dernières années que M. Flaubert aurait prétendu reproduire. Qui sait même si les faiblesses et les lâchetés de son héros ne sont pas dans sa pensée le symbole des épreuves par lesquelles a passé depuis vingt-cinq ans la société française? La description si détaillée de l'année 1848, la peinture de la révolution de février, le récit des journées de juin, le tableau des clubs, les scènes de la rue, ces images de la violence et de la bêtise populaire, ces portraits d'émeutiers, de fanatiques, de tribuns à phrases creuses, de loustics en belle humeur, de réformateurs imbéciles, de démagogues devenus agens de police, tout cela mêlé, on ne sait pourquoi, aux plus vulgaires aventures de libertinage suggère l'idée d'une œuvre où les événemens publics seraient expliqués par les mœurs individuelles. L'éducation du personnage principal serait l'éducation de la société parisienne pendant toute une période de notre histoire. La mollesse, l'énervement, la niaiserie d'un étudiant amoureux seraient le commentaire de nos destinées. Si étrange que soit cette conjecture, il est difficile de ne pas s'y attacher quand on voit l'auteur imiter manifestement le style de M. Michelet dans les derniers volumes de son *Histoire de France*. C'est la même façon heurtée, saccadée, le même art de briser son récit, de passer brusquement d'une scène à une autre, d'accumuler les détails tout en supprimant les transitions. Jamais

le roman n'a parlé ce langage; on dirait une chronique, un journal sec et bref, un recueil de notes, de traits, de mots, avec cette différence, que chez l'historien les traits sont incisifs, les mots portent, les notes résument bien ou mal des événemens graves, tandis que chez le romancier ces formes savamment et laborieusement concises s'appliquent aux aventures les plus niaises.

Nous avons indiqué les énigmes de ce livre; la première est dans le titre même. Pourquoi *l'Éducation sentimentale?* Un avis qui accompagnait l'annonce du roman a répondu à cette question : c'est l'histoire d'un jeune homme qui, au sortir du collége, fait son éducation sentimentale dans le monde et le demi-monde parisien. Le commentaire n'est guère plus intelligible que le texte. Cela veut-il dire qu'il y aura pour ce jeune homme une éducation, par conséquent un redressement de ses erreurs? Cela veut-il dire que, cette éducation s'appliquant à son cœur, il rectifiera ses fausses idées de l'amour, qu'il comprendra la force de ce mot, qu'il ne confondra plus les caprices grossiers avec le sentiment le plus pur, qu'il portera ses aspirations plus haut comme l'Amaury de Sainte-Beuve, ou qu'il s'écriera comme Alfred de Musset :

> Cloîtres silencieux, voûtes des monastères,
> C'est vous, sombres caveaux, vous qui savez aimer!
> Ce sont vos froides nefs, vos pavés et vos pierres
> Que jamais lèvre en feu n'a baisés sans pâmer!

Non, certes, il ne s'agit point de tels sentimens. Nous sommes si loin avec M. Flaubert des élans passionnés d'Alfred de Musset, si loin des analyses subtiles de Sainte-Beuve, que cette citation de *Rolla* et ce souvenir de *Volupté* feront peut-être sourire le lecteur. Ce n'est pourtant pas le désir de jouer avec les contrastes qui les a rappelés à notre esprit. Il y a ici une association d'idées toute naturelle. Si ce titre de *l'Éducation sentimentale* signifie quelque chose, il est une satire indirecte de la génération rêveuse qui, de 1825 à 1845, occupa la scène littéraire, et qui, dans la poésie, dans le drame, dans le roman, exprima si tumultueusement toutes les ardeurs de la passion. Le personnage de M. Flaubert est entré dans la vie au moment où cette période achevait son cours, il en a recueilli les traditions sans le savoir, il en a respiré l'air fiévreux, et son histoire n'est que le tableau des faiblesses, des gaucheries, des vilenies où cette sensibilité énervante l'a entraîné. Que cette donnée soit juste ou non au point de vue historique, elle pouvait offrir le sujet d'une curieuse étude; seulement l'auteur en a fait sortir précisément le contraire de ce qu'elle renferme. Au lieu de travailler à l'éducation sentimentale du héros, il montre que cette éducation est une chimère. Au lieu d'élever ce cœur, au lieu de l'épurer et de

l'affermir, il le dégrade; c'est une éducation à rebours. Ce titre à la Berquin serait donc en définitive une ironie très compliquée dont le sens ne se dévoilerait qu'à la dernière page, et qui aurait pour but de rendre plus scandaleux encore le scandale de la conclusion.

Frédéric Moreau, élevé à Nogent-sur-Seine, dans le département de l'Aube, vient d'être reçu bachelier. A la fin des vacances, il ira faire son droit à Paris. En attendant, sa mère, veuve depuis bien des années, et qui a veillé seule sur son enfance, l'envoie faire une visite de quelques jours à un oncle, qui habite le Havre. Frédéric traverse Paris en revenant du Havre, et prend le bateau à vapeur qui doit le déposer à Montereau; de là, il sera conduit à Nogent dans une voiture que lui enverra sa mère. Il faut que le lecteur s'accoutume à ces sortes de procès-verbaux; c'est le ton du livre, et dès la première ligne ces importans détails, accompagnés de beaucoup d'autres, sont minutieusement relatés. Procès-verbaux ou descriptions, l'auteur ne sort pas de là; quand le procès-verbal est fini, la description commence, et, la description terminée, voici de nouveau le tour du procès-verbal. Mais nous jugerons tout à l'heure le procédé; tâchons d'abord de connaître le sujet, cherchons s'il y a un sentiment, une idée, un intérêt, un lien quelconque à travers cette succession de menus événemens. Sur le bateau qui emmène les voyageurs de Paris à Montereau, le jeune bachelier rencontre un personnage très bavard, très vantard, familièrement et cyniquement vulgaire. Ce gaillard, d'une quarantaine d'années, a des cheveux crépus, une taille robuste, une jaquette de velours noir, deux émeraudes à sa chemise, un large pantalon blanc, et des bottes rouges en cuir de Russie rehaussées de dessins bleus; il se dit républicain, connaît tous les artistes célèbres qu'il appelle par leurs prénoms, et commence à sa manière l'éducation sentimentale de son compagnon de voyage. « La conversation roula d'abord sur les différentes espèces de tabacs, puis tout naturellement sur les femmes. Le monsieur en bottes rouges donna des conseils au jeune homme; il exposait des théories, narrait des anecdotes, se citait lui-même en exemple, débitant tout cela d'un ton paterne, avec une ingénuité de corruption divertissante. » Vous le voyez d'ici, c'est un tripoteur d'affaires, moitié artiste, moitié brocanteur, charlatan naïf, épicurien grossier, bonhomme du reste, ouvert, hospitalier, qu'aucune pudeur n'embarrasse, qu'aucune délicatesse ne gêne, et qui, après s'être enrichi aux dépens de ses protégés les artistes, finira par devenir marchand de faïences, puis, de déconfiture en déconfiture, ruiné, chargé de dettes, sera chassé de Paris par la misère et la honte. Au début du récit, quand Frédéric lui demande son nom, il répond tout d'une haleine, comme s'il lisait sa propre carte : « Jacques Arnoux, propriétaire de *l'Art industriel*, boulevard Montmartre. » Or, tandis

que le propriétaire de *l'Art industriel* débite sa morale au bachelier, Mme Arnoux est dans le salon du bateau, brodant, lisant, occupée de sa petite fille. Quel contraste! Frédéric l'aperçoit et demeure ébloui. C'est la grâce elle-même, la grâce naïve et chaste sous sa forme la plus pure. Frédéric ne s'appartient plus; la vision charmante s'est emparée de son âme et de ses sens. En voilà pour la vie entière. Qu'il y a loin pourtant de cette ivresse aux extases vraies du premier amour! Quel mélange de raffinement et de grossièreté dans les impressions que reçoit le héros de M. Flaubert! Que tout cela est faux, forcé, inintelligible, ou, ce qui est bien pis, tristement équivoque! Je cite, car il faut savoir à quel personnage nous avons affaire, et ces émotions d'une âme qui s'ouvre sont le plus sûr des signalemens. « Il considérait son panier à ouvrage avec ébahissement, comme une chose extraordinaire. Quels étaient son nom, sa demeure, sa vie, son passé? Il souhaitait connaître les meubles de sa chambre, toutes les robes qu'elle avait portées, les gens qu'elle fréquentait, et le désir de la possession physique même disparaissait sous une envie plus profonde, dans une curiosité douloureuse qui n'avait pas de limites. » Est-ce du galimatias? est-ce quelque chose de plus condamnable? En tout cas, c'est l'indice d'une âme malsaine. Je parle de l'âme, je parle de l'imagination de Frédéric Moreau, et je ne suis pas surpris que M. Flaubert, retraçant l'éducation sentimentale du malade, nous signale sans cesse comme le premier symptôme de son état l'énervement de toutes les facultés.

L'énervement, voilà le type que représente Frédéric Moreau, et c'est la tradition romantique, c'est la littérature passionnée de la première moitié du siècle qui entretient sa faiblesse. Il y a un passage où M. Flaubert le dit expressément. « Il estimait par-dessus tout la passion; Werther, René, Frank, Lara, Lélia, et d'autres plus médiocres l'enthousiasmaient presque également. Quelquefois la musique lui semblait seule capable d'exprimer ses troubles intérieurs; alors il rêvait des symphonies, ou bien la surface des choses l'appréhendait, et il voulait peindre. » On devine bien cependant qu'il ne sera jamais ni peintre, ni musicien, ni poète. Pour créer une œuvre, il ne suffit pas d'admirer à tort et à travers Goethe, Chateaubriand, Byron, Alfred de Musset, George Sand, *et d'autres plus médiocres!* Frédéric n'aura jamais une conception forte, il est à peine capable de se conduire. L'amour vrai dans une âme virile est un gage d'énergie et de pureté; Frédéric est comme hébété par son amour. J'emprunte à l'auteur lui-même le jugement que je porte sur son héros. « Un afflux de tendresse l'énervait, » nous dit M. Flaubert, et plus loin : « La contemplation de cette femme l'énervait comme l'usage d'un parfum trop fort. Cela descendit dans les

profondeurs de son tempérament. » Cet énervement se traduit de toutes les manières, tantôt par la lâcheté morale, tantôt par l'irrésolution la plus niaise. Il n'est pas le jouet de sa passion, il est le jouet du hasard. Pendant qu'il fait son droit à Paris, il s'est acheté un pantalon gris-perle, un chapeau de feutre blanc et une badine à pomme d'or pour aller faire visite à Mme Arnoux. Pourvu de tout cela, il hésite, craignant d'avoir eu « une idée de coiffeur. » Qu'ils sont touchans, ces combats d'une belle âme et dignes d'être racontés! « Enfin, pour savoir s'il irait chez Mme Arnoux, il jeta par trois fois dans l'air des pièces de monnaie. Toutes les fois le présage fut heureux. Donc la fatalité l'ordonnait. Il se fit conduire en fiacre rue de Choiseul. » Toutes ces choses sont dites le plus sérieusement du monde. Nous voudrions nous montrer aussi sérieux que l'auteur, mais le moyen de ne pas rire? Ces grâces d'état n'appartiennent qu'à l'école des impassibles. On a beau faire, il est des rapprochemens auxquels on ne peut échapper. Connaissez-vous une bouffonnerie représentée, il y a deux ou trois ans, sur un de nos petits théâtres et intitulée *les Jocrisses de l'amour?* Le héros de M. Gustave Flaubert est évidemment de cette confrérie : on s'étonne que l'auteur puisse garder ici son imperturbable sang-froid, on s'étonne qu'il étudie cet imbécile avec les procédés de la science, avec la précision de la critique, oubliant qu'un tel personnage est connu depuis longtemps, et depuis lontemps appartient à la caricature.

Tous les événemens qui suivent confirment cette première impression. L'habile écrivain a scrupuleusement observé le précepte d'Horace : le personnage qu'il met en scène demeure fidèle à ses débuts. Tel s'est montré Frédéric Moreau dans les cent premières pages, tel nous le retrouvons jusqu'à la fin de ses longues aventures, *qualis ab incœpto processerit.* On pourrait appeler ce roman : *l'histoire d'un énervé.* Par instans, quand il se croit aimé de Mme Arnoux, il a des réveils de volonté courageuse et honnête. La gracieuse femme a besoin d'une résignation singulière avec un mari comme le sien; ce joyeux butor ne cesse de blesser en elle toutes les délicatesses de l'esprit et du cœur. Il l'aime comme une maîtresse; parce qu'il lui fait une vie comfortable, il se croit dispensé de ses devoirs. Mme Arnoux devine ses infidélités, comme elle connaît ses grossièretés, ses mensonges, ses vilenies de toute sorte. Le bonhomme, en effet, ne se gêne guère, et s'il trompe les gens, il n'y met pas d'hypocrisie; sa jovialité désarme les dupes, sa cordialité hospitalière fait tout pardonner. « A ceux qui se plaignaient d'être exploités, il répondait par une tape sur le ventre. Excellent d'ailleurs, il prodiguait les cigares, tutoyait les inconnus, s'enthousiasmait pour une œuvre ou pour un homme, et, s'obstinant

alors, ne regardait à rien, multipliait les courses, les correspondances, les réclames. Il se croyait fort honnête, et, dans son besoin d'expansion, racontait naïvement ses indélicatesses. » Mme Arnoux, si discrète, si attentive par respect d'elle-même à cacher ce qu'elle éprouve, ne peut cependant dissimuler toujours ses préoccupations et ses souffrances. Un soir, Frédéric Moreau, qui est devenu un des hôtes de la maison, surprend un indice de ses chagrins; une sorte de demi-confidence, presque aussitôt retenue qu'échappée, établit un lien entre l'étudiant et la jeune femme. Mme Arnoux ne voit qu'un ami dans Frédéric Moreau, un ami de son mari qui compatit à ses peines, un ami bien préférable à tous ceux qui fréquentent les salons de *l'Art industriel*, car on rencontre la plus étrange société dans ces salons, des rapins, des bohêmes, des républicains d'estaminet, et Frédéric mérite vraiment d'être distingué parmi ces figures hétéroclites. Lui, de son côté, il considère de plus en plus Mme Arnoux comme un idéal presque divin. Être admiré par elle sur quelque grande scène de la vie publique, atteindre à la gloire pour lui en faire hommage, tel est son rêve. Nous avons signalé des traits bien ridicules de la physionomie de Frédéric Moreau; citons du moins ses rêves d'action et de virilité, car c'est peut-être le seul endroit où éclate la passion. « Il se voyait dans une cour d'assises, par un soir d'hiver, à la fin des plaidoiries, quand les jurés sont pâles et que la foule haletante fait craquer les cloisons du prétoire, parlant depuis quatre heures déjà, résumant toutes ses preuves, en découvrant de nouvelles, et sentant à chaque phrase, à chaque mot, à chaque geste, le couperet de la guillotine, suspendu derrière lui, se relever; puis, à la tribune de la chambre, orateur qui porte sur ses lèvres le salut de tout un peuple, noyant ses adversaires sous ses prosopopées, les écrasant d'une riposte, avec des foudres et des intonations musicales dans la voix, ironique, pathétique, emporté, sublime; elle serait là, quelque part, au milieu des autres, cachant sous son voile ses pleurs d'enthousiasme; ils se retrouveraient ensuite, — et les découragemens, les calomnies et les injures ne l'atteindraient pas, si elle disait : « Ah! cela est beau! » en lui passant sur le front ses mains légères. Ces images fulguraient comme des phares à l'horizon de sa vie. Son esprit excité devint plus leste et plus fort. » Tout cela n'est pas nouveau; cela est vrai du moins et rendu en bon langage. On est heureux de s'y arrêter une minute; un peu d'émotion dans cette sèche histoire si brillamment développée, c'est comme un peu d'ombre et d'eau dans le désert.

Nous savons d'avance que cet enthousiasme viril ne se soutiendra point. Frédéric est condamné aux langueurs les plus ridicules et aux plus vulgaires désordres. M. Arnoux l'a conduit chez une fille

du demi-monde, une certaine Rosanette, qui donne des bals où deux ou trois agens de police ne seraient pas déplacés. Arnoux est le protecteur de cette créature, en compagnie de plusieurs autres; Frédéric est simplement son ami, comme il est l'ami de la pure et discrète Mme Arnoux. Il mène désormais une existence en partie double : auprès de Mme Arnoux, les extases langoureuses, auprès de la Rosanette les velléités grossières, et les unes comme les autres ont ce même résultat d'entretenir en lui l'irritabilité, l'énervement, la dégradation insensible, mais continue, en un mot de détruire la conscience et la vie. Chez la Rosanette, il pense à Mme Arnoux; chez Mme Arnoux, il se souvient de la Rosanette. C'est ainsi qu'au milieu des adorations presque mystiques où le jette la vue de son idole, il lui vient des pensées qui ne devraient pas même effleurer son esprit, et que M. Flaubert, en historien fidèle, traduit avec une exactitude inflexible. Un jour, par exemple, se trouvant seul avec Mme Arnoux dans une chambre faiblement éclairée, voyant son profil pur se découper en pâleur au milieu de l'ombre, il a envie de se jeter à ses genoux. « Un craquement se fit dans le couloir, il n'osa; il était empêché d'ailleurs par une sorte de crainte religieuse. Cette robe, se confondant avec les ténèbres, lui paraissait démesurée, infinie, insoulevable... » Ces derniers mots vous révoltent, cette crainte religieuse et cette robe insoulevable vous paraissent un mélange de mysticisme et de lubricité véritablement nauséabond; c'est la traduction exacte des sentimens équivoques au milieu desquels se traîne, languissante et honteuse, l'imagination de l'énervé.

Après tout, s'il y avait ici l'étude d'une âme, les détails les plus fâcheux ne seraient pas sans excuse; mais dans une chronique comme l'a conçue M. Flaubert, quelles impressions peuvent nous laisser les événemens qu'il accumule, sinon des impressions de dégoût tempérées par l'ennui? Puisqu'il n'y a ici ni âme ni conscience, puisqu'il s'agit simplement du journal physiologique d'un être sans volonté, avons-nous intérêt à savoir que Frédéric Moreau, tremblant devant la dignité de l'épouse, est éconduit par les jovialités sans façon de la courtisane? C'est pourtant là ce qui remplit tout un volume. Rosanette se fait conduire aux courses par Frédéric, Rosanette se fait inviter à souper par Frédéric; bien plus, elle amène ses convives, puis, au milieu de la fête, elle le plante là pour suivre un jeune gentilhomme, le vicomte de Cisy. Chez un observateur de race gauloise, chez un moraliste au franc langage, ces aventures-là peuvent avoir leur prix. Il y a la comédie du vice, comme il y a celle des ridicules et des travers; ne la demandez pas à M. Gustave Flaubert, il ne se déride jamais, il rédige consciencieusement ses procès-verbaux, il raconte sur le même ton un bal du monde interlope, un souper de libertins, un duel ridicule, et les scènes où le

cœur est en jeu. On passe d'un théâtre à l'autre sans s'apercevoir qu'on a changé de place : c'est le même langage, le même procédé, le même art qui consiste à supprimer l'art. Et que de choses inutiles! combien de redites et de commérages! Frédéric va de Paris à Nogent-sur-Seine et de Nogent-sur-Seine à Paris. Il a vu là-bas MM. tel et tel; il retrouve ici les compagnons de son désœuvrement, les parasites de la maison Arnoux, les rapins de l'atelier, les socialistes de la tabagie; aucun de ces incidens n'est omis par le greffier. Les personnages qui vont et viennent dans cette histoire, disant des riens comme les badauds d'Henri Monnier, sont innombrables. En vérité, on s'y perd. Qu'est-ce que Regimbard, le citoyen? qu'est-ce que Sénécal, le démocrate? qu'est-ce que Dussardier, le commis de nouveautés? qu'est-ce que Hussonnet, l'écrivain de la petite presse? qu'est-ce que Martinon, le futur magistrat? qu'est-ce que Pellerin, le peintre réaliste? Je ne nie point qu'il y ait çà et là des traits observés finement et exprimés d'une main sûre; mais que font ces gens-là dans le récit? que nous veulent-ils? que représentent-ils? Pourquoi l'auteur, qui a tant de peine à débrouiller son plan, va-t-il s'embarrasser de tant de marionnettes? C'est qu'il n'a que peu de chose à dire, c'est qu'il faut dissimuler le néant de l'action, c'est que, renonçant à faire une étude psychologique et morale, sa seule ressource est de donner au moins une image telle quelle de la société parisienne sous le règne de Louis-Philippe. Par malheur, ce mouvement confus ne dissimule rien. Bals, soupers, cabarets, réunions intimes, réunions de plaisir, conversations tumultueuses, parlages, caquetages, tout cela ne rachète point le manque d'intérêt. Les salles sont pleines, le roman est vide.

C'est seulement vers la seconde moitié du second volume que l'action paraît se ranimer un peu. Mme Arnoux, si longtemps partagée entre la mésestime que lui inspire son mari et la crainte de céder à une faiblesse, Mme Arnoux si pure, si austère dans sa grâce, si jalouse de son propre respect, s'accoutume peu à peu à voir chez Frédéric autre chose qu'un confident. Elle devine sa passion, elle en est troublée en dépit d'elle-même, et un jour elle se laisse arracher à mi-voix une promesse de rendez-vous aux environs de la Madeleine. Frédéric l'attend; viendra-t-elle? Non. A ce moment-là même, son enfant a éprouvé les atteintes du croup, et la pauvre mère éperdue, affolée dans cette lutte contre la mort, n'est soutenue que par des médecins indifférens ou stupides. C'est la nature qui lui vient en aide; une crise éclate, le malade est sauvé. « Tout à coup l'idée de Frédéric lui apparut d'une façon nette et inexorable. C'était un avertissement de la Providence. Mais le Seigneur, dans sa miséricorde, n'avait pas voulu la punir tout à fait! Quelle expiation plus tard, si elle persévérait dans cet amour! Sans doute on insul-

terait son fils à cause d'elle; Mme Arnoux l'aperçoit jeune homme, blessé dans une rencontre, rapporté sur un brancard, mourant. D'un bond, elle se précipite sur la petite chaise, et de toutes ses forces, lançant son âme dans les hautenrs, elle offre à Dieu comme un holocauste le sacrifice de sa première passion, de sa seule faiblesse. » Voilà un mouvement vrai, un élan bien rendu, et qui semble attester de la part de l'écrivain une certaine sympathie; M. Flaubert se garde bien de s'y arrêter, il passe, il va, notant les choses les plus opposées avec le même soin, c'est-à-dire avec l'impartialité de l'indifférence. Que devient Frédéric? Il attend de longues heures, agité, enfiévré, « ayant parfois des faiblesses à s'évanouir et tout à coup des rebondissemens d'espérance. » Le lendemain, il monte chez la Rosanette, qui vient précisément d'être abandonnée par un de ses amans, et le voilà installé chez la courtisane.

M. Flaubert a-t-il eu la pensée de mettre en tout son jour la lâcheté de son personnage? L'intention serait bonne; malheureusement, il faut tout deviner, tant est grande la discrétion du conteur. Ces aventures ont lieu le jour même où éclate la révolution de février. Penché sur un balcon du boulevard à côté de cette fille inepte, Frédéric « riait, *blaguait*, était très gai. » On entend retentir la fusillade du boulevard des Capucines. « Ah! dit-il tranquillement, on casse quelques bourgeois. » Ce *blagueur* entre aux Tuileries avec le peuple, flâne au milieu des clubs et des barricades en donnant le bras à la Rosanette, veut se précipiter dans le mouvement révolutionnaire pour l'accélérer, et rêve des grandes figures de la convention. D'où lui vient ce subit enthousiasme? « Il était séduit par le costume que les députés, disait-on, porteraient. Déjà il se voyait en gilet à revers avec une ceinture tricolore. » C'est le même homme qui, dégrisé par les sottises des clubs, ayant du reste le sentiment de sa propre nullité, renonce bientôt aux aventures politiques, et s'en va, en compagnie de Rosanette, passer à Fontainebleau les dernières semaines du printemps, pendant qu'on s'égorge à Paris. — Pourquoi M. Flaubert a-t-il inséré à cette place une description si savamment détaillée de la forêt de Fontainebleau? Pourquoi cette toile où le romancier semble lutter avec les maîtres du paysage moderne? A-t-il voulu simplement, puisque l'occasion se présentait, dérober à M. Corot sa grâce poétique, à M. Théodore Rousseau son agreste vigueur? ou bien y a-t-il là une ironie dont le secret nous échappe? Étaler dans ce cadre splendide les tristes amours de Frédéric et de Rosanette, déployer avec tant d'apprêt une *idylle* d'aussi mauvais goût, c'est peut-être là une de ces inventions que M. Flaubert prend pour des hardiesses. Hélas! en fait de scandales, le temps présent est fort blasé. Frédéric courant les bois avec cette créature pendant que le sort de la France se décide

sur les barricades de juin ne nous offre que le plus vulgaire des scandales, le scandale de la platitude. Quelle platitude encore dans les incidens qui suivent! Une certaine Mme d'Ambreuse, femme d'un riche banquier, député du centre gauche sous Louis-Philippe et représentant du peuple sous la république, jouait un rôle assez équivoque dans l première partie du roman; la voilà tout à coup mêlée aux aventures du personnage principal. Frédéric lui appartient sans cesser d'appartenir à la Rosanette, et comme il garde toujours au fond de son cœur l'idéal de Mme Arnoux, vous devinez au milieu de quelles vilenies va se traîner cet imbroglio. On est tout surpris de voir le pauvre diable conserver encore assez d'énergie pour rompre avec ses deux maîtresses, la courtisane et la grande dame, parce qu'elles ont contribué l'une et l'autre à la ruine de la famille Arnoux.

Le lecteur n'aurait pas une juste idée de ce tissu d'aventures, s'il ne remarquait pas que les événemens de l'histoire intime du héros coïncident toujours exactement avec les catastrophes publiques. Frédéric va être aimé de Mme Arnoux quand la révolution de février remet tout en question; il emmène Rosanette à Fontainebleau pendant que les journées de juin épouvantent la France; il congédie Rosanette et rompt avec Mme d'Ambreuse au moment où s'accomplit le coup d'état du 2 décembre 1851. Que signifient ces combinaisons? A les considérer en elles-mêmes, je suis persuadé qu'elles ne signifient absolument rien; mais je suis persuadé en même temps qu'elles sont laborieusement préparées pour avoir l'air de signifier quelque chose. Ne rien dire et paraître profond, raconter des vétilles et prendre les allures de l'histoire, tel est ici le grand art. C'est donc une mystification? C'est bien pis, à mon sens; s'il y a un dessein dans cet arrangement, ce ne peut être que le dessein de confondre les grandes choses et les petites, les sérieuses et les ridicules, afin d'établir sur cette promiscuité la doctrine du mépris universel.

Cette conclusion est prématurée tant que nous n'aurons pas signalé les deux dernières scènes du livre, celles qui doivent en résumer l'esprit. Une nouvelle période a commencé pour Frédéric, et l'auteur, comme s'il s'agissait d'un Saint-Preux ou d'un Werther, d'un René ou d'un Childe-Harold, nous dit très sérieusement : « Il voyagea, il connut la mélancolie des paquebots, les froids réveils sous la tente, l'étourdissement des paysages et des ruines, l'amertume des sympathies interrompues. Il revint, il fréquenta le monde, et il eut d'autres amours encore; mais le souvenir continuel du premier les rendait insipides... » Quinze ans se sont écoulés. Un soir, vers la fin de mars 1867, comme il était seul dans son cabinet, une femme entra; c'était Mme Arnoux sous une voilette de dentelle noire qui ne laissait voir que ses yeux. Quelle émotion de part et d'autre!

Que de souvenirs évoqués par l'apparition charmante! Que de questions à se faire! Elle lui parle de sa situation présente, de son mari, de sa famille. Ils vivent au fond de la Bretagne, non loin de la mer, bien modestement, bien petitement, afin de payer une partie de leurs dettes. Arnoux, brisé, abattu, a l'air d'un vieillard. Sa fille est mariée à Bordeaux, son fils est en garnison à Mostaganem. Frédéric l'écoute, la regarde, toujours ravi en extase, puis elle ôte son chapeau, et la lampe éclaire ses cheveux blancs. « Ce fut comme un heurt en pleine poitrine; pour lui cacher cette déception, il se posa par terre à ses genoux, et, prenant ses mains, se mit à lui dire des tendresses. » Ils se parlent alors comme ils n'eussent jamais osé le faire il y a quinze ans, ils s'enivrent de formules caressantes, et Frédéric a tout à coup l'idée qu'elle est venue dans l'intention de s'offrir. Il se lève, il hésite; un instinct plus fort que la passion lui dit que ce serait un inceste, il ressent aussi la crainte d'un dégoût qui détruirait à jamais son idéal. Bien qu'elle lui dise : « Onze heures déjà! je m'en irai au quart, » il reste debout, silencieux, roulant une cigarette, ou bien, toujours en silence et fumant, il va et vient par la chambre. Scène pénible, scène répugnante, si l'on songe que Mme Arnoux était jusqu'à ce moment la seule figure honnête de cette histoire! Elle s'en va donc, ayant évité la chute, mais non la déchéance morale, et le dégoût que le héros a craint de s'infliger n'est pas épargné au lecteur.

L'autre scène est plus triste encore, puisqu'elle renferme la moralité du livre. Frédéric a un ami, nommé Deslauriers, qui s'est trouvé mêlé à tous les incidens de sa vie, bien que nous ne l'ayons pas cité dans cette rapide analyse; mais comment énumérer tous les personnages, comment signaler tous les faits d'une chronique minutieuse et bavarde? Deslauriers avait donné sa jeunesse à l'ambition, comme Frédéric avait donné la sienne à l'amour. A l'un l'éducation sentimentale, à l'autre l'éducation virile. Agir et vaincre, se créer sa place, être député, orateur, ministre, tel était l'idéal de celui que la pauvreté stimulait; celui qui avait de quoi vivre sans se donner grand'peine ne demandait qu'à aimer pour être heureux. On a vu ce que signifiait le mot *aimer* pour la molle et lâche nature de Frédéric; la vie active n'a pas été plus féconde pour l'esprit cassant de Deslauriers, et il a passé, comme son ami, par des épreuves grotesques. Or au commencement de l'hiver dernier les deux camarades se retrouvent et se content leurs aventures. Deslauriers, commissaire de la république, puis préfet de l'empire, a été destitué pour des excès de zèle gouvernemental; depuis, il a été chef de colonisation en Algérie, secrétaire d'un pacha, gérant d'un journal, courtier d'annonces, et finalement employé au contentieux dans une compagnie industrielle. Ils reconnaissent tous deux qu'ils ont

manqué leur vie, celui qui avait rêvé l'amour comme celui qui aspirait au pouvoir. « C'est peut-être défaut de ligne droite, dit Frédéric. — Pour toi, dit l'autre, cela se peut. Moi, au contraire, j'ai péché par excès de rectitude, sans tenir compte de mille choses secondaires plus fortes que tout. J'avais trop de logique, et toi de sentiment. » Tandis qu'ils devisent de la sorte, accusant le hasard, les circonstances, l'époque où ils sont nés, ils remontent de souvenir en souvenir jusqu'à leurs années de collége. Te rappelles-tu? Et chacun complétant le dire de l'autre, ils se remémorent les incidens des classes, les gamineries des promenades, la joie des vacances, les premières pipes fumées, surtout la première visite dans une maison de débauche. C'est par ce tableau que l'auteur a voulu couronner son œuvre. La scène est à la fois burlesque et ignoble. Les deux amis la racontent en détail, et quand ils ont fini : « C'est là ce que nous avons eu de meilleur, dit Frédéric. — Oui, peut-être bien! c'est là ce que nous avons eu de meilleur! » dit Deslauriers.

Voilà donc la conclusion de cette étude! Ce que la vie offre de meilleur ou de moins mauvais, c'est le premier éveil, le premier trouble des sens, fût-ce dans les conditions les plus basses! L'un et l'autre, l'homme de sentiment et l'homme d'action, au bout de leurs années d'apprentissage, ils ont cueilli ce fruit d'or sur l'arbre de science! Après avoir lu le roman de M. Flaubert, parcourant à la hâte le nouveau livre de M. Michelet qui traite aussi de l'éducation, je tombai sur une page où l'auteur, beaucoup plus chrétien qu'il ne pense alors même qu'il fait la guerre au christianisme, conclut énergiquement contre les doctrines du romancier. Le meilleur des biens à ses yeux, c'est la vie de l'âme, avec les fortes études qui la soutiennent et la relèvent. Il rappelle ce qu'il doit sous ce rapport à l'antiquité, à ses langues, à ses littératures, à son histoire. « Ce qui me soutint, dit-il, même en mes faibles jours, c'est qu'ayant vécu dans ce monde fort, j'eus peu le narcotisme, les mollesses d'esprit qui détrempent aujourd'hui. Je fus préservé du roman. Le fin acier du grec me rendait difficile, et la gravité du latin, son ampleur, me donnaient la nausée du mesquin et du bas. Même en ce qui pourrait troubler un jeune cœur, aux chants passionnés, certaine noblesse relève tout, et j'y trouvai parfois, dans Catulle et Virgile, l'homœopathie de la passion. La leur est puissante, mais forte, point du tout énervante. Elle aide à tromper la jeunesse, à éluder la tyrannie de l'âge. La brûlante Ariane de Catulle, à certains jours de fête, ferme l'oreille aux bruits, aux séduisans appels des réalités inférieures. On a lu, le soir vient et la fête est passée. Un peu triste peut-être, mais fière, heureuse au fond de se sentir entière au travail de demain, la jeune âme s'endort en quelque chant sacré de l'héroïsme ou de la

muse. J'ai trouvé à tout âge un grand soutien à posséder (disponible toujours) ce puissant cordial. » Que ces paroles sont bonnes à recueillir, lorsqu'on vient de voir les personnages de M. Flaubert abaisser les choses les plus hautes, tout ce qui fait le prix de la vie, l'amour et l'action, devant les réalités inférieures!

Avions-nous tort de dire que l'inspiration de M. Gustave Flaubert était la misanthropie, ou, pour parler avec plus de précision, le pessimisme universel? Ses amis répondent que le talent rachète tout, et que c'est l'art ici qu'il faut voir, la sûreté de l'art, la vigueur du style, sans se préoccuper du fond. Nous ne sommes pas de cet avis. D'abord, sans méconnaître les qualités qui font de M. Gustave Flaubert un écrivain d'une certaine originalité, nous n'admirons sans réserves ni son art, ni son style. Qu'est-ce qu'un art dont le résultat est de supprimer la composition, de rendre l'unité impossible, de substituer une série d'esquisses à un tableau? Quant à la diction, si elle est le plus souvent précise, colorée, vigoureuse, il lui arrive quelquefois d'être brutale et incorrecte (1). Oui, certes, M. Flaubert est un artiste, il sait peindre, il sait graver à l'eau-forte, il a des touches puissantes qui font saillir en plein relief certains aspects de la réalité; mais il écrit bien comme ceux qui possèdent le don du style sans en connaître suffisamment les lois. Au reste, ce talent d'écrire fût-il irréprochable, serait-ce une raison pour absoudre un livre qui blesserait l'humanité? Ce sont là des prétentions déjà vieilles; il y a longtemps que toute critique libérale en a fait justice. Louis Bœrne, il y a un demi-siècle, rencontrant une indifférence du même genre chez certains écrivains de son pays, la dénonçait avec verve. « Ils se soucient bien, disait-il, de ce que l'art représente! c'est l'art seul qui les touche. Une grenouille, un concombre, un gigot de mouton, un Wilhelm Meister, un Christ, une vierge, une prostituée, tout cela pour eux a la même valeur... » Que dirait-il aujourd'hui? Ce n'est plus une banale indifférence, c'est un parti pris de désenchanter le monde et de dégrader la nature humaine. Cette *inhumanité* est partout, dans les détails comme dans la conclusion. Vous sentez à tout instant un froid qui vous glace. Rappelez-vous la mort de l'enfant de Rosanette, les réflexions du rapin sur ces *crapauds-là* pendant qu'il dessine les traits du pauvre petit étendu dans sa couche funèbre, les distractions du père dont la pensée suit une autre femme dans un autre foyer. Les scènes politiques ont le même caractère. Quand l'auteur décrit les clubs de

(1) *Emotionner* est un barbarisme, *réfléchir que* est un solécisme. Ce serait faire acte de pédant que d'inviter M. Flaubert à surveiller ses pronoms; j'estime pourtant qu'un ami, en lui indiquant, la plume à la main, plus d'une phrase défectueuse, lui rendrait un notable service.

1848, bien qu'il n'oublie aucun des traits de la démence populaire, bien qu'il rassemble avec soin les billevesées les plus comiques, on n'est guère disposé à sourire; il y a dans tout cela une impassibilité méprisante qui est vraiment une insulte, non pas à la populace des rues, mais au genre humain. Bref, tout est combiné en vue de la brutale ironie qui doit couronner l'œuvre.

Si cette ironie s'appliquait seulement aux deux héros du livre, on n'y attacherait pas d'importance. — Voilà, dirait-on, une triste histoire, et deux personnages assez vilainement accommodés. Comment ne pas voir pourtant qu'il s'agit ici de la vie elle-même, de la destinée de l'homme ici-bas? Il est donc impossible de ne pas protester en fermant le livre; on se dit que tout cela est faux, que l'auteur n'a peint ni l'amour ni l'action, qu'il calomnie l'humanité, que la vie est chose de haut prix et que l'art se renie lui-même en s'obstinant à désenchanter l'œuvre de Dieu. La vraie loi de l'éducation du cœur est précisément le contraire de la conclusion à laquelle aboutit le pessimisme du romancier : il faut vivre, il faut penser, agir, aimer,

> Car celui-là déjà sent le froid du trépas,
> Qui ne travaille pas ou bien qui n'aime pas,

comme disait en ses vers dantesques notre pauvre ami Antoni Deschamps. Et s'il ne s'agit pas de la nature humaine, s'il est simplement question de la période qui a suivi 1830, de sa littérature agitée, de son esprit tumultueux, de sa fièvre de sentiment et de passion, ne faut-il pas réclamer aussi contre le misanthropique tableau de M. Flaubert? Quand il nous dit que son héros, « l'homme de toutes les faiblesses, » fut gagné en 1848 par la démence universelle, a-t-il prétendu vraiment représenter les jeunes générations de ce temps-là? N'y avait-il que de mauvaises influences dans un monde où la vie politique pouvait tenter les plus dignes? Non; quand la France faisait l'apprentissage de la vie parlementaire, quand les Guizot, les Thiers, les Berryer, les Broglie, les Rémusat, illustraient la tribune, quand des luttes viriles faisaient battre les cœurs, ce n'était pas la somnolence malsaine des voluptueux qui était le caractère de la société française. Il y avait d'autres inconvéniens et d'autres périls; celui-là ne comptait point. On le vit assez clairement au jour des grandes épreuves; si le pays se sauva lui-même pendant les crises de 1848, c'est que trente années de luttes parlementaires l'avaient préparé à une pratique plus complète de la liberté. Ainsi le héros de ce roman ne représente que lui-même, il n'est pas le type accusateur du temps où il est né. Il faut réserver ces condamnations pour les périodes où des circonstances funestes

ont suspendu la vie publique. Prise au point de vue de l'histoire, la figure de Frédéric Moreau est aussi fausse qu'elle est vulgaire au point de vue psychologique et moral.

C'est l'usage dans beaucoup de romans d'indiquer à la fin du récit les destinées ultérieures des acteurs principaux; on ne quitte pas des personnes avec lesquelles on a longtemps vécu sans se préoccuper de ce qu'elles deviennent. Quel est donc le sort réservé à Frédéric Moreau? L'auteur ne le disant pas, j'essaie de le deviner. Il mènera une triste existence, il ne vivra point, et c'est à peine s'il verra vivre les autres; ennuyé, dégoûté de tout, il n'apercevra le monde qu'à travers ce dégoût et cet ennui; l'étude, l'art même, lui seront d'une faible ressource, et si un jour, devenu écrivain, il raconte ses mésaventures dans un roman intitulé *l'Éducation sentimentale*, assurément ce sera son dernier mot. Ce ne sera pas le dernier mot de M. Gustave Flaubert. Un talent si vigoureux ne subira pas toujours les entraves d'un système aussi faux. A quoi servirait cette vue nette et perçante, si l'on devait se borner à l'étude des réalités inférieures? Le pessimisme n'est pas un signe de force, c'est une marque de découragement ou un aveu d'impuissance. Il y a place sans doute au domaine littéraire pour tous les genres d'inspiration, et ce n'est pas nous qui voudrions restreindre les libertés de l'art; sachez seulement que la satire, pour être saine et virile, doit recéler un fonds de sympathie. Le satirique le plus amer, en dévoilant les misères de l'homme, a en lui l'idéal d'une humanité meilleure; la satire misanthropique et *inhumaine* est un acte contre nature, un cas illogique et monstrueux. Ces réflexions, il est vrai, ne troubleront pas l'historien de Frédéric Moreau, elles contribueraient plutôt à l'enfoncer dans son erreur. L'illogique, le monstrueux, c'est précisément ce qui attire les adeptes de l'école impassible; mais, si nous n'avons aucune illusion sur l'efficacité de nos remontrances, nous comptons beaucoup sur les avertissemens du public. Devant l'accueil fait à son livre, devant cette impression unanime de répugnance et d'ennui, M. Gustave Flaubert comprendra que la préoccupation du style la plus laborieuse, la plus tendue, la plus acérée, n'empêche pas d'écrire des ouvrages illisibles. Qu'il prenne donc sa revanche en visant plus haut, qu'il renouvelle ses forces en des sujets plus dignes de son talent; l'artiste capable de retracer les émotions de la vie se résignera-t-il à n'être jamais qu'un peintre de nature morte?

SAINT-RENÉ TAILLANDIER.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

14 décembre 1869.

Le spectacle de la vie publique qui se déroule en France depuis quelques jours est aussi nouveau qu'intéressant. C'est le tourbillon de toutes les politiques, le conflit de toutes les velléités, de toutes les arrière-pensées qui flottent dans les esprits. Le corps législatif fait son éducation sous nos yeux avec une bonne volonté mêlée d'inexpérience et d'incertitude. On ne marche pas évidemment avec assurance dans cette voie nouvelle qui vient de s'ouvrir, on n'est pas bien fixé sur ce qu'on veut ou sur ce qu'on peut; on s'interroge mutuellement, on se communique des impressions, des espérances ou des craintes. Pendant que les uns parlent à la tribune et s'échauffent pour ou contre de vieilles élections, qui ne sont le plus souvent que le prétexte de discussions vagabondes, les autres négocient dans les couloirs, dans le demi-jour des réunions privées. Les partis essaient de se grouper, ils cherchent un terrain pour y planter leur tente et leur drapeau. Où est la majorité dans cette confusion d'une législature qui commence à peine? Celle qui existait autrefois a disparu, ou du moins elle ne forme plus un corps compacte et discipliné s'ébranlant à un mot d'ordre; la majorité nouvelle n'existe pas encore, et dans cette crise de transition la situation change chaque jour. Il suffit d'un coup frappé à propos, d'un discours éloquent, d'un programme opposé à un programme, pour que les groupes se déplacent, se dispersent ou se recomposent. C'est à ne plus se reconnaître dans tous ces dénombremens fantastiques de la gauche, de la droite, du centre gauche, du centre droit, des cent seize qui se fractionnent, des cent quatorze qui deviennent les cent vingt-huit, des vingt-cinq qui deviennent les quarante-trois. Le spectacle est nouveau et curieux un moment, nous n'en disconvenons point; il ne faudrait cependant pas le laisser durer trop longtemps, et d'abord il faudrait se hâter de sortir de cette vérification des pouvoirs à la fois orageuse et traînante qui ne peut

pas finir, dont on fait le prologue passionné et stérile d'une session où tant de choses supérieures, essentielles, sont encore à faire.

Que la vérification des pouvoirs ait une importance sérieuse dans un pays libre, ce n'est pas ce que nous mettons en doute; mais en même temps, pour ce qui est des circonstances actuelles, il ne faut pas que les membres du corps législatif se fassent illusion : ils commencent à perdre leur temps à force d'éplucher des dossiers et de dérouler avec solennité le récit d'une multitude de minuties électorales. Ils se complaisent trop volontiers à jouer aux interruptions et aux surprises. Ils prolongent sans résultat sensible des débats puérils et irritans qui finissent par de médiocres tempêtes, si bien qu'un député qui est de l'opposition, si nous ne nous trompons, a pu dire tout haut en pleine chambre avec un bons sens un peu vulgaire, quoique fort pratique : « Je ne sais pas si le pays qui nous paie si cher pour faire ses affaires trouvera que nous avons bien employé aujourd'hui notre temps. » C'est le résumé le plus clair d'une des dernières séances, et ici, à travers ces bruyantes discussions, on peut saisir sur le vif la faute qui a été commise au mois de juillet par l'ajournement indéfini de cette vérification. Il en résulte que les opérations du scrutin du mois de mai, qui s'effacent derrière toute une transformation constitutionnelle, n'apparaissent plus à leur vrai point de perspective, et que tout le monde est dans une situation fausse. Le gouvernement, pour ne pas livrer son passé, est obligé de soutenir des actes qui sont la contradiction la plus flagrante d'une politique à laquelle il s'est rallié depuis, et l'opposition à son tour combat les élections à l'aide de principes qui n'ont définitivement triomphé, qui n'ont été pleinement admis que plus tard. C'est une véritable incohérence, et le mieux eût été sans doute d'en finir au plus vite, d'éviter de se perdre dans ces luttes rétrospectives pour aborder résolûment la situation actuelle, pour la saisir corps à corps dans sa vérité, dans ses conséquences nécessaires. Quelle est en réalité cette situation dégagée des détails subalternes qui l'obscurcissent? Elle a certainement ses faiblesses, puisqu'elle traîne à sa suite ces incohérences qui se tournent contre elle; elle a aussi sa force, puisqu'elle n'a pas été créée brusquement, puisqu'elle est le produit invincible d'un mouvement régulier de l'opinion luttant d'heure en heure, et finissant par avoir raison de tous les obstacles.

La révolution qui s'accomplit aujourd'hui a en effet cela de caractéristique, qu'elle n'a pas été improvisée tout d'une pièce, qu'elle ne se fait pas d'un seul coup, qu'elle n'est la victoire ni d'une théorie ni d'une surprise du hasard. Elle naît d'un sentiment tout pratique, de l'expérience des choses. C'est en voyant à l'œuvre l'omnipotence politique et administrative qu'on a été ramené à la liberté comme à la seule condition possible d'un gouvernement sensé, et on pourrait dire que la vitalité, la puissance des institutions libres ont été en quelque sorte démontrées

par l'impuissance même des institutions d'un autre ordre. Le régime parlementaire s'est refait de lui-même pas à pas par la force des choses; les fautes du régime opposé lui ont rendu son crédit et son prestige. C'est ainsi que s'est formé ce sentiment libéral qui ne vise nullement à détruire sans doute, qui a été assez éprouvé pour tenir compte des faits, mais qui veut certainement des garanties, qui est devenu assez fort pour s'imposer à la fois aux passions révolutionnaires aussi bien qu'aux passions rétrogrades. Et si nous précisons ainsi l'origine et le caractère du mouvement actuel, c'est que la politique à suivre en découle naturellement. Cette politique, elle se résume tout entière dans ce mot qui ne peut être une fiction, et que M. le ministre de l'intérieur rappelait l'autre jour dans un discours qui a eu un juste retentissement : l'ordre à maintenir et la liberté à fonder. Depuis l'ouverture du corps législatif, on a publié des programmes de toute sorte, faits pour répondre à toutes les aspirations de l'opinion. Ces programmes sont assurément fort bons, ils contiennent des choses excellentes qui ne peuvent manquer de devenir des réalités. Seulement les auteurs, peut-être entraînés par la marche des événemens, peut-être un peu pressés de donner des gages, ne s'aperçoivent pas qu'ils commencent par la fin, ou qu'ils risquent de noyer l'essentiel dans les détails. L'essentiel aujourd'hui, c'est d'établir dans toute sa vérité un gouvernement libre, de laisser à l'action parlementaire toute sa latitude et tout son ressort.

C'est là le premier point à établir et à rendre inexpugnable. Cela fait, tout le reste en découle d'une façon invincible. Évidemment les institutions libres ne consistent pas dans de simples jeux d'éloquence, dans le droit de conquérir le pouvoir. On ne peut pas placer la liberté au sommet pour maintenir à tous les degrés de la hiérarchie une tutelle minutieuse et taquine, pour laisser l'initiative individuelle enveloppée de mille entraves administratives. C'est toute une série de conséquences qui s'enchaînent, qui se développent d'elles-mêmes. Il y a mieux, bien des choses auxquelles on s'attache passionnément aujourd'hui, sur lesquelles on dispute sans cesse, perdent de leur importance, ou sont du moins ramenées à leur vrai caractère par le seul fait d'un changement de régime. Ainsi cet article 75 de la constitution de l'an VIII, qui a eu la bizarre fortune de survivre à tous les régimes et dont l'existence est à coup sûr une anomalie, ce terrible article n'a plus la même signification. Il a fait beaucoup parler de lui sous un régime d'autorité discrétionnaire, où il est devenu un bouclier de plus pour des agens tout-puissans et irresponsables; on n'en parlait guère sous la monarchie de juillet, où il y avait un gouvernement agissant à la pleine lumière, répondant à chaque instant de ses actes. On supprimera l'article 75, et on n'aura pas tort, puisque c'est une vieillerie; l'idée elle-même ne disparaîtra pas tout entière parce que la responsabilité universelle et directe des fonctionnaires vis-à-vis du public n'aboutirait qu'à une immense anar-

chie, parce que ceux qui se trouveraient ainsi exposés à une incessante prise à partie auraient apparemment le droit, au nom même de leur sécurité, de discuter les ordres qu'ils recevraient, de ne les exécuter que dans la mesure où ils le jugeraient bon. La vraie solution n'est point évidemment dans cette mise en présence des fonctionnaires et du public, elle est tout simplement dans l'existence d'un gouvernement répondant sans cesse de ce qu'il fait, de ce qu'il prescrit ou de ce qu'il tolère. Qu'on prenne un autre exemple, les candidatures officielles. Pourquoi ces candidatures se sont-elles fait une si mauvaise réputation? Parce qu'elles étaient manifestement un acte de prépotence abusive, parce qu'elles faisaient des manifestations du suffrage universel le contreseing des volontés administratives. C'était le monde renversé. On supprimera les candidatures officielles, ou plutôt elles disparaîtront nécessairement d'elles-mêmes; on ne fera pas qu'un gouvernement libre, sensé, né du mouvement de l'opinion, reste absolument indifférent devant la lutte électorale, qu'il ne puisse avoir ses préférences dans la lutte, avouer ses candidats, les soutenir de son autorité morale. Et pour aller droit à un fait tout actuel, cette vérification de pouvoirs qui se poursuit aujourd'hui si confusément, qui suscite d'inutiles orages, n'aurait pas été la même, si le régime nouveau eût été pleinement et ostensiblement en action. On eût abandonné résolument quelques-unes des élections les plus douteuses, et on se serait hâté d'en finir avec les autres pour passer aux affaires sérieuses. La première condition, c'est donc l'établissement définitif d'un gouvernement libre, et ce gouvernement ne peut avoir tout son caractère que par un ministère nouveau né de circonstances nouvelles.

C'est la question ministérielle qui se pose invinciblement; mais pourquoi, dira-t-on, le ministère du 17 juillet qui a présidé à l'élaboration du sénatus-consulte réformateur, qui a fait l'amnistie du 15 août, qui depuis trois mois a laissé à la presse, aux réunions publiques, une liberté sans limites, pourquoi ce ministère, qui vient de renouveler sa profession de foi libérale, ne resterait-il pas et ne suffirait-il pas à tout? La raison est bien simple, et elle est d'autant plus forte qu'elle est indépendante de la valeur des hommes. L'impossibilité du ministère actuel tient en réalité à toute une situation, et cela est si vrai que le succès de tribune obtenu l'autre jour par M. de Forcade à propos des élections de la Gironde a été encore plus une victoire personnelle qu'une victoire de cabinet. On est fort à l'aise après ce remarquable discours avec M. le ministre de l'intérieur, qui a fait ce jour-là acte d'homme politique, qui s'est montré à la hauteur de toutes les situations, — et le membre de l'opposition qui par une provocation directe l'a soulevé de son banc pour l'appeler à la tribune lui a rendu sans le vouloir le service le plus signalé. Oui, sans doute, M. de Forcade La Roquette s'est mis personnellement au premier rang, et son discours a été beaucoup moins la défense d'une

élection assez douteuse que le large et entraînant exposé d'une politique. La vigueur de son éloquence, la fermeté de ses déclarations libérales, ont produit un effet que M. Jules Favre a été le premier à reconnaître. M. de Forcade, pourrions-nous dire, a pris position comme ministre de l'empire libéral, comme orateur de ce nouveau régime qui commence; mais ce succès, si légitime et si honorable qu'il soit, ne change point une situation : il a pu être un instant une complication, en ce sens qu'il aurait déconcerté les combinaisons qui se préparaient; au fond, les choses restent au même point. La vraie faiblesse du ministère, c'est qu'il tient par des liens trop étroits au passé, c'est qu'il est au pouvoir comme l'image survivante et obstinée de ce passé dans un moment où le pays a besoin de voir dans son gouvernement une représentation sensible et palpable de cet ordre nouveau qu'on lui promet, auquel il ne croit qu'à demi, tant qu'il a devant lui les mêmes personnalités passant d'un régime à l'autre. Une seconde faiblesse, c'est que ce cabinet, on le sait bien, n'est rien moins qu'homogène. On ne peut ignorer qu'entre les hommes qui le composent il y a des divergences, des rivalités, et que plus d'une fois depuis quatre mois ils n'auraient pas demandé mieux que de se culbuter mutuellement. Ils sont réunis dans un cabinet, ils ne forment pas un ministère, et comment veulent-ils que le pays ait quelque confiance quand ils se défient eux-mêmes les uns des autres, toujours prêts à jeter à la mer une partie de la cargaison ministérielle? Que quelques-uns de nos ministres puissent entrer dans une combinaison nouvelle, c'est possible, quoique ce ne soit pas désirable, même pour ceux qui pourraient céder à la tentation. Dans tous les cas, le ministère tel qu'il est, ou reconstitué dans des conditions à peu près identiques, n'aurait plus qu'une autorité précaire, une existence sans cesse disputée, et dès lors c'est entre les partis en voie de formation, entre les hommes nouveaux que la question se débat.

A dire la vérité, ce ne serait plus une question; le dénoûment serait déjà venu, si dès le premier instant on avait montré un peu plus de sang-froid, un sentiment plus exact des nécessités nouvelles. Malheureusement le premier usage qu'on a fait d'un commencement de victoire a été de se diviser, et c'est ainsi que parmi les vainqueurs, parmi ceux qui aspirent à être les *leaders* du nouveau mouvement libéral, deux camps se sont formés, — M. Émile Ollivier, M. de Talhouet, M. Segris, allant un peu à droite, — M. d'Andelarre, M. Buffet, M. Daru, M. Latour du Moulin, inclinant un peu vers la gauche. On n'a été guidé sans doute que par les intentions les meilleures. M. Émile Ollivier s'est dit qu'il serait difficile de former une véritable majorité, si on n'essayait de rallier une partie de la droite; M. Buffet, M. d'Andelarre, ont cru au contraire que ce serait tout compromettre, si on paraissait s'identifier avec l'ancienne majorité. On a manœuvré, et en définitive on n'est arrivé à rien,

si ce n'est à créer une incertitude de plus, lorsqu'il eut bien mieux valu laisser de côté tous ces artifices d'une tactique douteuse et aller droit au but sans se séparer un seul instant. En restant unis, les cent seize auraient eu une force d'attraction plus irrésistible; ils auraient bien plus sûre ment entraîné les hésitans de la droite, et ils n'auraient pas fourni ce prétexte qu'on peut leur opposer en leur disant : Commencez par vous mettre d'accord. Les anciens cent seize avaient d'autant plus de raisons de maintenir le faisceau primitif par lequel la cause libérale a triomphé au mois de juillet, que franchement on ne saisit pas bien la différence des programmes publics de ces deux groupes qui s'appellent aujourd'hui le centre droit et le centre gauche. Les uns et les autres veulent toutes les garanties d'un gouvernement libre; les uns et les autres acceptent les conséquences du régime nouveau. Qu'une loi électorale doive être présentée un jour ou l'autre, est-ce là un motif de scission? Que le centre gauche propose spécialement de rendre aux trois pouvoirs l'action constituante laissée jusqu'ici exclusivement au sénat, c'est une question sur laquelle on ne peut pas différer sérieusement dès qu'on entre dans la voie parlementaire, et qui doit être tranchée par la force des choses. Où donc est la raison de laisser se prolonger une scission impolitique et dangereuse? Sait-on à quoi ont servi ces morcellemens? Ils ont favorisé les tentatives qui se sont faites récemment pour reconstituer l'ancienne majorité. Il faudrait prendre garde de ne pas tout compromettre pour se donner le plaisir de couper des cheveux en quatre. Que les hommes du centre droit et du centre gauche y songent bien : plus que jamais aujourd'hui, ils ont entre les mains les destinées immédiates de la cause libérale en France, et c'est surtout en politique que les occasions perdues ne se retrouvent pas.

Quand les conditions supérieures d'un gouvernement libre seront devenues une réalité définitivement victorieuse pour la France, quand il y aura un ministère et une majorité, lorsque majorité et ministère sauront ce qu'ils veulent et où ils vont, l'heure viendra naturellement où il faudra s'occuper des affaires de cette grande ville de Paris, qui est un état dans l'état. Il le faudra de toute façon, puisque de plus en plus Paris cesse de s'appartenir, puisque c'est le parlement maintenant qu'on voudrait charger de choisir le conseil municipal, de même que c'est déjà le parlement qui, d'après une loi de l'an dernier, doit discuter le budget extraordinaire de la puissante cité. Pour le moment, M. le préfet de la Seine en est à ouvrir, lui aussi, son corps législatif, c'est-à-dire sa commission municipale, et à prononcer son discours de la couronne que plus d'un membre du conseil parisien a dû écouter en hochant la tête.

Est-ce le testament de son règne que M. Haussmann a voulu écrire dans son dernier exposé? On le dirait à l'accent assez mélancolique de certaines paroles. On croirait qu'il a voulu une dernière fois retracer l'ensemble des immenses entreprises dont il a été le promoteur. Les entre-

prises sont immenses en effet, et les dépenses le sont aussi. Il ne s'agit de rien moins que de la reconstruction d'une ville et de plus de deux milliards dépensés par M. le préfet de la Seine. Voilà qui peut faire figure dans les états de service d'un administrateur! Par malheur, dans l'entreprenante ardeur de ses conceptions, M. le préfet de la Seine n'avait pas tout prévu, il l'avoue lui-même; il ne s'était pas dit que tous ces expédiens qu'il puisait dans son fertile esprit pour mener de front tant de travaux pourraient un jour se tourner contre lui; il ne pensait pas que la liquidation des affaires parisiennes se ferait sous le feu des discussions législatives, des polémiques de la presse, et qu'alors il y aurait un terrible moment à passer. Encore est-on du moins arrivé au terme de cette dangereuse et obscure liquidation? On croyait presque en avoir fini par l'emprunt de 465 millions que le corps législatif a autorisé au mois d'avril dernier; il n'en est rien, voici que maintenant M. le préfet de la Seine propose d'ajouter un léger supplément de 35 millions. Ce n'est pas tout, il faut régler les affaires de la caisse des travaux, de cette caisse qui a été le grand instrument de trésorerie pour les financiers de l'Hôtel de Ville; il faudra faire face à des besoins nouveaux, à de nouveaux mécomptes : de là un autre emprunt de 250 millions dont l'exposé préfectoral laisse entrevoir la nécessité en perspective. — Tout compte fait, au commencement de 1869, on pensait en finir avec 400 millions; d'ici à peu, on sera arrivé à 750 millions; quand aura-t-on le dernier chiffre? Après cela, nous comprenons bien qu'un administrateur accoutumé à opérer dans ces proportions se plaigne que, dans les limites où les pouvoirs publics semblent vouloir renfermer les moyens d'action de l'édilité parisienne, il ne soit plus possible d'aborder que des entreprises d'un ordre modeste. « Plus de concessions, s'écrie M. Haussmann de l'accent d'un homme à qui on interdit les grandes choses, plus de subventions payables à terme, plus de bons de délégation, plus d'instrument de trésorerie!... » Oui, effectivement ces choses ne sont plus de saison, elles s'en vont avec le système à l'ombre duquel elles ont été possibles. Où donc est le grand malheur que les hommes chargés de l'administration française ne puissent pas tout se permettre, et qu'en gardant assez de pouvoir pour réaliser d'accord avec l'opinion les entreprises utiles, ils ne restent point investis d'une omnipotence sans limite et sans frein? M. Haussmann lui-même, M. Haussmann en qui nous ne voyons pas un administrateur vulgaire, est la première victime du système qu'il a poussé à bout dans les affaires de Paris. Avec moins de pouvoir, il eût été obligé de se surveiller de plus près, et il eût trouvé encore un champ assez large pour y déployer son énergique activité : avec les procédés autocratiques qu'il n'abdique qu'à demi, il s'est fait une position où il prétend aujourd'hui que le dévoûment seul le retient, et où il est difficile désormais qu'il reste longtemps.

A tout prendre, est-ce donc seulement en France que se manifestent

les difficultés, les embarras d'une vie compliquée de mille passions, de mille intérêts? Est-ce en France seulement qu'on a de la peine à se frayer un chemin, à former des majorités et des ministères? Il y a sans doute des pays assez anciens dans la pratique des institutions libres ou assez heureux pour échapper à ce qu'il y a de plus périlleux dans ces épreuves. C'est une chose curieuse cependant, presque partout aujourd'hui éclatent de ces malaises qui sont l'expression sensible du mouvement des peuples. Les grandes questions européennes ont l'air de sommeiller, les questions intérieures s'agitent un peu dans tous les pays. L'Autriche a son insurrection dalmate et ses antagonismes intérieurs, qui font la vie dure au ministère. Le cabinet de Berlin a fort à faire pour tracer la limite entre la confédération du nord et la vieille autonomie prussienne, et en définitive il tend de plus en plus chaque jour à absorber la confédération dans l'ancienne Prusse. Il obéit à la fatalité de la conquête, il a laissé passer le moment de faire l'Allemagne, il fait la Prusse; il assimile, il efface les démarcations, non sans rencontrer parfois des résistances. La Bavière sort à peine d'une crise qui n'est même pas complétement terminée.

Il y a eu récemment des élections en Bavière, et ces élections très animées, singulièrement disputées, ont donné un certain avantage au parti qu'on affuble du nom d'*ultramontain,* quoique ce nom ne signifie absolument rien, et qui est en réalité le parti autonomiste, le parti de l'indépendance bavaroise vis-à-vis de la Prusse. — C'est ce parti qui a obtenu dans les élections, non pas une victoire bien significative, mais quelques voix de majorité. C'était un échec pour le ministère, qui représente une nuance plus libérale, plus allemande, et qui n'avait d'ailleurs rien négligé pour vaincre dans la lutte, — qui avait cru pouvoir, lui aussi, pratiquer le remaniement des circonscriptions électorales... La difficulté pour le cabinet du prince de Hohenlohe était de trouver une majorité dans ces nouvelles conditions parlementaires. Il devait en résulter et il en est résulté immédiatement une crise ministérielle; mais comment former un cabinet dans la situation difficile et complexe où est la Bavière? Un ministère progressiste, composé de nationaux-libéraux partisans de la Prusse, eût ressemblé à un défi jeté à l'opinion qui venait de se manifester dans les élections, et eût été d'ailleurs une combinaison peu politique. Un ministère autonomiste, porté au pouvoir par le dernier mouvement électoral, eût exposé la Bavière à de sérieux embarras en compliquant ses relations avec Berlin, outre que ce ministère se serait nécessairement ressenti dans sa marche des tendances réactionnaires du parti dont il aurait été l'expression victorieuse. Le plus sage était d'éviter ces moyens extrêmes, de se borner à une modification partielle du cabinet, en appelant au pouvoir quelques hommes concilians et modérés faits pour tempérer les antagonismes violens des partis. On s'est arrêté à cette combinaison, à cette

transaction; c'était, à vrai dire, ce qu'il y avait de mieux et de plus simple. D'abord le jeune roi de Bavière tient à son premier ministre, le prince de Hohenlohe, et se serait difficilement résigné à se séparer de lui; puis enfin, M. de Hohenlohe restant aux affaires, ce n'est rien de plus, rien de moins que le maintien de ce qui est, de la politique actuelle, avec l'obligation de tenir compte des manifestations récentes du pays dans le sens de l'autonomie et de l'indépendance. On évite ainsi les oscillations brusques, une réaction dangereuse dans la politique intérieure, les froissemens ou les chocs avec la Prusse. On n'empêchera pas toutefois que d'ardens débats ne se produisent dans les chambres bavaroises qui vont bientôt s'ouvrir. La question allemande sera sans doute agitée avec passion dans le parlement, comme elle l'a été dans les élections. Elle n'avancera pas beaucoup, c'est vraisemblable; les discussions bavaroises peuvent du moins donner la mesure du progrès des choses au-delà du Rhin.

Cette question allemande, elle sommeille pour le moment. On ne peut cependant y toucher d'une plume un peu libre sans la réveiller, sans remettre en mouvement toutes les susceptibilités prussiennes. Il a suffi à notre collaborateur M. Cherbuliez de vouloir débrouiller cette confusion allemande, et de s'en être tiré en maître, pour provoquer des colères à Berlin et à Cologne. On s'est mis plaisamment en campagne pour découvrir qui pouvait bien se cacher derrière M. Cherbuliez. Peu s'en faut qu'on n'ait mis la main sur l'ennemi qui a pu inspirer de telles choses, et qui se cache sans nul doute quelque part, à Berlin ou à Stuttgard, à moins que ce ne soit à Vienne. Nous allons dénoncer aux journalistes d'outre-Rhin l'inspirateur ou le conspirateur qu'ils cherchent : c'est le peuple allemand lui-même qui s'est dévoilé tout simplement dans sa vérité au regard d'un écrivain de talent, qui n'est ni Français, ni Prussien, ni Wurtembergeois, ni Autrichien, et qui par conséquent a toute liberté d'esprit pour voir, toute indépendance pour juger ce qu'il a vu.

La saison est aux crises ministérielles, disions-nous. La Bavière a eu la sienne; l'Italie de son côté a sa crise plus grave, qui se prolonge depuis quinze jours. L'ancien cabinet du général Ménabrea et de M. Cambray-Digny a donné sa démission à la suite du vote hostile qui a élevé M. Lanza à la présidence de la chambre, et depuis ce moment l'Italie est dans le pénible enfantement d'un ministère. Deux choses sont à remarquer dans ce singulier interrègne. La première, c'est le calme complet du pays qui assiste à toutes ces péripéties intimes sans se troubler. C'est à peine si à propos du concile qui a été inauguré à Rome il y a eu quelques manifestations dans les Marches et à Naples, où on a essayé de faire un anticoncile de libres penseurs. En réalité, s'il y a une certaine préoccupation, il n'y a pas même un commencement d'agitation au-delà des Alpes. La seconde chose caractéristique dans cette crise ministérielle italienne, celle qui explique peut-être la première, c'est l'ap-

plication la plus sincère des règles parlementaires, c'est la pleine et entière liberté laissée par le roi aux hommes publics pour arriver à une combinaison. Voilà certes un modèle de souverain constitutionnel. Il ne cherche pas à éluder un vote de parlement. S'il a des préférences et des opinions, il ne les impose pas; il cède même à des exigences peut-être un peu dures en se séparant d'hommes investis de charges de cour en qui il avait mis sa confiance. Il n'empêche rien. De cette façon, la responsabilité appartient tout entière aux partis, à ceux qui les représentent, nullement à ce roi galant homme qui ne se croit pas diminué parce qu'il n'est point un autocrate, qui fait de son pouvoir le premier garant de la liberté de tous.

Au commencement de cette crise italienne, on a pu se demander ce qui allait arriver. Le ministère ainsi frappé se reconstituerait-il encore une fois et essaierait-il d'en appeler au pays? Aurait-on recours au contraire à une combinaison entièrement nouvelle? Le ministère Ménabréa aurait pu sans doute jouer cette partie d'une dissolution du parlement; c'était par malheur une tentative assez dangereuse dans la situation compromise où il se trouvait et après toute sorte de modifications partielles qui se sont succédé depuis deux ans. Les journaux satiriques de Florence s'amusaient à représenter le général Ménabréa en Barbe-Bleue devant une hécatombe de ministres de l'intérieur, de la justice et des travaux publics. D'un autre côté, M. Cambray-Digny, malgré tout ce qu'il a fait pour les finances italiennes, peut-être à cause de cela, s'est attiré des inimitiés nombreuses et ardentes. Dissoudre le parlement dans ces conditions, c'était risquer de tout envenimer, de tout pousser à l'extrême. Il ne restait donc plus que la ressource d'une combinaison nouvelle entièrement distincte, et le premier appelé pour former un ministère a été naturellement M. Lanza, dont l'élection à la présidence de la chambre avait précipité la crise. M. Lanza est un Piémontais de la vieille race, simple de mœurs et de caractère, ancien ministre avec M. de Cavour, ayant une autorité sérieuse dans le parlement; il semblait l'homme de la situation. Sa pensée obstinée, invariable, en arrivant au pouvoir et en cherchant des collègues, était d'introduire de larges économies dans les finances et de faire principalement porter ces économies sur l'armée et sur la marine. En principe c'était fort bien, tout le monde était d'accord. Quand on est arrivé aux détails, il n'y a plus eu moyen de s'entendre, et M. Lanza s'est vu dans l'impossibilité de réussir à faire un cabinet. On a eu recours alors au général Cialdini, qui n'a pas encore été ministre, et qui après quelques négociations n'a pas été plus heureux que M. Lanza. Enfin le dernier appelé a été M. Quintino Sella, homme jeune encore, esprit énergique et actif, qui a déjà été ministre des travaux publics et ministre des finances. C'est pour la première fois que M. Sella est appelé à former un cabinet, et il n'a voulu rien faire sans s'être entendu d'abord avec M. Lanza, avec quelques hommes tels que M. Visconti Venosta

destiné à occuper le ministère des affaires étrangères et fait pour le bien occuper. On remarquera que dans tout cela la gauche a un rôle assez effacé : c'est qu'en effet elle n'a été qu'un appoint dans l'incident parlementaire qui a renversé l'ancien cabinet; elle a voté pour M. Lanza, qui n'était point son candidat, en haine de M. Cambray-Digny, et de plus elle ne s'est pas moralement relevée encore du coup qu'elle s'est portée à elle-même, il y a deux ans, dans ces événemens de 1867 dont le général Ménabréa a eu du moins la fortune d'atténuer les conséquences pour l'Italie. M. Ratazzi s'est tenu prudemment à l'écart, de sorte que dans toutes les combinaisons tour à tour essayées ou abandonnées c'est entre des nuances du parti libéral modéré que la question se débat. Rien n'est changé dans la marche générale de la politique italienne. Un seul fait aurait pu avoir une signification particulière au point de vue extérieur, c'eût été l'avénement du général Cialdini aux affaires étrangères. Le général Cialdini n'a pas été étranger, si nous ne nous trompons, à la candidature du duc de Gênes au trône d'Espagne; ministre des affaires étrangères, il eût été peut-être porté à la favoriser encore, et ce serait probablement une grande aventure pour l'Italie aussi bien que pour l'Espagne.

L'Italie se trouverait engagée malgré elle dans une affaire où l'Espagne elle-même d'ailleurs ne marche que d'un pas fort équivoque, sans bien savoir ce qu'elle veut. Le général Prim persiste, il est vrai, dans ses efforts en faveur du duc de Gênes; le pays ne le suit pas, et dans l'assemblée constituante elle-même c'est à grand'peine qu'on pourra arriver à une majorité strictement suffisante. Cette histoire des candidatures à la couronne espagnole serait peut-être curieuse; nous l'essaierons quelque jour. Ce qui est certain, c'est que dès l'origine tous les chefs principaux de la révolution de 1868, ceux qu'on appelait les unionistes, ne songeaient qu'à l'infante Marie-Louise-Fernande et au duc de Montpensier pour les placer sur le trône. Serrano, Dulce, Topete, Cordova, Izquierdo, Caballero de Rodas, Primo de Rivera, Peralta, étaient tous d'accord. Il y avait des démocrates qui sont aujourd'hui ministres, et qui ne s'opposaient nullement à cette combinaison. Un des hommes les plus honorables et les plus modérés du parti progressiste, intimement mêlé à ces négociations, M. Cantero, a révélé tout cela depuis, et le général Dulce, qui vient de mourir, l'a confirmé dans un document fait pour retentir au-delà des Pyrénées. Si dès le premier jour, sur le champ de bataille d'Alcolea, on n'avait pas proclamé le duc de Montpensier et l'infante, c'est qu'on ne voulait pas avoir l'air de faire une royauté par une insurrection militaire, et si plus tard cette combinaison s'effaçait dans le tumulte de la révolution, c'est qu'en face de l'importance croissante prise par les partis extrêmes les opinions plus modérées sentaient le besoin de rester unies en se ralliant toutes ensemble à une candidature qui pouvait représenter une idée patriotique séduisante, l'idée de l'unité ibérique. La candidature du roi

dom Fernando de Portugal avait cet avantage. Dès que le roi dom Fernando refusait, les partis divers revenaient à leurs préférences ou à leurs répugnances. En réalité, ce n'est qu'au mois de septembre que quelques-uns des ministres de Madrid, inspirés sans doute par le général Prim, qui était à ce moment en France, mettaient en avant la candidature du duc de Gênes, et ils avaient même l'idée d'un mariage du jeune prince italien avec une fille du duc de Montpensier. Cette idée ne fut point accueillie à San-Lucar de Barrameda, où on avait envoyé un négociateur. Sur ces entrefaites éclatait l'insurrection républicaine, le pays se montrait impatient d'en finir avec le provisoire, et c'est alors que, dans des réunions de députés qui se succédaient, le général Prim, rentré à Madrid, se faisait lui-même le patron officiel du duc de Gênes.

Le général Prim, à la vérité, avait une singulière façon d'appuyer le jeune prince. Il avouait qu'à ses yeux la candidature du duc de Montpensier serait sans doute la meilleure, mais que devant la répugnance de certains progressistes il se rangeait à celle du duc de Gênes, qui était la pire de toutes. Il tranchait la question en prétendant que la moustache poussait au jeune prince, qui savait déjà monter à cheval. Les unionistes résistaient résolûment à cette tentative, l'amiral Topete quittait le ministère après avoir énergiquement manifesté son opinion, d'accord avec M. Rios Rosas et M. Posada Herrera. Dès lors la scission était accomplie; la candidature du duc de Gênes, demeurée une affaire de parti, se trouvait abandonnée par la fraction la plus monarchique de l'Espagne. C'est à l'Italie de voir maintenant si elle peut accepter pour un de ses princes une couronne décernée par une assemblée déjà fort affaiblie, en face d'un parti libéral et conservateur dissident, en présence d'un pays qui reste plus que froid aux appels du général Prim.

La mort passe comme un grand souffle à travers ce monde affairé des vivans. Elle vient d'ajouter un deuil de plus à tous les deuils d'une famille accoutumée aux épreuves, et qui dans son exil n'a point cessé d'être française. Mme la duchesse d'Aumale s'est éteinte jeune encore, entourée des siens, ayant auprès d'elle le duc d'Aumale et son plus jeune fils, cherchant de son dernier regard ceux de ses enfans qu'elle avait perdus. C'était là la blessure secrète pour cette personne d'élite, honnête et intelligente compagne d'un prince qui, avec tous les dons du soldat et de l'écrivain, a su garder le patriotisme et la dignité dans le malheur. La duchesse d'Aumale a passé vingt ans en exil, elle avait vécu quatre ans à peine en France, elle s'était fait aimer et honorer. C'était le temps des prospérités, et certes un exemple curieux vient prouver que ces prospérités n'étaient pas mauvaises conseillères. C'est au plus beau moment de sa vie, avant de partir pour l'Afrique, que le duc d'Orléans écrivait de Toulon le testament qu'on vient de publier de nouveau en le rapprochant du testament de Louis XVI et du testament de Napoléon. Ces deux derniers ont été écrits sous le coup des

plus prodigieuses catastrophes; celui du duc d'Orléans est écrit par un prince jeune, brillant, qui peut se croire assuré de la plus belle couronne du monde, et cependant ce prince prévoit tout pour son fils, le malheur de l'exil comme l'éclat du trône, et à cet enfant, qui est aujourd'hui un homme, il laisse le souvenir viril des plus fermes, des plus patriotiques pensées sur les destinées de la France et de son temps. C'est le testament d'un fils passionné de ce siècle à qui la mort n'a pas permis de faire son œuvre.

CH. DE MAZADE.

REVUE DRAMATIQUE.

LIONS et RENARDS, comédie de M. ÉMILE AUGIER.

Il serait assez difficile de prédire aujourd'hui la fortune théâtrale qui attend la pièce nouvelle de M. Émile Augier. Le soir de la première représentation, ses amis eux-mêmes croyaient à un grave échec. Le public qui avait assisté à cette représentation était un public de bonne foi et qui jugeait sans parti-pris. Son impression semblait unanime; mais depuis lors tous ceux dont le sujet choisi par M. Augier flatte habilement les passions sont arrivés à la rescousse. On distingue aisément aujourd'hui chez une bonne moitié des auditeurs la volonté déterminée que la pièce ait du succès. Quant à l'autre moitié, comme les traditions du Théâtre-Français lui imposent en quelque sorte d'exprimer sa désapprobation par son silence, elle se laisse opprimer par ces manifestations bruyantes. Aussi ne serais-je pas étonné, pour ma part, que la comédie de M. Augier ne fournît, à tout prendre, une carrière assez honorable; mais je ne crois pas qu'il y ait sur sa valeur littéraire deux opinions possibles, et c'est, suivant moi, rendre justice au talent reconnu de l'auteur que de la classer d'emblée parmi les plus faibles qu'il ait écrites. Les applaudissemens tardifs de quelques fanatiques ne pourront parvenir à empêcher qu'elle ne se distingue par deux traits fâcheux : l'exagération des défauts de M. Augier et l'absence de ses qualités. Il est toujours facile de se donner après coup des airs de prophète; mais depuis longtemps je ne pouvais m'empêcher de croire que, sur la route où il semblait marcher d'un pas si assuré, M. Augier finirait infailliblement par rencontrer une pierre d'achoppement. A chaque fois, il s'écartait un peu davantage des véritables traditions de la comédie de mœurs. Un grand malheur lui est arrivé, dont ni le talent ni l'esprit ne parviennent à préserver les gens : il s'est pris trop au sérieux. Il s'est cru vis-à-vis de la société des devoirs de réformateur à remplir. « Exposez les plaies sociales au grand jour, mais en y portant le fer rouge, » s'écrie pompeusement un personnage des *Lionnes pauvres*. Toute la théorie dramatique de M. Émile Augier se résume en ces deux lignes. Il brandit incessamment son fer rouge, et on s'imagine aisément

que ce maniement périlleux lui enlève quelque aisance. Oh! qu'il est loin de nous le poète élégant et spirituel qui écrivait ces charmans pastiches qu'on appelait *la Ciguë, l'Aventurière!* Quelle regrettable transformation dans sa méthode et son style! Il s'est renouvelé, me diront ses admirateurs. Je le veux bien; mais les fleurs qui se flétrissent se renouvellent aussi aux dépens de leur grâce et de leur fraîcheur! A Dieu ne plaise que je reproche à M. Augier d'avoir suivi le conseil que lui donnait ici même un critique regretté, M. Gustave Planche, et d'avoir délaissé la fantaisie pour la comédie de mœurs; mais ici encore quel triste renouvellement! qu'il y a loin de la morale bourgeoise de *Gabrielle* aux épisodes scabreux de *Paul Forestier!*

Pour moi, les premières déviations du talent de M. Augier remontent à plus de quinze années. Je ne sais s'il a assisté de plus près qu'un autre à des scènes de mœurs qui ont eu pour résultat de modifier l'opinion qu'il entretenait de la nature humaine et lui ont enlevé une certaine fleur d'illusions; mais à cette date le poète est mort en lui : l'observateur morose a seul survécu. Ce que je reproche à M. Augier, ce n'est pas d'être misanthrope. L'accusation serait puérile, car la misanthropie est assurément le droit du poète comique. C'est d'avoir fait son étude toute spéciale des côtés de notre nature qu'il était le moins séant de peindre. Si étendu qu'il soit, le domaine du poète comique a cependant ses limites. Son droit est entier sur le ridicule, car railler est sa mission spéciale, et il n'en doit que bien rarement sortir. J'accorde cependant que le vice lui doit aussi des comptes, mais non pas tous les vices, car ici il faut choisir. Il doit, à mon sens, s'interdire sévèrement la peinture de ceux qui excitent non pas l'indignation, mais le dégoût. Pour que le vice soit tolérable à la scène, il faut qu'il soit grandi par quelque chose, fût-ce par sa profondeur même; mais le vice repoussant, les cas honteux, la dépravation ignoble, tout cela n'est pas matière à comédie. Or c'est précisément le contraire que semble s'être proposé M. Émile Augier. Ce qu'il a traité avec prédilection, c'est la corruption de bas étage. Il en a levé tous les voiles, il a, pour nous servir de son expression, montré ses plaies au grand jour, et tout ce que la nature humaine renferme de vilains penchans a été par lui soigneusement disséqué. Je ne crois pas qu'avant lui on eût osé mettre sur le théâtre des scènes aussi révoltantes que celles des *Lionnes pauvres* et surtout du *Mariage d'Olympe*. Je ne méconnais assurément ni la vigueur de touche avec laquelle M. Augier a peint ces tristes tableaux, ni l'esprit mordant qui relève la trivialité obligée de son dialogue; mais ce que je lui reproche, c'est d'avoir émoussé volontairement la délicatesse du parterre, et rabaissé le ton de la scène française. Je ne crois pas, comme M. Augier, que le théâtre ait une action profonde sur les mœurs, et je ne partage pas sa confiance dans la mission du poète comique; mais je ne conteste pas que dans le cercle de son art un auteur de talent n'exerce

une certaine influence, et je suis prêt à reconnaître qu'à M. Augier revient l'honneur d'avoir enjolivé la peinture du laid et étouffé sur certains points les scrupules de la pudeur publique.

Ce n'est cependant point pour avoir forcé les couleurs de ses peintures que M. Augier s'est préparé à lui-même la mésaventure que la première représentation de *Lions et Renards* lui a value; c'est plutôt pour s'être trop confié à sa vigueur et pour avoir voulu s'élever à des sommets où son coup d'aile n'était point fait pour le porter. Il y a quelques années, M. Augier en était arrivé à cet instant délicat de la carrière d'un homme de lettres où sa réputation doit inévitablement baisser, si son talent ne grandit pas. Exalté peut-être par le succès, il s'est pris de dédain pour les peintures légères de la vie mondaine, et il a tenté d'aborder les régions ardues de la comédie sociale et politique. Avec les opinions bien connues de M. Augier et ses augustes relations, l'entreprise ne laissait pas que d'être d'une réalisation assez difficile. C'est en général aux dépens des puissans du jour que s'égaie la comédie, et ce n'est guère sur les vaincus que s'exerce la satire. Il s'en fallait d'un autre côté que ces relations auxquelles je faisais allusion tout à l'heure fussent un titre à la faveur du public. L'opinion commençait à se montrer peu bienveillante pour les poètes trop bien en cour, et la rude leçon que venait de recevoir l'auteur de *Gaëtana* avait dû inspirer à M. Augier des inquiétudes personnelles. Fort heureusement pour lui les anciens partis et les cléricaux étaient sous sa main. Il les immola sans scrupule sur l'autel de la popularité. En France, le moyen est infaillible, et il a été employé avec succès par un grand critique que l'intolérance des étudians avait banni du collége de France et que leurs applaudissemens ont accompagné ensuite jusqu'à la porte du sénat. L'entreprise parut au premier abord avoir un plein succès. On se souvient de la faveur bruyante avec laquelle furent accueillis *les Effrontés* et surtout *le Fils de Giboyer*. Il faut convenir qu'il y avait beaucoup de vigueur dans la conception et de vérité dans la peinture de ce Giboyer, resté comme la personnification triste et vraie de l'expérience malsaine et du talent dévoyé. — Mais le tort réel de M. Augier a été de s'imaginer qu'il avait mis la main sur une mine inépuisable de succès, et que, pour se faire pardonner la part qu'il a prise aux festins des dieux, il lui suffirait toujours de livrer les cléricaux en pâture à son public. Cette fois, il croyait bien lui avoir servi un friand morceau. Ce n'était rien moins que les jésuites eux-mêmes. Eh bien! chose étrange, le public n'a point voulu y mordre. Que voulez-vous? les jésuites sont si habiles; on a craint peut-être qu'ils n'eussent empoisonné les plats.

Voyons cependant, une fois ce grand ressort mis en jeu, quels effets M. Augier a su en tirer. Quand on évoque le souvenir des Loyola et des Ricci, quand on annonce l'intention de dévoiler au monde l'astuce profonde de la société de Jésus, encore faut-il qu'il ne s'agisse point d'un

objet mesquin, et que l'importance de la fin soit en rapport avec la perversité des moyens. Or ce que la société poursuit à travers toute la pièce, c'est tout simplement la dot de Mlle de Birague. Je veux bien que cette dot soit de neuf millions. Il n'en est pas moins vrai que, si les jésuites sont véritablement des coureurs de dot, ils n'en conservent pas en tout cas le monopole. Encore n'est-ce pas pour eux-mêmes directement qu'ils convoitent cette dot, mais pour un jeune vicomte de Valtravers dont la famille leur est toute dévouée. Tous les efforts de ces *messieurs,* comme M. Augier les appelle, vont donc tendre à faire épouser Catherine de Birague par Adhémar de Valtravers, qui, de plus, est son cousin. Quels si grands obstacles s'opposent donc à cette union? Aucun, sinon la volonté contraire de Mlle de Birague, qui, orpheline et libre de sa personne comme de sa fortune, a pris la résolution de ne pas se marier, car elle n'imagine pas qu'elle puisse être aimée autrement que pour sa dot. C'est pour triompher des résolutions un peu prématurées peut-être de cette jeune personne, que la société de Jésus va déployer toute sa diplomatie et toute sa ruse. A cet effet, elle envoie à Paris un de ses affiliés, M. de Sainte-Agathe, qui a été le précepteur du jeune de Valtravers, et qui l'accompagne encore en cette qualité. Voilà l'homme terrible qui personnifie durant toute la pièce cette redoutable influence de la société de Jésus, instrument passif, serviteur sans scrupules, observateur redoutable, qui sait tout, qui voit tout, qui devine tout, — tout, excepté les frasques et les dettes que son élève fait dès le lendemain de son arrivée à Paris; tout, excepté l'entente qui s'établit entre Valtravers et Catherine, s'avouant l'un à l'autre qu'ils n'ont aucune envie de s'épouser et faisant alliance ensemble, l'un pour rester le plus longtemps possible à Paris, l'autre pour écarter les soupirans à l'aide d'apparentes fiançailles : de sorte que ce sombre génie, *dont le cadavre aura fait des orgies de pouvoir et savouré toutes les âcres voluptés du despotisme,* se laisse berner par ces deux jeunes gens, tout comme un pédant de collége par un étudiant et une grisette. Décidément il y a du Bridoison dans ce Machiavel dévot. Si la société de Jésus n'a pas à son service d'agens plus déliés, elle ne vaut pas la peine que M. Augier l'accable de ses coups.

Ce qui caractérise au reste les renards de M. Augier, c'est qu'ils tombent en aveugles dans les piéges les plus grossiers. Il a donné comme rival à M. de Sainte-Agathe, pour établir probablement un parallèle obligeant, un escroc homme du monde, qui s'appelle le baron d'Estrigaud, et que M. Augier a ressuscité de *la Contagion.* C'était un bien ennuyeux personnage en son temps que ce baron d'Estrigaud, et ses vices étaient ennuyeux comme la vertu. Je veux bien croire que ce type des d'Estrigauds existe réellement dans un certain monde, et que M. Augier ait eu occasion de l'observer : encore faut-il que la finesse d'un pareil homme égale sa dépravation, et qu'il ne soit pas facile de le faire tomber dans

le panneau. Mlle de Birague y réussit cependant, et dès la troisième scène d'Estrigaud est au nombre de ceux qui convoitent sa dot; mais comme Mlle de Birague veut acquérir le droit de lui défendre sa porte, elle le provoque à une déclaration par des coquetteries peu dissimulées. D'Estrigaud, qui ne devine rien, se jette aux pieds de Catherine, et celle-ci en profite pour lui dire qu'il y a eu malentendu entre eux, qu'elle ne lui demandait que son amitié, et qu'elle le prie de ne plus remettre les pieds chez elle. Voyez cependant comme d'Estrigaud est un habile homme! Il croit se tirer d'affaire en rétorquant qu'il y a eu également malentendu de la part de Catherine, qu'il lui a bien offert son amour, mais pas son nom, en un mot qu'il en voulait non à sa dot, mais à son honneur. Par un raisonnement qu'on a peine à s'expliquer, il compte que cette insulte le relèvera dans l'esprit de Mlle de Birague en lui donnant un gage de son désintéressement. Il n'en est rien, comme on peut penser, et Mlle de Birague le chasse de chez elle. Je l'estime heureux, pour ma part, qu'elle ne le fasse point mettre à la porte par ses valets.

Voilà pour les renards de M. Augier. Voyons maintenant quelle est la force de ses lions. A vrai dire, je n'en trouve qu'un dans la pièce; c'est un voyageur géographe qui a étranglé un nègre de ses propres mains, et qui raconte sans trop se faire prier ses exploits devant les femmes. C'est en effet en présence de Mlle de Birague et dans le salon du comte de Prévenquière, son tuteur, que Pierre Champlion (c'est le nom du voyageur) fait le récit de ses aventures. Il développe avec chaleur un projet qu'il a formé pour conquérir, à ta tête de deux cents hommes, le royaume de Wadaï, et pour tirer de captivité son ami Jacques, qui est resté entre les mains des ennemis; mais il lui faut quatre cent mille francs, et, en ouvrant une souscription, il n'a pu en réunir encore que dix mille. Mlle de Birague se lève alors, et déclare avec entraînement qu'elle met les quatre cent mille francs à la disposition de l'héroïque voyageur. Cet incident est pour M. Augier l'occasion de nous montrer la finesse véritablement diabolique dont sont doués les jésuites. Il n'en faut pas davantage en effet pour ouvrir les yeux à M. de Sainte-Agathe et pour lui faire soupçonner que ce n'est peut-être pas la destinée du pauvre Jacques qui intéresse le plus Mlle de Birague dans l'affaire. On comprend qu'il soit ému. Si Catherine aime en effet Pierre Champlion, ce mariage auquel la société de Jésus porte un si vif intérêt est singulièrement compromis, car rien ne l'empêche d'épouser le jeune voyageur et de partir avec lui à la conquête du royaume de Wadaï. Que va faire en cette circonstance le délégué de la société de Jésus? Ce doit être un jeu pour lui que d'inventer quelque combinaison machiavélique. Il ne fait rien, il n'invente rien, et, si d'Estrigaud n'était là qui veille pour son propre compte, tout serait perdu. Toujours habile autant que courtois, d'Estrigaud vient une seconde fois se faire mettre à la porte par Mlle de Birague, assez justement offusquée de ce qu'ayant rencontré chez elle Pierre

Champlion, qu'il ne connaît pas, il l'ait supplié d'intercéder pour lui et d'obtenir son pardon. Cédant à son indignation, Mlle de Birague se retire un instant. Durant cet intervalle favorable, Champlion cherche querelle à d'Estrigaud, qui s'est permis de l'appeler *mon cher*, et des menaces de mort s'échangent entre eux. Naturellement Catherine apprend la chose ainsi que son tuteur M. de Prévenquière, qui entre en même temps par une autre porte. Ce brave homme se désole et s'imagine, on ne sait trop pourquoi, que l'honneur de sa pupille sera compromis par une querelle entre Champlion et d'Estrigaud, s'il ne sert de témoin à Champlion avec Valtravers, qui continue à passer pour le fiancé de Catherine; mais à ce mot de fiancé Champlion déclare que le choix des armes, sur lequel on vient de disserter pertinemment devant Catherine, lui est totalement indifférent, et qu'il ne tient pas à la vie. Son erreur n'est pas de longue durée. A peine M. de Prévenquière a-t-il fermé la porte que Catherine s'écrie : « M. de Valtravers n'est pas mon fiancé, que Dieu vous garde! » Champlion n'a pas besoin d'être aussi perspicace qu'un jésuite pour comprendre qu'il est aimé.

Le péril, comme on voit, devient imminent, et tout semble conjuré contre ce pauvre M. de Sainte-Agathe. Que de choses désagréables il va apprendre en un seul acte! Il apprend de la bouche de la gouvernante de Catherine le duel de Champlion et de d'Estrigaud. Il apprend de la bouche de M. de Prévenquière les folies et les dettes de Valtravers. Il apprend de la bouche même de celui-ci qu'il ne veut pas plus épouser Catherine que Catherine ne veut l'épouser. Tout le monde est au fait, excepté lui. Ce profond politique ne sait rien, n'a rien prévu, rien empêché. Il ne lui reste plus qu'une espérance, c'est de faire alliance avec d'Estrigaud. La maison-mère d'Uzès lui a envoyé des renseignemens sur ce dernier, et il a acquis la preuve que ses dettes ont été payées et sa fortune refaite, grâce à l'argent d'une vieille marquise qui a largement payé son... dévoûment. En menaçant d'Estrigaud de divulguer l'origine de sa fortune, il compte l'amener d'abord à sa merci. Il achètera ensuite son concours, et tous deux joindront leurs ruses pour amener la conclusion de ce mariage que la société de Jésus continue de souhaiter si ardemment. D'Estrigaud arrive au rendez-vous, et, sur la production des lettres de la marquise, il se rend à discrétion. On s'imagine alors que l'entente de ces deux hommes va nous faire assister à quelque grand mystère d'iniquité, et on tressaille à l'avance d'impatience et d'émotion. Quelle trame sans nom va être ourdie par ce jésuite et cet escroc! Ici, malgré l'attention la plus soutenue, l'intrigue devient si difficile à suivre, et les invraisemblances s'accumulent à tel point que je serais reconnaissant envers mes lecteurs s'ils veulent bien m'en croire sur parole. Il ne s'agit plus seulement de déterminer Catherine à épouser Valtravers : il s'agit aussi de forcer Valtravers à épouser Catherine; *invitus invitam*, dit M. de Sainte-Agathe. Il s'agit surtout de détruire l'amour de Catherine pour

Champlion. Voici pour faire face à toutes ces complications la combinaison à laquelle s'arrêtent ces deux profonds politiques, combinaison dont tout l'honneur revient à l'escroc, qui me paraît décidément bien plus inventif que le jésuite. Valtravers doit à d'Estrigaud quinze mille francs qu'il a perdus au jeu contre lui. Sainte-Agathe ira demander en son nom à Mlle de Birague de lui prêter cette somme pour vingt-quatre heures. Elle lui remettra probablement un bon sur son banquier. A son tour, Sainte-Agathe le remettra à d'Estrigaud, qui le montrera à tout le monde au club, et le tour sera joué. Valtravers, pour ne pas être déshonoré, devra épouser sa cousine, et Mlle de Birague, pour ne pas être compromise, devra épouser son cousin. — Mais, dira-t-on, si Mlle de Birague, au lieu de remettre un bon sur son banquier, donnait les quinze mille francs de la main à la main? Que voulez-vous? Ce serait fâcheux sans doute, et d'autant plus que M. de Sainte-Agathe n'a nullement prévu cette éventualité : on a beau être jésuite, on ne peut songer à tout. En revanche il a prévu le cas assez probable où, si compromise qu'elle fût pour avoir prêté quinze mille francs à son cousin, Mlle de Birague aurait néanmoins le mauvais goût de tenir à épouser Champlion. Les convenances ne l'inquiètent guère, et une mésalliance n'a rien qui l'effraie. Il importe donc de détruire Champlion dans l'estime de Catherine. A cette fin, d'Estrigaud va répandre le bruit que Champlion a donné à certaine danseuse certain cheval blanc qu'on a remarqué au bois de Boulogne. Cette histoire sera insérée tout au long dans *le Moustique,* petit journal qui joue dans la pièce un grand rôle, et dont la haine me paraît bien autrement redoutable que celle de la société de Jésus. Comme il est connu que Champlion n'a pas de fortune, on supposera naturellement qu'il a payé ce cheval avec l'argent de la souscription; il sera déshonoré. Ce ténébreux plan de campagne arrêté, nos deux conspirateurs lèvent la séance, non sans que M. de Sainte-Agathe ait offert à d'Estrigaud de se faire un jour jésuite.

Tout paraît pour un instant marcher au gré des désirs de M. de Sainte-Agathe, et au début du cinquième acte tous nos gens sont au désespoir, Valtravers, parce que *le Moustique* a dit que sa cousine avait payé ses dettes de jeu, Mlle de Birague, parce que *le Moustique* a dit qu'elle avait payé les dettes de jeu de son cousin, Champlion enfin, parce que *le Moustique* a dit qu'il avait donné un cheval à une danseuse; mais voilà qu'un événement tout à fait inopiné vient dérouter les savantes combinaisons de M. de Sainte-Agathe. Mlle de Birague refuse tout simplement de croire à la culpabilité de Champlion et lui propose sa main. On croit un moment que tout est fini et que la toile va tomber; il n'en va pas si aisément avec les jésuites, et leurs batteries sont bien autrement difficiles à déjouer. Champlion refuse héroïquement, car un homme déshonoré comme lui pour avoir donné un cheval à une danseuse ne saurait épouser une jeune fille pure. Heureusement Valtravers s'inter-

pose. C'est lui qui a donné le cheval blanc à la danseuse. Il court donc au cercle, où il montre à tout le monde la facture du marchand de chevaux, et de là aux bureaux du *Moustique,* qui promet d'insérer le lendemain une rectification. Réhabilité par *le Moustique,* Champlion pourra épouser M[lle] de Birague. Et d'Estrigaud? et Sainte-Agathe? Ils s'en vont, l'un emmenant l'autre, car d'Estrigaud vient publiquement demander pardon à Champlion et annoncer que, converti par Sainte-Agathe, il va entrer à la maison-mère d'Uzès. « Quand le diable devient vieux, il se fait jésuite, » dit Valtravers, et la toile tombe. Le coup de grâce est porté à la société de Jésus; elle ne s'en relèvera pas.

Cette analyse fidèle me dispense, je crois, de porter sur *Lions et Renards* un jugement raisonné. Il est des pièces qui déroutent la critique par l'excès même de leurs inconséquences. L'œuvre nouvelle de M. Augier est de celles-là. Je me borne donc à en raconter les péripéties, et je remets au vrai public le soin de décider entre ceux qui applaudissent de parti-pris et ceux qui jugent de sang-froid. Ma tâche ne serait cependant qu'à moitié remplie, si je ne rendais ici justice au dévoûment des artistes qui portent sur leurs épaules le lourd fardeau de ces invraisemblances. Jamais une soirée passée à la Comédie-Française n'est complétement perdue. Jamais on ne sort de cette vieille salle, où les générations qui nous ont précèdés éprouvèrent leurs plus vives impressions théâtrales, sans avoir goûté soi-même quelqu'une de ces jouissances d'artiste que fait connaître aux délicats la correction parfaite du jeu, rélevée par le naturel. Le jour où les auteurs auraient perdu le secret d'allier dans leurs pièces la distinction à la vérité, ce serait aux sociétaires du Théâtre-Français qu'ils devraient en aller demander la tradition.

M. Augier me permettra-t-il de lui donner ici un humble conseil? Il a fait représenter l'année dernière un petit acte charmant, un dialogue étincelant de verve et d'esprit, qu'on appelait *le Post-Scriptum.* Voilà le genre où il excelle. Qu'il n'essaie pas désormais de s'élever au-dessus de la peinture de mœurs, qu'il renonce surtout à la comédie sociale et politique, et que les lauriers de Beaumarchais ne l'empêchent plus de dormir. Jamais on n'écrira une histoire du règne de Louis XVI sans parler du *Mariage de Figaro;* mais on écrira l'histoire du règne de Napoléon III sans parler de *Lions et Renards.* G. DE SAFFRES.

REVUE LITTÉRAIRE.

NOS FILS, par M. MICHELET (1).

Qui a lu *la Femme, l'Amour,* connaît, ou peu s'en faut, la première partie de *Nos Fils.* On retrouve là les thèses aimées de M. Michelet et ces développemens presque romanesques parmi lesquels la plume du

(1) Librairie Internationale.

maître papillonne, oublieuse de l'idée à suivre. M. Michelet a décidément horreur de la ligne droite et des grands chemins; sa pensée disparaît à chaque instant à droite ou à gauche de la route tracée; tantôt elle escalade les flancs du sujet par de petits sentiers tournans et fleuris, tantôt elle plonge brusquement dans des bas-fonds mystérieux, faits pour donner le vertige, et d'où elle revient en grimpant comme un lézard le long d'une muraille. Ces allures buissonnières, cette espèce de jeu de cache-cache, peuvent, le cas échéant, n'être pas sans un certain charme; mais le cas n'échoit pas toujours. La première fois que M. Michelet, entre deux volumes de son *Histoire de France,* nous glissa, comme friandise inattendue, une production tout humoristique, *l'Oiseau,* le public mordit à belles dents; mais le public eut à regretter d'avoir montré tant d'appétit : *l'Oiseau* enfanta *l'Insecte,* qui lui-même enfanta *l'Amour,* auquel succédèrent *la Femme, la Sorcière, la Montagne, la Mer,* etc. Déjà même le volume de *Nos Fils,* s'il faut en croire M. Michelet, était en germe dans son cerveau, gros de *l'Amour;* il devait éclore « au jour grave de la transformation sociale. » Soit, la gestation a été longue, voyons si le produit s'en est bien trouvé.

Certes nous nous garderons bien d'attaquer l'idée véritablement grande et généreuse qui inspire ici, comme partout, M. Michelet. Deux principes inconciliables, selon lui et selon nous, sont aujourd'hui en présence : d'une part le vieux dogme, la superstition, de l'autre la raison humaine et la liberté. Le premier, près de disparaître, se raccroche au monde désespérément par les femmes et par les enfans; l'autre au contraire, plein de jeunesse et de séve, triomphe de plus en plus en l'homme; de là deux éducations, non pas seulement diverses, mais opposées, deux lignes qui doivent, « en s'écartant toujours, diverger jusqu'à l'infini. » Telle est la pensée générale du livre, formulée en quelques pages; il nous reste à voir quels développemens cette pensée va revêtir.

Procédons par ordre et prenons l'enfant au berceau... Non pas, nous dit M. Michelet, prenons-le avant le berceau. Où donc? Au sein de sa mère. L'*éducation avant la naissance,* voilà, s'il vous plaît, le point de départ. Je veux m'arrêter longuement sur les mystères de la grossesse et de l'enfantement, qui déjà, vous le savez, me sont familiers; j'analyserai une à une, et vous-même analyserez avec moi, sous ma direction, les mystiques rêveries de celle qui doit mettre au jour, je ne vous le cache pas, « plus qu'un saint, plus qu'un héros, un créateur, un Prométhée; » nous ferons ensemble vibrer dans son cœur les mélancolies religieuses de la cloche voisine, et ce sera en même temps pour moi une belle occasion de remettre en branle l'antique sonnerie du beffroi municipal, et d'en faire jaillir l'histoire des communes flamandes ou italiennes. Psychologue, moraliste, physiologiste surtout, et par momens même historien, je serai tout à la fois.

Et M. Michelet le fait ainsi qu'il le dit. Par la porte dérobée, avec cette même clé qui naguère lui a ouvert la chambre de Philippe V à l'Escurial, nous nous glissons à sa suite dans l'alcôve où rêve la « dormeuse de Michel-Ange; » nous y découvrons ce que le maître même, le mari, serait incapable d'y découvrir; nous pénétrons, jamais le mot n'a été plus vrai, dans les entrailles mêmes du sujet, et Dieu sait, mais pas mieux que nous, tout ce qui s'y passe; nous veillons autour de cette femme enceinte avec un soin si persévérant, avec une telle ardeur de dévoûment que, lorsque la délivrance arrive pour la mère, il semble qu'elle arrive aussi pour nous.

Nous l'avons enfin ce beau fils, et nous le pouvons mettre au berceau. Ici commence ou du moins devrait commencer l'*éducation dans la famille;* mais la physiologie et le mysticisme de M. Michelet n'ont pas dit leur dernier mot. Et cependant « l'unité fatalement physique des parens, l'assimilation, l'absorption des deux époux l'un dans l'autre, » ce sont là, si j'ai bonne mémoire, des sujets traités à fond dans *l'Amour* et dans *la Femme*. On pouvait les croire épuisés. Le « paradis maternel » gardait-il donc quelque recoin qui nous fût encore inconnu? J'ai beau en sonder tous les replis, j'y retrouve, sans un trait de plus ni de moins, ce même petit monde extra-terrestre que l'auteur m'avait dépeint ailleurs en détail... J'apprendrai peut-être si M. Michelet préfère pour le jeune enfant l'éducation de la famille ou l'éducation commune dans les asiles et les écoles. Vaine espérance! l'auteur ne se prononce pas sur ce point. Il nous énumère toutes les influences physiques, morales, immorales même, qui, au foyer paternel, peuvent énerver l'enfant; il nous décrit, avec un mélange d'anecdotes diverses, tous les dangers de cette existence à nid clos, et il cite même à ce sujet M. Dupanloup; puis, au moment où la conclusion semble effleurer le bord de sa plume, il quitte tout à coup l'enfant pour revenir à l'épouse-mère, et nous donner la physiologie de la femme de trente ans.

Résignons-nous donc. — Mais cette mère, dont le foyer, un moment ébranlé par la lassitude ou l'indifférence de son mari, est raffermi par l'enfant, comment M. Michelet la conçoit-il? Où l'écrivain prend-t-il son type? Est-ce dans le monde des travailleurs et des illettrés? est-ce dans les régions sociales supérieures? Vous seriez fort embarrassé de le dire, tant ce type présente de caractères contradictoires. En tout cas, le moraliste veut à la mère, pour faire son héros, une instruction supérieure : « savoir trop pour savoir assez, » voilà sa devise; mais, à de rares exceptions près, les femmes, on ne l'ignore pas, reçoivent une éducation si insuffisante et si fausse qu'il n'y a point à leur demander ni aucune conception générale et large ni surtout le sens des idées sociales. Quant au père, dit M. Michelet, il est pour l'enfant, mais seulement dans les classes pauvres et laborieuses, *une révélation de justice.* « Le pauvre tout d'abord naît homme, ayant constamment sous les yeux la sérieuse

image du travail et du dévoûment, ayant la notion d'un devoir de reconnaissance que l'enfant riche n'aura que tard et faiblement. » C'est circonscrire trop étroitement le monde du travail; les familles pauvres ne sont pas les seules familles laborieuses, les seules dont le foyer renferme un exemple et un enseignement; le petit enfant d'ouvrier qui manie les outils de son père, comme Astyanax touchait le casque d'Hector, n'attire-t-il pas trop complaisamment le regard de M. Michelet? Le moraliste, sous le coup d'une émotion certes généreuse, mais trop vive, n'aperçoit qu'un coin du tableau. Il n'embrasse pas tout l'horizon, il perd de vue cet autre monde qu'on appelait au XVIIe siècle le monde des *honnêtes gens,* et qui, depuis lors, agrandi et transformé par le progrès naturel des temps et des idées, s'appelle aujourd'hui, sans nulle acception de rang et de fortune, d'un nom plus beau et plus vrai, le monde du travail et de l'intelligence. Est-il juste de dire que c'est seulement dans le peuple, parmi les travailleurs, qu'il faut descendre pour trouver le père entouré du respect de la mère et des enfans, et pour contempler dans toute sa splendeur morale « la hiérarchie du devoir? »

Du reste, l'auteur de *Nos Fils*, en parcourant le monde social, ne se fait pas faute de sauter brusquement d'une classe à l'autre. Nous étions tout à l'heure dans le réduit d'un manieur d'outils, voici maintenant des délicatesses maternelles et conjugales qui me disent assez chez quelles gens nous venons d'entrer et qui permettent à M. Michelet d'affiner ses théories éducationnelles. Puisqu'il s'agit de faire de l'enfant un héros, ou, pour parler une langue moins mythologique, un homme sain de corps et d'esprit, dégagé des sottes traditions et des vaines doctrines, capable en un mot d'agir et de penser par lui-même, à quelles sources faut-il abreuver l'âme de celle qui doit diriger, si cela ne l'ennuie pas trop, les premières études de son fils? C'est une honte, dit avec raison M. Michelet, que l'on condamne toujours les femmes françaises aux fades lectures, tout au plus « aux livres secondaires, imités des grandes œuvres, qui n'en sont que de faux reflets, des formes affaiblies. » Craint-on qu'elles ne puissent digérer la forte moelle de l'antiquité, Homère, Virgile, et ces beaux livres indiens dont le *Râmâyana* est le type? Ce n'est pas cette sollicitude qui écarte d'elles « les grandes œuvres; » mais le génie fatal qui étend son ombre sur l'intelligence et le cœur des filles dès le berceau sait bien que, si l'homme, un jour, a la force de rompre les langes dont on emmaillota son enfance, c'est que d'abord, au souffle vivifiant de Rome et de la Grèce, puis plus tard dans le commerce des jurisconsultes, au contact de la nature et de la science, dans l'austère et saine contemplation de la « grande Isis, » son âme a désappris la servilité et rejeté les entités creuses de l'éducation primitive. Toutes les natures cependant ne sont pas capables de cet effort; en regard de celles qui réagissent contre l'étouffement, combien en peut-on compter qui demeurent alanguies!

M. Michelet trouve ici des mots éloquens et des aperçus lumineux pour comparer cette violence faite au cerveau de l'enfant moderne avec les développemens si bien gradués de la vie grecque. « Le jeune Hermès ailé et le petit gymnase accueillaient l'enfant, nous dit-il, l'invitaient, le remettaient jeune homme au dieu de l'art et de la lyre, Apollon, au travailleur, Hercule. L'idée pure couronnait, — Socrate et la Pallas. Enfin la vie publique, la vraie Pallas, Athènes, la cité, comme éducation. »

La seconde partie du livre de M. Michelet, intitulée *Histoire de l'éducation, avènement de l'humanité,* est traitée beaucoup plus à fond que la première. A vrai dire, c'est là seulement que l'auteur entre dans son sujet en s'affranchissant des nombreuses redites et des développemens hyperboliques du début. Les mots « avénement de l'humanité » nous paraissent heureusement trouvés pour qualifier la rénovation intellectuelle et morale que produisirent la renaissance et la réforme. C'est le temps où la vieille machine du moyen âge se disloque au souffle de la raison naissante; de nouveau la vieille sibylle se déclare vaincue par une puissance supérieure. Chose étrange en apparence, c'est au moment même où s'accélère au profit de la monarchie le mouvement de centralisation politique que l'individualisme se dresse fièrement dans le monde intellectuel. C'est qu'en somme la royauté, en passant la baguette de Tarquin sur toutes les têtes féodales, facilite, sans le vouloir, l'essor des grandes intelligences. La libre pensée profite un moment de ce nivellement accompli par des mains royales.

M. Michelet, tout en expliquant comment le livre de Rabelais contient tout un plan nouveau d'éducation, passe trop vite sur l'œuvre sérieuse de ce grand satirique; on croirait qu'il veut regagner le temps perdu aux fantaisies des pages précédentes. Et pourtant quand l'historien eut-il plus belle occasion de rentrer dans « ces poudreux chemins de l'histoire » où l'on retrouve « l'âme de la France? » Oublie-t-il que durant deux siècles, jusqu'à Voltaire et jusqu'à Rousseau, nul écrivain n'aura l'action et l'influence éducatrices de Rabelais? Les mots : nature, raison, tolérance et paix, tombant au XVIe siècle d'une telle bouche, étaient d'assez neuves paroles pour que le monde y prêtât l'oreille. Aussi « le livre, » comme on appelait le *Pantagruel,* se vendit-il en deux mois plus que la Bible en dix ans; il en fut fait soixante éditions, dit M. Michelet, et des traductions en toutes langues. Les contemporains ou les continuateurs de Rabelais, les héritiers de sa verve claire et gauloise, méritaient aussi quelque place dans la seconde partie du livre de M. Michelet. A côté de Montaigne, qu'il trouve avec raison moins positif, trop rêveur, trop éducateur de serre-chaude, ayant le défaut de ne donner « que l'idéal de la vie noble, haute et philosophique, » n'eût-il pas été juste de mettre Érasme, et Morus, et Hotman, et Bodin, et d'autres encore?

L'auteur de *Nos Fils* fera-t-il, toutes proportions gardées, une plus

longue halte au XVIIe siècle, le siècle de Descartes, de Galilée, de Pascal et de Locke? Non; quelques détails intéressans sur le célèbre frère morave Coménius, un développement sur le jansénisme et sur l'énorme extension prise par l'enseignement des jésuites, remplissent, ou peu s'en faut, un nouveau chapitre. — Mais les fils de ce même Rabelais dont nous parlions tout à l'heure n'ont-ils donc pas, au XVIIe siècle, continué à leur manière la haute tâche d'éducation du chantre de *Pantagruel?* Quoi! Molière, ce grand rieur mélancolique, n'obtiendra en tout qu'une simple ligne pour mention, et Locke à peine une épithète! Cela est dur à penser. Je serais pourtant curieux de savoir quel pas a fait l'éducation, puisque c'est le sujet du livre, depuis le temps où Panurge montait à l'assaut sur la colline de Lutèce. Je ne nie pas l'immense attrait de ce grand siècle, le XVIIIe, qui nous appelle, et où dans un instant nous allons entrer: je l'entends avec plaisir s'agiter d'ici dans sa noble et généreuse fièvre d'action et de liberté; mais je l'aborderais mieux préparé, ce me semble, si vous me disiez tout d'abord où en sont, au commencement du siècle, ces trois grands ordres du royaume qui auront tant de peine à se fondre. L'état du clergé est très prospère; nulle part ailleurs en Europe la vie n'est plus douce et plus clémente pour les hommes d'église, et c'est de ce temps assurément que date ce dicton allemand si expressif dans sa concision : *Vivre comme Dieu en France.* La noblesse a encore l'éclat du rang et de la considération; mais chaque jour elle s'appauvrit et s'isole, nul autre principe que l'idée de caste ne préside à son éducation. En se tenant à l'écart dans son ignorance, elle a manqué tous les profits de cette forte et pratique instruction que l'exercice intelligent des offices de finance et de judicature, l'expérience du commerce et de l'industrie, ont valus aux enfans des bourgeois, *aux fils de savetiers et de cordonniers*, comme disait dédaigneusement un orateur de la noblesse aux états-généraux de 1614. La noblesse, si bien prête pour l'action, lorsque l'action se réduisait aux tournois, aux combats, aux grandes chevauchées guerrières, se trouve tout à coup paralysée dès qu'agir signifie travailler de la tête et de la volonté, produire et innover dans le monde physique et moral, car tous les génies éducateurs du XVIIIe siècle, Voltaire, Vico, Foë, Jean-Jacques Rousseau, prêchent le mouvement, la liberté, la vie féconde et active. La puissance du mot *nature* avait éclaté au XVIe siècle avec Rabelais; au XVIIIe, avec les maîtres dont nous parlons, un autre mot éclate partout, s'associant à celui de nature, c'est *philanthropie*. Les pages les plus éloquentes du livre de M. Michelet sont, sans contredit, celles qu'il consacre à l'œuvre touchante de Pestalozzi, le père de cette pédagogie qui règle le développement des facultés intellectuelles de l'enfant suivant la marche progressive de la nature. Le bon forestier allemand Frœbel, le « bâtisseur d'hommes, » n'inspire pas moins heureusement l'auteur

de *Nos Fils*. L'histoire de l'éducation se clôt sur ces deux grands noms, Pestalozzi et Frœbel. Une centaine de pages environ ont épuisé cet immense sujet.

La troisième partie du volume, consacrée soit à l'examen de l'Université actuelle et des différentes écoles spéciales où se forment les jeunes générations, soit au caractère éducatif de la vie publique chez les peuples libres, offre parfois un vif intérêt; mais on ne voit pas assez nettement le but où tend l'écrivain. Quelques développemens originaux sur notre système présent d'instruction publique nous attachent sans nous éclairer. Les chapitres où l'auteur explique l'heureuse influence des études de droit et de médecine sur le tempérament intellectuel et moral de la jeunesse paraîtront sans doute, malgré de charmans détails, d'une trame trop lâche à plus d'un lecteur. Ici surtout s'accuse le défaut principal du livre, qui est le manque de suite dans les idées. Si M. Michelet, au lieu de suivre les hasards de son inspiration, de ses fantaisies de poète, avait voulu, sur ce beau sujet de l'éducation, nous donner un petit livre plein et nourri, il y était certainement préparé par ses grandes et fortes études. En demeurant dans les voies sévères de l'histoire et de la vie pratique, il n'aurait eu qu'à rassembler et à lier entre eux tant d'observations, tant de développemens, tant de traits lumineux jetés pêle-mêle dans une conception peu ordonnée.

Mais M. Michelet semble avoir définitivement quitté le souci de faire un livre vraiment composé. Trompé par le succès de ses dernières publications, convaincu, et sur ce point seul il n'a pas tort, que ses hautes et généreuses pensées sociales trouvent de l'écho dans tous les cœurs amoureux de justice et de liberté, le célèbre écrivain qui nous a jadis, de sa plume magique, si bien fait comprendre l'histoire héroïque de la vieille Rome et la sombre vie du moyen âge, se contente maintenant de nous donner des fragmens de livres et pour ainsi dire des causeries écrites; mais les franchises, les redites, les incohérences, les indiscrétions, les hardiesses, les jets humoristiques de la parole ailée, comme on dit, ne conviennent pas toujours au livre. Lorsqu'une enseigne sérieuse s'offre à nos regards et nous avertit que le lieu où nous allons entrer a un caractère de grandeur et de sévérité, nous comptons bien ne rencontrer là de fantaisies d'aucune espèce. On ne folâtre pas dans le sanctuaire, et l'on n'y met pas à côté de la statue de Pallas un groupe sculpté à l'image de la danse lascive. Or c'est précisément ce mélange bizarre de peintures légères et de fresques grandioses qui nous a déconcerté dans le livre de M. Michelet. Lui seul peut-être de tous nos historiens avait un sens du monde moderne assez large, assez libéral, et une plume assez poétique, assez rompue au contact du drame historique, pour jeter sur l'éducation des lueurs profondes; mais il fallait joindre à l'intelligence de cette parole de Leibniz, « changez l'éduca-

tion, et vous changez la face du monde, » cette perspicacité lucide qui écarte tous les élémens inutiles et parasites pour s'attacher à ne faire saillir que les os et les nerfs mêmes du sujet.

Dans son introduction, M. Michelet se réjouit du récent réveil de la liberté et de la justice, en songeant qu'à l'heure présente nous sommes bien moins qu'en février 48, « crédules et chimériques. » Je crois comme lui que les dures leçons que l'expérience a infligées à nos aînés ne seront pas perdues pour nous; mais alors pourquoi M. Michelet lui-même dans maint passage de *Nos Fils* ressuscite-t-il certaines visées toutes chimériques? Je fais allusion, par exemple, à ce qu'il appelle les fêtes solennelles d'une société démocratique et au développement sentimental sur le 2 novembre. Ne dressons pas ainsi d'avance un calendrier fantaisiste. Que M. Michelet se garde de l'erreur qu'il signale chez d'autres. C'est fort à propos qu'il critique les agapes pseudo-religieuses des saint-simoniens, leurs parades sacerdotales et tout leur vain appareil mystique; il ne faut pas en effet rappeler le citoyen au forum pour lui faire adorer la déesse Raison sur son char : c'est dans son cœur que chacun de nous, pour parler la langue convenue, lui doit dédier un autel.

JULES GOURDAULT.

ESSAIS ET NOTICES.

UNE NOUVELLE MALADIE DE LA VIGNE.

LE PHYLLOXERA VASTATRIX.

I. *Rapport de la commission nommée par la Société des agriculteurs de France pour étudier la nouvelle maladie de la vigne*, par M. L. Vialla; 1869. — II. *Notes entomologiques pour faire suite au rapport de M. Vialla*, par MM. Planchon et Lichtenstein.

Depuis quelques années, la viticulture française subit de bien rudes épreuves; après l'oïdium, contre lequel on n'a pas encore trouvé de remède assuré, mais dont on avait su du moins prévenir souvent les ravages, voici qu'un nouveau mal, aux allures étranges, envahit la vallée du Rhône, grandit rapidement, gagne de proche en proche, et menace aujourd'hui jusqu'au Bordelais. Quelques symptômes précurseurs avaient été signalés en 1866 et surtout en 1867; mais c'est pendant l'été de 1868, après un rude hiver suivi de chaleurs peu communes, que sévit le fléau dont l'intensité n'a fait depuis qu'augmenter. Aux yeux du vigneron, aux yeux même du passant, le spectacle est plus douloureux encore que ne l'était celui des effets de l'oïdium. La vigne était vivante et belle; tout d'un coup les feuilles jaunissent, les sarmens deviennent noirs et rabougris, les souches meurent, et, si on les arrache, on trouve les racines pourries. Une singulière particularité, c'est que tous les ceps

d'un vignoble ne sont pas atteints à la fois; il se forme d'abord sur l'étendue du terrain cultivé un certain nombre de petits centres où le mal semble circonscrit, mais qui se développent bientôt de telle sorte qu'ils finissent par se rejoindre, se confondre et tout embrasser. On les a justement comparés à des gouttes d'huile tombées sur une feuille de papier ou sur une étoffe, qui s'étendent peu à peu sur la surface entière après avoir produit des taches isolées. La maladie est grave. Dans un délai plus ou moins long, toutes les vignes frappées en meurent. Il y a de cette mortalité des exemples saisissans dans le rapport publié par la commission de la Société des agriculteurs de France qui vient de parcourir les départemens infestés. C'est ainsi qu'arrivant au domaine de Vélage, près d'Orange, les membres de la commission gravissent un tertre et voient soudain le plus grand désastre agricole qu'on puisse imaginer. « Près de cent hectares de vignes, toutes mortes sans en excepter un seul pied, montraient leurs longues lignes noires aussi complétement dépourvues de végétation qu'en hiver. C'est à peine si l'on apercevait dans un angle éloigné un peu de verdure, due à quelques hectares de jeunes plans que le mal n'avait pas emportés encore. » Dans la plupart des vignobles envahis, la récolte a été réduite cette année au dixième environ des récoltes moyennes. Quantité de propriétaires, et parmi eux des agriculteurs expérimentés, des lauréats de la prime d'honneur, se sont vus obligés, depuis un an, de renoncer à la culture de la vigne. Aujourd'hui même à Roquemaure, dans le Gard, les souches arrachées se vendent, comme bois de chauffage, 80 centimes les 100 kilogr.

En présence de faits si menaçans et déjà si terribles, la viticulture s'émeut tout entière; si éloigné qu'on soit du terrain de l'invasion, on ne se croit plus en sûreté. On s'est donc empressé de chercher la cause du mal, d'en étudier les effets, de lui inventer des remèdes. Aussi les documens abondent-ils, quoique l'alarme soit récente. En 1868, une commission de la société d'agriculture de l'Hérault visita la première les points signalés, et publia des rapports remarquables. Dans le département de Vaucluse, une autre commission, instituée par le préfet et composée de membres de la société d'agriculture du département, se distingua par l'ardeur et la sagacité de ses recherches. La commission spéciale des vignes de la société d'agriculture de la Gironde se voua également à ces études. La même année, M. Planchon, professeur à la faculté des sciences de Montpellier, l'un des membres de la commission de l'Hérault, fit paraître un travail qui fut inséré aux comptes-rendus de l'Académie des Sciences. Enfin, quand la Société des agriculteurs de France, qui se constituait à peine, tint à Paris, au mois de décembre, sa première session générale, elle décida, sur le rapport de M. de La Vergne, un des viticulteurs les plus autorisés de la Gironde, qu'elle ferait étudier à ses frais la maladie nouvelle par une commission que désignerait son conseil. Au mois de juillet dernier, cette commission s'est réunie à Orange, et elle a fait une longue tournée dans les départemens de Vaucluse, du Gard, des Bouches-du-Rhône et de la Gironde. M. Vialla fut chargé du rapport; MM. Planchon et Lichtenstein y joignirent, comme

appendice, des notes entomologiques sur le puceron de la vigne. Nous nous inspirerons surtout de ces deux documens les plus complets qu'on ait publiés jusqu'à ce jour. Ajoutons qu'ils se distinguent par une absence de parti-pris assez rare dans ces matières.

La nouvelle maladie de la vigne n'a été constatée jusqu'à présent que dans deux régions, la vallée du Rhône et le département de la Gironde. Elle présente dans la Gironde exactement les mêmes caractères que sur les bords du Rhône, mais il s'en faut qu'elle y ait fait des ravages aussi étendus. Un petit nombre d'hectares, soixante environ, sont seuls atteints, dans la direction de Floirac et de Saint-Loubès, au nord-est de Bordeaux, sur la rive droite du fleuve, que la contagion n'a pas franchi. Le Médoc jusqu'ici n'a donc souffert d'autre mal que la peur. Dans la vallée du Rhône, il n'en est pas de même. De Montélimart à la Crau, le fléau s'étend sur les deux rives, mais avec des proportions inégales. La rive droite est la moins maltraitée; l'Ardèche est épargnée; c'est le Gard qui est envahi, à peu près dans toute sa longueur, de Pont-Saint-Esprit jusqu'à Nîmes. La rive gauche, dont le caractère géographique est différent, et qui offre de grandes plaines et des vallées arrosées par l'Aigues, l'Ouvèze, la Sorgues et la Durance, est presque partout ravagée. Les dégâts commencent au nord à 18 kilomètres au-dessus de Montélimart; mais la Drôme peut s'estimer plus heureuse encore que le département de Vaucluse, qui est de beaucoup le plus dévasté. Sur 30,000 hectares de vignobles, 10,000 hectares y sont ruinés par la maladie. Enfin les Bouches-du-Rhône sont aussi durement éprouvées, surtout dans la plaine qui s'étend entre le Rhône et la Durance, dans le pays de Trébon, entre Tarascon et Arles, et dans la Crau. Il faut noter une circonstance digne de remarque, c'est que, à mesure qu'on s'éloigne des bords du fleuve, l'intensité du mal diminue. Tandis, par exemple, que les arrondissemens d'Orange et d'Avignon sont désolés, celui de Carpentras n'a perdu qu'un dixième de ses vignes, et celui d'Apt est presque entièrement préservé. Sur tous ces points, la maladie a éclaté à peu près simultanément pendant l'été de 1868.

Quelle était la cause de la nouvelle plaie qui frappait la vigne? Voilà ce que l'on se demanda tout d'abord. Les paysans, qui voyaient dans leurs champs se former des *lunes* chaque jour grossissantes (ainsi désignaient-ils en leur pittoresque langage ces foyers d'infection), crurent à une recrudescence extraordinaire du *pourridié* ou *blanquet*. C'est une maladie connue depuis longtemps et commune surtout dans les vignes récemment plantées sur des défrichemens de bois; un cryptogame à filamens blanchâtres, le *mycelium*, s'attache aux racines et les détruit. Or, il fallut bientôt le reconnaître, la pourriture des racines était le seul phénomène dans ce cas nouveau, qui pût rappeler le *blanquet*. Les autres caractères étaient très différens, et du reste l'on avait beau s'armer de verres grossissans et de loupes, on ne trouvait sur les racines en pourriture aucune trace du *mycelium*, ordinairement visible à l'œil nu. Ce fut tout autre chose que la loupe y fit voir; c'est aux commissaires de l'Hérault, à M. Planchon particulièrement, que revient l'honneur de la découverte. Le

17 juillet 1868, ils arrivaient à Saint-Remy, dans les Bouches-du-Rhône, après s'être livrés ailleurs à des investigations sans résultat. Sur les racines d'une souche malade, M. Planchon remarqua certaines traînées jaunâtres, qui jusque-là s'étaient dérobées aux yeux, et dans lesquelles un examen plus attentif fit voir clairement des agglomérations de petits animaux appartenant au groupe des aphidiens. C'était l'insecte dont on a tant parlé depuis un an, qu'on nomme vulgairement le puceron de la vigne, et que M. Planchon a baptisé du nom respectable de *phylloxera vastatrix*. Avait-on rencontré la vraie cause du fléau? Tenait-on enfin le véritable auteur de tant de désastres? On n'osait l'affirmer encore; mais ce qui fut bientôt certainement constaté, c'est que le *phylloxera* était présent partout où paraissait la maladie, et que par contre on ne le découvrait nulle part ailleurs que sur les ceps malades. Les observateurs avaient dès lors un point de départ pour leurs recherches. Au bout de peu de temps, ils en imprimèrent à l'envi les résultats.

Le rapport que M. Vialla vient de publier au nom de la commission de la Société des agriculteurs de France ne laisse plus subsister aucun doute; c'est bien le *phylloxera* qui est le coupable, les membres de la commission le déclarent à l'unanimité. Il est reconnu que la nature du sol, la qualité des terrains, n'ont pas d'influence sur le développement de la maladie, mais peut-être faut-il attribuer une certaine action à la température. En 1868, le midi venait de traverser un hiver très froid, précédé et suivi d'une sécheresse peu ordinaire; le Rhône avait charrié, et il n'avait pas plu depuis dix-huit mois. Que ces intempéries aient affaibli la vigne, qu'elles lui aient ôté la force de résister aux épreuves, nul ne le conteste; mais ce n'est pas la première fois que de telles circonstances météorologiques se sont présentées, et elles ne suffisent pas à expliquer à elles seules la nature et les caractères d'une maladie dont les premiers symptômes ont été du reste reconnus bien avant cet hiver de 1868-1869. Un propriétaire d'Arles, M. Delorme, les signalait au mois de novembre 1867 dans la *Revue agricole et forestière de Provence*, et il en faisait remonter l'apparition dans la Crau à 1866. C'est en 1866 également que les premiers indices ont été observés dans la Gironde. Enfin les recherches de M. Vialla lui ont appris que les environs d'Orange ont été attaqués dès 1865, peut-être même dès 1864. M. Henri Marès exprimait au dernier congrès de Lyon, au mois d'avril, une opinion à laquelle plusieurs personnes se sont rangées, à savoir que le puceron doit avoir vécu depuis plusieurs années sur les racines et s'y être multiplié, mais que, si le mal a pris tout à coup ces proportions effrayantes, ç'a été l'effet d'une propagation extraordinaire du *phylloxera* favorisée par la température (1). Cette explication semble plausible, bien qu'on ne puisse pas affirmer qu'elle soit de tout point exacte. Ce qui n'est plus en discussion, c'est que l'action directe du puceron, de quelque part qu'il vienne, est la cause réelle du désastre qui, pendant les deux derniers étés, n'a fait que grandir.

(1) Voyez *Comptes-rendus des travaux du congrès de Lyon*, p. 137; 1 vol. in-8°; 1869.

Grâce aux minutieuses études de MM. Planchon et Lichtenstein, nous avons quelques notions sur la vie et les mœurs de l'imperceptible ennemi de la vigne. Le *phylloxera vastatrix* appartient à l'ordre des hémiptères, et doit être classé dans le sous-ordre des homoptères, dont les principaux représentans sont les cigales, les pucerons et les cochenilles. La petite famille des phylloxérées formerait à peu près la transition entre les aphidiens (pucerons) et les coccidées (cochenilles). Le mâle du *phylloxera* reste inconnu, et l'observation n'a fait encore découvrir que des individus femelles, dont les uns sont aptères et les autres ailés. Sous sa forme aptère, le *phylloxera* mène une vie tantôt souterraine, tantôt aérienne, s'attachant le plus souvent aux racines, quelquefois aux troncs ou aux rameaux, et s'enfonçant parfois aussi dans les galles bursiformes des feuilles. Toujours il est ovipare, et il produit chaque année plusieurs générations successives. Nous avons sous les yeux quelques gravures tout récemment exécutées sous la direction de M. Planchon; autant qu'il nous est permis d'en juger, le *phylloxera* de la vigne présente, en beaucoup plus petit, des caractères analogues à ceux qu'on remarque chez les différentes espèces de pucerons de nos jardins. Dans les groupes que forment ceux-ci sur les tiges des plantes, on distingue également quelques individus ailés, sortes de petites mouches plus fines, qui se mêlent aux nombreux troupeaux des aptères.

Aux premiers jours de printemps commence la ponte; elle dure jusqu'à l'approche de l'hiver. Les œufs sont de petits ellipsoïdes allongés, mesurant en longueur 32 centièmes de millimètre sur 17 centièmes de millimètre de diamètre transversal. Une femelle aptère, gardée avec plusieurs autres dans un flacon et tenue dans une chambre non chauffée, avait déjà pondu deux œufs le 15 février, et le 26 novembre est la date la plus tardive où l'on ait noté une ponte dans de semblables conditions. Chez la même pondeuse, les œufs se succèdent ordinairement de deux en deux jours. M. Planchon estime à un mois en moyenne le temps qu'il faut à chaque génération pour être pondue, éclore, muer trois ou quatre fois et commencer une génération nouvelle. Il y aurait donc au moins, de mars à novembre, huit générations par année issues de la même femelle. On doit tenir compte d'ailleurs de l'influence de la nourriture, de la saison sur l'existence et sur la fécondité de l'insecte. La différence est grande entre les individus qui se sont appliqués à des racines succulentes, et ceux que leur mauvaise fortune a attachés à des racines affaiblies déjà ou gagnées par la pourriture. Dans les circonstances les plus favorables, le maximum de ponte a été de trente œufs sortis d'une femelle entre le 15 et le 24 août. « En prenant approximativement, dit M. Planchon, le chiffre 20 comme une moyenne raisonnable quant au nombre d'œufs, et le chiffre 8 comme celui des pontes possibles, entre le 15 mars et le 15 octobre, on trouverait par le calcul cette progression effrayante du nombre croissant des œufs issus d'une seule femelle : en mars, 20; en avril, 400; en mai, 8,000; en juin, 160,000; en juillet, 3,200,000; en août, 64,000,000; en septembre, 1,280,000,000; en octobre, 25,600,000,000; c'est-à-dire, en définitive,

plus de 25 milliards. » Heureusement ces supputations, comme toutes celles de la statistique, ne peuvent pas avoir une valeur absolue, et il faudrait faire entrer en ligne de compte des causes de destruction sans doute multiples.

Comme le plus grand nombre des insectes, le puceron de la vigne traverse-t-il l'hiver à l'état d'œuf? D'après M. Planchon, voici ce qui se passe. Vers le milieu de novembre, on commence à ne plus trouver d'œufs (ils sont éclos avant les froids), ni de mères adultes (elles sont épuisées et semblent avoir complétement disparu). Il ne reste alors que des jeunes, réfugiés sur les racines, dans les fissures de l'écorce; ils sont d'un jaune terne, faibles, engourdis, immobiles. Ils ne se meuvent et ne grossissent qu'au mois de février, sous l'influence d'une température plus douce. C'est alors qu'ils cherchent le point où ils vont s'établir pour passer à l'état de mères pondeuses. Sous cette forme définitive, ils mesurent en longueur trois quarts de millimètre et un demi-millimètre en largeur. La ponte est facile et intéressante à observer; on distingue clairement la phase critique à une élongation de l'abdomen, et l'on peut suivre la sortie de l'œuf, qui se colle aussitôt sur le plan de position auprès des autres œufs pondus. La faculté de locomotion des *phylloxera* parvenus à cette époque de leur vie ne s'exerce plus qu'à très courte distance, sauf chez quelques individus, d'un jaune orangé beaucoup plus vif, qui sont à la fois plus rebondis et plus agiles, mais dont M. Planchon ne peut s'expliquer, — comment dirons-nous? — la *mission*. Ce ne sont probablement pas des femelles, car on n'a observé chez eux ni la formation de l'œuf ni les phénomènes de la ponte. Ce ne sont pas non plus des mâles, car les organes caractéristiques leur font absolument défaut, et d'ailleurs on n'a jamais pu saisir aucun indice d'accouplement chez les *phylloxera*. Il y a donc là une de ces énigmes auxquelles les entomologistes ne sont que trop accoutumés.

Également, sur les femelles ailées dont nous avons parlé tout à l'heure, l'observation n'a pu apprendre que peu de chose. On se contente de décrire leur forme, et l'on ne sait presque rien de leurs mœurs. Remarquons toutefois que, si le petit nombre de nervures de leurs ailes exclut l'idée d'un vol puissant, elles doivent encore, aidées et même transportées par le vent, faire d'assez lointains voyages. « Cette influence presque inévitable du vent sur la dispersion des *phylloxera* ailés mérite d'être soigneusement étudiée, dit M. Planchon, parce qu'elle peut rendre compte de la marche de l'invasion des vignobles dans telle direction donnée. » En effet, c'est par ce transport des mères ailées que s'expliquerait le mieux la contagion à distance; il faut remarquer cependant que cette conjecture n'a pas pu jusqu'ici être confirmée par des témoignages certains.

On le voit, bien des lacunes restent à remplir dans l'histoire des mœurs de ces insectes; ce qu'on pourrait nommer leur vie intime est toujours à décrire. Malheureusement il n'en est pas de même des signes extérieurs de leur passage qui sont trop bien connus des vignerons. Arrachez quelque cep malade, vous en verrez les racines couvertes de

groupes disséminés composés de mères qui pondent, de jeunes qui s'agitent, d'œufs qui vont éclore. Sur les radicelles tendres et fines, ces groupes sont souvent si nombreux qu'ils se touchent. Enfin chaque individu isolé deviendra promptement l'auteur d'une famille plus nombreuse que ne le furent jamais celles des patriarches. Quand le cep est bien mort et que la racine est pourrie, il n'y faut plus chercher de pucerons; ils sont morts ou ont émigré, ne trouvant plus leur nourriture, et les jeunes sont allés fonder d'autres colonies sur les racines les plus prochaines. C'est toujours par le chevelu que la pourriture commence; elle envahit ensuite les grosses racines et remonte jusqu'au tronc. Graduellement le feuillage passe du vert au jaune terreux; la chute des feuilles est le signe de la mort. Dans un champ, le mal se propage de deux manières, à distance et de proche en proche. Le vigneron regarde avec stupeur le progrès incessant de chaque *tache d'huile*. On dirait des plaies qui se rapprochent et finissent par se confondre.

Depuis un an, mille moyens de destruction, mille remèdes, ont été essayés, prônés, rejetés tour à tour. On n'en a pas trouvé qui fussent réellement efficaces. La grande difficulté, c'est qu'il s'agit d'aller chercher sous terre un ennemi qui s'y dérobe, qu'on rencontre le plus souvent à 50 et 60 centimètres de profondeur, qu'on a même vu cette année par exception enterré à 1^{m}75 dans le sol. Quantité de substances peuvent faire mourir le puceron; mais ce n'est pas assez de les choisir, il faut les faire pénétrer jusqu'à lui à travers la terre, c'est-à-dire à travers un filtre qui retient ou qui décompose la plupart des matières que l'eau n'a pas parfaitement dissoutes. Les tourteaux de colza, le purin et divers engrais qui enrichissent le sol tout en le débarrassant de beaucoup d'insectes, n'ont donné ici aucun résultat. Il en a été de même de la chaux caustique, du plâtre, des eaux ammoniacales, du gaz, de l'acide arsénieux, du soufre, de différens composés dans lesquels on a mélangé la plupart de ces substances. Avec l'huile de pétrole et l'acide phénique, qui d'ailleurs coûtent cher, on n'a pas été plus heureux. Enfin le sulfure de carbone, employé à dose médiocre, reste sans effet; à forte dose, il tue le puceron et la vigne. M. Gaston Bazille se propose, nous dit-on, pour tourner la difficulté, de greffer des vignes sur des arbrisseaux de la même famille, le *Cissus orientalis,* ou la vigne vierge, dont les racines échapperaient probablement aux ravages du *phylloxera;* mais, sans compter que le succès n'est pas assuré, ce ne sera jamais là qu'une expérience d'amateur ou de savant. Également on a remarqué que le puceron épargne à peu près deux cépages, l'espagnin, assez bon raisin noir de table, et le colombeau, raisin blanc fort peu estimé; est-ce à dire qu'il faille planter à nouveau tous les vignobles d'espagnin et de colombeau? Personne ne le prétend, et l'on continue à chercher, quoique l'espoir se lasse un peu.

Cependant deux faits isolés sembleraient indiquer des moyens de préservation qui n'ont pas été essayés suffisamment, mais qui du reste ne sauraient s'appliquer partout. Il s'agit de l'irrigation, ou, pour mieux dire, de la submersion complète des champs de vignes. Chez un cultiva-

teur de la Crau, dans une propriété gravement atteinte, la commission de la Société des agriculteurs de France remarqua un pied de vigne isolé au milieu d'un terrain vacant souvent submergé par les eaux; ce cep était très vigoureux et ne portait aucune trace ni de maladie ni de pucerons. Ailleurs, au mas de Fabre, près de l'étang de Berre (Bouches-du-Rhône), la même commission vit une vigne de 8 hectares fort compromise à ses extrémités, mais qui contenait dans sa partie centrale un demi-hectare environ complétement préservé des atteintes de la maladie. Cette zone favorisée, qui était plantée de grenache, le plus maltraité des cépages, consistait en une bande de terrain sablonneux et assez fortement salé pour que le sol y fît parfois efflorescence. Y avait-il là une indication des bons effets que l'on pourrait attendre de l'emploi des engrais alcalins sulfatisés que fournit l'étang de Berre? c'est ce qu'a pensé le propriétaire de la vigne, M. Faucon, qui s'est empressé de les employer à haute dose, et qui a publié à ce propos un très bon mémoire. En outre, il a soumis les souches à un régime d'abondantes irrigations, 50 et même 100 litres d'eau par souche, 250 à 500 mètres cubes d'eau par hectare. Or ces arrosages répétés et poussés jusqu'à la complète inondation lui ont fait obtenir des résultats inespérés. Est-ce à la qualité de l'eau, est-ce simplement à l'eau même que l'on doit les attribuer? M. Faucon a-t-il empoisonné ou noyé le *phylloxera?* Nous pencherions pour la dernière hypothèse, que semble confirmer l'observation du cep submergé de la Crau.

Tel est l'état des choses. Quelques personnes se flattent de l'espoir que le puceron disparaîtra un jour aussi inopinément qu'il est venu; mais il faut avouer que ce que l'on voit aujourd'hui n'encourage pas à partager cette opinion, et que ce n'est pas de ce côté que sont les probabilités. En présence d'un mal qui, loin de se lasser, redouble et s'étend chaque jour davantage, on ne saurait se reposer sur le hasard ou sur la Providence du soin de chercher le remède. D'ailleurs les conséquences actuelles du fléau ne privent pas seulement l'agriculture des revenus d'une saison, comme il arrive si quelque accident vient à détruire les récoltes de froment ou de betteraves; à supposer qu'on ait maintenant le courage de planter à nouveau les vignobles perdus, il faudra que plusieurs années s'écoulent avant que ces jeunes plants, fussent-ils épargnés par le puceron, donnent des raisins. Le mal est maintenant étudié, ses causes sont connues. Ce n'est pas à dire pour cela que la guérison en soit assurée; mais il est probable que l'on finira par découvrir un remède. Qu'on ne se décourage donc pas; attendons beaucoup du concert de la science et de la pratique. Si l'on n'a pas vaincu l'oïdium avec le soufrage, on en a su du moins diminuer et circonscrire les effets; pourquoi ne trouverait-on pas un préservatif qui serait au *phylloxera* de la vigne ce que le soufrage a été pour l'oïdium? EUG. LIÉBERT.

C. BULOZ.

TABLE DES MATIÈRES

DU

QUATRE-VINGT-QUATRIÈME VOLUME

SECONDE PÉRIODE. — XXXIXe ANNÉE.

NOVEMBRE — DÉCEMBRE 1869

Livraison du 1er Novembre.

Livraison du 15 Novembre.

ö. K. m.

Livraison du 1er Décembre.

Livraison du 15 Décembre.

Paris. — J. CLAYE, Imprimeur, 7, rue Saint-Benoît.